SOUS LA DIRECTION DE
Gérard BOISMENU et Gilles DOSTALER
Respectivement professeur de science politique, Université de Montréal
et professeur, département d'économie, UQÀM

(1987)

La "*Théorie générale*" et le keynésianisme.

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi
Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca
Site web pédagogique : http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/

Dans le cadre de: "Les classiques des sciences sociales"
Une bibliothèque numérique fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi
Site web: http://classiques.uqac.ca/

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: http://bibliotheque.uqac.ca/

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l’autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf., .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

SOUS LA DIRECTION DE
Gérard BOISMENU et Gilles DOSTALER

LA “*THÉORIE GÉNÉRALE*” ET LE KEYNÉSIANISME.

Textes présentés au colloque organisé par le GRÉTSÉ et l’A.E.P., qui a eu lieu à l’Université de Montréal le 30 janvier 1987. Montréal : ACFAS, 1987, 193 pp. Collection : politique et économie.

[Autorisation formelle accordée par les directeurs de la publication le 17 août 2009 de diffuser cette œuvre dans Les Classiques des sciences sociales.]

Courriels : gerard.boismenu@umontreal.ca
et dostaler.gilles@uqam.ca
Jean-Jacques.Gislain@rlt.ulaval.ca, alain.noel@umontreal.ca
gill.louis@uqam.ca,

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 12 points.
Pour les citations : Times New Roman, 12 points.
Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5’’ x 11’’)

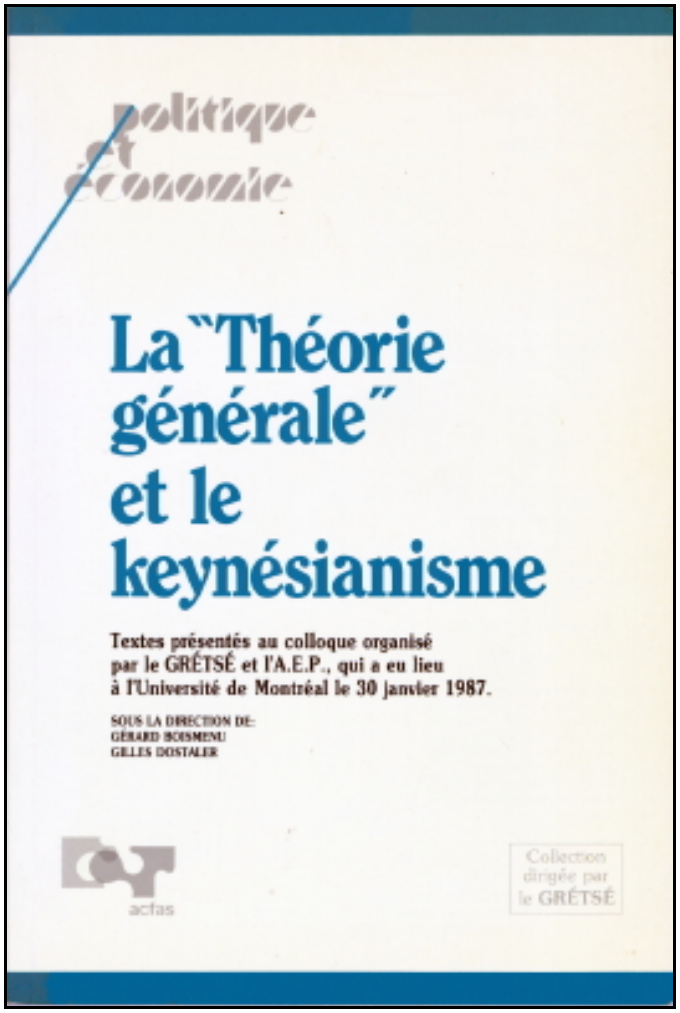
Édition numérique réalisée le 12 septembre 2009 à Chicoutimi,
Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

SOUS LA DIRECTION DE

Gérard BOISMENU et Gilles DOSTALER

Respectivement professeur de science politique, Université de Montréal
et professeur, département d’économie, UQÀM

LA “*THÉORIE GÉNÉRALE*” ET LE KEYNÉSIANISME.



Textes présentés au colloque organisé par le GRÉTSÉ et l’A.E.P., qui a eu lieu à l’Université de Montréal le 30 janvier 1987. Montréal : ACFAS, 1987, 193 pp. Collection : politique et économie.

Table des matières

Quatrième de couverture

Avant-propos. Gilles Dostaler et Gérard Boismenu

Introduction. Gilles Dostaler et Gérard Boismenu

1. Mario Seccareccia, Les courants de la pensée économique à l'origine de la *Théorie générale :* quelques éléments nouveaux d'interprétation.

2. A. Asirnakopoulos, La signification théorique de la *Théorie générale* de Keynes.

3. Jean-Jacques Gislain, À propos des deux postulats de la théorie « classique » du marché du travail dans la *Théorie générale :* hérésie et orthodoxie.

4. Gilles Dostaler, La vision politique de Keynes.

5. Alain Noël, L'après-guerre au Canada : politiques keynésiennes ou nouvelles formes de régulation ?

6. Gérard Boismenu, Keynésianisme et niveau provincial de l'État canadien.

7. Diane Bellemare, Keynésianisme et démocratie économique.

8. Harold Chomey, Keynes et le problème de l'inflation : les racines du retour à une « saine gestion financière ».

9. Marc Lavoie, Pourquoi faut-il recommander la lecture de Keynes de préférence à celle de Marx et Friedman aux chefs syndicaux.

10. Louis Gill. Annexe : Les dépenses publiques, moteur ou frein de la croissance ? Une évaluation de Keynes, 50 ans après la *Théorie générale.*

La “Théorie générale” et le keynésianisme

QUATRIÈME DE COUVERTURE

Retour à la table des matières

La collection POLITIQUE ET ÉCONOMIE est dirigée par le Groupe de recherche et d'étude sur les transformations sociales et économiques (GRÉTSÉ) qui réunit des professeurs de l'Université de Montréal et de l'Université du Québec à Montréal. Cette collection accueille les études et recherches des membres du Groupe et, plus largement, des chercheurs de la communauté universitaire.

Il y a 50 ans, John Maynard Keynes publiait sa *Théorie générale* qui a certainement été l'oeuvre économique la plus marquante de ce siècle. Non seulement elle constitue une contribution originale a la théorie économique, mais elle est associée a des transformations profondes dans la régulation économique, notamment par une intervention soutenue de l'État. Depuis environ 10 ans, le keynésianisme est attaqué a la fois sur le plan théorique et sur le plan politique.

Jetant un éclairage critique sur le débat en cours, les auteurs, dont les analyses ont été préalablement présentées à un colloque thématique, traitent de la signification théorique et politique de la Théorie générale et du keynésianisme, et ils discutent des perspectives actuelles du keynésianisme.

Sont mis à contribution des spécialistes des sciences économiques et de la science politique qui sont rattachés à diverses universités, tant francophones qu'anglophones, du Québec et du Canada.

Contributions

A. Asimakopulos

D. Bellernare

G. Boismenu

H. Chorney

G. Dostaler

J.-J. Gislain

M. Lavoie

A. Noël

M. Seccareccia

La “Théorie générale” et le keynésianisme

AVANT-PROPOS

par Gérard BOISMENU et Gilles DOSTALER

Retour à la table des matières

Nous réunissons dans ce livre la totalité des textes qui ont appuyé les communications présentées au colloque organisé conjointement par le GRÉTSÉ et l'A.E.P., afin de souligner le cinquantième anniversaire de la parution de la *Théorie générale* de John Maynard Keynes.

Ce colloque, qui a eu lieu à l'Université de Montréal le 30 janvier 1987, constitue la deuxième manifestation conjointe du genre de nos deux organisations. À pareille date l'an dernier, nous avions d'ailleurs le plaisir de publier, dans la même collection, *Le travail au minimum.*

La bonne tenue d'un colloque repose d'abord sur la qualité des interventions. Nous voulons profiter de l'occasion qui nous est donnée, pour souligner le sérieux que chacun a mis dans la préparation de son analyse. De même, nous avons pu compter sur des animateurs (Ginette Dussault, Diane Éthier et Alfred Dubuc) qui ont accompli leur rôle de maître du jeu avec un sens aigu de l'à-propos.

La publication des actes a été possible grâce au concours de plusieurs collaboratrices. Chantal Chevrier et Ginette Dussault ont traduit avec célérité les textes de collègues anglophones. Diane Éthier nous a amicalement secondé lors de la correction d'épreuves. Michelle Braun, rattachée à la Faculté des arts et des sciences de l'Université de Montréal, a assuré avec gentillesse et professionnalisme la

tâche de dactylographie et de mise en forme des textes. Colette Désilets a, avec beaucoup d'efficacité, assumé la responsabilité de la mise en page du livre.

Que toutes ces personnes trouvent ici l'expression de nos remerciements.

Le GRÉTSÉ, de même que l'A.E.P., tiennent à remercier l'Université de Montréal et l'Université du Québec à Montréal pour l'appui institutionnel et financier qu'elles ont accordé à leurs activités et, plus particulièrement, à cette manifestation. Nous tenons aussi à remercier la Direction des communications de l'Université de Montréal pour les services offerts gracieusement.

Gérard Boismenu, directeur du GRÉTSÉ

Gilles Dostaler, président de l'A.E.P.

La “Théorie générale” et le keynésianisme

INTRODUCTION

par Gérard BOISMENU et Gilles DOSTALER

Retour à la table des matières

La *Théorie générale de l'emploi, de l’intérêt et de la monnaie,* de John Maynard Keynes, a désormais une carrière d'un demi-siècle. Keynes a survécu dix années à la naissance de son oeuvre majeure. Peu après sa mort ont été forgées les expressions de « révolution keynésienne » et de « keynésianisme ». * Ces expressions, les réalités qu'elles désignent, leurs rapports avec le livre de Keynes et la pensée de ce dernier sont extrêmement complexes. Le présent ouvrage veut contribuer à clarifier ces rapports, à discuter de la signification de la *Théorie générale* et du keynésianisme, au moment de son émergence comme aujourd'hui, alors qu'il est de plus en plus remis en question.

Il y a donc d'abord un livre, paru au début de 1936, au moment où l'on commençait à entrevoir la sortie de la grande crise. Cet ouvrage est sans doute celui qui, dans le domaine économique, a exercé le plus d'influence, du moins fait couler le plus d'encre, au vingtième siècle. Dans l'histoire de la pensée économique, son destin se compare à celui de la *Richesse des nations* de Smith, paru cent soixante années plut tôt ou du *Capital* de Marx, publié en trois livres entre 1867 et 1894. Comme ses prédécesseurs, ce livre a donné lieu à de multiples lectures et à des interprétations contradictoires. Alors que certains y voient une rupture radica-

---

* Le terme de « keynésisme » serait sans doute plus correct. Mais nous avons décidé de sacrifier à l'usage.

le avec l'orthodoxie économique de l'époque, d'autres le considèrent au contraire comme la quintessence de cette orthodoxie. C'est pour les uns un livre obscur, sinon incompréhensible ; pour les autres, une oeuvre limpide. Hérésie pour un camp, révélation pour l'autre. Il importe donc, dans un premier temps, de relire cette oeuvre, dont certains proposeront ici, à leur tour, une interprétation.

L'auteur de ce livre n'est pas moins complexe que son oeuvre. La *Théorie générale* n'est pas, loin s'en faut, le seul écrit de Keynes, ni même le plus célèbre. *Les conséquences économiques de la paix,* publié en 1919, a sans doute plus contribué à asseoir sa célébrité. Dès les années vingt, Keynes combattait les politiques conservatrices du gouvernement anglais et mettait de l'avant des propositions de politiques économiques désormais associées à son nom. Et il n'était pas le seul à le faire. Ce qu'on appelle la « révolution keynésienne » est donc antérieure à la parution de la *Théorie générale* et, jusqu'à un certain point, indépendant de la personne de Keynes. Il en est ainsi, du reste, des grands courants idéologiques et politiques dans l'histoire.

Après la mort de Keynes, le keynésianisme, évidemment, a cessé de lui appartenir et a connu une destinée à la fois exceptionnelle et complexe Exceptionnelle parce qu'en politique comme en théorie économique, pour un temps du moins qui va à peu près de 1946 à 1975, tout est devenu « keynésien ». Keynésien le nouvel État. Keynésiennes les nouvelles politiques économiques. Keynésiens les nouveaux consensus sociaux. Keynésienne, enfin, la nouvelle théorie économique dominante, au point où l'un des plus authentiques adversaires de Keynes, Milton Friedman, a pu déclarer que « désormais, nous sommes tous keynésiens ». Cette destinée est aussi complexe, parce que le keynésianisme auquel se réfèrent les uns et les autres est divers et multiforme. Il va, dans le domaine théorique, de la synthèse néo-classique à la Hicks-Samuelson au keynéso-marxisme à la Sweezy, en passant par l'école post-keynésienne, les théories du circuit et du déséquilibre, et toutes les variantes du keynésianisme radical. Dans le domaine politique, il va de la social-démocratie à la suédoise au « réglage de précision » à l'américaine.

Avec le développement d'une nouvelle crise structurelle, depuis le début des années 1970, les consensus se sont effrités. En particulier, les adversaires de Keynes ont cessé de sentir le besoin de se déclarer keynésiens. Opposant de la première heure, Hayek, dont l'oeuvre avait été éclipsée par celle de Keynes, reçoit le prix Nobel d'économique en 1975. Le monétarisme rejette la fusion entre

Keynes et la théorie néo-classique. De « nouveaux » courants se développent - « nouveaux classiques », économie de l'offre, anticipations rationnelles - qui renouent avec l'orthodoxie qu'avait combattue Keynes. Sur le plan politique, de la même manière, « État keynésien » (souvent confondu avec État-providence), et politiques keynésiennes sont remis en question. Plus encore, on attribue aux politiques keynésiennes les difficultés économiques actuelles, la coexistence de l'inflation et du chômage. À la place, des politiques marquées au coin du conservatisme sont prônées et mises en oeuvre : réduction du rôle de l'État, réduction des dépenses sociales, « déréglementation » sous toutes ses formes, affaiblissement du rôle des syndicats. Bref, un train de mesures que Keynes, dès les années vingt, (par exemple dans Les conséquences économiques de Monsieur Churchill) avait dénoncées comme socialement injustes, politiquement suicidaires et économiquement inefficaces.

Il y avait donc deux raisons de procéder à la réunion de ces textes présentés à un colloque tenu par l'Association d'économie politique et le Groupe de recherche et d'étude sur les transformations sociales et économiques. Il s'agissait d'abord de commémorer un anniversaire, celui de la publication de la Théorie générale de Keynes. Mais il s'agissait surtout, à cette occasion, de s'interroger sur la signification du keynésianisme et sur ses perspectives actuelles. Donc de réfléchir sur notre temps, les problèmes qui se posent et les solutions possibles. Neuf spécialistes de Keynes et du keynésianisme, venant des sciences politique et économique, se sont penchés sur ces questions.

Les trois premiers textes s'interrogent sur la Théorie générale de Keynes et ses rapports avec d'autres théories économiques. Mario Seccareccia examine certains courants de la pensée économique à l'origine de la *Théorie générale*, dont l'objet est la construction d'une économie monétaire de la production opposée à l'économie d'échange réel des classiques. Il met en lumière les origines de deux propositions radicales mises de l'avant par Keynes à la fin de son livre : l'euthanasie du rentier et la socialisation de l'investissement. Seccareccia retrouve ces idées, d'une part dans l'orthodoxie britannique de la Banking School, de Mill, Marshall et Pigou, d'autre part dans l'historicisme allemand. À l'origine du radicalisme keynésien, on retrouve les thèses de Soddy, Gesell, Wicksell, Veblen, Mitchell et Johannsen. Les propositions découlant de ces thèses seraient plus que jamais à l'or-

dre du jour, plutôt que celles des « keynésiens hydrauliques », appellation parfois utilisée pour caractériser les keynésiens néo-classiques.

Athanasios Asimakopulos s'intéresse au contenu de la Théorie générale et à sa signification théorique. Pour lui, la rupture avec l'orthodoxie visée par Keynes a avorté avec la synthèse néo-classique. Son livre contient néanmoins les éléments fondamentaux pour compléter cette rupture. Le principal élément est cette vision du temps historique avec un passé irrévocable et un futur incertain, dans le cadre duquel Keynes situe son analyse. Asimakopulos montre toutefois que, dans l'étude de la détermination de l'emploi global, et en particulier dans la présentation du multiplicateur, il arrive à Keynes de prendre quelques libertés avec cette conception du temps et de revenir au temps logique des néo-classiques. Il en est de même de la détermination de l'investissement, où Keynes insiste sur les anticipations et l'incertitude, mais, dans son étude de l'efficacité marginale du capital, envisage une prédiction comptable du futur récupérée par la théorie néo-classique. L'auteur discute ensuite de la monnaie et du financement, qui jouent un rôle important dans la *Théorie générale,* mais surtout dans certaines interprétations ultérieures qui en ont été faites, y compris par Keynes lui-même. La prise en compte du temps historique, de l'incertitude, l'« ouverture » de l'économique sur le social et le politique, peuvent seuls permettre, aujourd'hui, d'échapper à la réduction de la *Théorie générale* à une théorie de l'équilibre.

Jean-Jacques Gislain étudie aussi les rapports entre orthodoxie et hétérodoxie dans la *Théorie générale,* mais il le fait sous un autre éclairage, dans le cadre de l'analyse du marché du travail. Keynes rejette, dans son livre, ce qu'il appelle le deuxième postulat de l'économie classique, liant utilité du salaire et désutilité du volume d'emploi. Il introduit de ce fait la possibilité du chômage involontaire et construit sur cette base une théorie de l'emploi. Mais il accepte le premier postulat de cette théorie, liant salaire et produit marginal du travail. Cette acceptation de l'orthodoxie permet la récupération néo-classique de la *Théorie générale.* Gislain s'interroge sur les raisons de cette acceptation qui empêche Keynes d'aller au bout de son projet critique et radical. Ce sont des raisons d'ordre méthodologique qui expliqueraient ce choix délibéré, choix rejeté par les post-keynésiens.

Les trois textes suivants se penchent sur la signification politique de la *Théorie générale* et du keynésianisme à sa naissance. Gilles Dostaler considère d'abord la vision politique de Keynes, vision fondée sur certains principes éthiques aux-

quels il a adhéré très tôt dans sa carrière qui n'était pas d'abord celle d'un économiste. De même, les éléments essentiels à sa vision politique sont-ils formés très tôt et en grande partie antérieurs à son oeuvre proprement théorique. Ils sont fondés, en particulier, sur le rejet du conservatisme, mais aussi de la violence comme moyen d'action politique et sur l'exaltation du rôle de la classe moyenne et de la bourgeoisie éclairée. Dostaler montre pourquoi Keynes rejetait d'une part conservatisme et laissez-faire, et de l'autre bolchevisme et marxisme, pour proposer un nouveau libéralisme dont le contenu est plus radical que ce qu'on trouve dans la *Théorie générale* et, surtout, dans le keynésianisme modéré de l'après-guerre. Keynes avait enfin, de l'évolution future de l'humanité et de la fin de l'économie, une vision qui n'était pas sans ressemblances avec celle de Marx.

Alain Noël se questionne sur l'instauration de politiques keynésiennes dans l'après-guerre au Canada. Le Canada est souvent considéré comme le pays qui aurait adopté le plus rapidement les idées de Keynes. Noël remet en question cette thèse, en montrant que la séquence liant les idées aux politiques et ces dernières à leurs résultats n'est pas aussi évidente qu'il paraît au premier abord. Il serait exagéré de parler de « révolution keynésienne » au Canada, et on a surestimé l'influence des experts keynésiens par rapport à celle des politiciens. Pour Noël, ce sont de nouvelles formes de régulation, de nouveaux mécanismes économiques et sociaux mis en place durant les années quarante qui expliquent la croissance et la prospérité d'après-guerre. C'est pour des raisons idéologiques, liées aux succès du Parti libéral, qu'on a parlé -en particulier à gauche - de politiques keynésiennes comme sources de cette prospérité.

Gérard Boismenu analyse les relations entre politiques keynésiennes et régime fédératif. Les gouvernements provinciaux constituent des acteurs majeurs dans l'instauration du keynésianisme au Canada. L'auteur décrit les situations au Québec, en Alberta, en Saskatchewan et en Colombie-Britannique du milieu des années trente jusqu'à l'après-guerre. Se manifeste, en premier lieu, un radicalisme politique qui prend la forme du « petit New Deal colombien », de la CCF – à gauche - et du crédit social - à droite. Au Québec, l'Action libérale nationale propose en 1935 une intervention de l'État dans le champ des rapports économiques. Boismenu souligne, par ailleurs, l'absence de consensus en faveur d'une politique d'inspiration keynésienne dans l'ensemble canadien. Dans l'après-guerre, les gou-

vernements provinciaux ont une action de contrepoids à ces politiques, alors que la politique keynésienne est identifiée à centralisation du pouvoir politique.

Les trois derniers textes sont consacrés à la situation actuelle du keynésianisme. Marc Lavoie compare trois courants actuels de la théorie économique : l'école néo-classique, dans sa version actuelle, friedmanienne, les néo-radicaux américains et les post-keynésiens anglais. Il étudie leur analyse du chômage et de l'inflation et les politiques mises de l'avant pour résoudre ces problèmes. Il découvre certaines similitudes entre les positions néo-classiques et les positions radicales. Ni les unes ni les autres ne constituent, à son avis, une bonne base théorique pour les leaders syndicaux, qui ont plutôt intérêt à appuyer leurs revendications sur la théorie post-keynésienne. C'est pourquoi Lavoie leur recommande de lire Keynes plutôt que Marx ou Friedman.

Harold Chorney se propose d'expliquer le retour contemporain au conservatisme et au projet d'une « saine gestion financière », sur les plans théorique et politique. Il s'agit bien d'un retour, puisqu'un examen comparé de déclarations des ministres des Finances ou d'économistes au cours des années *1930* et aujourd'hui montre des similitudes étonnantes. Nous serions revenus exactement cinquante années en arrière. Ce retour au conservatisme et à la doctrine de l'équilibre budgétaire s'opère dans un contexte inflationniste et s'appuie sur la théorie quantitative de la monnaie, dont Keynes s'était libéré dans la *Théorie générale. Plus* encore, on trouve dans ce livre, et surtout dans le Traité *de* la monnaie, le fondement d'une analyse de l'inflation dans une situation de sous-emploi. Contrairement à ce qu'on prétend généralement, le keynésianisme contient donc une explication de la stagflation. Ses propositions de politique économique n'en sont pas la cause. Elles constituent, au contraire, la solution aux difficultés actuelles, que la « contre-révolution monétariste » ne peut qu'aggraver.

Critiquant les politiques keynésiennes traditionnelles mises en oeuvre au Canada, Diane Bellemare met de l'avant le projet d'un keynésianisme renouvelé ou pragmatique, tel que l'appliquent des pays comme l'Autriche, la Norvège et la Suède. Ce keynésianisme permet de réaliser simultanément le plein emploi, la croissance économique et la stabilité des prix. Ces objectifs ne peuvent être atteints que dans le cadre de la démocratie économique, de la négociation et du partage des pouvoirs économiques. Us supposent une intervention au niveau de l'orientation des dépenses et de l'utilisation de la valeur ajoutée. Ils impliquent

enfin, de la part des gouvernements, l'engagement ferme de chercher à maximiser la croissance économique sous la contrainte du plein emploi.

Nous publions en annexe un texte de Louis Gill, que son auteur nous a fait parvenir comme contribution au colloque. S'interrogeant sur le rapport entre dépenses publiques et croissance, Gill propose en effet une autre évaluation du keynésianisme. L'intervention étatique est proposée par Keynes comme le seul moyen de relancer l'activité économique et de sortir de la dépression. Cette intervention peut stimuler à court terme la demande effective, mais elle constitue à long terme un poids pour le capital. Elle ne peut, en particulier, s'autofinancer. Ce sont des conditions de croissance exceptionnelles, plutôt que les politiques keynésiennes qui expliquent la prospérité d'après-guerre. Avec le ralentissement économique et la crise, les dépenses publiques deviennent un fardeau pour le capital. C'est ce qui explique le changement de cap actuel au niveau des politiques économiques. Mais le retour actuel au laissez-faire ne peut qu'aggraver les conflits sociaux dans le futur.

Nous aurions souhaité inviter le professeur Jack Weldon, de l'Université McGill, à participer à ce colloque, dont le thème a constitué l'un de ses constants objets de préoccupation. Il nous aurait sans nul doute apporté une contribution originale et remarquable, comme c'est le cas de l'ensemble de ses travaux. Il était malheureusement déjà atteint par la maladie qui vient de l'emporter prématurément, au moment où nous écrivons ces lignes. Nous dédions ce recueil à la mémoire de cet homme qui a consacré sa vie à la recherche de la justice sociale et au progrès de la connaissance, et qui, pour plusieurs d'entre nous, fut une source d'inspiration constante.

La “Théorie générale” et le keynésianisme

1

Les courants de la pensée économique à l’origine de la *Théorie générale* : quelques éléments nouveaux d’interprétation

Mario SECCARECCIA *

I. Introduction

Retour à la table des matières

Tout lecteur familier avec les oeuvres de Keynes sait que cet auteur a cherché dans la plupart de celles-ci à bâtir une théorie cohérente de l'économie monétaire dans laquelle la production joue un rôle prépondérant et où les décisions des agents économiques sont prises sans aucune coordination préalable. Parmi les divers traités d'économie politique qu'il a rédigés, la *Théorie Générale* est l'un de ceux qui ont le plus révolutionné la pensée économique en ce qui a trait aux questions monétaires.

Dans un article écrit dans une oeuvre moins connue, *Festscrift fùr Arthur Spiethoff* (1933), Keynes affirme que si les économistes orthodoxes ne sont pas parvenus à expliquer la cause des crises économiques, c'est qu'ils conçoivent mal

* Professeur de sciences économiques à l'Université d'Ottawa

ce qu'il appelle la « théorie monétaire de la production ». [1] Dans cet article de 1933, il établit également une distinction fondamentale entre « l'économie monétaire » et « l'économie d'échange réel », distinction dont on trouve les fragments épars dans les premières ébauches de la *Théorie Générale*.

Tandis que 'l'économie monétaire', comme l'affirme Soddy (1934) [2] représente la nouvelle économie de l'abondance dans laquelle le flux de monnaie-crédit fait partie intégrante du circuit productif, 'l'économie d'échange réel' renvoie à l'ancienne économie de la rareté où la monnaie remplit une fonction plus neutre et subordonnée en tant que numéraire dont le rôle est seulement de faciliter le processus sous-jacent d'échange réel. Loin d'être totalement nouvelles, comme nous le démontrerons plus loin, les idées de Keynes tirent leur origine de courants importants de pensée qui ont commencé à se faire jour dans les controverses du XIXe siècle. C'est Keynes, toutefois, qui au moins pour un temps rendit respectable le combat contre l'orthodoxie monétaire qui prévalait au XIXe siècle. [3] Ainsi, dans la *Théorie Générale,* Keynes, aurait, selon nous, essentiellement voulu présenter les théories monétaire d'un nombre de penseurs hérétiques de son époque, tel Silvio Gesell, en s'appuyant sur la méthode marshallienne d'analyse.

Nous voulons prouver notamment que sont bien issues de ces courants de pensée 'souterrains', qui furent le coeur des théories de Keynes, deux des politiques les plus radicales de la *Théorie Générale.* Il s'agit de la socialisation de l'investissement et de l'euthanasie de la classe des rentiers, ces deux recommandations qui furent toujours un objet de scandale pour les keynésiens 'hydrauliques' de l'après-guerre. [4] Mais, pour ce faire, nous allons tout d'abord examiner certains courants de la pensée économique qui ont servi de fondement à cette construction intellectuelle. Nous allons examiner plus précisément les théories de la Banking School en Angleterre, qui, sous l'influence de J.S. Mill, s'est engagée dans la voie plus

---

1 Voir J.M. Keynes, « Monetary Theory of Production », in Keynes (1973b), pp. 408-411.

2 F. Soddy (1934) soutient qu'« avant tout, la nouvelle économie de l'abondance ne peut pas être interprétée en termes de l'ancienne économie de la rareté. Dans cette nouvelle philosophie, la monnaie est perçue pour la première fois, non pas comme richesse, mais bien comme un reçu pour une richesse volontairement abandonnée en retour, et utilisée en tant que crédit ». (pp. 135-136)

3 Cf. S.H. Frankel, (1977), p. 5).

4 Cf. A. Coddington, (1983, pp. 100-105).

orthodoxe et éclectique de la pensée néo-classique que prônaient Marshall et Pigou. Nous passerons ensuite en revue les théories de l'École historique allemande en nous attardant davantage sur l'influence que celle-ci a eu sur les penseurs hétérodoxes du début du XXe siècle comme Veblen, Johannsen, Gesell et autres. En dernier lieu, nous tenterons de situer les propositions plus radicales de Keynes concernant la planification de l'investissement et la disparition du revenu des rentiers dans le contexte plus général de l'évolution de la pensée économique.

II. L'influence de l'orthodoxie britannique : de l'endogénéité de l'offre de monnaie de la Banking School à l'importance des prévisions chez Marshall et Pigou

De nombreux économistes, particulièrement dans la tradition post-keynésienne, estiment qu'il y a beaucoup à apprendre des controverses du XIXe siècle sur les questions monétaires puisque les approches monétaires d'aujourd'hui sont un héritage du passé. [5] Le débat suscité par le Bank Charter Act de 1844 qui a fait rage en Angleterre a eu d'importantes répercussions. En effet, tout un ensemble de conceptions les plus hétérogènes sur les questions monétaires allaient progressivement donner naissance à deux courants d'idées diamétralement opposées sur le sens et le contrôle de la monnaie. Obsédé par le fétichisme ricardien de la supériorité de la monnaie-marchandise, les partisans de la Currency School soutenaient que cette monnaie jouait un rôle primordial bien que limité, celui de faciliter l'échange. Si, pour des fins d'utilité et de garantie, les billets de banques remplaçaient la monnaie en circulation, ils devraient alors remplir la même fonction que celle-ci. Selon les partisans de cette école, toute émission excédentaire de billets, c'est-à-dire, non conforme à la norme de l'étalon-marchandise, risquerait donc d'être inflationniste et déstabilisante.

La Banking School a révolutionné de façon radicale la pensée économique relativement aux questions monétaires. D'une part, les partisans de cette école soutenaient qu'une émission excédentaire de billets était chose impossible puisque

---

[5] Voir, entre autres, le travail de P. Davidson, (1984, p. 6).

l'offre de monnaie est déterminée par la demande. En effet, selon la doctrine des 'real bills', le volume des billets émis est fonction uniquement des besoins à court terme des entreprises. Les banques ne peuvent donc pas émettre un volume de billets qui dépasserait cette demande de financement du capital circulant. Mais les partisans de cette école allaient bien au-delà de l'hypothèse de la monnaie endogène ; ils avançaient en effet que selon la doctrine du 'real bills', la monnaie devait s'intégrer au circuit de la production d'abord sous la forme d'un crédit bancaire. Ils énoncèrent même que ce flux monétaire serait régi par la 'loi du reflux'. D'après cette loi peu connue, le volume de prêts à court terme constituerait un 'efflux' de crédit pour être ensuite suivi par un 'reflux' équivalent, ce qui entraînerait à la fin de la période du financement la disparition du flux initial de monnaie-crédit. [6] À moins que la demande de financement ne croisse en raison d'une hausse structurelle des besoins à long terme, l'existence d'un crédit à court terme à elle seule aurait pour résultat que le stock de monnaie en circulation demeurerait inchangé dans le temps. C'est ainsi que se dessine déjà au milieu du XIXe siècle une distinction fondamentale, que Keynes définira davantage, entre l'économie 'd'échange réel' de la Currency School et l'économie 'monétaire de production' de la Banking School. Ces deux théories relatives à l'endogénéité de la monnaie et à la nature circulaire du crédit, sont toujours au centre des conceptions post-keynésiennes actuelles et de celles de la théorie du 'circuit' monétaire en France.

Peut-être en raison de sa formation trop ricardienne, l'un des plus importants partisans de la Banking School, J.S. Mill, n'est pas allé aussi loin que Tooke et Fullarton qui eux avançaient que la monnaie ne pouvait jouer un rôle causal dans la formation des prix. Mill soutenait que cela dépendait de l'état des prévisions des agents. Ainsi, dans un marché passif, l'argument de Tooke selon lequel les billets excédentaires retournent aux banques en vertu de la « loi du reflux », était fondé. Mais dès que les marchés entrent dans une phase spéculative, une émission excédentaire peut entraîner une hausse des prix au-delà de celle qui devrait avoir lieu selon le 'Currency principle'. [7]

---

6 Pour un énoncé précis de la loi du reflux, voir T. Tooke (1848, p. 185 et 194) et J. Fullarton, (1844, pp. 65-68). Au sens de B. Schmitt, (1966), la monnaie est donc perçue comme un bien circulaire dont « flux et reflux forment unité » (p. 96).

7 Cf. J.S. Mill (1873, Livre III, chapitre 12, section 3).

Malgré l'ambivalence que manifeste Mill au sein de la Banking School et qui affaiblissait sa position face à celles des adhérents les plus fervents [8] l'importance qu'il a attaché au rôle des prévisions au sein du processus de spéculation a néanmoins eu une portée considérable. Il lui revient, entre autres, d'avoir conçu une théorie spéculative des fluctuations économiques selon laquelle les prévisions de rendement entraînent les agents à recourir au crédit pour financer leurs achats de biens. Il en résulte une hausse de prix qui assure la réalisation des prévisions de profit. Constatant la réalisation de leurs prévisions de gain, les participants au marché voudront accroître encore plus leurs dépenses, ce qui déclenche un boom spéculatif dans le système. Au contraire, le marché s'effondre lorsque, se rendant compte du niveau exagérément élevé des prix, les spéculateurs commencent à devenir vendeurs nets au lieu de continuer leurs achats. La bulle spéculative éclate et la crise commerciale se révèle quand les prix baissent alors que l'industrie stagne. Tout en soutenant qu'une augmentation du crédit permet cette hausse spéculative des prix, Mill insiste sur l'importance stratégique des prévisions des spéculateurs, à l'opposé de la Currency School qui elle met l'accent sur la quantité de billets de banque en circulation.

Étayée par certains travaux antérieurs de Juglar (1862) démontrant que les crises sont un phénomène résultant des fluctuations des prix et alimenté par la disponibilité du crédit [9], la théorie de Mill allait influencer toute une génération d'économistes, ceux qui ont finalement formé l'École monétaire de Cambridge. Un des premiers économistes à faire partie de cette école fut Alfred Marshall. Dans *The Economics of Industry* (1879), les Marshall dressent un tableau des cycles du crédit semblable à celui élaboré par J.S. Mill. Dans celui-ci, l'offre de crédit très élastique est fonction des fluctuations de la demande de prêts qui résulte des variations des prévisions du profit. [10] Voici ce qu'il énoncera plus tard à ce sujet dans ses *Principes d'économie politique* (1906) : [11]

---

8 Pour une excellente discussion, voir L.W. Mints (1945, pp. 87-88).

9 Juglar (1862) le décrit ainsi : « En un mot, la principale, on pourrait dire l'unique cause des crises, c'est l'arrêt de la hausse des prix ». C. Juglar (1899, p. 33).

10 Cf. A. Marshall et M.P. Marshall (1879, pp. 152-55).

11 A. Marshall (1906, p. 387).

> « (...) lorsque les prix on tendance à s'élever, les gens s'empressent d'emprunter de l'argent et d'acheter des marchandises et contribuent ainsi à faire hausser les prix ; (...). Lorsque, dans la suite, le crédit est ébranlé et que les prix commencent à baisser, chacun désire se débarrasser des marchandises et recherche la monnaie dont la valeur augmente rapidement ; cela fait baisser les prix de plus en plus vite et chaque nouvelle baisse amène une restriction de plus en plus grande du crédit, et c'est ainsi que pendant longtemps les prix baissent uniquement parce qu'ils ont déjà baissé. Nous verrons que les fluctuations qui surviennent dans les prix ne sont amenés que dans une faible mesure par les fluctuations dans l'offre des métaux précieux ; (...) ».

Malgré sa reconnaissance de possibilités de perturbations causées par le flux international d'espèces, dans son ouvrage *Money, Credit and Commerce* (1923), Marshall réaffirme ce même principe de l'endogénéité de la monnaie. Tel qu'il a été indiqué antérieurement, le cycle du crédit a en grande partie une origine non monétaire. Mais, une fois ce cycle amorcé, le crédit bancaire alimente le mouvement de spéculation qui précède habituellement les grandes crises. [12]

Keynes, dans ses premières oeuvres, et plus précisément dans son *Tract on Monetary Reform* (1923), s'est penché sur les sujets de préoccupation de Marshall qui, d'ailleurs, sont analysés dans le cadre de l'équation d'encaisses monétaires de Cambridge. Mais l'application des principes de Marshall au cycle des affaires se trouve de la façon la plus explicite dans l'oeuvre de Pigou. S'opposant aux théories de l'épargne réelle de Tugan-Baranovski et de Spiethoff, et s'appuyant sur l'existence d'un mouvement procyclique de l'intérêt et des prix déjà reconnue par Tooke et Marshall [13], Pigou (1927) soutenait que ces faits démontraient que le principal facteur déterminant se trouvait plutôt « du côté des prévisions du rendement ». [14] Les causes de ces prévisions fluctuantes du rendement peuvent, cependant, être divisées en trois catégories qui loin de s'exclure mutuellement se recoupent l'une l'autre. Pigou les définit comme étant les causes réelles liées à la pro-

---

12 Voir A. Marshall (1923, p. 249).

13 A. Marshall, « Answers to Questions on the Subject of Currency and Prices Circulated by the Royal Commission on the Depression of Trade and Industry » (1886) dans A. Marshall (1926, pp. 4-5) et « Evidence Before the Indian Currency Committee (1899), dans *Idem,* pp. 270-274.

14 A.C. Pigou (1927, p. 33).

duction, les causes psychologiques et les causes autonomes de nature monétaire. Dans son ouvrage intitulé *Industrial Fluctuations,* Pigou se sert principalement des facteurs psychologiques pour expliquer les mouvements cycliques. Le cycle des affaires est essentiellement une série d'initiatives motivées par un climat d'optimisme ou de pessimisme chez les entrepreneurs qui se reflètent dans les tendances des dépenses globales. Ces phases successives, rendues possible par la disponibilité du crédit, résultaient de l'accumulation des erreurs de prévision. [15]

L'intérêt que portent Marshall et Pigou à l'aspect psychologique des prévisions de profit annonce les vues de Keynes dans la *Théorie Générale* sur les mouvements erratiques de la courbe de l'efficacité marginale du capital qui résultent des « esprits animaux » et qui produisent des fluctuations cycliques. Il n'existe en effet aucune différence réelle entre l'affirmation suivante de Keynes tirée de la *Théorie générale* que « c'est au genre de fluctuations de l'efficacité marginale du capital qu'il faut surtout attribuer, (...), les caractéristiques essentielles du cycle économique » [16], et l'importance que donne Pigou à la dimension psychologique des fluctuations cycliques. L'exposé bien connu de Keynes dans son chapitre 3 de la *Théorie générale* concernant le concept de la demande effective n'est en fait qu'une formulation marshallienne située dans le contexte plus général de la macro-économie. Cette formulation générale se retrouve aisément dans les travaux de Pigou portant sur le rôle des fluctuations des prévisions de la demande, en tant que cause principale des fluctuations de l'emploi. Même si elle ne fait pas appel à la technique du multiplicateur de Kahn, l'analyse de Pigou sur la propagation de la demande d'un secteur à l'autre évoque parfois les caractéristiques essentielles du principe du multiplicateur.

En dépit de leurs affinités avec Keynes, ni Marshall ni Pigou n'ont toutefois poussé plus loin le concept de prévisions. Keynes, pour sa part, qui avait déjà traité de cette question dans son *Treatise on Probability* (1921), a par contre poussé plus loin la distinction qu'on trouvait chez Knight entre le risque et l'incertitude. Tandis que le risque permet d'effectuer une prise de décision rationnelle à l'aide d'un calcul de l'espérance mathématique du rendement, la majorité des décisions des entrepreneurs sur les investissements sont prises dans des conditions d'incerti-

---

15 Pour un bon résumé de sa théorie, voir, entre autres, L. Buquet (1954, pp. 185-203).

16 J.M. Keynes (1942, p. 326).

tude. Il y a incertitude de Knight lorsqu'il n'est pas possible d'utiliser le calcul des probabilités pour évaluer la fréquence d'une loi de distribution. [17] Ainsi, au chapitre 12 de la *Théorie générale,* Keynes décrit un monde caractérisé par les fluctuations violentes et erratiques des pondérations accordées aux valeurs qui sont les éléments de la courbe d'efficacité marginale du capital. L'incertitude interdisant la rationalité, au sens néo-classique des décisions, les entrepreneurs doivent se fonder sur une évaluation conventionnelle, celle qui résulte d'un marché régi par la psychologie de masse. Étant donné que ces motifs psychologiques et irrationnels, tels que décrits par Marshall et Pigou, sont loin d'exercer des effets favorables sur la société, Keynes (1936) dans son chapitre 12 en est arrivé à la conclusion que « nous nous attendons à voir l'État, qui est en mesure de calculer l'efficacité marginale des biens capitaux avec des vues lointaines et sur la base de l'intérêt général de la communauté, prendre une responsabilité sans cesse croissante dans l'organisation directe de l'investissement ». [18] Il semble donc que la proposition radicale de Keynes en faveur de la socialisation de l'investissement se rattache plutôt à la tradition orthodoxe britannique qui prend sa source en partie au XIXe siècle.

Avant d'examiner plus à fond les courants de pensée sous-jacents qui ont marqué Keynes de leur influence, nous allons au préalable traiter des liens qui existent entre l'orthodoxie marshallienne et les propos de Keynes sur l'euthanasie des rentiers. Nous avons vu que l'un des aspects principaux de la théorie marshallienne des fluctuations économiques porte sur le rôle des spéculateurs rentiers dont les prévisions entraînent souvent des perturbations qui prennent leur origine sur les marchés financiers. Dans son ouvrage *Money, Credit and Commerce* (1923), ces spéculateurs, qui sont désignés par « haussiers » ou « baissiers » selon leur degré d'optimisme, jouent un rôle déstabilisateur, tel que l'explique le passage suivant : [19]

> « (...) les fluctuations des prix du marché dépendent principalement des fluctuations de la force et l'enthousiasme relatifs des haussiers et des baissiers (...). (...). Ces fluctuations peuvent être minimes ; mais elles peu-

---

17 En plus de son ouvrage, *Treatise on Probability* (1921), in Keynes (1973a), le lecteur pourra consulter M. Lavoie (1985, pp. 493-518) et M. Seccareccia (1980, p. 6) pour une discussion.

18 J.M. Keynes (1942, p. 179).

19 A. Marshall (1923, pp. 258-59).

> vent aussi faire boule de neige pour finalement aboutir à un grand mouvement qui, sous certaines conditions, provoquera une avalanche. (...). Dès que le marché est moindrement actif ou agité, la plus petite hausse du taux d'escompte peut provoquer une telle avalanche ou panique à la bourse ».

La théorie de la préférence pour la liquidité énoncé dans la *Théorie générale* n'est donc en réalité qu'une simple généralisation de la théorie marshallienne de la circulation financière. Déjà dans son *Tract,* Keynes utilise l'analyse de Marshall pour définir les éléments déterminants du paramètre k dans l'équation d'encaisses de Cambridge .[20] Puisque l'une des particularités les plus importantes du cycle de crédit est la tendance de k à diminuer en période de boom économique et d'augmenter en périodes de récession, et ce, quelle que soit l'évolution de la masse monétaire, il ressort de cela que la politique monétaire formulée dans le *Tract* et le *Treatise* préconise l'intervention dans les marchés financiers en stabilisant la valeur de k à l'aide d'une politique de taux d'escompte appropriée.

Pour des raisons très familières aux étudiants d'économie, Keynes dans sa *Théorie générale* abandonne cette croyance en l'efficacité d'une politique de taux d'intérêt. Étant donné la rigidité des prévisions des rentiers, il existe une limite à la baisse du taux d'intérêt qui rend une telle politique inopérante. Puisque le mécanisme de la récession est apte à« faire verser la balance tellement du côté des rentiers » [21] que le fardeau du tribut imposé par cette classe ne peut plus être toléré par l'ensemble de la classe des producteurs, la seule option qui s'offre pour mettre un terme à de tels transferts est la disparition graduelle du marché des capitaux. Keynes soutenait que « l'euthanasie du rentier et du capitaliste oisif n'aura rien de soudain, qu'elle n'exigera aucun bouleversement, étant simplement [l'effet d'un processus graduel qui se réalisera] par étapes » [22] et impliquant une politique de bas taux d'intérêt suivie d'une augmentation des investissements publics afin de favoriser une relance qui entraînerait à la longue l'effacement du capitalisme rentier.

---

[20] Pour une excellente présentation de la théorie, voir A.C. Pigou (1917, pp. 38-65), J.M. Keynes (1924, chapitre 3), A. Marshall (1923, chapitre 24) et voir aussi E. Eshag (1963, chapitres 1 et 2).

[21] J.M. Keynes (1924), p. 32). Pour une discussion intéressante de la théorie sociologique de Keynes de la circulation financière, voir H. Aujac (1950, pp. 279-300).

[22] J.M. Keynes (1942, p. 390).

Tout en s'inspirant du cadre analytique marshallien de la circulation financière, la conception de Keynes s'en éloigne progressivement dans la *Théorie générale*. L'intérêt nouveau que porte Keynes à la lutte de classes qui oppose les rentiers et la classe des producteurs, démontre que la vision de Keynes est autant l'aboutissement de la tradition orthodoxe britannique qu'elle est le résultat de courants de pensée sous-jacents en Angleterre et en Europe continentale, courants sur lesquels nous allons maintenant nous pencher.

III. L'historicisme allemand et l'origine du keynésianisme radical : de la conception des étapes de l'école historique allemande à la socialisation des actifs liquides chez Soddy et Gesell

En réponse au péché ricardien d'abstraction théorique dont est coupable l'économie politique classique, inspirée par la philosophie hégélienne de l'histoire et par la vision organique de l'évolution historique d'Auguste Comte et de Friedrich List, les premiers tenants de l'École historique allemande ont reconnu vers le milieu du XIXe siècle la nécessité d'examiner le développement des institutions économiques à travers l'histoire. Toutefois, ainsi que l'a indiqué J.A. Schumpeter (1954), deux des trois plus importants théoriciens de cette école, Bruno Hildebrand et Karl Knies, ont porté un intérêt particulier au rôle de la monnaie et du crédit dans le processus du développement économique. [23] Dans son schéma logique de classification du développement historique, Hildebrand en particulier distingue trois étapes observables dans l'économie à propos de l'évolution des institutions monétaires et de crédit : l'économie 'naturelle', l'économie 'monétaire' et enfin l'économie de 'crédit'. Même si ce schéma peut être remis en question, l'intérêt que porte Hildebrand aux aspects monétaires de l'évolution du système économique a eu d'importantes répercussions. Cette importance accordée à la restructuration des institutions monétaires et de crédit au cours du processus de développement allait devenir le trait caractéristique de l'analyse néo-classique dans la

[23] Cf. J.A. Schumpeter (1954, p. 809).

tradition autrichienne et dans la pensée hétérodoxe au début du XXe siècle en Allemagne et ailleurs.

1. Le néoclassicisme et la tradition allemande

Knut Wicksell est l'un des premiers des économistes les plus importants de l'école néo-classique a avoir utilisé cette approche en termes d'étapes. Il est ainsi l'un des premiers néo-classiques a avoir pris conscience que cette évolution tendait à réaliser des systèmes monétaires de plus en plus complexes. Selon Wicksell, l'évolution du système capitaliste est une suite d'étapes, chacune de ces phases représentant un niveau de développement des affaires ; chaque phase correspond au degré d'élasticité qu'a pu atteindre le système monétaire. [24]

Dans le cadre monétaire de Wicksell, la première étape représente une situation dans laquelle il n'y aucune institution financière et où une monnaie-marchandise (l'or) est utilisée comme moyen d'échange. Wicksell donne à cette étape le nom d'économie de 'pure monnaie métallique'. Il s'agit d'une économie dans laquelle le crédit, au sens strict, n'existe pas et où la monnaie est utilisée exclusivement pour faciliter l'échange. Dans cette pseudo-histoire du progrès économique, Wicksell examine ensuite une économie dans laquelle le phénomène du crédit se manifeste. Dans cette deuxième étape plus avancée d'une économie de 'crédit simple', le crédit apparaît sous forme de prêts consentis aux consommateurs (les acheteurs) par un autre groupe (les vendeurs) au moment de l'échange, comme dans une foire médiévale. [25] Ainsi, tout comme la monnaie métallique elle-même, le rôle du crédit simple est de faciliter l'échange. Il découle de cela que le besoin de monnaie métallique est réduit en proportion de la valeur des différents billets à ordre et traites des participants du marché. Toutefois, ni dans le cas d'une économie de pure monnaie métallique ni dans celui du crédit simple n'est rompu le lien causal au sens classique qui limite l'investissement au flux

---

[24] Wicksell (1906) écrit : « Pour chaque étape du développement des affaires, nous constatons ainsi une nouvelle, et généralement plus élevée, vitesse de circulation du moyen d'échange (...) ». K. Wicksell (1935, Vol. 2, p. 66).

[25] Pour plus de détails sur la notion wicksellienne de 'prêt à la consommation', voir K. Wicksell (1936, pp. 59-60).

d'épargne. En effet, le 'crédit simple' ne sert qu'à transférer temporairement des fonds des secteurs excédentaires aux secteurs déficitaires de l'économie sans pour autant entraîner la création *ex nihilo* de monnaie.

Ce n'est que dans une étape beaucoup plus avancée d'une économie de 'crédit pur' que ce lien est rompu. Dans cette étape, les institutions qui se spécialisent dans le domaine du crédit ont pour fonction initiale d'escompter les lettres de change des particuliers qui déjà circulaient dans le cas du 'crédit simple' ; ensuite, elles émettent de la monnaie-crédit sans une épargne préalable. Ces institutions financières sont donc passées d'une étape de simple intermédiaires financiers, à celle de créateurs de monnaie de crédit nécessaire au financement de l'activité d'investissement. Néanmoins, selon Wicksell (1898, 1906), la phase finale, l'avènement d'une véritable économie de pur crédit, ne s'observe que lorsque toute la formation du crédit est centralisée dans une institution financière publique, notamment une banque centrale, qui consentirait des prêts aux entreprises suivant les principes bancaires traditionnels.

Dans ce monde wicksellien de pur crédit, le seul facteur déterminant les dépenses d'investissement est la relation entre le taux d'escompte bancaire et le taux de profit prévu, ou taux 'naturel'. Ainsi, à chaque hausse du taux naturel, non suivie par une hausse du taux bancaire, la possibilité qu'un profit pur puisse être réalisée incite les entreprises à accroître leur capacité productive. Pour financer cette expansion, ces firmes pourront emprunter de l'argent soit au système bancaire soit aux ménages. Il s'en suit d'après Wicksell que :

$$\mathbf{I - S = \Delta M}$$

où I représente le flux monétaire de l'investissement, S l'épargne totale des ménages et ΔM le flux endogène de monnaie-crédit permettant de financer l'investissement sans épargnes préalables. L'existence d'une valeur positive (ou négative) de ΔM est l'indication primordiale d'un déséquilibre sur le marché des capitaux, puisque, comme l'indique Wicksell (1906) : « (...) la monnaie ou le crédit qui est utilisé pour effectuer le transfert du capital nécessaire est mis en circulation et exerce son pouvoir d'achat sans qu'il n'y ait pour cela une accumulation équiva-

lente du capital réel ». [26] L'inflation qui s'ensuit amènera « une réduction générale et forcée de la consommation » [27] ou 'épargne forcée', comme l'appellera plus tard Hayek. Dans le système de Wicksell, ce processus d'inflation et de déséquilibre sur le marché des capitaux a un effet cumulatif pour autant que la différence entre les taux 'naturel' et bancaire (donnant naissance à ΔM) soit positive.

F.A. Hayek (1931, 1933) a poussé l'analyse de Wicksell plus loin en avançant que, puisque l'inflation est une conséquence logique d'un déséquilibre structurel sur le marché des capitaux, le mouvement à la hausse des prix reflétera un état de 'surinvestissement' qui se terminera nécessairement par une crise. Comme l'affirme Hayek (1933), « (...), c'est l'existence du crédit qui rend possible ces diverses perturbations, (...) ». [28] L'inflation étant le signe qu'une société vit au-dessus de ses moyens (c'est-à-dire, qu'elle dépense au-delà de ce que le flux d'épargne le lui permet), les fluctuations présagent une crise inévitable. Hayek (1933) explique cette hypothèse de la façon suivante : [29]

> « En créant des crédits supplémentaires pour répondre à une plus grande demande, et en offrant ainsi de nouvelles possibilités d'améliorer et d'accroître la production, les banques veillent à ce que l'incitation à l'expansion des moyens de production ne soit pas immédiatement et d'une façon insurmontable contrecarrée par une hausse des taux d'intérêt comme elle le serait si le progrès était contraint par le flux d'épargne. Mais cette même politique des banques nuit au mécanisme automatique d'ajustement, qui permet de garder en équilibre les diverses parties du système, et rend possible des développements disproportionnés qui, tôt ou tard, entraînent une réaction ».

Cette réaction prend généralement la forme d'une hausse des coûts d'intérêt suivie par une réduction considérable de la demande pour des biens d'investissement. Toute tentative artificielle de stimulation de la demande de consommation et d'investissement de la part du gouvernement ne peut que maintenir ce déséquilibre structurel qui est à l'origine de la crise. Donc, la seule option efficace à long terme qui s'offre pour résoudre ce problème de surinvestissement réside dans la

---

26 K. Wicksell, (1935, Vol. 2, p. 100).
27 Idem p. 14.
28 F.A. Hayek (1933, p. 88).
29 *Idem, pp.* 177-78.

purge sur une grande échelle, ou l'élimination pure et simple, du capital moins productif. Cette purge est imposée par les taux d'intérêt élevés. Il propose ainsi une politique de « monnaie neutre » pour diminuer l'écart entre l'économie d'échange réel et l'économie monétaire. Plus l'élasticité du système monétaire est basse, plus la société est contrainte de vivre selon ses moyens. L'implication pratique de cette proposition pour les autorités monétaires, en fait, serait de maintenir une politique restrictive et prudente de laissez faire. [30]

La notion de 'monnaie neutre' de Hayek était trop obscure et politiquement inacceptable, particulièrement pendant la crise des années 30. Une autre proposition néo-hayekienne, dont l'origine se trouve également dans les travaux de Hildebrand et Knies, et à laquelle fait indirectement allusion G.F. Knapp dans son *State Theory of Money* (1924) [31], mettait l'accent sur la nécessité de rétablir le marché des capitaux en éliminant complètement la monnaie-dette privée. Par définition, la contrepartie du crédit est la dette. Une création excessive de monnaie-crédit au sens hayekien est synonyme de surendettement. Au début des années 30, Irving Fisher est arrivé à des conclusions semblables à celles que l'on trouve dans la théorie de surinvestissement de Hayek mais perçues sous un angle différent. D'après Fisher (1932), la théorie de Hayek du cycle du crédit est essentiellement correcte mais elle correspond davantage à une théorie du 'cycle de la dette', c'est-à-dire, un mouvement cyclique d'endettement envers le secteur bancaire [32]. L'existence d'un système de réserves fractionnées permet aux banques de construire une pyramide de dettes, d'où résulte une expansion exagérée du crédit par rapport à un niveau insuffisant de la base monétaire. Dès que la situation économique change, en raison, par exemple, d'une variation des taux d'intérêt, les liens

---

30 Pour une discussion de sa politique de 'monnaie neutre', voir F.H. Hayek (1975, p. 93 et sa quatrième conférence).

31 L'argument essentiel de Knapp est que la monnaie joue le rôle qui lui est assignée seulement par l'intervention de l'État. Cf. G.F. Knapp (1923, p. 135 et *seq.* Ludwig von Mises, un théoricien monétaire autrichien comme Hayek, a engagé une violente polémique contre la théorie de Knapp, et la dénonça pour avoir nié le principe néo-classique de la suprématie des rapports de marché. Voir L. von Mises (1934, p. 434 et *seq.).*

32 Par exemple, I. Fisher (1932) écrit : « La théorie qui, semble-t-il, se rapprocherait le plus à celle dans ce livre est la théorie du surinvestissement [de Hayek] » (p. 63). Pour son utilisation des termes « cycle de dette » et « tendance cyclique des dettes », voir *Idem, p.* 411.

existants entre les créanciers et les débiteurs deviennent de plus en plus fragiles au fur et à mesure que les rentiers cherchent à liquider leurs avoirs financiers. Ce processus de « liquidation précipitée » qui force à vendre à perte pour acquérir des actifs liquides entraîne inévitablement une diminution du stock de monnaie-dette. Il indique ainsi que : [33]

> « (...) la tentative même des individus de réduire le fardeau de la dette l'alourdit, car l'effet psychologique sur les masses amplifie la valeur réelle de chaque dollar qui est dû (ce qui les incite à vouloir liquider). Voilà donc le grand paradoxe qui me semble être la clef de l'énigme de la plupart sinon de toutes, les crises économiques : plus les débiteurs remboursent leurs dettes, plus ils doivent en termes de biens réels ».

Il s'ensuit pour Fisher que la cause principale de la crise réside dans le surendettement, caractérisée par un accroissement du fardeau de la dette.

Comme solution à la crise, Fisher (1935) et Simons (1948), entre autres, proposent durant la Grande Crise que le processus de création et de destruction de la monnaie soit éliminé de l'activité bancaire par une 'nationalisation de la monnaie' [34], Fisher propose que le gouvernement incite les banques commerciales par des mesures législatives à accroître leurs réserves de monnaie fiduciaire jusqu'à concurrence de 100 pour cent de la valeur de leur passif, ce qui les convertiraient en des « banques de chèques » ou chambres de compensation n'ayant toutefois pas le pouvoir de créer de la monnaie-dette. Cette monnaie publique à 100 pour cent avait pour but de rétablir au sens hayekien le marché des capitaux en conférant aux banques le seul rôle d'intermédiaire financier, c'est-à-dire, « celui d'un courtier entre les épargnants et les emprunteurs des épargnes ». [35] Le système bancaire de réserves fractionnées dénature et perturbe le marché des capitaux en fixant un taux d'intérêt monétaire qui n'est pas « approprié » et qui entraîne des cycles

---

[33] . Fisher (1935, p. 125).

[34] Idem, p. 18.

[35] Idem, p. 92. Il ajoute (immédiatement après la citation précédente) que, dans un système de 100%, « le taux d'intérêt reflèterait l'offre et la demande des épargnes » (p. 92). Simons (1948) était encore plus explicite à cet égard lorsqu'il affirme que « le 100 pour cent des réserves bancaires impliqueraient tout simplement le financement à 100 pour cent par capitaux propres de toutes les sociétés » (p. 231).

d'endettement. [36] Seul un système de monnaie publique à 100 pour cent pourrait lier la demande de prêts à l'offre de fonds prêtables régie par le flux de l'épargne

Dans la *Théorie générale,* Keynes s'oppose vivement à la conception hayekienne du marché des capitaux. [37] Au lieu de limiter les dépenses à l'offre d'épargne dont dispose le marché des capitaux, la proposition de Keynes concernant 'l'euthanasie des rentiers' implique l'élimination définitive du rôle contraignant de ce marché. Malheureusement, au lieu de trouver des affinités logiques entre la proposition de Fisher et le modèle hayekien du marché néo-classique des capitaux (à propos duquel on a déjà établi des liens communs), Keynes confond cette première avec les propos plus radicaux de Silvio Gesell ! [38] Comme nous allons le démontrer dans la section suivante, ce n'était pas le fardeau de la dette en soi qui inquiétait Keynes, mais bien le fardeau de l'intérêt dont tire profit le secteur rentier.

2. L'émergence du radicalisme anti-rentier de la tradition allemande et ses liens avec le keynésianisme

Suivant la tradition allemande d'après laquelle l'économie et la société est un tout organique évoluant à travers une série de transformations historiques, Thorstein Veblen dans les années 1890 s'engage dans la *methodenstreit* et décide d'appliquer leur méthodologie à l'économie américaine. Veblen considère l'économie, particulièrement telle qu'elle a évoluée depuis les années 1870, comme étant dominée par une institution, l'entreprise commerciale, dont la fonction est non seulement de réaliser des gains pécuniaires mais aussi de créer une 'culture pécuniaire'. Cette évolution naturelle qui a mené à la création d'entreprises commerciales à grande échelle vers la fin du XIXe siècle impliquait que « le contrôle de la production industrielle est devenu de plus en plus une question qui touche au finan-

---

36 I. Fisher (1935, p. 139).

37 J.M. Keynes (1942, pp. 208-209).

38 D'ailleurs, Fisher lui-même a identifier la nature conservatrice de sa proposition pour 'nationaliser' la monnaie lorsqu'il écrit que « la proposition du 100 pour cent est le contraire d'une proposition radicale » I. Fisher (1935, p. 18).

cement des sociétés ». [39] Avec la capitalisation des fonds provenant du crédit des banques et des rentiers, les premières formes d'entreprises se sont transformées en sociétés anonymes, ces sociétés dont selon Veblen les propriétaires sont « absents ». [40] Alors apparaît une organisation industrielle qui se développe selon des lois qui ne sont plus celles des organisations du passé. De l'économie, Veblen donne donc un modèle qui est radicalement différent de la vision classique.

L'apparition de la grande société donne naissance à trois classes sociales qui s'affrontent dans la répartition du surplus. La dynamique de la phase de maturité du capitalisme, telle quelle apparaissait à Veblen au début du XXe siècle, résidait non pas dans le conflit entre les travailleurs et les capitalistes mais bien dans le conflit croissant entre les industriels (ou « capitaines d'industries ») et les rentiers (ou les « propriétaires absentéistes »), Veblen (1904) écrit : [41]

> « La transformation à laquelle a été sujet le capital industriel ces dernières années a eu de graves répercussions sur les détenteurs de droits de propriété ainsi que sur la gestion de l'industrie. Tant que les placements dans les sociétés sont gérés par des méthodes modernes de finance, la gestion se démarquera progressivement de la propriété, et aura tendance à s'en éloigner lorsque le volume du financement de ces sociétés sera plus important ».

Donc, au fur et à mesure que le système tend vers une 'économie de crédit' dans laquelle les entreprises commerciales fonctionnent sur une base de capitaux propres de plus en plus limitée, le fardeau de l'intérêt (dont bénéficie le secteur rentier) augmente sans qu'il corresponde à une quelconque contribution à la formation du surplus économique. [42] Avec l'avènement de la phase mûre du capitalisme, Veblen prévoyait que les entreprises commerciales seraient de plus en plus dépendantes des activités des rentiers et des institutions de crédit dont les intérêts

---

39 T. Veblen (1923, p. 82).

40 Le terme utilisé pour décrire ce processus de développement de nouvelles organisations est « incorporation of absentee ownership », *Idem, p.* 82.

41 T. Veblen (1965, pp. 174-75). Cette question de l'importance de la démarcation entre la propriété et le contrôle d'une entreprise sera abordée davantage pendant les années 1930 par A.A. Berle et G.C. Means (1932).

42 Voir T. Veblen (1923, p. 359). Ailleurs, il explique que ces avances de crédit pour accroître le stock du capital sont des unités purement « fictives ». Cf. T. Veblen (1965, p. 104).

s'opposaient beaucoup à ceux des industriels. Se penchant sur ces changements historiques, Veblen (1921) conclut avec regret : [43]

> « Depuis que ce passage du dix-neuvième au vingtième siècle s'est achevé, et dans la mesure où il l'a fait, le financier anonyme a cessé d'être un capitaine d'industrie et est devenu un lieutenant financier ; les banques d'investissement associées ont hérité de sa charge et (...) s'occupent du lancement d'actions et des fluctuations de leurs valeurs et aussi de régler le taux et le volume de production des entreprises ainsi passées aux mains des banques d'investissement ».

Cette évolution structurelle à long terme des institutions économiques vers une plus grande concentration de la propriété au profit des institutions de crédit et des rentiers qui sont « au centre fiscal de toutes choses » [44] était pour Veblen une situation particulièrement instable qui mènerait au déclin de l'entreprise commerciale. [45] Tout affaiblissement des profits entraîne éventuellement une crise lorsque les rentiers décident de liquider leurs actifs au moyen d'un « sabotage des financiers et des propriétaires absentéistes ». [46] Cette crise prend la forme de « périodes successives de liquidation » résultant des activités des détenteurs de propriété par absentéisme. [47]

Bien que W.C. Mitchell (1913) ait fourni plus de précisions sur l'analyse de Veblen portant sur les crises financières, il revient toutefois à Keynes dans le chapitre 12 de sa *Théorie générale,* grâce à la distinction fondamentale qu'il établit entre les concepts de 'spéculation' et d''entreprise', d'avoir tiré les conclusions les plus significatives. Dans un système industriel dominé par les activités déstabilisatrices d'une classe des rentiers qui souhaitent détenir des actifs liquides tout en ne s'engageant pas dans des investissements à long terme, la seule solution logique qui s'offre est celle de la socialisation de l'investissement par les décisions éclairées d'un État ayant une perspective sociale à long terme. [48]

---

43 T. Veblen (1971, pp. 40-41).
44 T. Veblen (1923, p. 362).
45 Cf. T. Veblen (1965, pp. 374-75).
46 T. Veblen (1971, p. 49).
47 T. Veblen (1965, p. 191).
48 Il est très regrettable que Keynes (1936) ait développé son analyse du chapitre 12 sans la moindre référence à Veblen.

Tandis que la proposition plus radicale de Keynes en faveur de la socialisation de l'investissement peut être attribuée en partie aux conceptions de Veblen de l'économie, et même encore à l'historicisme allemand, son radicalisme anti-rentier résulte avant tout de l'influence d'un nombre de penseurs hérétiques dans le domaine monétaire, moins connus, dont la plupart sont rattachés à la tradition allemande. Parmi ceux-ci se trouve N. Johannsen [49] qui un peu comme Veblen s'intéresse aux activités déstabilisatrices de ces individus qui détiennent des actifs financiers. Ces individus, qui avaient été désignés par Veblen comme étant la classe des propriétaires absentéistes, sont aussi par définition les grands épargnants de la communauté. C'est en effet la forte tendance à épargner qui permet précisément à ce groupe de pouvoir s'accaparer d'une grande part de la richesse financière.

Selon Johannsen (1908), trois options s'offrent aux personnes qui désirent épargner. Tout d'abord, l'individu peut investir dans la création de nouvelles richesses, ce qui par son effet 'multiplicateur' sur la demande stimulera la croissance. La personne peut également détenir des encaisses oisives ou thésauriser, ce qui serait extrêmement nuisible à la création de nouvelles richesses puisque dans ce cas les épargnes resteraient dans leur forme liquide. En dernier lieu, et c'est de loin l'option la plus significative, l'individu peut acquérir d'autres biens moins liquides qui pourraient aussi 'miner' l'activité économique. À l'opposé de l'investissement productif, cette forme acquisitive de l'épargne, que pratique la classe rentière, ne favorise pas la création de nouvelles richesses et peut même lui être totalement nuisible. Cela est dû au fait que cette forme d'épargne n'est qu'un simple transfert de titres sur la richesse existante des non-épargnants aux épargnants, ces derniers ayant une plus faible propension à consommer de leur revenu à venir. [50] C'est précisément cette forme d'épargne acquisitive qui est à l'origine des crises. Ainsi, l'accumulation d'actifs financiers de la part des individus peut contribuer à appauvrir la communauté car, avec cette dernière forme d'épargne, la modification de la répartition de la richesse existante, qui en découle, nuira à la demande future.

---

[49] Ironiquement, Keynes ne discute pas des idées de Johannsen dans la *Théorie Générale, où* cela aurait été beaucoup plus à propos, mais dans le *Treatise (Vol* 2, p. 100).

[50] Pour un résumé des trois formes d'épargnes, voir N. Johannsen (1908, pp. 86-87). J.M. Keynes avait aussi reconnu cette nature duale de l'épargne dans sa *Théorie générale (p.* 228) mais sans citer Johannsen.

Johannsen est l'un des nombreux hérétiques en économie monétaire au début du XXe siècle qui était fortement anti-rentier. Parmi les moins bien connus de ce courant hétérodoxe se trouve F. Soddy, qui à l'instar de Veblen et Johannsen, décrit pendant les années 20 un système structurellement instable et sujet à des effondrements graves et généralisés. Tout comme chez ces autres auteurs, le centre de ces préoccupations était l'accumulation financière de la part des rentiers.

Pour Soddy, la dette était beaucoup plus que la simple contrepartie de la richesse. Contrairement aux classes dominantes des anciens systèmes économiques, sous le capitalisme d'âge mûr, les groupes dominants, plutôt que détenir la richesse matérielle définie au sens classique de stock de marchandises, préfèrent détenir la dette portant l'intérêt. La création de dettes de cette sorte permet à une personne de faire le transfert de son pouvoir d'achat dans le temps. À la longue, ce qui est en fait accumulé n'est donc pas la richesse mais la dette, puisque la richesse est par définition périssable et sujette à la dépréciation. Soddy affirme que : [51]

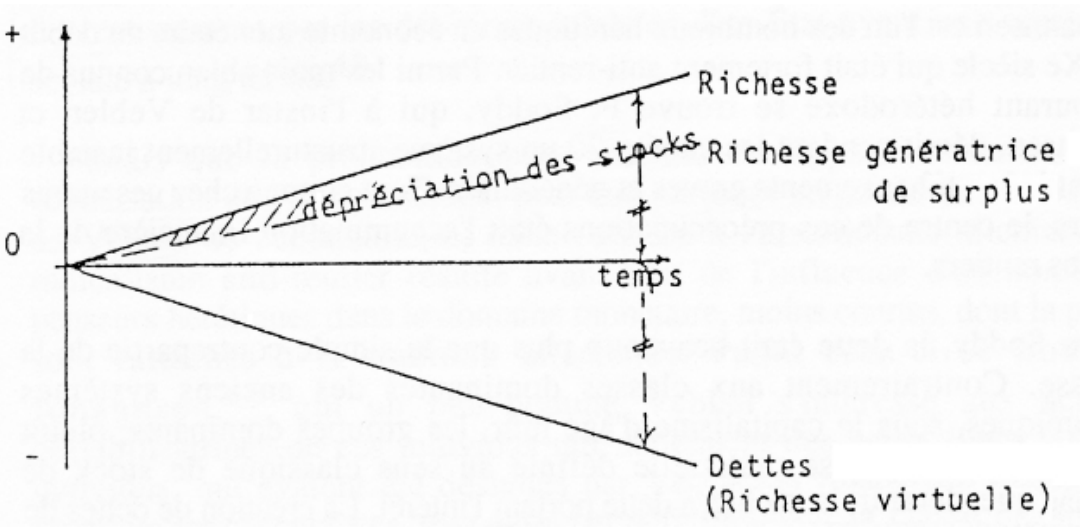
> « La richesse est périssable, tandis que la dette est une créance sur la richesse à venir qui permet à un individu d'échapper aux effets de la nature. Une personne ne peut même pas amasser suffisamment de richesses pour vivre ou se créer une famille, car un tel stock de biens accumulés périrait. Il est, pratiquement obligé de trouver des moyens de se faire repayer plus tard. Il doit donc laisser les autres dépenser ses épargnes dans l'espoir qu'il pourra plus tard récolter une part de la moisson qu'ils auront semée. (...). Ce que les individus souhaitent ainsi avoir est non pas la richesse mais des dettes qui ne périront pas, peu dispendieuses à conserver et qui sont porteuses d'un intérêt à perpétuité ».

C'est donc la permanence de la dette qui lui donne un avantage sur la richesse périssable. Mais un tel état est structurellement instable puisqu'avec le temps le système doit s'effondrer inévitablement sous le poids de sa propre structure de dette. On peut donc représenter cela graphiquement à l'aide d'une version légèrement modifiée du diagramme de Soddy suivant : [52]

---

51 F. Soddy (1931, pp. 24-25).

52 Voir F. Soddy (1933, p. 137-83).



Tant que la richesse s'accumule, sa contrepartie, la dette (ou la « richesse virtuelle ») s'accumule aussi. Bien que la richesse accumulée génère un surplus à partir duquel les détenteurs de dettes portant intérêt tirent un revenu, leur part du surplus économique doit s'accroître progressivement étant donné que la richesse matérielle est de nature périssable (le diagramme ci-dessus démontre qu'il y a bel et bien une diminution relative de la valeur de la richesse génératrice du surplus par rapport à la dette). Une crise se produit lorsque le fardeau du revenu des rentiers, provenant de dettes portant intérêt, prend un proportion démesurée par rapport au désir de la classe des débiteurs de produire un surplus de leurs richesses matérielles accumulées. La solution à ce problème envisagée entre autres par Johannsen, et fortement soutenue par Silvio Gesell, est de soumettre la dette, et plus précisément la monnaie, dans le cas de Gesell, au même taux de dépréciation que les actifs physiques.

Dans son *Natural Economic Order* (1929), Gesell démontre, un peu comme Johannsen (1908), comment les variations des encaisses monétaires détenues par le public peuvent engendrer des problèmes de demande effective. [53] Comme chez Soddy, ces problèmes sont dus au fait que la monnaie, en tant qu'actif liquide, est maintenue dans une position privilégiée dans la hiérarchie des titres de richesse et de dette. Pour lui enlever cette position avantageuse, Gesell propose un plan de

[53] Cf. S. Gesell (1929, p. 8).

« monnaie gratuite » suivant lequel la monnaie estampillée serait soumise à une dépréciation hebdomadaire et remplacerait le stock liquide de monnaie-dette en circulation. Il explique : [54]

> « Le plan de monnaie gratuite aurait pour but de mettre fin au privilège injuste dont jouit la monnaie. Ce privilège est dû au fait que la monnaie, sous sa forme traditionnelle, a toujours eu un avantage sur tous les autres biens, à savoir sa nature impérissable ».

Pour Gesell, les effets de cette proposition seraient au nombre de deux : d'une part, cette taxe sur la liquidité supprimerait le désir de détenir la monnaie à des fins autres que celles de transactions ; d'autre part, il s'ensuit de cette proposition que « la monnaie perd son pouvoir d'extorquer de l'intérêt et elle se trouve ainsi réduite au même rang que les biens et le travail ». [55] La conception anti-rentière de Gesell rejoint donc celle de plusieurs hérétiques du XIXe siècle, Henry George entre autres, en ce qu'elle propose, tout comme pour la rente foncière, que l'État confisque l'intérêt au moyen d'une taxe sur les actifs liquides. [56]

Il n'est donc pas difficile de voir comment la position de Gesell voulant qu'on impose des frais de détention sur la valeur des encaisses monétaires, pour éliminer le revenu d'intérêt, mène à la conception radicale anti-rentière de Keynes dans sa *Théorie générale*. En effet, ce dernier consacre plusieurs pages de son ouvrage aux idées de Gesell. Les deux seules critiques sérieuses qu'il formule à son égard sont qu'il n'a pas développé suffisamment sa théorie de l'intérêt, et qu'il aurait dû appliquer sa politique de la monnaie estampillée aux autres actifs liquides. [57] Tout comme la conception de Gesell, l'euthanasie de la classe rentière chez Keynes semble être la seule solution logique au problème chronique d'une insuffisance de demande effective découlant de la préférence des rentiers pour la liquidité, De plus, contrairement à la théorie simpliste de la sous-consommation du Major Douglas selon laquelle le système monétaire ne pourrait jamais remettre en circulation assez de monnaie pour que puisse être acheté l'ensemble des produits

---

54 Idem, p. 217
55 Idem, p. 219.
56 Idem, p. 13, et seq.
57 Voir J.M. Keynes (1942, pp. 366-371).

finis aux prix courants de production [58], Keynes soutenait la théorie de Hobson d'après laquelle il existerait suffisamment de monnaie pour acheter la production aux prix courants à la condition que le revenu soit réparti correctement. [59] L'élimination graduelle du revenu des rentiers amènerait à la longue un déblocage des titres financiers qui sinon demeureraient immobilisés (en raison de la grande propension de cette classe à épargner). Cela aurait pour effet d'accroître dans le temps le flux de demande agrégée au fur et à mesure que s'effectue le transfert du revenu des rentiers au profit des autres membres de la communauté ayant une forte propension à dépenser.

IV. CONCLUSION

Les économies capitalistes occidentales ayant à faire face à des difficultés qui ressemblent de plus en plus à celle des années 30, la vision monétaire de Keynes, et notamment ce qui touche le rôle déstabilisateur du revenu des rentiers, prend une importance nouvelle chez un certain nombre d'économistes modernes. Cherchant à discréditer son non-conformisme, certains auteurs sont allés jusqu'à puiser dans sa vie privée pour trouver une explication possible de son hétérodoxie ! [60]

Le présent travail, cependant, a démontré que ses propositions très hétérodoxes sur la socialisation de l'investissement et l'euthanasie de la classe des rentiers sont au coeur du développement de la pensée orthodoxe britannique et sont aussi le résultat des influences négatives et positives de penseurs inspirés par les principes et la méthodologie de l'École historique allemande. En dépit de certaines ambiguïtés, Keynes présente néanmoins un modèle cohérent, mais hybride, du système économique duquel découle ses opinions sur la politique économique. En même temps qu'il s'oppose à la vision néo-classique du marché des capitaux sui-

---

58 Voir l'explication de Douglas du théorème A + B que Keynes allait décrire comme « mystification pure » (1942, p. 385). Pour une excellente présentation du théorème de Douglas, voir C.H. Douglas (1921, pp. 21-22).

59 Voir J.A. Hobson (1922, p. 42, 67, 80 et 119). On trouve une réponse intéressante aux propos de Hobson dans C.H. Douglas (1922, pp. 3-10).

60 Voir, par exemple, R. Deacon (1986, p. 64) où il semble établir ce lien très équivoque.

vant laquelle l'influence déstabilisatrice de la monnaie de crédit devrait être éliminée (comme dans l'économie d'échange réel de Hayek et de Fisher), Keynes épouse les idées des théoriciens de l'abondance qui percevaient le marché des capitaux comme étant contrôlé par les intérêts des rentiers ce qui empêche ainsi l'économie d'atteindre son plein potentiel. À propos de cette « vaillante armée des héroïques » [61] qui adhère aux principes de ces théoriciens, il écrit : [62]

« Dans les conditions actuelles (...) le flux d'investissement n'étant ni planifié ni contrôlé, mais se trouvant au contraire livré aux fantaisies d'une efficacité marginale déterminée par le jugement personnel d'individus ignorants et spéculateurs, et à l'action d'un taux d'intérêt à long terme qui ne baisse jamais ou presque jamais au-dessous d'un niveau conventionnel, ces écoles en tant que guides d'une politique concrète ont certainement raison ».

Les politiques concrètes auxquelles Keynes fait allusion ne sont pas les mesures stéréotypées 'stop and go' que préconisaient les keynésiens hydrauliques de l'après-guerre mais plutôt ses deux propositions radicales les moins continues qui, elles, sont entièrement étrangères à la pensée néo-classique des keynésiens 'batards' de l'après-guerre.

BIBLIOGRAPHIE

Aujac, H. (1950), « Une hypothèse de travail : l'inflation conséquence monétaire du comportement des groupes sociaux », *Économie appliquée,* Vol. 3.

Berle, A.A. et G.C. Means (1932), *The Modern Corporation and Private Property,* New York, Commerce Clearing House Inc.

Coddington, A. (1983), *Keynesian Economics : The Search for First Principles,* Londres, George allen & Unwin.

Davidson, P. (1984), « Endogenous Money, the Production Process, and Inflation Analysis », Travail présenté au colloque Université d'Ottawa -ISMEA sur

61 J.M. Keynes (1942, p. 385).

62 *Idem p.* 337.

les *Mouvements cycliques et changements structurels des économies contemporaines,* Ottawa, le 6 octobre.

Deacon, R. (1986), *The Cambridge Apostles,* New York, Farrar, Straus & Giroux.

Douglas, C.H. (1921), *Credit Power and Democracy,* Londres, Cecil Palmer.

Douglas, C.H. (1922), *The Douglas Theory, A Reply to Mr. JA. Hobson,* Londres, Cecil Palmer.

Eshag, E. (1963), *From Marshall to Keynes, an Essay on the Monetary Theory of the Cambridge School,* Oxford, Basil Blackwell.

Fisher, I. (1932), *Booms and Depressions,* New York, Adelphi Co.

Fisher, I. (1933), « The Debt-Deflation Theory of Great Depressions », *Econometrica,* Vol. 1, no. 4, octobre.

Fisher, 1. (1935), *100% Money,* New York, Adelphi Co.

Frankel, S.H. (1977), *Money : Two Philosophies,* Oxford, Basil Blackwell.

Fullarton, J. (1844) *On the Regulation of Currencies,* Londres, J. Murray.

Gesell, S. (1929), *The Natural Economic Order,* Frahnau : Neo-Verlag.

Hayek, F.A. (1975) *Prix et production,* Paris, Calmann-Lévy, [1931].

Hayek, F.A. (1933), *Monetary Theory and the Trade Cycle,* Londres, Jonathan Cape.

Hobson, J.A. (1922), *The Economics of Unemployment,* Londres, G. Allen & Unwin Ltd.

Johannsen, N. (1908), *A Neglected Point in Connection with Crises,* New York, the Bankers Publishing Co.

Juglar, C. (1899), *Des crises commerciales et leur retour périodique en France, en Angleterre et aux États-Unis,* (Deuxième édition), Paris, Librairie Guillaumin et Cie.

Keynes, J.M. (1924), *La réforme monétaire,* Paris, Éditions du Sagittaire, [1923].

Keynes, J.M. (1930), *A Treatise on Money,* Tomes 1 & 2, New York, Harcourt Brace.

Keynes, J.M. (1942), *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt, et de la monnaie,* Paris, Payot, [1936].

Keynes, J.M (1973a), *The Collected Writings of John Maynard Keynes, Vol.* 8, *A Treatise of Probability,* Londres, Macmillan & Co. Ltd.

Keynes, J.M. (1973b), *The Collected Writings of John Maynard Keynes, Vol.* 13, *The General Theory and After preparation,* Londres, Macmillan & Co. Ltd.

Knapp, G.F. (1924), *The State Theory of Money,* Londres, Macmillan & Co. Ltd.

Lavoie, M. (1985), « La distinction entre l'incertitude keynésienne et le risque néo-classique », *Économie appliquée, Vol.* 37, no. 2.

Marshall, A. et M.P. Marshall (1879), *The Economics of Industry,* Londres, Macmillan & Co. Ltd.

Marshall, A. (1906), *Principes d'économie politique,* Tomes 1 & 2, Paris, V. Giard et E. Brière.

Marshall, A. (1923), *Money, Credit and Commerce,* Londres, Macmillan & Co. Ltd.

Marshall, A. (1926), *Official Papers,* Londres, Macmillan & Co. Ltd.

Mill, J.S. (1873), *Principes d'économie politique,* Paris, Guillaumin et Cie.

Mints, L.W. (1945), *A History of Banking Theory in Great Britain and the United States,* University of Chicago Press.

Mises, L. (1934), *Theory of Money and Credit,* Londres, Jonathan Cape.

Mitchell, W.C. (1913), *Business Cycles,* Berkeley, University of California Press.

Parguez, A. (1981), « Ordre social, monnaie et régulation », *Économie appliquée, Vol.* 34, nos. 2-3.

Pigou, A.C. (1917), « The Value of Money », *Quarterly Journal of Economics, Vol.* 32, no. 1, novembre.

Pigou, A.C. (1927), *Industrial Fluctuations,* Londres, Macmillan & Co. Ltd.

Schmitt, B. (1966), « La monnaie au centre de la répartition », *Revue d'économie politique, Vol.* 76, no. 1, janvier-février.

Schumpeter, J.A. (1954), *History of Economic Analysis,* New York, Oxford University Press.

Seccareccia, M. (1980), *Aggregate Price Expectations in the Theory of Inflation : An Exposition and Critique,* Cahier de recherche no. 8007, Département de science économique, Université d'Ottawa, novembre.

Simons, H.C. (1948), *Economic Policy for a Free Society,* University of Chicago Press.

Soddy, F. (1922) *Cartesian Economics,* Londres, Hendersons.

Soddy, F. (1931), *Money versus Man,* Londres, Elkin Mathews & Marrot.

Soddy, F. (1933), *Wealth, Virtual Wealth and Debt,* New York, E.P. Dutton & co. Inc.

Soddy, F. (1934), *The Role of Money,* Londres, George Routledge & Sons Ltd.

Tooke, T. (1848), *A History of Prices, and the State of the Circulation,* Tome IV, Londres, Longman, Brown, Green, and Longmans.

Veblen, T. (1965), *The Theory of Business Enterprise,* New York, Augustus M. Kelley, [1904].

Veblen, T. (1971), *Les ingénieurs et le capitalisme,* Paris, Gordon & Breach, [1921].

Veblen, T. (1923), *Absentee Ownership and Business Enterprise in Recent Times,* New York, B.W. Huebsch, Inc.

Wicksell, K. (1935), *Lectures on Political Economy,* Tome 2, Londres, George Routledge & Sons Ltd., [1906].

Wicksell, K. (1936), *Interest and Prices,* Londres, Macmillan & Co. Ltd., [1898].

La “Théorie générale” et le keynésianisme

2

La signification théorique de la *théorie générale* de Keynes *

A. Asimakopulos **

I. Introduction

Retour à la table des matières

On qualifie souvent de « keynésiennes » les mesures gouvernementales fiscales et monétaires qui ont comme objectif d'affecter les niveaux de production et d'emploi. Cette appellation s'explique par le support que de telles mesures trouvent dans le livre de Keynes *La Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* et par l'énorme littérature « keynésienne » que ce livre a générée. Keynes n'a jamais été un économiste académique au sens traditionnel du terme ; il a toujours été très impliqué dans le monde réel à l'intérieur de la communauté universitaire et les événements qui s'y produisaient ont influencé la direction de son travail en théorie économique. Dans son *Traité sur la Monnaie,* Keynes était « d'abord préoccupé par ce qui gouverne les prix » (Keynes, l973a, p. 145, italiques dans l'original), et même si la production n'était pas présumée constante, il n'y avait aucun examen systématique des facteurs déterminant les niveaux de production et d'emploi. L'aggravation de la dépression mondiale a fourni à Keynes

* Ce texte a été rédigé durant un congé sabbatique partiellement financé par le Conseil de Recherche en Sciences Humaines.

** Professeur de sciences économiques à l'Université McGill

une forte incitation à se tourner vers la tâche difficile de mieux adapter la théorie économique au monde qui l'entourait. Il voyait son livre et la *Théorie générale* [63] qui y était développée comme constituant une remise en question fondamentale de l'orthodoxie dominante de l'époque, orthodoxie - que Keynes appelait « classique » - qui présupposait l'existence de puissantes forces tendant à produire une situation d'équilibre de plein emploi.

Les espoirs de Keynes à l'effet que sa *Théorie générale* changerait profondément la théorie orthodoxe ne se sont pas réalisés. On a dénaturé son appareil théorique : des aspects essentiels de la réalité économique ont été omis et remplacés par des construction mécaniques menant à des recommandations de politiques qui semblaient s'apparenter à celles de Keynes. Dans certaines versions, la théorie de Keynes a été intégrée à une « synthèse néo-classique » (Samuelson, 1955, p. vi) qui supposait que les politiques keynésiennes pouvaient découler d'un monde où la théorie pré-keynésienne serait applicable Le titre de cette communication doit donc s'interpréter comme se référant à ce qui est vraiment significatif au niveau théorique dans la Théorie générale de Keynes, indépendamment de son influence sur le développement ultérieur de la théorie économique.

Keynes trouvait inadéquate la théorie orthodoxe parce qu'elle « postulait une connaissance du futur d'un type très différent de ce que nous avons en réalité... L'hypothèse d'un futur calculable conduit à une interprétation erronée des principes de comportements que nous devons adopter pour pouvoir agir et à une sous-estimation des facteurs sous-jacents comme le doute profond, la précarité, les espoirs et les craintes... Elle est, de ce fait, incapable de traiter du cas général où l'emploi est fluctuant » (Keynes, 1973b, pp. 122-23). Keynes faisait une distinction entre la portée de son analyse théorique et celle des recommandations de politiques qu'il avançait pour améliorer le niveau de l'emploi. Il considérait que son analyse (ou 'diagnostic') « des raisons pour lesquelles la production et l'emploi étaient sujets à fluctuer... et des principales raisons de son éloignement de la théorie traditionnelle... sont d'un caractère très général et devraient être définitives » *(Ibid, p.* 122). Par contre, il souligne : « Mais je considère que mes suggestions

---

63 La convention suivie ici sera d'utiliser l'expression Théorie générale, non soulignée, pour faire référence à la théorie développée par Keynes dans son livre *La Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* et dans ses articles de 1937.

pour un remède qui, je l'avoue, n'ont pas été travaillées aussi systématiquement, sont d'une nature différente du diagnostic. Elles n'ont pas la prétention d'être définitives ; elles sont sujettes à toute sorte d'hypothèses spéciales et sont nécessairement liées aux conditions particulières de l'époque » *(Ibid, p.* 122). Cette réserve touchant les recommandations de politiques économiques contenues dans *La Théorie générale* a souvent été ignorée par certains keynésiens. Nous essaierons de démontrer ici que, même si la prétention de Keynes à l'effet que son analyse théorique a une plus grande généralité que la théorie orthodoxe est fondée, certains aspects de son analyse sont aussi 'liés aux conditions particulières de l'époque'.

II. LE CADRE D'ANALYSE

L'analyse de Keynes prend place à l'intérieur de la courte période marshallienne, période de temps à l'intérieur de laquelle on peut légitimement ignorer les changements qui surviennent continuellement dans la capacité de production de toute économie dynamique parce que, en moyenne sur toute la 'période, ces changements sont petits relativement à la capacité initiale. Marshall (1920, p. 379) a fourni un estimé de la longueur de sa courte période - 'quelques mois ou un an' - et l'utilisation que Keynes fait de la courte période est tout-à-fait cohérente avec ce cadre de référence temporel. L'analyse de Keynes se situe donc, en étant sujette aux abstractions nécessaires à toute théorie, dans une période de temps actuelle, un 'présent' qui sépare un 'passé' qui a fourni les moyens de production courants, les attitudes, habitudes, etc., d'un futur, dont plusieurs caractéristiques ne peuvent être connues avec degré substantiel de certitude. C'est ce cadre d'analyse, et la prise en compte des complications que cela entraîne, que Joan Robinson considérait comme l'élément le plus important de la Théorie générale de Keynes. « Au plan du développement des idées, le point le plus important de la Théorie générale est qu'elle a rompu avec le système théologique des axiomes orthodoxes ; Keynes regardait la situation actuelle et essayait de comprendre comment une économie actuelle fonctionnait ; par opposition à un contexte d'état stationnaire atemporel, il a replacé la discussion dans le présent, ici et maintenant, alors que le passé ne peut pas être modifié et le futur, connu » (Robinson, 1971, p. ix).

Même si l'analyse de Keynes est centrée sur la courte période, sa signification ne peut être comprise que si cette période est vue comme un intervalle dans un processus historique. Cela n'a pas toujours été clairement souligné par Keynes et, comme nous le verrons plus loin, certains éléments de son analyse ont été 'sortis du temps'.

Les décisions de production ne donnent lieu à un output final, prêt à être utilisé ou vendu qu'après un certain temps. À cause de cet intervalle de temps, les manufacturiers sur un marché concurrentiel doivent baser leurs décisions de production, dans son modèle, sur des anticipations entourant le prix de leurs produits au moment où ils seront prêts pour la vente, et il appelle ce type de prévisions, les *« prévisions de court terme » (Mid, p.* 47, souligné dans l'original). En fait, en dépit de la connaissance expresse du rôle et de l'importance des prévisions de court terme [64], on n'en retrouve généralement pas de références explicites dans la *Théorie générale.* On suppose qu'elles peuvent généralement être remplacées par « les plus récents résultats observés » *(Ibid, p.* 51), et l'attention est centrée sur les situations où les évènements confirment ces anticipations. Puisque les prix réalisés, la production et l'emploi sont endogènes (ils sont déterminés par le niveau des dépenses d'investissement et de consommation), les prévisions de court terme apparaissent aussi comme étant endogènes.

On ne peut éviter les références explicites aux prévisions de long terme parce que les résultats réalisés avec lesquels elles peuvent être comparées ne surviendront que dans le futur. Ces prévisions, sur lesquelles les décisions d'investissements sont fondées, sont exogènes dans le modèle de Keynes et « elles sont susceptibles de révision soudaine » (Keynes, 1936, p. 51). Les conditions ultérieures, ou plutôt les conditions ultérieures anticipées, affectent donc la production et l'emploi courants en influençant les décisions et dépenses d'investissement. Même si l'analyse de Keynes est centrée sur une courte période spécifique, cette période n'est pas 'fermée'. L'activité survenant dans cette période ne peut s'expliquer sans référence à des projets et prévisions concernant des périodes de temps ultérieures,

---

64 Voir, par exemple, les notes des ses exposés de *1937 :* « Les résultats *anticipés* ne sont pas équivalents aux résultats *réalisés* dans une théorie de l'emploi ; Les résultats *réalisés* ne sont pertinents que dans la mesure *où ils* influencent les anticipations pour la prochaines période de production » (Keynes, 1973b, p. 179, souligné dans le texte original)

périodes dont les conditions peuvent différer de celles de la période courante. Keynes considérait qu'une des caractéristiques les plus importantes d'une économie monétaire était le fait qu'elle était « essentiellement une économie où la variation des vues sur l'avenir peut influer sur le volume actuel de l'emploi et non sur sa seule direction » *(Ibid, p.* vii), et cette conception se retrouve dans son modèle d'une telle économie. L'analyse de Keynes, en dépit de l'utilisation de certains éléments statiques, est essentiellement dynamique parce que les résultats de courte période sont influencés par cet aspect essentiel du processus historique.

III. LA THÉORIE GÉNÉRALE DE L'EMPLOI

Keynes utilise le qualificatif 'générale' pour sa théorie de l'emploi de façon à l'opposer à la théorie 'classique' puisque, dans son modèle, l'équilibre peut survenir en plusieurs situations autres que celle caractérisée par le plein emploi (Keynes, 1936, p. 3). Dans ce contexte, Keynes utilise l'expression 'équilibre' pour référer à une situation de 'repos' quant au niveau de l'emploi (Asimakopulos, 1973). Étant donné la valeur des paramètres, il n'y a aucune pression pour faire modifier le niveau de l'emploi. Keynes critique la théorie classique d'avoir avancé des postulats qui 'ne correspondent pas à la société économique dans laquelle nous vivons réellement ! (Keynes, 1936, p. 3), et sa propre théorie économique incorpore plusieurs caractéristiques institutionnelles importantes de cette 'société économique'. L'une d'eues est que les négociations salariales se font en tenues monétaires, le salaire réel et le niveau d'emploi étant tous deux déterminés par les prix qui s'établissent alors sur le marché des produits. À partir des hypothèses marshalliennes qui sous-tendent son analyse de courte période, Keynes déduit que le salaire réel est inversement relié au niveau de l'emploi. Avec un équipement et des taux de salaires monétaires donnés, et un coût marginal croissant, les entreprises n'augmenteront le niveau de production et « emploi que si les prix sont plus élevés. Keynes développe sa théorie de l'emploi avec des taux de salaires moné-

taires donnés et examine par la suite comment ses conclusions sont affectées si les taux de salaires monétaires baissent sous la pression du chômage. [65]

Dans l'intervalle de temps à l'intérieur duquel Keynes analyse les facteurs déterminant le niveau d'équilibre de l'emploi, les décisions de produire, et donc d'offrir de l'emploi, sont prises par ceux qui contrôlent les entreprises. On suppose que ces entreprises sont concurrentielles et que leurs décisions de production sont basées sur les prévisions de court terme entourant les prix. Chaque firme choisit le niveau de production qui égalise le prix anticipé et son coût marginal de courte période ; sa quantité de travail est déterminée de cette façon. Pour pouvoir traiter du niveau agrégé d'emploi, Keynes fait l'hypothèse que le travail peut être rendu 'homogène' en utilisant les taux de salaires relatifs comme pondération pour arriver à une mesure de l'emploi total en équivalent heures-hommes de travail non qualifié *(Ibid, p.* 41). Pour obtenir une représentation des prévisions de court terme qui s'appliquerait à l'ensemble de l'économie, Keynes passe du concept de prix, qui sont spécifiques à chaque produit, à celui de recettes -- le produit, moins les coûts d'usage, des prix et des quantités correspondantes sur la courbe de coût marginal -- qui sont exprimées dans les mêmes termes pour toutes les industries. Ces produits sont utilisés pour définir sa fonction d'offre globale qui montre la relation entre un niveau d'emploi dans l'économie et « le ‘produit’ espéré par les entrepreneurs qui est juste suffisant pour les décider à offrir ce volume d'emploi » *(Mid, p.* 24). [66] L'emploi est la variable dépendante dans cette fonction et les Produits anticipés, la variable indépendante. Cette fonction n'est évidemment qu'un instrument facilitant la démonstration. L'emploi est déterminé, les courbes de coût marginal étant données, par les prévisions des entreprises individuelles concernant le prix de leurs produits.

Keynes définit ensuite une courbe de demande globale qui doit être jumelée à la courbe d'offre globale : « De même, soit D le 'produit' que les entrepreneurs espèrent tirer de l'emploi de N personnes... » *(Ibid, p.* 25), où D est la variable dépendante. Il n'y a pas de fondement pour une telle fonction de demande globale

---

65 Si les salaires monétaires augmentent avec le niveau de l'emploi, alors les prix augmentent pour cette raison de même qu'à cause de la courbe croissante d'offre du produit.

66 Sur les façons de dériver cette courbe d'offre globale à partir des courbes d'offres de courte période des entreprises, voir Asimakopulos (1982).

'anticipée' dans son modèle de concurrence. Les prix anticipés des entrepreneurs keynésiens sont indépendants de leur production individuelle (et de l'emploi). [67] La théorie de Keynes utilise par la suite une fonction de demande globale qui est cohérente avec ses fondements micro-économiques. Cette fonction montre la relation entre le niveau d'emploi et le produit qui en résultera. Keynes fait l'hypothèse implicite que ces produits sont ceux qui se réalisent quand l'investissement réalisé est égal à l'investissement planifié et que la consommation est dans une relation désirée avec le revenu. La demande effective est donnée par la valeur du produit au point d'intersection de la courbe de demande globale et d'offre globale. Ce point nous donne aussi le volume d'emploi d'équilibre de courte période. Il dépend « (i) de la fonction d'offre globale... (ii) de la propension à consommer... et (iii) du volume d'investissement... Ceci constitue l'essentiel de la Théorie générale de l'emploi » *(Ibid, p.* 29).

Cet exposé de la théorie de Keynes démontre clairement qu'il postulait implicitement que l'effet multiplicateur lié à tout changement dans le niveau d'investissement par rapport à la période précédente a produit tous ses effets à l'intérieur de la courte période. Il a pris ici quelques libertés par rapport au temps historique. Il n'y a aucune raison de croire que la courte période, durant laquelle on peut légitimement négliger les changements dans la capacité de production, est suffisamment longue pour permettre au multiplicateur de produire tous ses effets. Keynes fait donc un traitement 'atemporel' du multiplicateur. La première présentation qu'il en fait sous forme de définition *(Ibid,* p. 115) peut aussi induire en erreur. Dans cette formule, la propension marginale à consommer n'a pas de relation stricte avec la propension marginale à consommer de l'économie mais indique l'augmentation survenue dans la consommation durant la période.

Keynes a recours à l'analyse 'statistique comparative' pour illustrer les effets, sur son niveau d'emploi d'équilibre, de différents niveaux d'investissement ou de propension à consommer. Cette analyse ne peut donner aucune indication sur le

---

67 L'absence de fondation micro-économique de la première version que Keynes a donnée à sa fonction de demande globale a été signalée, de façon indépendante, par Parrinello (1980), Casarosa (1981) et Asimakopulos (1982) ; Robertson (1936, p. 169) était mal à l'aise face aux définitions apparemment contradictoires que Keynes avait données à la fonction de demande globale mais il n'a pas poursuivi le débat.

temps nécessaire à l'atteinte d'un nouvel équilibre suite à des changements dans l'un des paramètres, mais Keynes s'est penché sur la question de la stabilité de cet équilibre. Il a conclu que la propension de l'économie à consommer et le niveau d'investissement étant donnés, le niveau d'équilibre de l'emploi est stable. Par exemple, si les prévisions de court terme des entreprises concernant les produits sont fausses, et trop élevées, alors le niveau d'emploi offert est plus grand que le niveau d'équilibre. Mais des forces entreront en jeu, le niveau d'investissement restant inchangé, de façon à ramener l'emploi vers son niveau d'équilibre parce que la propension marginale à consommer de l'économie est plus faible que l'unité *(Ibid,* p. 30). Keynes opposait ce raisonnement à la théorie classique qui, selon lui, supposait en effet que les fonctions de demande globale et d'offre globale coïncidaient, de sorte que toute amélioration des prévisions à court terme qui ferait augmenter le niveau de l'emploi provoquerait une augmentation de la demande suffisante pour justifier, après coup, le fait d'avoir offert ce niveau plus élevé d'emploi.

En étudiant comment ses conclusions étaient affectées suite à des modifications dans les taux de salaire monétaire, Keynes a dépassé ce cadre de statique comparative. Ce cadre d'analyse indiquait simplement qu'un taux de salaire monétaire plus faible entraînerait un déplacement de la courbe d'offre globale vers la droite et de la courbe de demande globale vers le bas, l'intersection des nouvelles courbes donnant à peu près le même volume d'emploi d'équilibre que les anciennes courbes. Il a étudié les effets possibles de changements dans les taux de salaire monétaire sur les facteurs déterminant son niveau d'emploi d'équilibre dans un contexte qui fait référence aux événements dans l'ordre même où ils surviennent dans la réalité. Entre autres, les conséquences des changements actuels dans les salaires monétaires sur les prévisions entourant leur valeur ultérieure déterminaient de façon importante l'efficacité d'une réduction des salaires monétaires comme politique pour augmenter le niveau d'emploi. Des facteurs institutionnels, comme le fait que les dettes étaient libellées en termes monétaires et l'existence des lois de faillite, furent aussi introduits dans l'analyse. Keynes pensait que « si la baisse des salaires et des prix prend une certaine extension, les entrepreneurs qui sont fortement endettés peuvent se trouver rapidement gênés au point de devenir insolvables, ce qui porte une grave atteinte à l'activité de l'investissement » *(Ibid,* p. 264). La baisse des salaires monétaires en période de dépression ne réus-

sirait donc pas à faire augmenter l'emploi. En plus des effets adverses sur l'investissement, la redistribution du revenu en faveur des rentiers et au détriment des travailleurs qui suivrait une baisse des salaires monétaires, diminuerait la propension de l'économie à consommer.

IV. LA DÉTERMINATION DE L'INVESTISSEMENT

Étant donné que l'analyse de Keynes se situe dans le temps historique, la détermination de l'investissement dans son modèle doit être 'ouverte'. L'investissement est basé sur les prévisions de long terme, prévisions qui sont plutôt fragiles dans un monde où « notre connaissance du futur est fluctuante, vague et incertaine » (Keynes, 1973b, p. 113). La valeur de l'investissement devrait donc être déterminée par les circonstances historiques, les arrangements institutionnels et les attitudes qui influencent ces prévisions. On retrouve la reconnaissance de cette volatilité potentielle des décisions d'investissement dans le chapitre 12 de la *Théorie générale* et dans l'article de Keynes publié en 1937 dans le *Quarterly Journal of Economics.* Dans le chapitre Il de son livre, Keynes a aussi développé une « courbe de demande d'investissement - ou, dit autrement, une courbe d'efficacité marginale du capital » (Keynes 1936, p. 136) qui donnait une apparence de stabilité et de précision aux facteurs déterminant l'investissement. Il n'y avait qu'un petit pas à franchir pour passer de la description de Keynes à une représentation de l'activité d'investissement en termes de courbe de 'demande' à pente négative, semblable à la courbe de demande d'un bien sur le marché, avec le taux d'intérêt remplaçant le prix du produit. Sous cette nouvelle forme, cette courbe est devenue l'une des bases de la courbe IS dans l'article de Hicks « Mr. Keynes and the 'Classics' » et pouvait ainsi être absorbée par la théorie orthodoxe.

Il y a deux problèmes principaux avec la courbe de demande d'investissement de Keynes en tant que véhicule pour sa 'vision' du fonctionnement d'une économie capitaliste moderne. En 'enfermant' les prévisions de long terme dans la forme de cette fonction, cela donne l'impression que les rendements futurs des dépenses d'investissements sont 'calculables' d'une façon qui permet facilement la comparaison avec le taux d'intérêt. Afin de pouvoir dériver sur le plan conceptuel une

courbe d'efficacité marginale du capital à pente négative, Keynes sort son analyse du temps historique et mêle des éléments *ex ante* et *ex post.* De plus, il ne retient que les éléments qui produisent les résultats désirés.

Dans la courte période de Keynes, l'investissement qui survient n'a pas d'effet appréciable sur le stock d'équipement en capital de cette période. On ne peut donc imputer la baisse du rendement escompté de l'investissement dans cette période au rendement décroissant du stock de capital gonflé par un niveau d'investissement plus élevé. Keynes explique, dans ce cas, la baisse des rendements escomptés par l'augmentation du prix d'offre des biens d'équipement lorsque de grande quantités sont produites au cours de la période. Dans le modèle de concurrence de Keynes, le fait que la courbe d'offre de la production ait une pente positive en courte période signifie qu'il faut des augmentations de prix pour entraîner des augmentations de production. Dans cette explication, il est incorrect de combiner dans la même fonction des éléments *ex ante* (les rendements anticipés) et *ex post* (l'augmentation du prix des biens d'équipement lorsque l'investissement est plus élevé). Le choix des élément *ex post* est aussi sélectif puisque Keynes ignore l'effet qu'a, sur les rendements escomptés, un niveau plus élevé d'investissement dans la période actuelle qui fait augmenter la production courante et les profits. On doit rendre compte des éléments *ex ante* et *ex post* dans deux fonctions séparées, comme l'a fait Kalecki dans sa double relation entre l'investissement et les profits. [68]

L'analyse de Keynes obscurcit le déroulement temporel du processus d'investissement. Des décisions d'investissement, dépendant des prévisions de long terme et des conditions sur le marché financier (incluant le taux d'intérêt), sont prises et entraînent des dépenses d'investissement qui, à travers le multiplicateur, déterminent le revenu et l'épargne. Il n'est pas étonnant de constater que Keynes a senti le besoin de centrer sa réplique aux critiques de son livre sur le rôle de l'investissement comme *'causa causans' (Ibid, p.* 121) et d'insister sur le fait qu'il ne s'agit

---

[68] Kalecki, à cause du traitement qu'il faisait, dans son article de 1933 sur le cycle des affaires, de cette double relation respectant le déroulement historique du processus d'investissement, a *vu* immédiatement *où* Keynes se trompait. Dans sa revue de *La Théorie générale* publiée en 1936, Kalecki jugeait la fonction de demande d'investissement insatisfaisante parce qu'elle était basée sur « une approche qui est essentiellement statique dans un domaine qui est, par sa nature, dynamique » (Targetti et Kinda-Hass, 1982, p. 252).

pas d'une variable qui peut facilement être captée par une quelconque fonction stable. Les « facteurs... dont dépend le niveau d'investissement... ne sont pas du tout fiables, puisque ce sont eux qui sont influencés par notre vision de l'avenir à propos duquel nous connaissons si peu de choses » (Ibid). [69]

V. LA MONNAIE ET LES FINANCES

La préoccupation de Keynes était de développer la logique des politiques gouvernementales ayant pour but d'améliorer l'emploi dans des économies réelles ayant à la fois des chômeurs et des capacités de production inutilisées. Ces économies étaient des économies de production monétaire évoluant dans le temps historique et leurs caractéristiques devaient se retrouver dans sa théorie. La monnaie et l'incertitude entourant le résultat d'événements qui ne seraient complétés que dans le futur, caractéristique du temps historique, sont donc deux éléments fondamentaux de sa théorie. En fait, la monnaie en tant que réservoir de richesse ne peut avoir de rôle potentiel que dans un modèle qui respecte les règles du temps historique. La critique fondamentale que Keynes adresse à la théorie classique est qu'elle se situe 'hors du temps'. Dans une telle théorie, la monnaie ne peut avoir aucun rôle en tant que réservoir de richesse, en dépit de ses prétentions contraires.

Dans le modèle de Keynes, au contraire, il y a de bonnes raisons à vouloir détenir une partie de sa richesse sous forme de monnaie ou de 'quasi-monnaie' qui peut être rapidement convertie en monnaie avec un minimum de pertes en capital ou de difficultés. La possibilité d'avoir un accès rapide à la monnaie est importante parce que plusieurs contrats - les contrats salariaux n'étant pas les moins importants - sont libellés en termes monétaires. Quand les conditions ultérieures, et

---

[69] Coddington (1983, p. 99) qualifie de 'keynésianisme fondamental' l'approche qui essaie de baser sa théorie sur ces énoncés de Keynes concernant l'investissement ; parce qu'elle ne peut avoir une fonction d'investissement stable, elle « ne peut procurer aucune sorte de théorie spécifique *ou* de modèle du fonctionnement de l'économie au niveau agrégé.. ; Insister sur le fait que toute l'activité économique est basée sur des anticipations *plus ou* moins incertaines revient à souligner le caractère ouvert et incomplet de toute la théorisation et l'explication économique ».

donc le prix monétaire d'autres actifs, sont incertaines, le fait de détenir une certaine quantité de monnaie (ou de quasi-monnaie) est une précaution sensée. Keynes considère cela comme une indication de la conscience que les calculs à partir desquels les engagements ont été pris, pourraient s'avérer faux « ... notre désir de détenir de la monnaie comme réservoir de richesse est un baromètre du degré de méfiance face à nos propres calculs et conventions entourant le futur » *(Ibid*, p. 116).

On peut attribuer deux rôles à la *Théorie Générale :* la présentation d'une théorie applicable aux économies capitalistes actuelles et une attaque de la théorie 'classique' qui dominait la pensée économique. L'ouverture de la théorie économique aux processus du temps historique a amené logiquement, nous l'avons vu, à mettre l'accent sur la demande de monnaie en tant que réservoir de richesse - une demande de 'liquidité' - et donc à voir le taux d'intérêt « comme le "prix" qui équilibre le désir de détenir la richesse sous forme de liquidité et la quantité disponible de liquidité » *(Ibid, p*. 167). Cette explication servait aussi un but polémique : contre la loi de Say en ne laissant aucune place à la conception qui voulait que taux d'intérêt s'ajuste de sorte à équilibrer l'investissement et l'épargne.

Pour détruire la loi de Say, Keynes devait démontrer que le revenu des facteurs découlant d'une augmentation de la production, à partir du point d'intersection des courbes de demande globale et d'offre globale, quand l'économie n'était pas pleinement employée, ne produisait pas automatiquement des dépenses justifiant l'augmentation première de la production. Le niveau d'investissement étant donné, tout ce dont Keynes avait besoin à cet effet était, nous l'avons vu à la section 3, une propension marginale à consommer de l'économie inférieure à l'unité. Mais, que se passe-t-il si on ne peut supposer que le niveau d'investissement est pré-déterminé dans la courte période ? Dans ce cas, il est nécessaire de démontrer que la tentative d'épargner une partie de l'augmentation initiale des revenus de facteurs qui accompagne une augmentation de la production (provoquée, disons, par de mauvaises anticipations de court terme) ne se traduit pas, directement ou indirectement par une augmentation équivalente dans la valeur des achats de biens d'investissement. Dans le modèle de Keynes, où la monnaie peut être utilisée comme réservoir de richesse, une partie de l'augmentation de l'épargne peut être détenue sous cette forme et donc, ne pas servir à l'achat de biens d'équipement ou fournir du financement pour de tels achats. Les entrepreneurs seraient donc déçus

dans leurs prévisions de court terme qui avaient justifié l'augmentation de production, et la production et l'emploi commenceraient à diminuer plutôt que de se diriger vers le plein emploi. L'équilibre à un niveau inférieur au plein emploi est donc stable dans la théorie de Keynes.

Le chapitre 17 de la *Théorie générale,* intitulé « Les propriétés essentielles de l'intérêt et de la monnaie', que Robinson (1965, p. 132) qualifiait de 'mystérieux », ne cadre pas avec la perspective de temps historique dans laquelle Keynes a incorporé sa théorie de la monnaie. Il débute avec une référence à la courbe de demande d'investissement, développée au chapitre 11, qui donnait au taux d'intérêt un rôle important de régulateur de l'activité d'investissement. Cette courbe, tel que démontré dans la section *4,* ne respecte pas les règles du temps historique parce qu'elle mêle des éléments *ex ante* et *ex post* à un même point dans le temps et dans une même fonction. « Il semble donc que le taux *d'intérêt de la monnaie* joue un rôle singulier dans la limitation du volume de l'emploi puisqu'il fixe un seuil que l'efficacité marginale d'un type de capital est obligée d'atteindre pour que ce capital puisse faire l'objet d'une production nouvelle... Il est naturel de chercher en quoi consiste la singularité qui distingue la monnaie des autres actifs... » (Keynes 1936, p. 222).

On trouve que cette 'singularité' réside dans la prime à la liquidité dont jouit la monnaie -- la commodité et la sécurité que confère le fait de détenir de la monnaie -- et dans ses faibles coûts de conservation. Les autres types d'actifs semblent avoir des primes à la liquidité négligeables et des coûts de conservation élevés, avec des rendements qu'on suppose inversement reliés au montant de ces actifs. Keynes, dans ce cas-ci, traite des conséquences à long terme d'un investissement couvrant plusieurs courtes périodes. On peut donc dire que Keynes, dans ce chapitre, ne se situe pas dans son cadre temporel habituel et examine le cas spécial où, en courte période, même sans investissement net, l'efficacité marginale du capital est égale au taux d'intérêt.

Keynes identifie deux caractéristiques de la monnaie expliquant pourquoi son taux d'intérêt spécifique n'a pas tendance à baisser de la même façon que celui des autres actifs. Leur effet combiné est de faire de la monnaie « un réceptable sans fond pour le pouvoir d'achat lorsque sa demande s'accroît » *(Ibid, p.* 231). Ces caractéristiques sont : (i) « ... la monnaie a, dans la longue comme dans la courte période,. une élasticité de production égale à zéro ou à tout le moins très faible,

pour autant qu'on ne considère que les possibilités de l'entreprise privée en tant que distincte de l'autorité monétaire » *(Ibid, p.* 230) ; et (ii) « ... la monnaie a une élasticité de substitution égale ou presqu'égale à zéro ; ce qui signifie que, lorsque sa valeur d'échange s'élève, il n'apparaît aucune tendance à lui substituer un autre facteur » *(Ibid, p.* 231). La première caractéristique signifie que, lorsque le prix de la monnaie s'élève par rapport au prix des autres biens, on n'utilise pas une quantité accrue de travail pour sa production.

L'une et l'autre caractéristique dépendent de la définition donnée de la monnaie et de la ligne qu'on trace entre la monnaie et les autres actifs financiers. La prolifération d'innovations financières - l'introduction de 'nouveIles monnaies' - en période de hauts taux d'intérêts et de resserrement du crédit augmente certainement la quantité de moyens financiers disponibles, tout en ajoutant possiblement quelques emplois dans les institutions financières. Quant à l'énoncé que Keynes a fait de la deuxième caractéristique, on doit l'interpréter comme référant uniquement à la substitution entre la monnaie et le capital physique parce qu'il existe une forte substitution entre la monnaie et plusieurs types d'actifs financiers. [70]

Dans la *Théorie générale,* Keynes considère l'offre de monnaie comme étant entièrement sous le contrôle de l'autorité monétaire. Ce n'est que dans ses articles sur les finances (Keynes, 1937a, 1937b et 1938) que l'offre de monnaie est vue comme répondant aux demandes de prêts bancaires par les investisseurs et qu'un pas est fait pour rendre l'offre de monnaie endogène. Dans ces articles, Keynes réaffirmait sa théorie des taux d'intérêt basée sur la préférence pour la liquidité, en réponse à Ohlin (1937), Hicks (1936) et Robertson (1936). Ces économistes avançaient que l'approche de Keynes n'était qu'une façon d'exprimer la dépendance du taux d'intérêt à l'offre et la demande de crédit ou de 'fonds prêtables'. Keynes rejetait cet énoncé. Il résistait vigoureusement à tout ce qui pouvait être

---

70 C'est ainsi que l'interprète Davidson soulignait l'importance de ces propriétés de la monnaie (Davidson 1978, p. 145). Il fait alors référence au « haut taux de substitution entre la monnaie et les titres financiers et en conséquence le faible taux de substitution entre les actifs financiers et le capital physique » *(Ibid, p.* 196) ; Kahn (1984, p. 140) est plus critique face à la seconde caractéristique de la monnaie selon Keynes : « Il existe un taux appréciable d'élasticité de substitution entre la monnaie et les actions ; et aussi entre la monnaie et les maisons ; et entre la monnaie et les biens transigés sur des marchés organisés ».

interprété comme réintroduisant la notion que le taux d'intérêt était un 'prix' qui équilibrait l'épargne et l'investissement. L'investissement est le *causa causans* de sa théorie, un facteur qu'il continuait de prétendre indépendant de l'épargne. Pour maintenir sa position, il était nécessaire de présenter, à l'intérieur du modèle, une source de fonds à partir de laquelle les entrepreneurs pourraient *augmenter* l'investissement. (Les dividendes non répartis financent une partie seulement, même s'il s'agit d'une partie importante, de l'investissement total.) Keynes a identifié le système bancaire, ou plutôt le système financier en général, comme étant cette source de fonds. « Dans une large mesure, ce sont les facilités financières qui régissent le *rythme* de nouveaux investissements » (Keynes, 1937b, p. 210, souligné dans l'original). La réaction du système bancaire face à une augmentation de la demande de crédit bancaire dans le but d'augmenter l'investissement (que ce soit en capital fixe ou en capital circulant) augmente l'offre de monnaie. Lorsque cette augmentation de l'investissement planifié est terminé, alors « les banques ne peuvent maintenir le même volume de liquidité en circulation au même taux d'intérêt, à moins qu'une nouvelle activité ne débute en remplacement de l'ancienne ou à moins qu'il n'y ait augmentation de la demande inactive » *(Ibid,* pp. 230-231). On peut voir ces considérations comme un pas vers l'introduction d'un important élément d'endogénéité de l'offre de monnaie.

Les écrits de Keynes sur les finances étaient polémiques autant qu'explicatifs, et certains passages ne prennent pas sérieusement en compte le passage du temps nécessaire à l'atteinte de l'équilibre de courte période sur laquelle sa théorie est basée, après une augmentation de l'investissement. [71] En essayant d'éviter toute implication à l'effet que l'épargne pouvait influencer l'investissement, il niait que l'épargne, ou l'épargne anticipée, pouvait influencer le financement. En essayant de justifier sa position, Keynes, négligeant comme il le fait souvent le temps nécessaire au multiplicateur pour produire tous ses effets, tombe dans le piège d'identifier l'épargne *ex post, avec* l'épargne désirée. « ... il y aura toujours *exactement* l'épargne *ex post* nécessaire pour payer l'investissement *ex post , libérant* ainsi le financement que celui-ci employait précédemment. Le marché de l'investissement peut être congestionné par une pénurie de liquidité. Il ne peut jamais

[71] Voir Asimakopulos (1983, 1985) pour une discussion de certains problèmes liés aux énoncés de Keynes sur les finances.

être congestionné par une pénurie d'épargne. Il s'agit là de ma plus importante conclusion dans ce champ » *(Ibid, p.* 222, souligné dans l'original).

Le manque d'attention pour les détails de l'analyse explique probablement que Keynes a négligé le décalage nécessaire avant que l'épargne désirée ne se réajuste suite à une augmentation de l'investissement. Il a d'abord introduit le concept d'un 'fonds de roulement' de financement dans une situation où « l'investissement se déroule à un rythme constant » *(Ibid, p.* 209). À chaque point dans le temps, dans ce cas spécial, on peut supposer que l'équilibre de courte période est atteint et l'épargne, qui est dans la relation désirée avec le revenu, ainsi que l'épargne *ex post,* est égale à l'investissement. Mais on ne peut pas faire cette hypothèse en toute confiance quand l'investissement a augmenté. Le temps doit passer avant que l'augmentation dans l'épargne d'équilibre ne rattrape l'augmentation de l'investissement.

Keynes commence son article de décembre 1937 en reconnaissant explicitement qu'une augmentation des décisions d'investissement requiert une certaine confiance quant à la disponibilité de financement, à des conditions raisonnables, aussi bien de court que de long terme. Le rôle du financement à long terme est ensuite négligé dans le reste du texte et il en arrive à la conclusion ferme, citée plus haut, à l'effet que seule une pénurie de liquidité peut congestionner le marché de l'investissement. Kaldor (1939) a bien vu que cette conclusion, même si elle tenait dans plusieurs cas, ne tenait pas dans tous les cas. La structure des taux d'intérêt peut être modifiée de façon à augmenter les taux d'intérêt à long terme, même si les autorités bancaires accroissent la masse monétaire dans le but de maintenir les taux d'intérêt à court terme à de bas niveaux. Ces haut taux d'intérêt peuvent avoir un impact négatif sur l'investissement, même s'il n'y a pas de 'pénurie de liquidité'. Kaldor a souligné que l'hypothèse implicite de Keynes quant à la stabilité de la structure des taux d'intérêt pouvait ne pas s'appliquer dans une économie ouverte lorsque l'investissement augmente (Kaldor 1939, pp. 49-52). Asimakopulos (1983) a noté que le même problème pouvait survenir lorsqu'il y a une grande préoccupation au sujet de l'inflation ou lorsqu'on prévoit que le déficit gouvernemental absorbera une partie importante de l'épargne privée. L'analyse que Keynes a faite des facteurs nécessaires pour qu'une augmentation de l'investissement soit possible est donc, d'une certaine façon, sujette « aux conditions particulières de l'époque » (Keynes, 1973b, p. 122). Il avait pensé que seules ses

« suggestions pour un remède (au chômage) » *(Ibid)* souffraient de cette restriction.

VI. LE TEMPS ET L'ÉQUILIBRE DANS LA *THÉORIE GÉNÉRALE*

Le temps historique et l'équilibre - deux éléments qui ne se mêlent pas si facilement - jouent tous deux un rôle important dans la *Théorie générale*. Keynes a combiné des aspects essentiels des décisions concernant le futur prises dans le temps historique avec le minimum de conditions d'équilibre nécessaires de façon à arriver à des conclusions utiles dans la formulation de politiques économiques.

L'équilibre de courte période pour l'économie, utilisé par Keynes, peut être vu comme l'extension, au niveau de toute l'économie, de l'équilibre de courte période de Marshall dans le cas d'une industrie particulière. Mais cela ne conduit pas à la considération de l'équilibre de longue période comme l'avait fait Marshall. Dans la vision de Keynes du fonctionnement des économies actuelles, il n'y a aucune place pour une tendance vers quoique ce soit approchant une situation d'équilibre de longue période. Ces économies sont sujettes à une variété de chocs dont la nature et le synchronisme ne peuvent être déterminés qu'après coup. Des conditions stables sur un long intervalle de temps, nécessaires pour donner foi à l'analyse de l'équilibre de longue période, étaient si étrangères à sa vision du monde qu'il n'avait pas de patience avec de telles analyses. En s'abstenant d'analyser l'équilibre de longue période, Keynes respectait les limites imposées par le temps historique. Dans ce contexte, l'équilibre de longue période ne peut qu'être un cas *très* spécial qui n'est fouillé que par souci d'analyse et de globalité. Ce ne peut être le centre de l'analyse.

VII. CONCLUSION

La signification théorique de la *Théorie générale* de Keynes réside dans son introduction du temps historique comme élément essentiel de l'analyse économique, même si cela n'est fait que partiellement et, dans certains cas, de façon inconsistante. Cette augmentation de la pertinence de la théorie économique ne se fait pas sans coût. Cela rend la théorie économique plus ouverte, avec l'admission que plusieurs facteurs affectant des variables économiques importantes se trouvent à l'extérieur du domaine de la théorie Dans une large mesure, on doit considérer la valeur de ces variables comme exogène. L'histoire, le social et le politique ont une influence importante mais ils ne peuvent être inclus dans le modèle économique sous une forme qui permettrait aux économistes théoriciens de dériver de façon précise les résultats d'équilibre comme ils en avaient l'habitude.

L'introduction du temps historique que Keynes a réussi dans son analyse est, comme nous l'avons démontré dans les sections précédentes, incomplète. Le temps historique joue un rôle de premier plan dans son traitement de la détermination de l'investissement du chapitre *12* et dans son article du *Quarterly Journal of Economics* de 1937 aussi bien que dans plusieurs de ses discussions portant sur la théorie de la monnaie, mais il est négligé dans son analyse de statique comparative des positions d'équilibre de court terme. C'est cette dernière qui fournit des résultats précis sur lesquels les recommandations de politique économique de Keynes (et des Keynésiens ultérieurs) sont basées. Ces résultats d'équilibre, ainsi que la courbe de demande d'investissement, dont la dérivation est erronée, ont permis que sa théorie soit traitée comme un cas spécial de l'analyse néo-classique. La Théorie générale n'a donc pas conduit à la révolution en théorie économique que Keynes avait espéré initier. Le défi que l'approche générale de Keynes pose à la théorie économique orthodoxe est cependant toujours actuel. C'est un point de départ utile à toute analyse économique qui cherche à être pertinente. Elle est enracinée dans une période actuelle de temps historique, avec une certaine attention portée aux arrangements institutionnels et elle reconnaît la volatilité des facteurs influençant l'investissement. Plusieurs de ces facteurs dépendent des caractéristiques sociales, historiques et institutionnelles des économies particulières. L'ap-

proche de Keynes exige plus d'humilité de la part des économistes théoriciens quant à leur capacité d'en arriver à des résultats précis mais, en même temps, elle ouvre des perspectives d'analyse économique qui sont pertinentes au fonctionnement des économies actuelles.

BIBLIOGRAPHIE

Asimakopulos, A. (1973), « Keynes, Patinkin, Historical Time and Equilibrium Analysis », *Canadian Journal of Economics,* 6, Mai, pp. 79-88.

Asimakopulos, A. (1982), « Keynes Theory of Effective Demand Revisited », *Australian Economic Papers,* 21, Juin, pp. 18-36.

Asimakopulos, A. (1983), « Kalecki and Keynes on Finance Investment and Saving », *Cambridge Journal of Economics* 7, pp. 221-23.

Asimakopulos, A. (1985), « The Role of Finance in Keynes's General Theory », *Economic Notes,* 14, no. 3, pp. 5-16.

Casarosa, C. (1981), « The Microfoundations of Keynes's Aggregate Supply and Aggregate Demand Analysis », *Economic Journal,* 91, Mars, pp. 181-93.

Coddington, Alan (1983), *Keynesian Economics : The Search for First Principles* (Londres : Allen and Unwin).

Davidson, Paul (1978), *Money and the Real World,* 2e éd. (Londres : Macmillan).

Hicks, J.R. (1936), « Mr. Keynes's Theory of Employment », *Economic Journal,* 46, Juin.

Kahn, Richard (1984), *The Making of Keynes' General Theory* (Cambridge : Cambridge University Press).

Kaldor, Nicholas (1939), « Speculation and Economic Stability », *Review of Economic Studies,* 6, Octobre, pp. 1-27. (Toute les références dans le texte sont celles de la réédition dans Kaldor (1960).

Kaldor, Nicholas (1960), *Essays on Economic Stability and Growth* (Londres : Duckworth).

Kalecki, Michal (1971), *Selected Essays on the Dynamics of the Capitalist Economy : 1933-1970* (Cambridge : Cambridge University Press).

Keynes, J.M. (1936), *The General Theory of Employment, Interest and Money* (Londres : Macmillan).

Keynes, J.M. (1937a), « Alternative Theory of the Rate of Interest », *Economic Journal,* 47, Juin, pp. 241-52. (Toutes les références dans le texte sont celles de la réédition dans Keynes (1973b).)

Keynes, J.M. (1937b), « The Ex-Ante Theory of the Rate of Interest », *Economic Journal,* 47, Décembre. [Toutes les références dans le texte sont celles de la réédition dans Keynes (1973b).]

Keynes, J.M. (1938), « Mr. Keynes on 'Finance' », *Economic Journal,* 48. [Toutes les références dans le texte sont celles de la réédition dans Keynes (1973b).]

Keynes, J.M. (1973a), *The General Theory and After : Part I Preparation. Édité* par Donald Moggridge. Vol. XIII des *Collected writings* (Londres : Macmillan for the Royal Economic Society).

Keynes, J.M. (1973b), *The General Theory and After : Part II Defence and Development.* Édité par Donald Moggridge. Vol. XIV des *Collected Writings* (Londres : Macmillan for the Royal Economic Society).

Marshall, Alfred (1920), *Principles of Economics,* 8e éd. (Londres : Macmillan).

Ohlin, B. (1937), « Some Notes on the Stockholm Theory of Saving and Investment », *Economic Journal,* 47, Mars et Juin.

Parrinello, Sergio (1980), « The Price Level in Keynes : Effective Demand », *Journal of Post Keynesian Economics,* 3, pp. 63-78.

Robertson, D.H. (1936), « Some Notes on Mr. Keynes' General Theory of Employment », *Quarterly Journal of Economics* 51, pp. 168-91.

Robinson, Joan (1965), *Collected Economic Papers,* Vol. III (Oxford : Basil Blackwell).

Samuelson, P. (1955), Economics : *An Introductory Analysis,* 3e éd. (New York : McGraw-Hill).

Targetti, F. and B. Kinda-Hass (1982), « Kakecki's Review of Keynes General Theory », *Australian Economic Papers,* 21, Décembre, pp. 244-246

La “Théorie générale” et le keynésianisme

3

À propos des deux postulats de la théorie « classique » du marché du travail dans la *théorie générale :* hérésie et orthodoxie

Jean-Jacques Gislain *

I. Introduction

Retour à la table des matières

Dans le chapitre introductif de la *Théorie Générale de l'Emploi, de l'Intérêt, et de la Monnaie* [72] John Maynard Keynes énonce clairement, sous la forme d'une dénonciation, ce que sera *l'objet critique* de son ouvrage :

> « Nous démontrerons que les postulats de la Théorie classique ne s'appliquent qu'à un cas spécial et non au cas général, la situation qu'elle suppose étant à la limite des situations d'équilibre possibles. Au surplus les caractéristiques du cas spécial auquel cette théorie s'applique se trouvent

* Économiste et consultant, l'auteur assure plusieurs enseignements à l'Université du Québec à Montréal et à l'Université de Montréal.

72 *The General Theory of Employment, Interest, and Money* (1936) in the Collected Writings of John Maynard Keynes ; volume VII. Cambridge : Macmillan-Cambridge University Press for the Royal Economic Society, 1973. Les références en français renverront à la traduction de Jean de Largentaye : *Théorie Générale de* l'Emploi, *de l'Intérêt et de la Monnaie ;* Paris : Payot, 1963.

> ne pas être celles de la société économique où nous vivons réellement ». [73]

Dans les « Notes finales sur la philosophie sociale à laquelle la Théorie Générale peut conduire », constituant le chapitre clôturant la *Théorie Générale*, Keynes résume de la façon suivante comment doit être comprise sa contribution critique limitée de la théorie « classique » : [74]

> « Notre critique de la théorie classique admise a consisté moins à relever des erreurs logiques dans son analyse qu'à mettre en évidence le fait que ses hypothèses implicites ne sont jamais ou presque vérifiées et que par suite elle se trouve incapable de résoudre les problèmes économiques du monde concret. Mais aussitôt que les organes centraux auront réussis à établir un volume de production correspondant à une situation aussi voisine que possible du plein emploi, la théorie classique reprendra tous ses droits ». [75]

Cette idée, chère à Keynes, que les postulats de la théorie (néo)classique ne s'appliquent qu'à un cas spécial et non au cas général des économies réelles est mentionné à quelques treize reprises dans la *Théorie Générale* et en constitue en quelque sorte le leitmotiv critique.

Dans cette perspective, il n'est donc pas étonnant que Keynes débute logiquement sa démonstration par l'examen critique des « postulats de l'économie classique » (chap. II).

Le premier postulat implicite de la théorie (néo)classique, que Keynes interroge et remet en cause, est le caractère *donné* du volume des ressources employées comme cadre hypothétique non discuté de l'examen de la répartition entre divers usages, de la rémunération respective et de la valeur relative de ces ressources données. Keynes considère plus pertinent d'élaborer une théorie générale de l'emploi des ressources *disponibles* (population susceptible d'être employée, capital

---

73 *Théorie Générale .... op. cit., p.* 26.

74 Lorsque Keynes parle de la théorie « classique » il fait plus référence à ce que l'on nomme de nos jours la théorie néo-classique issue de la « révolution marginaliste » (W. S. Jevons-C., Menger-L. Walras), et représentée pour Keynes par les écrits de A. Marshall, F.Y. Edgeworth et A.C. Pigou, plutôt qu'à la théorie classique considérée comme essentiellement ricardienne.

75 *Théorie Générale....* op. cit., p. 392.

accumulé et richesses naturelles) et pour ce faire de construire une *théorie pure des facteurs qui déterminent l'emploi effectif des ressources disponibles.* Tel est alors, ainsi défini a contrario, *l'objet positif* du programme de recherche de Keynes.

Nous avons dans ce qui précède la façon exemplaire dont Keynes pose le type de rapport démonstratif que doivent entretenir les deux objets de la *Théorie Générale :* l'un critique par rapport à la *théorie* (néo)classique, l'autre positif par rapport à *l'irréalisme* de la théorie (néo)classique. L'ordre démonstratif adopté par Keynes sera d'utiliser la critique théorique au service du projet positif. Le postulat théorique du volume donné des ressources est critiquable, nous dit Keynes, non pas en soi formellement, mais parce qu'il empêche de penser positivement la réalité du sous emploi des ressources disponibles. Il faut donc abandonner *ce* postulat théorique pour orienter positivement la démarche théorique vers la recherche des déterminants de la réalité économique et donc vers les moyens pratiques de changer cette dernière.

La suite de la démonstration de Keynes confirme ce *réalisme critique.* Une fois posée la question de l'élaboration d'une théorie pure des facteurs qui déterminent l'emploi effectif des ressources disponibles, la méthode utilisée par Keynes n'est pas de s'atteler immédiatement à la construction de cette théorie. Alors que l'on aurait pu s'attendre à ce que Keynes pose les premiers jalons de sa « théorie générale » de l'emploi des ressources disponibles (terre, travail, capital), il fait plutôt le choix de poursuivre l'examen critique de la seule théorie (néo)classique de l'emploi... du travail. Pourquoi ce choix plutôt qu'un autre ? On pourrait invoquer deux raisons.

La première serait que dans le cadre historique dans lequel Keynes écrit, la situation de l'emploi du travail était la plus alarmante socialement. En conséquence, ce point de départ de la « théorie générale » s'expliquerait de façon évidente. De plus, on aurait pu penser que Keynes, ensuite, enchaînerait sur la question de la théorie de l'emploi des autres ressources disponibles (terre, capital). La suite de la démonstration de Keynes montre que cette raison n'est pas la bonne et qu'il n'enchaînera pas sa démonstration de cette façon. Ce qui, comme nous le verrons, aura certaines conséquences sur la théorie « générale » de l'emploi.

La seconde raison, et qui semble être la bonne puisqu'elle sera confirmée par la suite de la démonstration, est que Keynes semble avoir l'objectif *réaliste* d'éloigner la question de l'explication du chômage de la *théorie* (néo)classique du marché du travail. Dans cette perspective, il apparaît alors tout à fait logique, à la lumière de ce que nous avons mis en évidence concernant la méthode du réalisme critique de Keynes, que celui-ci élabore sa démonstration en partant de la critique des postulats de la théorie (néo)classique du marché du travail pour, ensuite, déboucher sur la nécessité de repenser de façon réaliste quels sont les déterminants de l'emploi.

L'objet du présent article sera de montrer, à l'occasion de l'étude de la façon exemplaire dont Keynes effectue l'examen des deux postulats de la théorie (néo)classique de l'emploi, comment la méthode de Keynes s'est avérée particulièrement fructueuse lorsque celle-ci, appliquée dans toute la puissance du double objet critique/positif de la *Théorie Générale,* conduit Keynes à être hérétique mais invulnérablement réaliste face à l'orthodoxie (néo)classique. Mais aussi, comment, inversement, lorsque Keynes renonce à appliquer cette méthode, acceptant de façon non critique l'orthodoxie (néo)classique et consécutivement la vulnérabilité de celle-ci, il s'empêche de penser radicalement la réalité économique.

Dans une première partie nous nous attacherons donc a montrer comment le rejet critique du postulat II de la théorie (néo)classique de l'emploi (à savoir : « l'utilité du salaire quand un volume donné de travail est employé est égale à la désutilité marginale de ce volume d'emploi » [76]) constitue pour Keynes la condition requise de la possibilité positive d'élaborer la démonstration qui assure le réalisme de la *Théorie Générale*. Nous chercherons aussi à mettre en évidence que, bien que le rejet de ce postulat peut permettre de qualifier Keynes d'hérétique vis-à-vis de la théorie (néo)classique, cette dernière peut encore trouver dans le contenu critique de ce rejet matière à le contester.

Dans une seconde partie, nous mettrons en lumière comment et pourquoi Keynes adhère, dans sa version la plus orthodoxe, en toute connaissance de cause et de façon curieusement non critique, au postulat I de la théorie (néo)classique de l'emploi (à savoir : « Le salaire est égal au produit marginal du travail » [77]). Nous

---

[76] *Ibid.,* p. 27.
[77] Ibid., p. 27.

chercherons à expliquer cette absence de réalisme par la volonté de Keynes de ne pas se priver d'un élément important, sinon crucial, du noyau dur de la théorie (néo)classique de la répartition fonctionnelle des revenus. Mais nous montrerons, par ailleurs, que cette orthodoxie conduit Keynes à ne pouvoir construire qu'un lien analytique fragile et discutable, non seulement, entre le niveau de la demande effective et la détermination du niveau de l'emploi, mais aussi entre la variation du salaire nominal et la variation du salaire réel. De plus, nous montrerons que l'acceptation de ce premier postulat de la théorie (néo)classique de l'emploi rend vulnérable la position méthodologique de Keynes concernant le caractère analytiquement premier de la demande par rapport à l'offre.

II. LE REJET DU POSTULAT II

En se fondant sur le « postulat II », c'est-à-dire sur la règle selon laquelle « l'utilité du salaire quand un volume donné de travail est employé est égale à la désutilité marginale de ce volume d'emploi » [78], l'analyse orthodoxe du marché du travail [79] dispose d'une *théorie autonome* de l'offre de travail qui *exclut analytiquement* la possibilité du *chômage involontaire.* En effet, le comportement rationnel des travailleurs conduit ceux-ci à offrir juste la quantité de travail correspondant au salaire réel. Outre les questions d'ajustements du marché (chômage de frottement), à un certain niveau de salaire réel, tous les travailleurs qui sont prêts à travailler à ce salaire réel sont alors employés, les autres constituent des *« chômeurs volontaires ».*

1. Les raisons du rejet

Deux conditions nécessaires doivent être remplies pour que cette théorie (néo)classique automne de l'offre de travail soit recevable comme problématique pertinente. Il est nécessaire que le comportement rationnel hypothétique des tra-

78 Ibid., p. 27.

79 Dans sa forme la plus développée qui est, pour Keynes, celle du Professeur *Pigou The Theory of Unemployment, 1933.*

vailleurs s'oriente *effectivement* vers la recherche de la connaissance concomitante, de leur désutilité marginale du travail et du salaire réel, comme *variables de détermination* de leur offre de travail. Et d'autre part, il est nécessaire que dans ce cadre puissent être connues de façon *endogène* ces deux variables, déterminantes (voir graphique).

Alors que plusieurs possibilités s'offrent à l'élaboration de la remise en cause de l'existence de ces deux conditions nécessaires, la critique de Keynes se centre *uniquement* sur l'une des deux variables déterminantes de l'offre de travail : le *salaire réel.* Pourquoi ce choix, puisqu'il y a deux variables à examiner, sans parler du comportement rationnel hypothétique des travailleurs ? Ce choix est d'autant plus surprenant que la première critique de Keynes est d'ordre *réaliste.* Keynes avance que « l'expérience courante enseigne indiscutablement qu'une situation où la main-d'oeuvre stipule (dans une certaine limite) en salaires nominaux plutôt qu'en salaires réels n'est pas une simple possibilité, mais constitue le cas normal » [80] De plus, nous dit Keynes, « en général une quantité de main-d'oeuvre supérieure à celle qui est actuellement employée s'offre au salaire nominal existant, même s'il y a une hausse du prix des biens de consommation ouvrière et si par conséquent le salaire réel baisse. Dans ce cas, les biens de consommation ouvrière équivalents au salaire nominal existant ne mesurent pas exactement la désutilité marginale du travail et le second postulat se trouve en défaut ». [81]

Paradoxalement, alors que le registre de la critique se situe sur le niveau du réalisme, Keynes accepte sans même la discuter l'idée, bien plus irréaliste encore, que les travailleurs déterminent leur offre de travail en fonction de ce référent que serait leur « désutilité marginale du travail ».

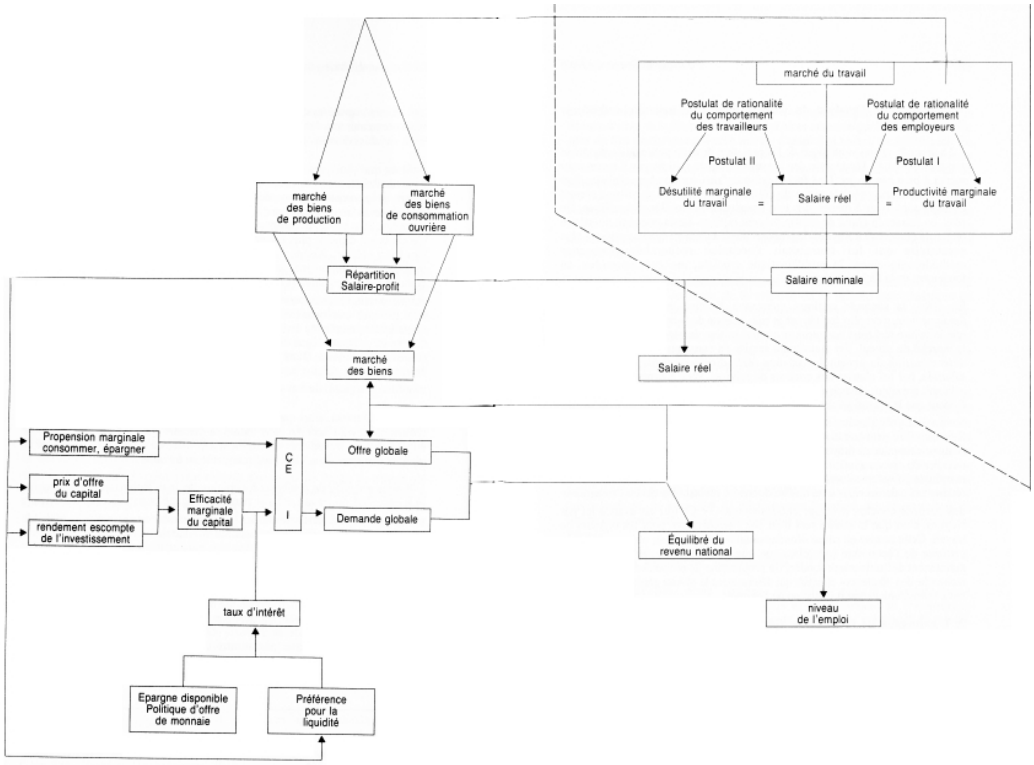
Il nous est difficile d'adhérer à l'opinion de Joan Robinson selon laquelle : « La désutilité du travail est une partie du bagage marshallien que Keynes a transporté avec lui sans réfléchir ». [82] Il nous semble beaucoup plus probable que Keynes accepte, sur cette question, l'orthodoxie (néo)classique pour *deux raisons théoriques stratégiques.*

---

80 *Théorie Générale.... op. cit.,* p. 30.

81 *Ibid., p.* 32.

82 *Economic Philosophy* (1962) ; trad. française : *Philosophie économique.* Paris : Gallimard, 1967, p. 146.



La première de celle-ci est qu'en conservant cette conception de la désutilité marginale du travail, et plus généralement la plupart des fondements méthodologiques de la micro-économie marginaliste, cela permet à Keynes, à bon compte, de préserver les bases méthodologiques du « bouclage » des frontières analytiques de sa *Théorie Générale.* Facilité intellectuelle ou irréflexion, il n'en reste pas moins que cette adhésion stratégique à l'orthodoxie, malgré l'efficacité qu'elle a pu avoir un certain temps, s'avère être maintenant, comme nous le verrons plus loin, une cause profonde de la vulnérabilité de l'analyse de Keynes face à la nouvelle orthodoxie (néo)classique.

La seconde raison stratégique de l'acceptation de cette partie de l'orthodoxie semble relever de l'économie des moyens critiques utilisés par Keynes pour mener à bien son projet. Une fois la critique faite, sur une base réaliste, d'un pan de la théorie (néo)classique de l'offre de travail, cette dernière devenait caduque sans avoir à mener plus loin l'oeuvre de démobilisation critique. De plus, en faisant le choix de mettre l'accent critique sur la question du salaire réel, cela permettait à

Keynes de proposer sur le même terrain une critique plus essentielle qui lui fournissait l'occasion recherchée d'amorcer méthodologiquement la problématique cruciale, macroéconomique, au fondement de la Théorie Générale.

En effet, la seconde critique qu'avance Keynes, et qu'il qualifie de fondamentale, n'est plus fondée sur la base réaliste de la constatation empirique que le salaire réel n'est pas reconnu comme critère de négociation salariale sur le marché du travail. Est maintenant remise en cause par Keynes la possible détermination du niveau des salaires réels directement par la négociation salariale, par les clauses des contrats de salaires. Pour Keynes, admettre que cela soit possible, c'est poser une « hypothèse arbitraire » alors qu'« il n'est pas évident que le niveau général des salaires réels dépende du montant du salaire nominal stipulé par les employeurs et les ouvriers ». [83] De plus, nous dit Keynes, « il se peut que la main-d'oeuvre considérée dans son ensemble n'ait à sa disposition aucun moyen d'amener l'équivalent en biens de consommation ouvrière du niveau général des salaires nominaux à concorder avec la désutilité marginale du volume courant d'emploi. Il se peut qu'elle n'ait aucun moyen de réduire ses salaires réels à un chiffre donné en révisant les clauses monétaires des accords conclus avec les entrepreneurs. [84] Ce qui est avancé ici par Keynes, c'est que le salaire réel n'est pas connaissable pour les offreurs de travail. Cette remise en cause « fondamentale » a moins pour objet essentiel la critique de l'économie (néo)classique que pour objet positif la définition, maintenant définitivement fondée, du programme de recherche de Keynes : la recherche des « facteurs » effectifs qui déterminent le niveau général des salaires réels et en dernier ressort le niveau de l'emploi.

2. L'amorçage de la Théorie Générale

En décloisonnant la problématique de la détermination de l'emploi de la réduction orthodoxe à l'équilibre partiel sur le marché du travail, Keynes déplace l'analyse du niveau micro-économique du « marché » du travail au niveau macro-économique des déterminants de l'emploi, et cela sans passer par la problématique

83 Théorie Générale.... op. cit., p. 34.
84 Ibid., p. 32.

encore orthodoxe de l'« équilibre général ». La logique démonstrative de la Théorie Générale est alors amorcée par le renversement du sens du lien analytique qui relie niveau d'emploi et niveau du salaire réel. Ce n'est plus analytiquement le salaire réel qui détermine micro-économiquement le niveau d'emploi, mais plutôt le niveau d'emploi, étant donné un niveau de salaire nominal, qui détermine macro-économiquement le niveau de salaire réel. De façon plus générale, ce ne sont pas les revenus, déterminés micro-économiquement par l'équilibre partiel sur les marchés, qui déterminent analytiquement les dépenses globales, mais plutôt la nature et le niveau des dépenses globales (principe de la demande effective) qui déterminent les revenus réels.

Le sens des déterminations analytiques ainsi rétabli en accord avec la réalité économique et à l'occasion de la critique de la théorie (néo)classique de l'emploi, Keynes s'attache alors positivement, dans la suite de la Théorie Générale, à l'étude des déterminants de la demande effective (propension marginale à consommer et à épargner, multiplicateur, efficacité marginale du capital et taux d'intérêt, investissement, ...) et conséquemment des déterminants du niveau de l'emploi et des salaires réels (voir graphique).

L'objet du présent article n'est pas de montrer toute la pertinence de l'analyse de Keynes, notamment comment, à l'occasion de ce renversement analytique du sens des déterminations des relations économiques, Keynes réintègre de façon cruciale les dimensions monétaire, temporelle et anticipative dans l'analyse économique, mais plutôt d'examiner la solidité de la base sur laquelle Keynes peut effectivement amorcer sa brillante démonstration. En d'autres termes, est-ce que la façon dont Keynes rejette le second postulat est suffisamment solide pour asseoir définitivement, contre l'orthodoxie (néo)classique, la nécessité de décloisonner l'analyse des déterminants de l'emploi du carcan analytique réductionniste de l'autorégulation du « marché du travail » ?

3. Premiers signes de vulnérabilité

Keynes accepte, nous l'avons vu, implicitement l'hypothétique comportement rationnel des travailleurs et explicitement sa conséquence logique formelle qu'est la détermination de la désutilité marginale du travail. Ce pan de la théorie

(néo)classique autonome de l'offre de travail reste intacte et fonctionne même comme référent explicite dans la Théorie Générale. L'unique base de l'argumentation critique de Keynes est l'irréalisme que le salaire réel puisse être reconnu et surtout connaissable comme variable déterminante de l'offre de travail. Tel est le seul point d'appui critique, que l'on nomme de façon générale « l'illusion monétaire » que subissent les travailleurs, qui permet à Keynes de proposer sa propre approche alternative. Tant que cette critique est acceptée comme valable la pertinence de l'analyse de Keynes est préservée.

Par contre, s'il advenait que de nouveaux développements de la théorie (néo)classique du marché du travail permettent de proposer une construction théorique ayant pour vocation de rendre intelligible comment peut-être connaissable et effectivement connu par les travailleurs le salaire réel sur la base de la connaissance du salaire nominal (et de son évolution), alors le salaire réel pourrait être analytiquement rétabli dans sa fonction de variable déterminante de l'offre de travail et à nouveau mis en rapport analytique avec l'autre variable déterminante non discutée qu'est la désutilité marginale du travail.

Si cela s'avère possible, l'orthodoxie disposerait à nouveau d'une théorie autonome de l'offre de travail dont la symétrie analytique avec la théorie (néo)classique de la demande de travail conservée intacte, permettrait à la théorie (néo)classique du « marché du travail » de disposer à nouveau, à l'aide de la spécification correcte de certaines variables exogènes déterminées par ailleurs, d'une fermeture analytique de son modèle de détermination de l'emploi.

Le point d'appui critique utilisé par Keynes pour amorcer démonstrativement sa « théorie générale » se trouverait alors annulé et consécutivement la reconnaissance de la pertinence de toute la Théorie Générale risquerait d'en souffrir fortement.

Et c'est effectivement le destin tragique que subit actuellement la Théorie Générale de Keynes avec l'émergence ces dernières années d'une renaissance de l'orthodoxie (néo)classique sous la forme du « monétarisme » [85] puis de « nouveaux

[85] Les monétaristes ont dû d'ailleurs méditer cette leçon de Keynes : « Celles-ci (école classique) nous a enseigné en effet que les prix sont gouvernés par le coût premier marginal exprimé en monnaie et que ce coût premier lui-même dépend en grande partie des salaires nominaux. Il aurait donc été logique pour l'école classique de soutenir qu'en cas de variations des salaires nominaux les

classiques » et leur théorie des « anticipations rationnelles » dont un des terrains d'élection de leur prouesses théoriques et empiriques est symptomatiquement « l'économie de l'offre de travail ». [86]

Il reste bien entendu à savoir si cette reconstruction de la théorie (néo)classique autonome de l'offre de travail est elle-même suffisamment cohérente par delà la critique réaliste qu'en fait Keynes. [87] Cette problématique n'est pas l'objet du présent article mais nous pouvons rapidement signaler qu'il existe dans la *Théorie Générale* elle-même matière implicite à une réponse négative à cette question.

En effet, si on accepte le bien fondé en soi du renversement du sens du lien analytique qu'effectue Keynes entre le niveau d'emploi et le niveau de salaire réel, ce dernier ne peut être appréhendé dans sa mesure, c'est-à-dire le pouvoir d'achat effectif des salaires nominaux en biens de consommation ouvrière, que comme résultat ex post de l'activité économique réalisée. Comment concevoir alors que le salaire réel puisse être une variable « déterminante « de l'emploi ?... sauf à postuler (comme hypothèse instrumentaliste ?) une rationalité omnisciente intemporelle (anticipation rationnelle ?) chez les travailleurs.

---

prix varient dans une proportion sensiblement égale, de telle sorte que le salaire réel et le niveau du chômage restent pratiquement inchangés... » Ibid., p. 34.

86 A titre d'exemple voir : M.R. Killingworth Labor Supply. Cambridge : Cambridge University Press, 1983 ; et S.M. Sheffrin Rational Expectations. Cambridge University Press, 1985.

87 En exprimant cette critique, Keynes émet un doute sur « l'étrange supposition » sur laquelle repose la théorie orthodoxe de l'offre de travail. « Une baisse des salaires réels, due à une hausse des prix non accompagnée d'une hausse des salaires nominaux, ne fait pas baisser, en règle générale, l'offre de main-d'oeuvre dont on dispose au salaire courant au-dessous de la quantité effectivement employée avant la hausse des prix. Supposer qu'une hausse des prix puisse avoir ce résultat, c'est supposer que toutes les personnes actuellement dépourvues d'emploi, quoique désireuses de travailler au salaire courant, cesseraient d'offrir leurs services en cas d'une hausse même limitée du coût de la vie. C'est sur cette étrange supposition que la Théorie du Chômage du Professeur Pigou parait reposer et c'est elle qu'admettent implicitement tous les membres de l'école orthodoxe ». *Théorie Générale* op. cit., p. 35 (souligné par nous).

À cet égard, et pour revenir à ce qui nous est dit dans la Théorie Générale, il est curieux que Keynes défende implicitement l'idée qu'à la différence des travailleurs-offreurs de travail, les employeurs-demandeurs de travail ne subissent pas d’« illusion monétaire » et soient ainsi capables de négocier des salaires nominaux correspondant exactement à l'égalisation du salaire réel et du produit marginal du travail. Pourquoi Keynes accepte-t-il dans sa version la plus orthodoxe le « postulat I » de la théorie (néo)classique de l'emploi ? C'est à quoi nous allons tâcher de répondre maintenant.

III. L'ACCEPTATION DU POSTULAT I

Lorsque Keynes énonce le « postulat I » de la théorie (néo)classique de l'emploi, à savoir : « le salaire est égal au produit marginal du travail », il nous précise que : « Ceci veut dire que le salaire d'une personne employée est égal à la valeur qui serait perdue si l'emploi était réduit d'une unité ». [88] Cette définition toute orthodoxe qu'elle paraisse, est présentée en des termes qui mettent l'accent sur la perte marginale de production consécutive à la réduction d'une unité de travail, alors qu'en général la tradition orthodoxe présente cette définition sous l'angle d'une égalité entre la rémunération d'une unité supplémentaire de travail engagé productivement et l'augmentation marginale de la production qui s'ensuit. La question qui se pose à tout lecteur attentif de la Théorie Générale est alors de savoir si cette façon de (re)définir le postulat I est indifférente ou si non, pourquoi Keynes fait-il démonstrativement le choix de cette (re)définition pour le moins alambiquée ?

Par ailleurs, lorsque Keynes interprète la signification de ce postulat pour expliquer qu'une augmentation de l'emploi entraîne corrélativement une baisse des salaires réels, l'argument empirique invoqué est que « pendant la courte période où l'équipement, la technique, etc.... sont censés rester constants, l'industrie travaille normalement avec des rendements décroissants ; par suite le volume marginal de la production dans les industries produisant les biens de consommation ouvrière (lequel gouverne les salaires réels) est obligé de diminuer à mesure que

[88] Ibid., p. 27.

l'emploi augmente ». [89] La question qui vient à l'esprit est ici de savoir, en plus du pourquoi de la référence à la définition « additive » orthodoxe du postulat I et non plus à la définition « soustractive » initiale de Keynes, si l'hypothèse empirique classique des rendements décroissants est valide concernant son utilisation marginaliste pour déterminer analytiquement le lien macroéconomique entre niveau d'emploi et niveau de salaires réels, et pourquoi Keynes procède comme si cela était le cas ?

Ces deux problématiques seront pour nous l'occasion d'essayer de comprendre, d'une part, pourquoi Keynes accepte une certaine version particulière du postulat I et quel type d'utilisation il fait de celle-ci, et d'autre part, à quelles difficultés internes à la Théorie Générale conduit l'utilisation d'un tel postulat.

1. Le choix de la plus pure orthodoxie

Lorsque Keynes accepte le postulat I, il ne prend pas la peine d'en faire un examen critique, même sur le mode réaliste, comme pour le postulat II. Keynes déclare s'inscrire dans la tradition [90] classique et se contente d'invoquer « cette loi primordiale, qu'à juste titre les économistes classiques ont déclarée inattaquable ». [91] Et Keynes, dans une note en bas de page, de réexposer le crédo marginaliste de la « loi » :

> « Le raisonnement se présente comme suit : n personnes sont employées, la n ième personne ajoute un boisseau par jour à la récolte et les salaires ont un pouvoir d'achat d'un boisseau par jour. Cependant la n+1 ième personne n'ajouterait que 0,9 boisseau par jour à la récolte ; l'emploi ne peut donc monter à n+1 personnes que si le prix du blé s'élève par rapport aux salaires jusqu'à ce que le pouvoir d'achat du salaire journalier

89 Ibid., p. 40 (souligné par nous).

90 Au sens de L. Dumont : « Et voilà un paradoxe classique : les éléments de base de l'idéologie restent le plus souvent implicites. Les idées fondamentales sont si évidentes et omniprésentes qu'elles n'ont pas besoin d'être exprimées : l'essentiel va sans dire, c'est ce qu'on appelle la « tradition ». Homo aequalis. Genèse et épanouissement de l'idéologie économique. Paris : Gallimard, 1977, p. 28.

91 Théorie Générale.... op. cit., p. 39.

> baisse à 0,9 boisseau. Les salaires globaux seraient alors de 0,9 (n+1) boisseaux, alors qu'ils étaient précédemment de n boisseaux. Par suite l'emploi d'une personne supplémentaire entraîne un transfert de revenu des personnes antérieurement employées aux entrepreneurs. » [92]

Cette exposition du postulat 1 dans sa version orthodoxe marginaliste semble tenir Keynes à coeur puisqu'il la défendra contre A. Marshall. En effet, à l'occasion de sa définition de « l'efficacité marginale du capital » (Chap. XI), Keynes cite Marshall émettant le doute qu'« on ne peut sans raisonner en cercle vicieux s'en servir [des grandes causes qui gouvernent la valeur] pour construire une théorie du taux de l'intérêt ou même une théorie des salaires ... ». [93] Bien que Keynes adhère à ce doute marshallien pour ce qui est de la détermination du taux de l'intérêt, par contre il s'interroge sur le bien fondé de ce doute concernant la théorie des salaires. Et Keynes, dans une note en bas de page, critique indirectement Marshall en se demandant : « Mais n'aurait-il pas tort de supposer que la théorie des salaires fondée sur la productivité marginale était également un cercle vicieux ? » [94]

On comprend difficilement, au premier abord, cette orthodoxie marginaliste de Keynes concernant le postulat 1, et cela d'autant plus, qu'à l'époque où Keynes rédigea la Théorie Générale, déjà de nombreux économistes orthodoxes et hétérodoxes avaient largement critiqué, sinon remis radicalement en cause, la validité de ce postulat. [95]

La question est donc de savoir pourquoi Keynes fient tant à ce postulat.

---

92 Ibid., p. 39-40.

93 Ibid., p. 154.

94 Ibid., p. 155, note 1.

95 Notamment : P. Sraffa, *Écrits d'Économie politique* (1925-1926), Paris : Economica ; E.H. Chamberlin *The Theory of Monopolist Competition* (1933), Cambridge : Harvard University Press, 1933 ; J. Robinson *The Economics of Imperfect Competition* (1933), London : Macmillan, 1933 ; P.H. Douglas *The Theory of Wages* (1934), New York : Macmillan, 1934 cet auteur avance l'existence de dix hypothèses implicites nécessaires à la validité de la théorie de la productivité marginale (pp. 69-71). Pour un résumé des nombreux débats autour de la question de la validité de la théorie de la productivité marginale avant Keynes voir A.M. Carter *Theory of Wages and Employment*, Homewood Illinois : R.D. Irwin, 1959, pp. 11-39.

2. L'utilisation du postulat I

La réponse qui nous parait la plus justifiée à cette question est que Keynes accepte sans critique le postulat I pour les mêmes raisons positives qu'il rejette sur une base critique le postulat II. Le rejet critique du postulat II, et conséquemment l'indétermination micro-économique de la courbe d'offre de travail en fonction des salaires réels, avait pour objet d'ouvrir positivement l'analyse économique sur la nécessité d'une détermination macro-économique de l'emploi et des salaires réels. Inversement, méthodologiquement, l'acceptation non critique du postulat II, et conséquemment la détermination micro-économique de la courbe de demande de travail, a pour objet de fermer positivement l'analyse de la détermination de l'emploi et des salaires réels par une « loi primordiale » comme contrainte objective. Avec en plus cet avantage que la relation inverse, défendue par les orthodoxes, entre niveau d'emploi et niveau des salaires réels est conservée mais maintenant correctement analytiquement déduite.

Comme le graphique le représente, une fois connu le niveau de la demande effective, c'est-à-dire le niveau projeté de consommation lui-même déterminé par les salaires nominaux et la propension marginale à consommer, et le niveau projeté de l'investissement lui-même déterminé par l'efficacité marginale du capital et le taux d'intérêt ; les niveaux d'emploi et des salaires réels se trouvent automatiquement déterminés par la contrainte objective que fait peser le postulat I sur l'offre globale. À un certain niveau d'équilibre du revenu national, c'est-à-dire d'égalité de l'offre et de la demande globales, le niveau de l'emploi sera celui qui correspondra à l'égalité réalisée entre la productivité marginale du travail et le salaire réel lui-même déterminé par le niveau de la productivité marginale, et donc des prix, dans le secteur de production des biens de consommation ouvrière.

Le postulat I remplit donc un rôle crucial dans la Théorie Générale, il assure démonstrativement, par la contrainte objective qu'il fait peser sur les conditions de l'offre, l'existence d'un lien analytique entre le niveau de la demande globale et les niveaux de l'emploi et des salaires réels. Keynes fait assumer à la théorie marginaliste micro-économique de l'égalité entre le salaire et le produit marginal du travail, le rôle macroéconomique d'une contrainte objective permettant la fermeture

analytique du modèle de détermination simultanée, une fois connu le niveau de la demande globale, des niveaux de l'emploi et des salaires réels.

Le problème est alors de savoir si cette utilisation du postulat I, outre la question de sa validité dans sa formulation marginaliste orthodoxe, est fondée dans le cadre analytique de Keynes.

3. La vulnérabilité de l'utilisation du postulat I

Lorsque Keynes fait l'examen critique de la Théorie du Chômage du Professeur Pigou, il reproche à ce dernier de ne pas s'attarder à énoncer une hypothèse implicite qui sous-tend son approche et qui « revient à supposer que le coût marginal des salaires est égal au coût premier marginal ». [96] Ce reproche donne l'occasion à Keynes de spécifier les conditions de validité de cette hypothèse implicite du Professeur Pigou :

> « L'habilité trompeuse d'assimiler le coût marginal des salaires au coût premier marginal vient peut-être d'une ambiguïté dans le sens du premier terme. Il peut signifier soit le coût d'une unité additionnelle de production, lorsqu'elle n'est grevée d'aucun coût additionnel autre que celui des salaires, soit le coût additionnel des salaires qu'entraîne la production d'une unité additionnelle de richesse, lorsqu'elle est réalisée dans les conditions les plus économiques avec l'aide de l'équipement existant et des autres facteurs inemployés. Dans le premier cas on s'interdit d'associer au travail additionnel tout supplément d'entreprise, de capital circulant ou de choses autres que le travail qui s'ajouterait au coût, on refuse même d'admettre que le travail additionnel puisse augmenter la vitesse d'usure de l'équipement. Puisque on exclut du coût premier marginal tout élément de coût autre que le travail, le coût marginal des salaires et le coût premier marginal sont évidemment égaux. Mais les conclusions d'une analyse fondée sur les prémisses sont presque dépourvues d'application. Dans la pratique en effet l'hypothèse de base est rarement réalisée ; on n'est pas assez insensé pour refuser d'associer au travail additionnel les suppléments appropriés des autres facteurs pour autant qu'ils sont disponibles. Aussi l'hypothèse ne s'ap-

96 *Théorie Générale*.... op. cit., p. 287.

> plique-t-elle qu'au cas où les facteurs autres que le travail sont tous déjà employés au maximum. » [97]

L'intérêt de cette « clarification », que nous avons jugé utile de reproduire dans son intégralité malgré sa longueur, montre bien que Keynes avait une connaissance bien particulière des fondements de l'analyse marginaliste. Keynes ne tire pas toutes les leçons de cette « clarification » puisqu'il ne se rend pas compte que cette hypothèse implicite de Pigou correspond à une condition nécessaire de validité du postulat I.

En effet, pour que la théorie marginaliste de l'égalisation du salaire et du produit marginal du travail soit valide et que la « loi » des rendements marginaux décroissants s'applique il faut, considérant le travail comme le seul facteur variable, que les facteurs autres que le travail, les facteurs fixes, soient totalement utilisés. Dans le cas contraire, l'analyse marginaliste n'aurait plus de sens. Seule l'analyse classique des rendements décroissants pourrait être invoquée. Et là encore, pour que la « loi » des rendements décroissants s'applique, il faudrait faire une hypothèse supplémentaire sur l'utilisation moins efficace des « autres facteurs » encore disponibles (comme les terres de moins en moins fertiles de Ricardo).

Cette autre clarification, que Keynes n'effectue pas, va nous être utile pour comprendre la fragilité de l'utilisation du postulat 1 dans la Théorie Générale.

En effet, si Keynes prend bien soin, lorsqu'il utilise le postulat 1, de préciser qu'il se place « dans un état donné de l'organisation, de l'équipement, et de la technique » [98] dans « la courte période ou l'équipement, la technique, etc..., sont censés rester constants » [99], par contre il ne dit pas que les facteurs autres que le travail sont totalement utilisés. Keynes « n'est pas assez insensé pour refuser d'asso-

---

97 Ibid., pp. 287-288, note 1.

98 Ibid., p. 39.

99 Ibid., p. 40. Il est à noter que Keynes reprend ici, comme condition implicite de validité du Postulat I, l'hypothèse de l'état stationnaire de J.B. Clark The distribution of Wealth, (1899), New York : McMillan, 1899 (chap, 13). Keynes est plus explicite lorsqu'il s'intéresse à la productivité marginale du capital : « La théorie ordinaire de la distribution des richesses, qui suppose que le capital obtient actuellement un revenu égal à sa productivité marginal (dans un sens ou dans un autre), ne vaut que dans une économie stationnaire ». Théorie Générale.... op. cit., p. 153.

cier au travail additionnel les suppléments appropriés des autres facteurs pour autant qu'ils sont disponibles ». Et Keynes serait bien mal placé pour l'être puisque, comme on s'en souviendra, l'objet premier de la Théorie Générale, en opposition au postulat implicite de la théorie (néo)classique du volume donné des ressources employées, est de construire une théorie pure des facteurs qui déterminent l'emploi effectif de ressources disponibles et parmi celles-ci le capital accumulé. En situation de sous-emploi du capital accumulé, d'excédent de capacité de production, qui est le cadre référentiel de la Théorie Générale, par opposition à la situation particulière du plein-emploi de tous les facteurs disponibles qui est celle de la théorie partielle (néo)classique, la « loi » des rendements marginaux décroissants est sans objet et la nature des rendements n'a que peu de chance de se conformer à la « loi » des rendements décroissants. Si on veut à tout prix conserver un « sens » à ces « lois », il serait plus probable de penser qu'en situation de sous-emploi il y ait des rendements constants sinon croissants plutôt que décroissants.

Ainsi, le postulat I ne peut-être utilisé dans le sens de Keynes qu'en situation de plein-emploi du capital accumulé, ce qui n'est pas un simple paradoxe de la Théorie « Générale ».

De plus, et c'est là qu'est l'essentiel, si le postulat I ne peut plus être utilisé faute de « conditions favorables », c'est-à-dire maintenant en situation d'indétermination de la « courbe de demande de travail » et du « produit marginal », la relation quantitative entre le niveau de la demande effective, d'une part, et les niveaux de l'emploi et des salaires réels, d'autre part, est analytiquement indéterminée. Une augmentation de la demande globale liée à des rendements croissants pourrait entraîner à la fois une augmentation du niveau de l'emploi et du niveau des salaires réels, sans d'ailleurs que l'on sache exactement quelle serait la mesure de ces augmentations tant que seraient non spécifiés quantitativement ces rendements. La relation inverse des orthodoxes se trouve alors non vérifiée... sauf en situation de plein-emploi.

Par ailleurs, l'acceptation du postulat 1 de la part de Keynes a pour conséquence d'affaiblir une des portées cruciales de la *Théorie Générale*.

En mettant de l'avant le caractère premier de la demande par rapport à l'offre, notamment quant à la détermination du niveau d'emploi, Keynes remet en cause la

conception orthodoxe selon laquelle : « Depuis J.-B. Say et Ricardo les économistes classiques ont cru que l'offre crée sa propre demande ». [100]

Or Keynes, en conservant le postulat I et consécutivement la conception orthodoxe d'une relation inverse entre le niveau de l'emploi et le niveau des salaires réels, se place sur un terrain théorique où est encore défendable l'idée que les « conditions de l'offre » puissent primer sur la demande concernant la détermination du niveau de l'emploi.

En effet, en situation où autant les employeurs que les travailleurs, anticipant rationnellement une augmentation de la demande, ajustent, pour les premiers leurs prix et pour les seconds leurs salaires nominaux, à la hausse, les niveaux de l'emploi et des salaires réels risquent de rester inchangés. Dans ces conditions, pouvant maintenir l'économie dans une situation d'équilibre de sous-emploi, seul un rétablissement des « conditions de l'offre », c'est-à-dire une augmentation du produit marginal du travail et consécutivement du salaire réel (postulat I), pourrait conduire, grâce à une meilleure compétitivité des entreprises (notamment au niveau international), à une augmentation réelle de l'emploi. Ou pour exprimer ceci en termes orthodoxes, un déplacement vers la droite de la courbe de demande de travail consécutive à de meilleures conditions productives du côté de l'offre, aurait pour effet d'augmenter à la fois le niveau de l'emploi et des salaires réels et consécutivement le niveau de la demande réelle. Tout le monde a reconnu ici la récente théorie dite du « côté de l'offre (« supply side ») [101] qui cherche à rétablir l'orthodoxie (néo)classique quant à la primauté de l'offre sur la demande. En S'appuyant analytiquement sur le postulat I, ce rétablissement de la conception orthodoxe a une prise critique incontestable sur l'interprétation du lien offre-demande de Keynes dans la Théorie Générale.

---

100 *Théorie Générale*..., op. cit., p. 40.

101 Pour un exposé de cette théorie voir D.G. Raboy Économie de l'offre, Paris : Economica, 1984.

IV. CONCLUSION

Nous venons d'examiner l'importance que jouent dans la Théorie Générale l'acceptation du Postulat I et le rejet du Postulat Il ainsi que la possible vulnérabilité de Keynes vis-à-vis de l'orthodoxie (néo)classique.

La plupart des auteurs qui se déclarent postkeynésien, quelque soient par ailleurs leurs divergences quant au type de lecture qu'ils recommandent de faire de la Théorie Générale, déséquilibre ou circuit, considèrent qu'en réalité aucun de ces deux postulats n'est nécessaire fondamentalement à la pertinence de l'analyse de Keynes. La Théorie Générale n'aurait besoin d'aucun fondement micro-économique (néo)classique pour conserver toute sa capacité analytique.

Joan Robinson, voulant dédouaner Keynes de toute velléité intégriste, va même jusqu'à affirmer que « Keynes, lui-même, n'était pas intéressé par la théorie des prix relatifs. Gerald Shove nous disait que Maynard n'avait jamais passé les vingt minutes nécessaires pour comprendre la théorie de la valeur. Il était très content d'abandonner toutes ces questions à l'orthodoxie ». [102] Et que notamment, « la désutilité du travail est une partie du bagage marshallien que Keynes a transporté avec lui sans réfléchir ». [103]

Outre le fait que Keynes n'est lui-même pas très explicite lorsqu'on l'interroge directement sur cette question [104], le problème qui nous intéresse ici n'est pas tant

---

[102] J. Robinson *Economic Philosophy* (1962) ; trad. française : *Philosophie économique*, Paris : Gallimard, 1967, p. 127.

[103] Ibid., p. 146.

[104] Dans une lettre datée du 15 avril 1936, G.F. Shove reproche à Keynes sa trop grande gentillesse avec la théorie (néo)classique : « I thought you were too kind to the « classical » analysis as applied to the individual industry and firm. Unless very artificial assumptions (e.g. perfect and instantaneous fluidity of resources) are made, it seems to me either wrong or completely jejeune ». Et Keynes répond dans une lettre datée du 21 avril 1936 : « What you say about the classical analysis as applied to the individual industry and firm is probably right. I have been concentrating on the other problem, and have not, like you, thought very much about the elements of the system. But you ought not to feel inhibited by a difficulty in making the solution precise. It may be that a part of the error in the classical analysis is due to that of expectations

de savoir si Keynes aurait dû se passer des fondements microéconomiques orthodoxes, mais plutôt pourquoi Keynes juge utile d'en accepter certains et d'en rejeter d'autres.

Plutôt que l'interprétation habituelle selon laquelle Keynes aurait voulu stratégiquement ne pas s'aliéner totalement la sympathie intellectuelle de ces collègues orthodoxes pour « faire passer » la Théorie Générale, il nous semble, comme nous avons tenté de le démontrer, que l'intérêt essentiel pour Keynes de rejeter le Postulat Il et d'accepter le Postulat I est d'ordre méthodologique et plus particulièrement d'ordre démonstratif.

L'objet démonstratif du rejet critique du Postulat Il est de sortir positivement l'analyse des déterminants de l'emploi du cadre trop restreint du « marché du travail », pour l'ouvrir sur la dimension macroéconomique et sur le rôle primordial qu'y joue le principe de la demande effective.

Inversement, l'objet démonstratif de l'acceptation non critique du Postulat I est de refermer l'analyse des déterminants de l'emploi dans le cadre de la contrainte objective d'une « loi » économique.

C'est en ce sens, à notre avis, qu'il faut chercher à comprendre la relation ambivalente (hérétique-orthodoxe) qu'entretient Keynes dans la Théorie Générale avec l'orthodoxie (néo)classique.

---

and a transitory experience, one is, in the nature of things, outside the realm of the formally exact ». The Collected Writings of John Maynard Keynes, Defense and Development, edited by D. Moggridge, Macmillan St Martin's Press for the Royal Economic Society, 1973, pp. 1-2.

La “Théorie générale” et le keynésianisme

4
La vision politique de Keynes

Gilles Dostaler *

I. ESQUISSE BIOGRAPHIQUE

Retour à la table des matières

La Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie ne constitue ni le point de départ de ce qu'on appelle la « Révolution keynésienne », ni le fondement théorique des propositions politiques de Keynes. Elle est plutôt un aboutissement. Keynes était âgé de cinquante-deux ans lorsque ce livre a été publié. Sa vie active, autant sur le plan de la recherche théorique que de la réflexion et de l'activité politiques, était en grande partie derrière lui. Évidemment, il restait Bretton Woods, d'autres interventions publiques et quelques articles majeurs, en particulier sur les commentaires suscités par son oeuvre. Mais l'année suivant la parution de la *Théorie générale,* Keynes était victime de la première d'une série de crises cardiaques qui allaient le forcer à ralentir considérablement le rythme de ses activités durant les dix années qui lui restaient à vivre. Ces activités, depuis le tournant du siècle, avaient été très intenses et diversifiées. Il faut les évoquer, pour éclairer la vision politique de l'auteur de la *Théorie générale.*

* Professeur de sciences économiques à l'Université du Québec à Montréal.

John Maynard Keynes est né à Cambridge, le 5 juin 1883. Son père, John Neville, était professeur à Cambridge. Homme foncièrement conservateur, auteur de *Scope and Method of Political Economy,* il a manifesté un manque d'ambition qui a déçu son ami Alfred Marshall autant que son épouse, Florence Ada, femme très active dans la vie sociale et politique de Cambridge. Keynes fut éduqué dans la tradition victorienne de l'Angleterre de la fin du dix-neuvième siècle, et la réaction contre cette tradition, symbolisée en économique par Marshall, explique plusieurs de ses attitudes. En février 1903, alors qu'il étudie au King's College de Cambridge, Keynes est reçu dans le groupe des Apôtres, société secrète, fondée en 1820, destinée à la « poursuite de la vérité, avec une dévotion absolue et sans réserve, par un groupe d'amis intimes ». C'est une étape importante pour Keynes, qui restera jusqu'à la fin de sa vie en contacts étroits avec le cercle des Apôtres et de leurs relations. Deux années plus tard naissait à Londres le groupe dit de Bloomsbury, comprenant plusieurs « apôtres », et la famille Bell, dont l'écrivaine Virginia Wolff. Keynes fut aussi étroitement lié à ce groupe, qui se voulait en rupture avec la morale victorienne, jusqu'à sa mort, même s'il s'en éloignât quelque peu après son mariage, en 1925, avec la danseuse russe Lydia Lopokova.

C'est en 1905 que Keynes commence à étudier l'économie. Comme plusieurs grands économistes dans l'histoire, il n'obtint jamais de diplôme dans cette discipline, dans laquelle la durée de son apprentissage officiel se limita à huit semaines. Sa thèse de doctorat porte sur les probabilités, et il travailla sur ce sujet de 1906 à 1914, puis publia sa thèse remaniée en 1921. Sa carrière dans la fonction publique commence au Bureau des affaires indiennes en 1906. Celle d'enseignant à Cambridge commence en 1909. Il y fonde le Club d'économie politique, qui se réunira jusqu'en 1937. En 1911, à l'âge de vingt-huit ans, Keynes devient directeur de *l'Economic Journal,* poste qu'il conserva jusqu'en 1946, et que son père avait refusé vingt ans plus tôt. En 1913, il publie son premier livre, *Indian Currency and Finance*, et devient secrétaire de la *Royal Economic Society.* Dès l'âge de trente ans donc, Keynes occupe une place stratégique dans la profession économique en Grande-Bretagne.

Il mène, entre Cambridge et Londres, une vie extraordinairement active. Entré au service du Trésor en 1915, il en devient rapidement le principal expert économique. Associé à ce titre aux négociations devant mener au Traité de Versailles, il démissionne par suite de désaccords avec la politique de réparations de guerre

imposées à l'Allemagne. Il rédige *Les conséquences économiques de la paix,* souvent considéré comme son meilleur livre. C'est du moins celui qui a connu le plus grand succès du vivant de Keynes, lequel est désormais promu au rang de célébrité mondiale.

En 1921, Keynes commence aussi une carrière d'administrateur en étant nommé président de la *National Mutual Life Insurance.* Depuis une dizaine d'années déjà, il s'adonne à la spéculation, avec beaucoup de succès. En 1923, il publie *A Tract on Monetary Reform* et devient directeur du périodique libéral *The Nation and the Athenaeum.* Il est de plus en plus impliqué dans les activités du Parti Libéral et contribue à la rédaction du livre jaune *Britain's Industrial Future,* dont les thèses seront adoptées en mars 1928 par le Parti, et formeront la base de son programme pour les élections de 1929. On offre à Keynes de se présenter à Cambridge, mais il refuse, considérant comme plus important de terminer la rédaction du *Traité de la monnaie, publié* en 1930, et dont la révision donnera naissance, en *1936,* à la *Théorie générale.*

En 1940, Keynes - qui deviendra Lord Keynes, baron de Tilton, en 1942, - est nommé à un Conseil consultatif auprès du chancelier de l'Échiquier, ce qui l'amènera à conduire des négociations pour l'Angleterre. En 1944, c'est Bretton Woods, où le plan Keynes, pour une réorganisation du système monétaire international, est battu en brèche par le plan White des Américains. Nommé docteur Honoris causa de la Sorbonne en 1946, Keynes meurt d'une crise cardiaque la même année, le jour de Pâques. En même temps, l'expression de « révolution keynésienne » est forgée.

L'activité de Keynes s'est donc déployée à plusieurs niveaux. Mais il y avait néanmoins une interaction constante entre eux. L'oeuvre théorique, l'article de journal, le discours, l'activité du conseiller, l'émission radiophonique étaient pour lui autant de manières de convaincre ses contemporains, d'influer sur leur comportement, de peser sur les décisions. Dès le début de sa carrière, il était convaincu de l'urgence d'opérer d'importantes transformations sociales, politiques et économiques, pour éviter l'écroulement de la civilisation occidentale. De ce point de vue, on peut dire que l'économique est subordonnée au politique chez Keynes, dont les oeuvres théoriques ont été dictées par ses préoccupations pratiques.

Par ailleurs, ces préoccupations politiques se fondent elles-mêmes sur une éthique adoptée très tôt. La politique et l'économique relevaient, pour Keynes, de la vie publique. La philosophie, l'art, l'amitié et l'amour relevaient de la sphère privée. Il a toujours rigoureusement séparé les deux, et, contrairement à ce qu'on pourrait penser, accordé préséance à la seconde. Il n'en reste pas moins que la vision de ce que doit être une « vie privée » heureuse exerce une influence déterminante sur les objectifs politiques et les moyens économiques pour y parvenir. Bref, comme l'économique renvoie au politique, ce dernier se fonde sur une éthique.

II. DE L'ÉTHIQUE AU POLITIQUE

Deux années après la publication de la *Théorie générale,* le 9 septembre 1938*,* Keynes lut un texte intitulé « My Early Beliefs », à sa maison de campagne de Tilton, à un groupe de vieux amis constituant le Bloomsbury Memoir Club. Ce texte d'une vingtaine de pages, publié après la mort de son auteur, est très important. Il montre d'abord que, pour Keynes, le lien entre l'action publique et les convictions était primordial. Il montre ensuite que les convictions sur lesquelles il fondait son action s'étaient établies très tôt, à l'époque des Apôtres, entre 1903 et 1906.

Ces convictions s'appuyaient en particulier sur un livre de Georges Edward Moore, apôtre depuis 1894, *Principia Ethica,* publié en 1903. Voici comment Keynes, qui se décrit comme « non-conformiste » à cette époque, présente l'influence de ce livre : « Mais, bien sûr, son effet sur *nous,* et les conversations qui l'ont précédé et l'ont suivi, ont dominé, et dominent peut-être encore, tout le reste » (Keynes, 1972b, p. 435). Et Keynes ajoute plus loin : « Je ne vois pas de raison pour m'éloigner des intuitions fondamentales des *Principia Ethica »* (Keynes, 1972b, p. 444).

De ces intuitions fondamentales, la principale est formulée dans le dernier chapitre du livre, « The Ideal », dont Keynes disait qu'il n'en connaissait pas l'équivalent dans la littérature depuis Platon. C'est l'affirmation selon laquelle les seules choses valables en elles-mêmes sont les états d'esprit (« states of mind »),

dont les plus valables sont « les plaisirs des relations humaines et la jouissance des beaux objets » (Moore, 1903, p. 188). L'action correcte est celle dont le but est d'amener des états désirables. Par ailleurs, ce qu'on appelle le bien est, pour Moore, indéfinissable. C'est une propriété simple, non-naturelle, qu'on ne peut atteindre que par intuition.

Ces thèses, de caractère néo-platonicien, constituèrent, pour les apôtres, une nouvelle religion qui leur permettait de se libérer de l'utilitarisme benthamien, de la morale victorienne et de son sens du devoir, tout en servant « à protéger l'ensemble d'entre nous de cette *reductio ad absurdum* finale du Benthamisme connue sous le nom de Marxisme » (Keynes, 1972b, p. 446). « C'est encore ma religion, sous la surface », ajoute Keynes en 1938. Elle renvoie à Platon, mais aussi à Aristote, dont Keynes a relu *l'Éthique* en 1906, écrivant à Strachey le 23 janvier : « On a jamais parlé avec autant de bon sens, avant ou depuis. » Le bien-être individuel, la « bonne vie », le bon état d'âme, tels sont les critères fondamentaux de l'action humaine, y compris politique, chez Aristote. De là découle la condamnation de la chrématistique, de l'enrichissement et de l'amour de l'argent en soi, qu'on retrouve chez Keynes, pour qui l'argent ne compte qu'en autant qu'il donne accès aux beaux objets (dont il sera un collectionneur) :

> « L'amour de l'argent comme objet de possession, qu'il faut distinguer de l'amour de l'argent comme moyen de se procurer les plaisirs et les réalités de la vie, sera reconnu pour ce qu'il est : un état morbide plutôt répugnant, l'une de ces inclinations à demi criminelles et à demi pathologiques dont on confie le soin en frissonnant aux spécialistes des maladies mentales. » (Keynes, 1972c, p. 138)

Dans le système aristotélicien, l'économique suit l'éthique, et lui est étroitement liée. Il en est de même chez Keynes, qui définissait l'économique comme une science morale. Ce n'est du reste qu'au début du vingtième siècle, sous l'influence de Marshall, que l'enseignement de la philosophie morale a été clairement séparé de celui de l'économique à Cambridge. Mais au-delà de cette filiation générale, il y a chez Keynes un lien plus précis entre l'éthique à laquelle il a adhéré en 1903 et l'économique de la *Théorie générale.* Le lien passe par les mathématiques et les probabilités. La même année que *Principia Ethica,* Bertrand Russell publiait ses *Principes de mathématiques,* qui eurent aussi une influence déterminante sur Keynes. Ce sont ces deux livres qui l'entraînèrent dans une longue ré-

flexion sur les probabilités, l'incertitude, les anticipations, éléments fondamentaux de la *Théorie générale.* Il s'agit de savoir sur quoi se fonde l'action humaine, dans les divers domaines où elle s'exerce :

> « C'était un objet important du livre de Moore que de distinguer entre le bien comme attribut des états d'esprit et la droiture comme attribut des actions. Il avait aussi une section sur la justification des règles générales de conduite. La place considérable jouée par des considérations de probabilité dans sa théorie de la conduite correcte constitua, de fait, une cause importante au fait que je consacrai tous mes loisirs pendant plusieurs années à l'étude de ce sujet : j'écrivais sous l'influence conjointe des *Principia Ethica* de Moore et des *Principes mathématiques* de Russell. » (Keynes, 1972b, p. 445)

Le groupe des Apôtres constituait un groupe de discussions. Un des membres lisait un texte qui était ensuite discuté. De même, le Club d'économie politique mis sur pied par Keynes était-il un groupe de discussions. Keynes qui fut toute sa vie un redoutable polémiste, croyait dans le pouvoir des idées, des mots et des paroles. On connaît le passage final de la *Théorie générale* sur l'« empire qu'acquièrent progressivement les idées » (Keynes, 1982b, p. 376). C'est par la persuasion verbale qu'on influe sur le cours des événements, même si l'entreprise est extrêmement difficile. On a l'impression, en lisant les *Conséquences économiques de la paix.,* que la justice et la raison n'ont pas prévalu parce que le président Wilson n'avait pas la vivacité d'esprit nécessaire pour convaincre : « Un moment arrive souvent où une victoire substantielle vous appartient si, par une légère apparence de concession, vous pouvez sauver la face de l'opposition ou la concilier par un re-exposé de votre proposition qui lui est utile et ne dérange rien d'essentiel pour vous. Le président n'était pas équipé de cet art simple et utile » (Keynes, 1971, p. 27). Keynes lui-même, comme il l'écrit dans sa préface des *Essays in Persuasion,* en 1931, avait souvent l'impression de prêcher dans le désert :

> « Voici donc rassemblés les croassements de douze années, les croassements d'une Cassandre qui ne fut jamais capable d'infléchir à temps le cours des événements. J'aurais bien pu intituler ce volume « Essais dans l'art de prophétiser et de persuader », car j'ai eu malheureusement davantage de succès dans la *prophétie* que dans la *persuasion.* C'est pourtant

> avec une ardeur militante que la plupart de ces essais furent écrits, en un effort pour influencer l'opinion publique. » (Keynes, 1972c, p. 11)

À cette exaltation de l'exhortation correspond une condamnation non moins ferme de l'action violente comme méthode de transformation sociale. Keynes ne dérogera jamais à cette règle, qui fonde en grande partie son allergie au marxisme et au communisme, qu'il identifie à la violence. De même est-ce l'une des raisons principales qui l'empêche d'adhérer au Parti travailliste, qui tolère en son sein un « Parti de la Catastrophe ». Ce dont Keynes essaie de convaincre verbalement ces contemporains, c'est de procéder aux transformations susceptibles d'empêcher l'action violente et la révolution.

Il est un dernier élément de la vision keynésienne établi très tôt, avant même l'époque des Apôtres, et qui détermine aussi son attitude politique. C'est son élitisme, au demeurant tout aussi platonicien et aristotélicien que l'éthique de Moore. Le citoyen d'Aristote réalise d'heureux états d’âme en pratiquant l'art, la politique et la philosophie. Il doit tout de même se nourrir, se vêtir et se loger. Les esclaves veillent au grain. Ils ne peuvent justement, par nature, accéder au bien-être dévolu aux citoyens. De même, les membres du groupe de Bloomsbury, nonobstant leur hostilité à l'existence victorienne, devaient-ils faire appel à des domestiques pour gérer leur quotidienneté. Clive Bell, le frère de Virginia, soutenait que la civilisation avait besoin, pour s'épanouir, de ce que certains fassent le sale travail. Il était plus confortable d'envisager que le prolétariat était incapable de goûter certains des plaisirs subtils de l'existence : le champagne, le ballet et les livres rares. Keynes, qui a organisé maints dîners fins dans sa vie, mis sur pied un restaurant à Cambridge et dit regretter à la fin de sa vie de n'avoir pas bu suffisamment de champagne, a déjà envisagé l'interdiction de l'alcool aux classes laborieuses. L'éthique mooréenne était donc réservée à une élite, élite issue des classes moyennes et de la bourgeoisie éclairée. Dès son séjour au collège d'Éton, entre 1897 et 1901, Keynes apprend à mépriser, non seulement l'aristocratie, les rentiers et la bourgeoisie financière, mais aussi le prolétariat grossier (« boorish proletariat ») qui, tel l'esclave d'Aristote, se contente de peu. Voilà la raison pour laquelle Keynes n'adhère pas au Parti travailliste avec lequel il se sent néanmoins des affinité intellectuelles et politiques.

« Pour commencer, c'est un parti de classe, et la classe n'est pas ma classe. Si je dois poursuivre des intérêts sectoriels, je poursuivrai les miens. Lorsqu'on en arrive à la lutte de classes comme telle, mes patriotismes locaux et personnels, comme ceux de tout autre, à l'exception de quelques zélés déplaisants, sont attachés à mon entourage. Je peux être influencé par ce qui me parait être la justice et le bon sens ; mais la *guerre* de classes me trouvera du côté de la *bourgeoisie* éduquée. » (Keynes, 1972a, p. 297)

III. LAISSEZ-FAIRE ET CONSERVATISME

Dans quelques-uns de ses écrits, comme à l'occasion de diverses conférences, Keynes brosse un tableau de l'évolution à long terme de l'humanité, dont il attribue la paternité à Commons, économiste américain du courant institutionnaliste. Trois phases sont distinguées dans l'histoire de l'humanité, la Grande-Bretagne « souffrant une transition économique dans les premières étapes de laquelle nous vivons » (Keynes, 1981, p. 438). La première est une époque de rareté, « qu'elle soit due à l'inefficience ou à la violence, la guerre, la coutume ou la superstitution ». Il y a alors « un minimum de liberté individuelle et un maximum de contrôle communiste, féodal ou gouvernemental à travers la coercition physique ». Puis vient la période d'abondance. Cette période, Keynes en fixe le début au seizième siècle. C'est alors que commence l'accumulation de capital, qu'il relie dans un autre texte à « la hausse des prix et l'augmentation consécutive des profits qui résultèrent de l'introduction de ces réserves d'or et d'argent transportées par l'Espagne du Nouveau-Monde dans l'Ancien » (Keynes, 1972c, p. 130). Cette période, « qui allie le maximum de liberté individuelle et le minimum de contrôle coercitif à travers le gouvernement », culmine dans l'Angleterre du dix-neuvième siècle. Mais nous sommes désormais entrés dans une période de stabilisation, qui voit une certaine diminution de la liberté individuelle. Les extrêmes de cette période, au niveau gouvernemental, sont la fascisme d'un côté et le léninisme de l'autre (voir aussi Keynes, 1981, pp. 438-439).

C'est au sommet de cette période d'abondance que correspond le capitalisme individuel, le système d'étalon-or et le laissez-faire. Une série de circonstances

tout à fait exceptionnelles ont assuré, pendant un demi-siècle, la stabilité économique de l'Europe sous la domination de l'Angleterre : « Très peu d'entre nous réalisent avec conviction la nature intensément inhabituelle, instable, compliquée, peu sûre et temporaire de l'organisation économique avec laquelle l'Europe de l'Ouest a vécu durant le dernier demi-siècle » (Keynes, 1971, p. 1).

Le laissez-faire est l'idéologie qui correspond à cette période. Keynes en fait une analyse critique dans un écrit publié sous le titre « La fin du laissez-faire », écrit issu de cours donnés à Oxford en 1924 et à Berlin en 1926. Il y explique que l'idée de laissez-faire, base de l'économie politique ricardienne, est née au début du dix-neuvième siècle de la combinaison de deux courants de pensée : l'individualisme conservateur et ce qu'il appelle le socialisme et l'égalitarisme démocratique. Cela permet aux économistes d'associer « scientifiquement » avantage privé et bien public. L'individualisme et le laissez-faire sont ainsi devenus, jusqu'à ce jour, l'Église de la Grande-Bretagne. La force de ce mythe découle, outre du fait qu'il est en conformité avec les intérêts des hommes d'affaires, de la faiblesse des thèses qui lui sont opposées : le socialisme marxiste et le protectionnisme. Car il s'agit bien de mythe. Ce principe de « diffusion » - comme l'appelle Keynes (Keynes, 1981, pp. 434-449) - et d'ajustement automatique des prix et de l'emploi auquel croient la majorité de ses collègues, n'a jamais vraiment existé ailleurs que dans l'esprit des auteurs de manuels.

> « Tirons complètement au clair les principes généraux ou métaphysiques sur lesquels on s'est appuyé de temps en temps pour justifier le laissez-faire. Il n'est nullement vrai que les individus possèdent, à titre prescriptif, une « liberté naturelle » dans l'exercice de leurs activités économiques. Il n'existe nul « pacte » qui puisse conférer des droits perpétuels aux possédants et à ceux qui deviennent des possédants. Le monde n'est nullement gouverné par la Providence de manière à faire toujours coïncider l'intérêt particulier avec l'intérêt général. Et il n'est nullement organisé ici-bas de telle manière que les deux finissent pas coïncider dans la pratique. Il n'est nullement correct de déduire des principes de l'Économie politique que l'intérêt personnel dûment éclairé oeuvre toujours en faveur de l'intérêt général. » (Keynes, 1972c, p. 117)

Pour Keynes, le capitalisme individuel a vécu. L'écroulement de l'étalon-or, en 1914, est le symbole de la chute. Le retour de l'étalon-or, en 1925, est le signe

d'un vain effort pour retrouver le paradis perdu. Il s'écroulera de nouveau, et cette fois définitivement, en 193 1. C'est là, peut-être, le véritable début de la victoire politique du keynésianisme. Dès le début des années vingt, Keynes est convaincu du fait que le chômage, dont le taux ne descendra jamais au-dessous du 10% en Grande-Bretagne durant cette décennie, est lié au fonctionnement du système d'entreprise privée, et que de profondes réformes sont nécessaires pour en venir à bout. La Théorie générale constitue la démonstration théorique de ce fait. Keynes, durant les années trente comme durant les années vingt, se heurte à une orthodoxie économique qui est demeurée à l'heure du laissez-faire, et pour qui le plein emploi est réalisable pour peu qu'on laisse les salaires s'ajuster à la baisse.

Une telle politique est, à son avis, non seulement socialement inacceptable, mais économiquement inefficace et politiquement suicidaire. C'est pourtant celle qui est menée avec constance, durant les années vingt, par le Parti conservateur, dont Keynes sera toujours un critique virulent. Après le retour de la Grande-Bretagne à l'étalon-or, en 1925, Keynes rédige *The Economic Consequences of Mr. Churchill* dans lequel il critique la politique délibérée de hausse du chômage par le biais de restrictions monétaires, dans le but de peser sur les salaires. Il est utile de relire aujourd'hui ce texte, à la lumière de l'expérience de Thatcher. Comme aujourd'hui, c'est par une longue grève des mineurs que s'est d'abord manifestée la réaction des salariés, que Keynes a alors appuyés. Cette grève était en même temps un avertissement. L'obstination des conservateurs risquait de provoquer une transformation radicale que Keynes craignait et réprouvait.

IV. BOLCHEVISME ET MARXISME

Les deux systèmes politiques extrêmes de la période de stabilisation sont, nous dit Keynes, le fascisme et le bolchévisme. Du premier, on a parfait dit qu'il constituait la réalisation parfaite du keynésianisme. Cela est aberrant, quand on connaît les positions politiques de Keynes, et son horreur pour toute forme de contrainte de la liberté individuelle. Plus encore, Keynes s'est opposé à l'imposition de réparations de guerre impossibles à soutenir par l'Allemagne à cause des risques sociaux et politiques que cela lui faisait courir. On sait que l'avenir lui a donné raison sur ce point.

Mais c'est sur le bolchévisme, surtout, que Keynes s'est exprimé à diverses reprises. Il a d'abord applaudi à la révolution russe, dont il a écrit à sa mère qu'elle l'avait « immensément réjoui et excité ... c'est à date le seul résultat valable de la guerre » (Skidelsky, 1983, p. 337). Mais c'est certainement plus le renversement de l'absolutisme tsariste que l'établissement du nouveau régime politique de Lénine et du Parti bolchévique qui réjouissait Keynes. À son retour d'un voyage en Russie, en 1925, il décrit, dans *A Short View of Russia,* le léninisme comme un mélange de religion, de mysticisme et d'idéalisme (Keynes, 1972a, p. 253). L'URSS est, à son avis, dirigée par une minorité fanatique qui applique une politique inspirée par cette religion. Il se dit incapable d'adopter « un credo qui, préférant la boue au poisson, exalte le prolétariat grossier au-dessus de la bourgeoisie et de l'intelligentsia qui, quelles que soient leurs fautes, sont la qualité dans la vie et portent sûrement les germes de tout avancement humain » (Keynes, 1972a, p. 252).

Il faut noter, dans ce texte, la description de ce qu'on appelle parfois la « nomenklatura ». Keynes prédit aussi un problème sérieux avec la paysannerie, dont on sait comment Staline le réglera. Il reconnaît toutefois qu'il est difficile de se faire une idée précise sur « l'économique de la Russie », qui fonctionne par essai et erreur. On voulait abolir la monnaie. On s'aperçoit qu'on en a besoin pour la distribution et le calcul. Bref, des problèmes se posent, entre autres en ce qui concerne les prix, qui indiquent que « l'économique bourgeoise s'applique à l'URSS » (Keynes, 1972a, p. 265). Keynes prédit que ce système connaîtra sans doute une certaine stabilité politique et économique, que cet État survivra, comme sa monnaie. Paradoxalement, il souligne que nous avons à apprendre de la Russie pour résoudre le problème moral de notre temps : l'amour de l'argent. À la fin d'une conférence prononcée en URSS, et dans laquelle il avait esquissé les contours de son « nouveau libéralisme », Keynes disait : « Nous, en Occident, allons observer ce que vous faites avec sympathie, dans l'espoir que nous pouvons trouver quelque chose à apprendre de vous » (Keynes, 198 1, pp. 441-442).

Le système bolchévique est fondé sur « une doctrine qui établit comme sa bible, au-dessus de toute critique, un manuel économique obsolète, dont je sais qu'il est non seulement scientifiquement erroné, mais qu'il est sans intérêt et sans application pour le monde moderne » (Keynes, 1972a, p. 252). Il est courant de prétendre, à la suite de Joan Robinson, que Keynes ne connaissait rien à Marx et au

Capital. Ce jugement est sans doute excessif. Il suffit de lire sa correspondance avec Bernard Shaw ou Kingsley Martin pour s'en convaincre. Une chose est certaine, en tout cas, Keynes prenait le marxisme au sérieux. Il écrivait à Shaw, le 1er janvier 1935, qu'il venait de lire la correspondance de Marx et Engels (qu'il préférait à Marx) et annonçait en ces termes la *Théorie générale :*

> « Pour comprendre mon état d'esprit, toutefois, vous devez savoir que je crois être en train d'écrire un livre sur la théorie économique qui révolutionnera grandement - non pas, je suppose, immédiatement, mais au cours des dix prochaines années - la manière dont le monde pense les problèmes économiques. Lorsque ma nouvelle théorie aura été dûment assimilée et mêlée à la politique, aux sentiments et aux passions, je ne peux prédire ce que le résultat final sera dans ses effets sur l'action et les affaires. Mais il y aura un grand changement, et, en particulier, les fondements ricardiens du marxisme seront démolis. » (Keynes, 1982a, p. 42)

Dès l'époque des Apôtres, nous l'avons vu, Keynes disait du marxisme qu'il était une « réductio ad absurdum » du Benthamisme. Il considérait en effet le marxisme, sur le même pied que le laissez-faire, comme une idéologie issue de l'économie politique ricardienne et fondée sur le déterminisme économique.

Dans une intervention radiodiffusée de 1935, Keynes, qui se définit comme faisant partie d'un groupe restreint d'économistes hétérodoxes qui ne croient pas à la loi de Say, dit ranger le marxisme dans l'orthodoxie. Le communisme, écrit-il dans *The New Statement and the Nation* qu'il dirige depuis 1931, « surestime énormément la signification du problème économique » (Keynes, 1982a, p. 34). De plus, les communistes, comme les conservateurs, estiment que le capitalisme fonctionne comme avant 1870, et que seule une révolution violente peut régler le problème économique en renversant le pouvoir de la bourgeoisie. Depuis cette date, le pouvoir a changé de place, il est passé des capitaines d'industrie à une classe salariée, qui n'est pas le prolétariat :

> « La Révolution, comme le dit Wells, n'est plus à l'ordre du jour. Parce qu'une révolution est contre le pouvoir personnel. En Angleterre, aujourd'hui, personne n'a de pouvoir personnel. » (Keynes, 1982a, p. 34)

En 1944, Friedrich Hayek - le grand rival de Keynes - publiait la *Route de la servitude,* dans lequel il dénonçait toute intervention étatique dans l'économie

comme un premier pas dans la voie du totalitarisme. Keynes, en route vers Bretton Woods, a lu ce livre, et a communique ses commentaires à son auteur. Cette lettre est d'autant plus intéressante qu'elle est rédigée peu avant la mort de Keynes. Il se dit d'abord « moralement et philosophiquement » en accord avec virtuellement la totalité du livre (Keynes, 1980, p. 385). Cet accord porte essentiellement sur la condamnation du totalitarisme. Mais Keynes s'éloigne manifestement de l'analyse de Hayek, en particulier sur le plan des « dicta économiques ». Les communistes se trompent en se concentrant plus que jamais sur les conditions économiques alors que leurs réalisations techniques leur permettraient d'éviter ce sacrifice. Mais c'est une erreur de penser, comme Hayek, que la planification est inefficace. C'est une erreur, en définitive aussi importante que celle des communistes, que de penser que la solution idéale réside dans l'absence totale de planification. Au contraire, « je dirais que ce que nous voulons n'est pas l'absence de planification, ni même moins de planification, à vrai dire, je dirais que nous en voulons certainement plus » (Keynes, 1980, p. 387). Comparant Hayek à Don Quichotte, il conclut sa lettre, moins gentiment qu'il ne l'a commencée en l'avertissant que « le plus grand danger au-devant est l'échec pratique probable de l'application de votre philosophie aux États-Unis dans une forme extrême » *(Ibid.).* C'est la philosophie de Keynes plutôt que celle de Hayek qui l'a emporté, sous une forme plutôt modérée, dans l'après-guerre. Mais Hayek a repris le dessus.

V. POUR UN NOUVEAU LIBÉRALISME

Conservatisme et communisme constituent ainsi, pour Keynes, deux impasses. Il reste une voie, celle du libéralisme, mais il convient de la redéfinir. A une réunion de l'Association des candidats libéraux de Londres, en 1927, Keynes déclare que les objectifs traditionnels du libéralisme ont été atteints : « la destruction du monopole privé, la lutte contre la propriété foncière et le protectionnisme, le développement de la liberté religieuse et personnelle, l'évolution du gouvernement démocratique » (Keynes, 1981, p. 638). Il faut désormais définir un « Nouveau libéralisme », ainsi esquissé dans une conférence prononcée à l'école libérale d'été de Cambridge, en août 1925 :

> « La transition de l'anarchie économique à un régime qui vise délibérément à contrôler et à diriger les forces économiques dans les intérêts de la justice et de la stabilité sociale présentera d'énormes difficultés techniques et politiques. Je suggère néanmoins que le vrai destin du Nouveau libéralisme est de chercher leur solution. » (Keynes, 1972a, p. 300)

Ce programme n'est pas qu'économique, bien au contraire. Fidèle à ses idées du temps des Apôtres et de Bloomsbury, Keynes lui fixe un contenu éthique et social. La paix doit constituer un objectif primordial. Il faut noter ici que Keynes avait, pendant la guerre, rédigé une lettre dans laquelle il revendiquait le statut d'objecteur de conscience. On lui avait épargné le service militaire compte tenu de son poste au Trésor, poste qui le mettait d'ailleurs en conflit avec ses amis de Bloomsbury. Pour Keynes l'appareil d'État, appelé à remplir des tâches nouvelles, devra être décentralisé. Les questions sexuelles seront aussi appelées à entrer dans l'arène politique. Dans ce domaine qui comprend « le contrôle des naissances et l'usage des contraceptifs, les lois du mariage, le traitement des déviations et des offenses sexuelles, la position économique des femmes, la position économique de la famille... l'état actuel de la loi et de l'orthodoxie est encore médiéval » (Keynes, 1972a, p. 302).

C'est par son volet économique que le « Nouveau libéralisme » de Keynes est surtout connu. Il implique évidemment le contrôle social de l'économie, donc l'intervention de l'État dans l'économie. Nous pourrions dire la réappropriation de l'économique par le social. Cela comprend beaucoup plus que les « techniques keynésiennes » d'intervention - budget, politiques fiscales et monétaires, travaux publics, etc. - que Keynes, et plusieurs autres en même temps que lui, ont commencé à proposer dès les années vingt. Cela implique que la socialisation de l'investissement, et la nationalisation de certaines entreprises importantes de l'économie. Le processus de transformation d'entreprises privées en entreprises publiques est spontanément en cours et le problème est désormais de fixer la marge entre le secteur public et le secteur privé.

Ce programme n'est pas, disait Keynes durant la campagne électorale de 1929, un programme socialiste. Il n'en écrivait pas moins, dans La *fin du laissez-faire :* « Le socialisme est en train de gagner, heure par heure et pouce par pouce, la bataille contre le régime du profit privé illimité » (Keynes, 1972c, p. 120). À plusieurs reprises, il lui arrive de parler d'un « semi-socialisme », ou même d'un véri-

table socialisme du futur, dans lequel seront clairement délimitées les sphères du public et du privé. Ce serait d'ailleurs le rôle des économistes que de délimiter ces sphères plutôt que de peaufiner des modèles qui ne correspondent à aucune réalité, en inspirant toutefois aux hommes d'État des politiques économiques suicidaires. Il insiste aussi, à plusieurs reprises, sur ce qu'il appelle les « collectivités semi-autonomes », dont les universités sont un exemple. La société idéale qu'il a en tête devra voir se développer ce type d'institutions. Bref, nationalisation et autogestion ! Keynes critique le « socialisme d'État sous sa forme doctrinaire » dont il écrit qu'il est « une version, en partie plus limpide et en partie plus confuse, de la philosophie même qui est sous-jacente à l'individualisme du XIXe siècle » (Keynes, 1972c, p. 121). Les mêmes causes poussant « au conservatisme et au déclin de l'esprit d'entreprise », on se dirigerait donc vers le socialisme et « il nous faut conserver assez de souplesse intellectuelle en ce qui concerne les formes que peut prendre ce semi-socialisme » (Keynes, 1972c, p. 121).

Tout programme doit être porté par un parti et tout « animal politique » doit se trouver inconfortable hors d'un parti. Keynes explique à diverses reprises son appartenance politique. Plus précisément, le Parti conservateur étant exclu, il s'agit d'expliquer pourquoi il n'adhère pas au Parti travailliste et pourquoi il est membre du Parti libéral. Manifestement, la ligne politique idéale se situerait pour lui quelque part entre les deux. Seule une fraction minoritaire du Parti travailliste prône la révolution violente comme moyen de résoudre les difficultés économiques du capitalisme. Il arrive souvent à Keynes de souhaiter une alliance entre l'aile gauche du parti libéral et l'aile droite du parti travailliste. Le problème politique de l'humanité, explique-t-il lors d'une conférence prononcée devant le Club de réforme de Manchester le 9 février 1926, est de combiner l'efficacité économique, la justice sociale et la liberté individuelle : « le second ingrédient est la meilleure possession du grand parti du prolétariat » (Keynes, 1972a, p. 311). Ce parti comprend trois éléments. les syndicalistes, les communistes et les socialistes. Il est possible de s'entendre avec le troisième groupe. Cela dit, Keynes rêve d'un parti qui ne serait pas lié a une classe :

> « Mais je continue à penser qu'il y a de la place pour un Parti qui serait désintéressé entre les classes, et qui serait libre de construire le futur en dehors des influences de la réaction et de celles du catastrophisme. » (Keynes, 1982a, p. 300)

Mais la réalité est plus épineuse, et entre les conservateurs bloqués dans leur vision des mécanismes automatiques et les travaillistes qui ne représentent pas sa classe, le « Parti libéral est encore le meilleur instrument de progrès futur, si et seulement si il a un leadership fort et un programme correct » (Keynes, 1972a, p. 297). Ce leadership fort, ce sera pour Keynes celui de Lloyd Georges. Quant au programme, il participera activement à son élaboration, d'abord dans le cadre de l'école libérale d'été qui se réunit à Cambridge à partir de 1924, puis de la fusion de cette école et du « Liberal Industrial Inquiry », fondé sous l'impulsion de Lloyd Georges en 1926. Il rédigea avec Henderson un pamphlet publié en mai 1929, *Can Lloyd Georges Do It,* en appui au programme libéral de réduction du chômage par les dépenses publiques.

VI. LA FIN DE L'ÉCONOMIE

Qu'en est-il, maintenant, de l'avenir plus lointain, car le programme libéral ne constitue, d'une certaine manière, qu'une « transition » ? Là-dessus, curieusement Keynes s'exprime en plein coeur de la Grande crise, dans un texte intitulé « Perspectives économiques pour nos petits enfants ». Quoique ne minimisant pas cette crise dont il écrit d'ailleurs « qu'elle peut durer des années et causer des dommages incalculables à la richesse matérielle et à la stabilité de l'organisation sociale de tous les pays » (Keynes, 1972c, p. 46-47), il souligne dans son texte qu'on souffre « d'un grave accès de pessimisme économique" *(Ibid.,* p. 122). Il ne s'agit pas des rhumatismes de la vieillesse, mais des troubles de la croissance. L'aveuglement sur les causes profondes de cette crise explique le pessimisme des réactionnaires et des révolutionnaires. Ce qui est vécu en 1930, c'est l'interruption momentanée dans un processus de perfectionnement technique extrêmement rapide qui fait « qu'à long terme, l'humanité est en train de résoudre son problème économique » (Keynes, 1972c, p. 133). Ce long terme, c'est un siècle pour Keynes. On pourra alors envisager un monde où les besoins seront satisfaits, et où les énergies pourront être employées à des buts non économiques. Il y aura alors un problème qui risque de provoquer une dépression nerveuse universelle : comment employer sa liberté. On pourra alors en effet produire en trois heures par jour les choses nécessaires à la vie.

Voici ce qu'écrivait Keynes, dans la préface de ses *Essays in Persuasion,* sur le « problème économique » et la lutte des classes :

> « Et voici qu'apparaît alors avec plus de clarté ce qui forme, à vrai dire, sa thèse essentielle d'un bout à l'autre du livre : la profonde conviction que le Problème Économique comme on peut l'appeler en bref, ce problème du besoin et de la pauvreté et cette lutte économique entre classes et entre nations, tout cela n'est qu'une effroyable confusion, une confusion éphémère et sans nécessité. Pour venir à bout du Problème Économique qui absorbe maintenant nos énergies morales et matérielles, le monde occidental possède déjà en effet les ressources et les techniques nécessaires ; il lui reste à créer l'organisation capable de les mettre en oeuvre de manière adéquate. » (Keynes, 1972c, 12-13)

Bref, on peut donc parler d'une « utopie » keynésienne, qui n'est pas sans rappeler, à certains égards, l'utopie que Keynes prétendait combattre, celle de Marx. L'un et l'autre condamnent aussi fortement la chrématistique d'abord dénoncée par Aristote, la poursuite de l'enrichissement individuel et, plus généralement, la rupture entre le social et l'économique et la soumission du premier aux lois du second. Lois qui sont tout simplement les lois du plus fort. Les deux auteurs prônent donc l'émergence d'une société dont sera bannie la chrématistique, où l'économique sera soumise au social, où elle sera appelée à s'évanouir. Dans ce « monde meilleur », la résolution du « problème économique » rendra possible l'élargissement de l'espace de la liberté, la disparition des contraintes et des hiérarchies sociales, de l'exploitation et de l'oppression. L'organisation de la société constituera un problème social et politique, et non pas un problème de techniques économiques. De ses collègues, Keynes écrivait, à la fin de l'essai dont nous venons de parler : « Si les économistes pouvaient parvenir à se faire considérer comme des gens humbles et compétents, sur le même pied que les dentistes, ce serait merveilleux » (Keynes, 1972c, p. 141).

Pour le moment, les « économistes » - comme se sont nommés, les premiers, les physiocrates, interprètes des lois naturelles de l'économie - tiennent le haut du pavé et, au moyen d'un discours alternativement mystificateur et terroriste, prétendant soumettre les sociétés aux lois dont ils ont eu la révélation. Le terme d'utopie utilisé pour caractériser le « modèle futur » de Keynes ou de Marx ne doit pas être perçu négativement. Il exprime la limite idéale - et donc par définition

inatteignable - d'un processus de transformations sociales et économiques qu'il est urgent d'entreprendre. Comme Keynes l'écrivait en 1930, et comme Marx le pressentait bien avant, l'état d'avancement des « arts et des techniques » permet d'envisager des bouleversements importants dans les méthodes de production, et une réduction du temps de travail nécessaire à la production. Ce sont des obstacles liés aux structures sociales qui empêchent de régler le problème de la pauvreté et du sous-développement, de l'alternance des phases d'expansion, des crises et de dépression. Il faut relire certains passages des *Grundrisse* ou du *Gotha* de Marx et les comparer à ceux de Keynes.

Pour Keynes, comme pour Marx et les plus grands économistes de l'histoire, il y a donc d'abord une vision politique fondée sur une éthique a laquelle est subordonnée l'analyse économique. La vision politique se dessine d'ailleurs clairement préalablement à l'analyse économique. Cette vision est éclairée par un projet, dont nous voyons qu'il a, chez Marx et Keynes, des traits communs. Où il y a, entre ces auteurs, d'importantes différences, c'est au niveau du processus de transformation susceptible de donner vie à ce projet. Pour Marx, la lutte de classes n'est évidemment pas une « confusion sans nécessité », mais plutôt le moteur nécessaire de l'histoire. Dans le capitalisme, cette lutte oppose avant tout la bourgeoisie et le prolétariat, porteur de la transformation. Seul un renversement violent, qui donnera le pouvoir au prolétariat, est susceptible de préparer la voie à l'avènement de la société sans classe. Keynes rejetait l'action violente. Mais surtout, ce n'est pas dans le prolétariat qu'il voyait le porteur de l'avenir de l'humanité, mais plutôt dans la « classe moyenne » et la « bourgeoisie éduquée » dont il était issu, comme Marx d'ailleurs. Keynes méprisait le prolétariat, en qui il voyait une espèce en voie de disparition, remplacée par une nouvelle classe sociale.

Ce sont donc deux stratégies de transformation, tendues vers des projets analogues, qui se heurtent. Elles s'opposent par ailleurs, l'une comme l'autre, à la stratégie actuellement prônée par la quasi-totalité des économistes, la soumission aux lois du marché, c'est-à-dire aux lois du plus fort, donc l'immobilisme. Il est d'ailleurs intéressant de voir que, longtemps, Ricardo, puis Marx, furent les hommes à abattre dans la profession, et que c'est désormais à Keynes de subir le sort qu'il avait lui-même réservé à ses deux prédécesseurs. Nonobstant son élitisme, son mépris des ouvriers, et une certaine naïveté politique liée à la survalorisation du pouvoir des paroles, Keynes est du côté des forces de progrès. Est-ce sa stratégie,

celle de Marx, ou encore celle des uns ou des autres de leurs disciples actuels qui est la plus susceptible de venir à bout de l'économique, ou plus exactement de la chrématistique. Seul l'avenir nous le dira.

BIBLIOGRAPHIE

Hayek, F.A. (1944), *The Road to Serfdom,* Londres, Routledge and Kegan Paul.

Keynes, J.M. (1971), *The Collected Writings of John Maynard Keynes,* éd. par Donald Moggridge,Londres, Macmillan pour la Royal Economic Society [désormais : *Collected Writings], Vol. II, The Economic Consequences of the Peace.*

Keynes, J.M. (1972a), *Collected Writings, Vol. IX, Essays in Persuasion.*

Keynes, J.M. (1972b), *Collected Writings, Vol. X, Essays in Biography.*

Keynes, J.M. (1972c), *Essais sur la monnaie et l'économie : les cris de Cassandre,* Paris, Payot.

Keynes, J.M. (1980), *Collected Writings, Vol. XXVII, Activities 1940-1946, Shaping the Post-War World : Employment and Commodities.*

Keynes, J.M. (1981), *Collected Writings, Vol. XIX, Activities 1922-1929, The Return to Gold and Industrial Policy,* en 2 volumes.

Keynes, J.M. (1982a), *Collected Writings, Vol. XXVIII, Social, Political and Literary Writings.*

Keynes, J.M. (1982b), *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie,* Paris, Payot.

Moore, G.E. (1903), *Principia Ethica.*

Skidelsky, R. (1983), *John Maynard Keynes, Vol. I, Hopes Betrayed, 1883-1920,* New York, Viking.

La “Théorie générale” et le keynésianisme

5

L'après-guerre au Canada : politiques keynésiennes ou nouvelles formes de régulation ?

Alain Noël *

> « Il reste que si l'évolution du capitalisme à l'ancienne vers le capitalisme à la nouvelle mode n'avait dépendu que d'une conversion intellectuelle au système keynésien, elle aurait eu peu de chance d'aller aussi loin [...].
>
> Ce qui est caractéristique de la période d'après guerre, c'est que diverses forces indépendantes se sont conjuguées pour accroître les moyens de régulation de l'économie, tout en maintenant le volume de la demande à un très haut niveau.»
>
> Andrew Shonfield,
> *Le capitalisme d'aujourd'hui.*

Retour à la table des matières

L'interprétation habituelle de la prospérité d'après guerre dans les économies capitalistes avancées accorde la priorité aux idées de Keynes. Simplifié, le raisonnement ressemble à ceci : pendant la Grande dépression, Keynes écrit la *Théorie Générale,* qui propose une solution théorique à la crise ; un à un, les gouvernements comprennent leurs erreurs et adoptent des politiques keynésiennes ; celles-ci sont efficaces et, en conséquence, une longue période de prospérité commence. Tous les auteurs n'accordent pas autant d'importance à la théorie que Paul Samuelson qui, encore en 1980, concluait que la science économique rend désor-

* Professeur titulaire, Département de science politique, Université de Montréal.

mais les dépressions impossibles (1980, p. 251). Mais on s'entend en général pour parler de « révolution keynésienne », et pour faire de la théorie de Keynes la cause centrale de la prospérité d'après guerre (Attali, 1981, p. 51 ; Simeon, 1976, p. 572).

Une telle interprétation semble d'ailleurs très bien rendre compte du cas canadien. C'est en effet le Canada qui aurait le plus rapidement et le plus complètement adopté les idées de Keynes (Galbraith, 1975, p. 137 ; Brady, 1958, p. 55). Il aurait alors s'agit d'une véritable « révolution », d'un évènement dont l'impact équivalait à celui de la découverte d'or au Yukon dans les années 1890 (Brewis, 1968, p. 16 ; Fowke, 1967, p. 257). Le succès aurait naturellement suivi ; si bien, en fait, que « by the early 50s, it was possible to claim that Canada was showing the way to the entire Western world in the proper application of these policies. » (Drummond, 1972, p. 46) [105]

Bien sûr, ces évaluations de la première heure ont été nuancées depuis, le Canada ayant au mieux adopté une version conservatrice de l'approche keynésienne, avec des résultats mitigés, au moins en termes de lutte contre le chômage (Bellemare et Poulin Simon, 1983, pp. 169-76). Le postulat d'un après guerre keynésien n'en demeure pas moins généralement accepté ; tout au plus remet-on en question la pureté ou l'intensité de l'engagement gouvernemental. [106] C'est d'ailleurs à partir de ce postulat que se construisent les différentes explications de la crise des années 1970-80. Pour certains, la crise a été causée, ou au moins aggravée, par

---

105 Drummond fait référence aux politiques fiscales. Le keynésianisme est souvent vaguement défini, ou étendu à toute intervention macro-économique gouvernementale. Compte tenu du message central de Keynes -- l'idée selon laquelle le marché peut produire un équilibre sous-optimal -- il est plus juste de n'appeler keynésiennes que les politiques qui visent explicitement à modifier la conjoncture économique nationale. Au minimum, il faut parler de politiques fiscales et monétaires de stabilisation. D'autres politiques peuvent s'inscrire dans une démarche keynésienne, mais ce sont ces politiques de stabilisation qui définissent le keynésianisme.

106 David Wolfe, par exemple, considère que le gouvernement a modifié l'approche keynésienne en la reliant à ses politiques traditionnelles de développement économique, basées sur l'exportation de matières premières (1984, p. 55). Diane Bellemare et Lise Poulin Simon insistent plutôt sur le fait que les politiques ont été limitées de façon à ne pas restreindre l'autonomie du secteur privé (1983, pp. 172-75).

l'abandon après 1975 des politiques keynésiennes en faveur du monétarisme. Les politiques n'auraient pas tant échoué qu'été délaissées, dans un contexte international d'austérité compétitive (Tobin, 1985 ; Wolfe, 1984 ; Bellemare et Poulin Simon, 1986, pp. 191-92). D'autres, par contre, insistent plus sur l'échec des politiques keynésiennes face aux problèmes des années 1970. Valables jusqu'aux années 1960, ces politiques auraient graduellement perdu leur efficacité, et ne pouvaient dès lors qu'être remises en question (Manzer, 1985, pp. 41-42). Enfin, certains font de la théorie et des politiques keynésiennes elles-mêmes les sources de la crise, et prônent par conséquent un retour à la théorie néo-classique et au libre-marché. Évidemment, la distinction faite ici est plus analytique que réelle. Bellemare et Poulin Simon, par exemple, soulignent l'abandon de l'approche keynésienne mais retiennent également la seconde interprétation centrée sur l'échec des politiques. De même, le rapport de la Commission MacDonald combine des éléments de la seconde et de la troisième interprétations, retenant la perte d'efficacité des politiques et les limites de la théorie (Royal Commission on the Economic Union, 1985, p. 294). De toute façon, ce qui importe, c'est que l'ensemble des analyses partent du même postulat. Malgré des divergences fondamentales, on s'accorde sur le caractère keynésien de l'après guerre canadien, et même sur le succès relatif connu durant cette période, grâce à, ou en dépit des politiques adoptées. C'est en fonction de ce postulat que de nouvelles options sont définies et proposées.

Mais cette vision de l'après guerre correspond-elle à la réalité ? Peut-on vraiment parler de « révolution keynésienne » au Canada ? Bien sûr, le gouvernement canadien a commencé à se référer à Keynes et à parler de stabilisation macro-économique dès les années 1940 (Struthers, 1983, p. 204). Mais il ne faut pas confondre le discours et les politiques, ni les politiques et leurs effets. Pour parler d'un après guerre keynésien dans le sens où on l'entend habituellement, il faut pouvoir montrer qu'un lien causal relie au moins minimalement les idées aux politiques et aux résultats. Or, cette séquence logique, implicite chez la plupart des auteurs, ne va pas de soi. Plusieurs anomalies, qui seront présentées dans la première partie de cet article, suggèrent qu'il convient de la réévaluer. C'est ce qui sera fait dans les deux parties suivantes, qui étudient les liens entre les idées et les politiques d'abord, et entre les politiques et les résultats ensuite. Ce bref survol

devrait également permettre d'offrir l'ébauche d'une interprétation alternative, qui sera discutée en conclusion.

I. UNE PROSPÉRITÉ KEYNÉSIENNE ?

Toute une série d'anomalies justifient un réexamen de la conception selon laquelle l'après guerre au Canada a été keynésien, et ces anomalies concernent tous les aspects de la séquence idées-politiques-résultats, c'est-à-dire chaque élément et les liens entre eux.

D'abord, les résultats ne sont pas aussi impressionnants qu'on peut le penser. La situation a été somme toute favorable, mais jamais au point d'obtenir un marché du travail serré ou d'éliminer les périodes de récession (Bellemare et Poulin Simon, 1983, pp. 169-76). De plus, quels que soient les résultats, il est à peu près impossible de les relier aux politiques adoptées. Celles-ci ont pu contribuer à la prospérité d'après guerre, mais on ne peut vraiment dire dans quelle mesure (Bellemare et Poulin Simon, 1986, p. 117). En fait, tout indique qu'au mieux les politiques fiscales - les politiques de stabilisation les plus efficaces - auraient eu un impact à peu près nul. Les études les plus charitables concluent que, globalement, elles n'étaient adéquates que deux fois sur cinq, et la moins favorable, qu'elles étaient déstabilisantes deux fois sur cinq (Gillespie, 1979, p. 276). Même les « stabilisateurs automatiques » semblent n'avoir eu que peu ou pas d'impact (Auld, 1969, p. 435). Il fallait donc recourir à des mesures discrétionnaires, et celles-ci pouvaient rarement être efficaces, en bonne partie à cause de la structure des dépenses fédérales et de la répartition des pouvoirs (Bellemare et Poulin Simon, 1986, pp. 132-35). Quant à la politique monétaire, elle n'a pas, jusqu'à récemment, joué un rôle majeur. Le gouvernement canadien considérait que son potentiel était marginal, et ne l'a pas réellement utilisée (Lamontagne, 1984, p. 48 ; Deutsch, 1966, p. 126-27). Enfin, on ne peut attribuer la prospérité à l'utilisation de déficits pour « amorcer la pompe » ou à la simple croissance des dépenses étatiques. [107] Au total, les dépenses gouvernementales augmentent pendant toute

[107] Plusieurs auteurs réduisent la théorie keynésienne à cet aspect (par exemple : Weir et Skocpol, 1985). Il s'agit évidemment d'une simplification, qui

la période, mais ceci est compatible avec des surplus budgétaires de 1947 à 1957, et avec de légers déficits par la suite (Wolfe, 1985, pp. 113-7). De 1952 à 1977, la dette fédérale diminue en proportion avec le PNB (Bellemare et Poulin Simon, 1983, p. 168). Par ailleurs, la part croissante des dépenses gouvernementales dans l'économie régularise certainement la demande globale, mais elle ne constitue pas un instrument de stabilisation efficace au sens keynésien, puisqu'elle n'est pas flexible (96% des dépenses fédérales sont récurrentes ; Lacroix et Rabeau, 1981, p. 52). Et, en fait, le développement de l'État providence n'équivaut pas vraiment à celui des politiques keynésiennes ; il les précède et suit une logique qui lui est propre (Briggs, 1961 ; Esping-Andersen, 1985). L'assurance-chômage, par exemple, quoique justifiable en termes keynésiens, a été adoptée pour réduire, et non pour augmenter les dépenses gouvernementales lors de récessions. L'expérience britannique, l'entrée en guerre, et des considérations actuarielles et constitutionnelles ont eu plus de poids dans la décision que la nécessité de relancer l'économie (Struthers, 1983, pp. 183-99 et 212-13 ; Pal, 1986).

Les politiques de stabilisation à proprement parler n'ont donc pas eu d'effets positifs évidents sur l'économie. Il s'agit déjà là d'une anomalie importante pour l'interprétation habituelle, puisque la seconde partie de la séquence idées politiques-résultats ne peut être établie. D'un point de vue comparatif cependant, cette anomalie ne surprend guère. En effet, l'Allemagne, la France et l'Italie, où les idées keynésiennes ont eu très peu d'influence jusqu'aux années 1960, ont obtenu des performances économiques remarquables, supérieures à celles des pays anglo-saxons, qui eux se voulaient keynésiens (Shonfield, 1967, pp. 64-65 ; Dummond, 1986, pp. 12-13). Bien sûr, ces pays avaient du rattrapage à faire. Il n'en demeure pas moins que le lien « politique keynésienne-prospérité » ne s'établit pas plus par une étude comparée que par une étude de cas.

Mais les politiques canadiennes étaient-elles néanmoins keynésiennes ? Après tout, l'absence de résultats peut s'expliquer par les contraintes propres à ces politiques et ne pas remettre en cause les intentions gouvernementales. Pour répondre à cette question, H. Scott Gordon a passé en revue vingt ans de politiques fiscales, analysant les discours autant que les politiques. À quelques exceptions près, ni les politiques, ni les discours les justifiant ne sont keynésiens. Tout au plus fait-on

ramène la théorie et les politiques keynésiennes à bien peu de choses (Patinkin, 1982, p, 6).

référence à Keynes, pour plaire aux universitaires selon Gordon (1966, p. 37). Pour le reste, l'accent est mis sur l'obtention de budgets équilibrés, la réduction des impôts, le chômage structurel et l'équilibre de la balance des paiements. Gordon conclut :

> « Three decades have gone since Keynes' *General Theory of Employment, Interest, and Money* was first published, and two since our own White Paper on policy ; and it must be confessed that Keynesian economic has made virtually no impact on the Canadian public mind or on the business community. It has made little headway in advancing the analytical work in the bureaucracy that underlies the formulation of employment and other economic politicies ; and despite some brief period of favour it does not appear to have won its ways to any appreciable acceptance as a sound principle of fiscal policy. » (1966, p. 46).

Le lien entre les idées et les politiques s'avère donc aussi ténu que celui qui relie les politiques aux résultats. Il semble par conséquent difficile de parler de « révolution keynésienne » ou même d'un après guerre keynésien. Mais dans ce cas, que s'est-il passé ? Et comment expliquer le consensus qui persiste autour de l'interprétation habituelle ? Il n'est évidemment pas possible, en quelques pages, de réécrire l'histoire des politiques et des idées, mais quelques éléments de réponse peuvent néanmoins être suggérés, ne serait-ce que pour démontrer l'utilité d'une réinterprétation. D'abord, il faut revenir sur le lien entre les idées et les politiques.

II. DES IDÉES AUX POLITIQUES OU DES POLITIQUES AUX IDÉES ?

L'interprétation habituelle attribue le fait que le gouvernement canadien se soit converti rapidement aux idées de Keynes, à la présence d'hommes nouveaux dans la fonction publique, hommes nouveaux qui amenaient avec eux de nouvelles

façons de faire et de nouvelles idées sur le rôle de l'État. [108] J.L. Granatstein résume bien la thèse, où l'on retrouve la séquence idées-politiques-résultats :

> « ... bold thinking had replaced negativism, and this was as true of ministers as of officials. But it was the officials who seemed to have the upper hand, for at the beginning of the postwar era, matters concerning the economy and finance were all-important, and those who understood their mysteries had power thrust upon them. Clark, Bryce, Mackintosh, and Skelton were among the few who understood Keynes ; they were the keepers of the secrets, the wielders of power. Contrary to almost all predictions, the potency of the new economics these men fashioned for Canada was confirmed by a postwar boom, and with prosperity their influence was assured. The economists ruled in Ottawa. » (1982, p. 168)

Il est vrai que la fonction publique canadienne se construisait et faisait place à des hommes neufs et des idées nouvelles. [109] Et cela a sûrement favorisé le changement, puisqu'en Grande-Bretagne, c'est justement la fonction publique, le Trésor, qui résistait à toute innovation (Weir et Skocpol, 1985, pp. 126-127). Mais de là à dire que les hauts fonctionnaires détenaient le pouvoir, il y a une marge. Le pouvoir, c'est d'abord et avant tout le Premier ministre Mackenzie King qui l'avait, comme le montre sa capacité à résister aux pressions des fonctionnaires en faveur de l'assurance-chômage et son efficacité à convaincre le Cabinet lorsque l'entrée en guerre le fait changer d'idée (Struthers, 1983, pp. 175-84 et 197-99) ; et Mackenzie King se méfiait suffisamment de ce qu'il appelait « l'intelligentsia » pour ne pas lui laisser trop de latitude (Owram, 1986, pp. 260, 278 et 287). De plus, tout un secteur de l'activité étatique, la gestion de la production en temps de guerre, échappait au contrôle des « mandarins ». Ceux-ci avaient de l'influence à la Banque du Canada, au ministère des Finances, et aux Affaires extérieures, mais c'est C.D. Howe et ses « dollar-a-year men » - des hommes d'affaires cooptés par l'État - qui dirigeaient ce qui était devenu une économie planifiée (Owram, 1986, pp. 258-59 ; Bothwell et Kilbourn, 1979, pp. 134-35.

---

108 Les auteurs marxistes insistent sur l'importance du contexte politique mais reconnaissent également le rôle clé des fonctionnaires pour l'adoption des politiques en question (Wolfe, 1978, pp. 3-4 ; Whitaker, 1977a, pp. 59-60).

109 Encore que W.A. Mackintosh, probablement l'économiste le plus influent, ne s'est converti que tard et partiellement aux idées de Keynes (Granatstein, 1982, p. 158)

Homme d'affaires lui-même, et étroitement lié à ceux-ci par ses activités [110], C.D. Howe reflétait « very much the employer's mentality » (Mackenzie King Diary, 16 janvier 1940, cité dans Granatstein, 1975, p. 253). A l'intérieur du Cabinet, il s'oppose à l'assurance-chômage (1940), aux allocations familiales (1944) et probablement, au départ, à l'arrêté en conseil P.C. 1003 sur la négociation collective (1944) (Granatstein, 1975, pp. 253 et 273 ; Coates, 1973, pp. 76-77, 179 et 223). Ce faisant, il représente bien le milieu des affaires, que ces réformes irritent passablement (Swartz, 1977, pp. 321-22). Et celui-ci lui en sait gré, non pas tant en soutenant le Parti libéral qu'en appuyant C.D. Howe lui-même (Whitaker, 1977b, pp. 162-64 ; Bothwell et Kilbourn, 1979, pp. 175-79).

C'est à ce niveau, entre les hauts fonctionnaires keynésiens d'une part, et C.D. Howe et ses adjoints et collègues d'autre part, que se joue le conflit qui décidera des politiques économiques pour l'après guerre. Les premiers désirent des politiques keynésiennes bien établies et une bonne dose de planification, les seconds souhaitent un retour à la « normale » et font confiance à la « libre entreprise » (Owram, 1986, pp. 302-304). Pendant quelque temps, les hauts fonctionnaires - Mackintosh en tête - semblent avoir le leadership. La fonction publique se construit, l'État providence progresse, et les fonctionnaires canadiens jouent un rôle clé lors des négociations visant à déterminer les structures économiques internationales pour l'après guerre. De plus, et surtout, ils sont en bonne position pour imposer des politiques de stabilisation keynésiennes au Cabinet. Ils contrôlent, en effet, après ce que Granatstein qualifie de « coup bureaucratique », le Comité consultatif pour la politique économique (Economic Advisory Committee) qui coordonne les activités liées à la reconstruction (Granatstein, 1982, pp. 158-65). Mais les « mandarins » se heurtent rapidement à C.D. Howe, lorsqu'ils tentent d'inclure son ministère parmi ceux qu'ils supervisent. Doug Owram explique :

> « In the process Howe and Co. would have found their independence of action curtailed by a committee dominated by the Bank of Canada and the Department of Finance. The implications did not escape the notice of the formidable minister of munitions and supply. At the 11 June meeting of the War Cabinet, Howe opposed the proposals, and they were rejected. » (1986, pp. 305-306)

---

110 Activité de ministre en charge de dossiers économiques, mais aussi activités liées à la collecte de fonds pour le Parti libéral (Whitaker, 1977b, p. 91).

C'est plutôt le Comité consultatif qui finit par disparaître. Mackintosh devient alors Directeur-général de la recherche économique au nouveau ministère de la Reconstruction, dirigé par nul autre que C.D. Howe, un patron que le fonctionnaire trouve bien difficile à influencer ; Macintosh pratique quotidiennement « an intellectuel form of volleyball - bouncing ideas off Mr. Howe's battleship steel headpiece. Some of them bounce pretty far... » (conversation rapportée par Grant Dexter, citée dans Granatstein, 1982, p. 166).

Howe, en effet, s'intéresse bien peu aux idées de Keynes. Ce n'est pas qu'il soit opposé par principe à toute intervention de l'État dans l'économie ; après tout, il a créé plusieurs sociétés d'État, et a assuré la direction d'une économie planifiée pendant la guerre (Bothwell et Kilbourn, 1979, pp. 133-35). Tout simplement, il ne voit pas pourquoi les politiques keynésiennes seraient nécessaires. Contrairement à la majorité des citoyens et des spécialistes, Howe ne craint pas un retour à la dépression après la guerre. Se fiant à l'épargne accumulée et à la demande différée par les consommateurs, il prévoit en fait une période de prospérité sans précédent. Optimiste, il conclut que ceux qui ne le sont pas, et qui prônent des politiques interventionnistes, comprennent mieux leurs théories qu'ils ne connaissent l'économie canadienne (Bothwell et Kilbourn, 1979, pp. 181-82).

Le programme de C.D. Howe est simple. Il suffit de laisser le secteur privé répondre à la demande, en l'aidant indirectement à se reconvertir pour la paix, avec des stimulants fiscaux ou financiers. L'essentiel pour l'État, c'est de laisser le champ libre au secteur privé. Mackenzie King, qui a toujours été conservateur en la matière, trouve la stratégie satisfaisante. Le problème cependant vient de ce que les électeurs ne partagent pas l'optimisme du ministre de la Reconstruction (Bothwell et Kilbourn, 1979, pp. 181-83). Les économistes se contredisent et, surtout, les Canadiens accordent peu de confiance au marché et à l'entreprise privée ; au début de 1944, seulement 35% des électeurs auraient préféré confier le gouvernement aux grandes entreprises plutôt qu'aux syndicats (Whitaker, 1977b, p. 138). La guerre a démontré l'efficacité de l'intervention gouvernementale, et le CCF pourrait bien prendre le pouvoir :

> « People now had something to *lose*. The left could now be seen as a curiously conservative force, ready and able to protect the gains of the war in peace-time ; the right was a force which might lose it all in a return to

> the prewar onormalcy » of depression and despair. » (Whitaker, 1977b, p. 140)

Il fallait donc rendre la stratégie de C.D. Howe acceptable et même attrayante, l'insérer dans un programme plus global, un engagement du gouvernement à maintenir la prospérité. C'est dans ce but que Mackintosh rédige le *Livre blanc sur le revenu et l'emploi,* que Howe présente à la Chambre des Communes en avril 1945, et qui sera perçu comme la déclaration par laquelle le gouvernement rendait officielle l'adoption de principes keynésiens (Bothwell et Kilbourn, 1979, pp. 192-94). Mackintosh lui-même reconnaîtra plus tard qu'il ne s'agissait pas tant d'une approche nouvelle que d'un document « to convince people that the government was thoroughly committed and confident. » (Mackintosh, 1966, pp. 14-15). D'ailleurs, ce à quoi le gouvernement s'engageait, ce n'était pas au maintien du plein emploi mais plutôt à celui d'un « niveau élevé et stable d'emploi », engagement que Howe, qui efface et remplace la première expression - que Mackintosh avait utilisée - trouve plus raisonnable. La nuance se perdra dans la campagne électorale (Bothwell et Kilbourn, 1979, pp. 194-95).

En conséquence, ceux qui triomphent à la fin de la guerre, ce ne sont pas les experts et leurs politiques, mais C.D. Howe et son projet de retour à la normale. Le discours keynésien n'est adopté que sur le tard, pour rendre ce projet politiquement acceptable. Mais la conversion aux idées de Keynes n'est que superficielle, comme le montrent les études sur les politiques et leurs résultats présentées plus haut.

Ceci ne signifie pas que les hommes d'affaires contrôlaient l'État ou même qu'ils en limitaient sérieusement l'autonomie. Après tout, plusieurs réformes qu'ils ne désiraient pas ont alors été adoptées et, au départ, la libéralisation prônée par Howe inquiétait nombre de dirigeants d'entreprises, qui n'avaient pas à se plaindre de marchés garantis par l'État (Bothwell et Kilbourn, 1979, p. 187). Simplement, ce qui est suggéré ici, c'est que ce ne sont pas les experts et la théorie, mais les politiciens et leurs options qui ont prévalus dans le cas des politiques de stabilisation.

Us allocations familiales font-elles exception ? Après tout, C.D. Howe n'en voulait pas et elles ont été proposées d'abord par les experts, qui y voyaient un moyen d'augmenter le pouvoir d'achat des bas salariés, et donc la demande globa-

le. En fait, ce qu'il faut bien voir, c'est que les allocations familiales ont été adoptées pour des raisons électorales et, surtout, parce qu'elles permettaient de contenir les demandes des syndicats pour de meilleurs salaires, un résultat que les éléments conservateurs du Cabinet pouvaient apprécier (Granatstein, 1975, pp. 279-83 ; Owram, 1986, pp. 311-15). Comme pour l'assurancechômage, la logique qui s'impose ici, c'est celle de l'État providence ; de toute façon, à elles seules, les allocations familiales constituent un bien pauvre instrument de stabilisation puisqu'elles ne génèrent pas des dépenses flexibles (Lacroix et Rabeau, 1981, p. 17). [111]

III. ET LA PROSPÉRITÉ ?

Mais si les politiques adoptées n'étaient pas vraiment keynésiennes, et si comme le montre la section 1 elles n'ont pas eu d'effets notables, comment alors expliquer la remarquable prospérité de l'après guerre ? De 1945 au milieu des années 1970, en effet, la consommation, la production et l'emploi progressent rapidement, et, d'un autre côté, le chômage et l'inflation demeurent à des niveaux très raisonnables. Si bien qu'en trente-quatre ans, le niveau de vie moyen double (Drummond, 1986, pp. 19-20).

Pour expliquer le dynamisme de toute la période, il faut probablement faire référence à une série de facteurs favorables : augmentation de la population canadienne, contexte international favorable, progression des investissements américains au Canada, demande à la hausse pour les matières premières, progression de

---

[111] La même chose peut être dite des mesures d'aides pour le logement. Suggérées par Mackintosh alors qu'il s'opposait encore à une relance keynésienne, ces politiques sont adoptées pour répondre à la pénurie de logements, bien plus qu'à un manque de demande. Elles deviennent d'ailleurs rapidement impossibles à utiliser de façon contra-cyclique, l'aide finissant par être perçue comme une nécessité, même en temps de boom (Struthers, 1983, p. 155 ; Bothwell, Drummond et English, 1981, pp. 100 et 181). Quant aux mesures favorisant l'investissement - crédits d'impôts pour fins d'investissement, politiques de dépréciation accélérée, incitations à la recherche -elles sont justifiées en termes keynésiens, mais sont tout à fait conformes à l'approche néoclassique, qui relie l'investissement non à la demande anticipée, mais à l'output nominal et au coût nominal d'utilisation du capital (Wolfe, 1978, pp. 5-6 ; Lacroix et Rabeau, 1981, pp. 23-24.

la consommation, etc. Dans l'ensemble, selon John Deutsch, la situation était tellement avantageuse qu'il est probable que le gouvernement canadien n'ait pas obtenu les meilleurs résultats possibles (1966, p. 128). Est-ce à dire que, comme le pensent certains économistes, le marché suffisait ? Oui et non. Il est vrai que l'État n'a pas joué le rôle qui lui est souvent attribué. Mais ce qui a bien fonctionné, ce n'est pas non plus le marché des économistes néo-classiques. Ce qui s'installait au milieu des années quarante, c'était de nouvelles formes de régulation, de nouveaux mécanismes économiques et sociaux rendant possible une relance durable de l'accumulation.

La thèse d'un marché efficace suggère qu'un « boom américain » a rapidement suivi le boom de l'après guerre, stimulant la production de matières premières et maintenant les investissements élevés. Mais ce n'est qu'en 1955 que les exportations canadiennes rejoignent le niveau atteint en 1944 (Drummond, 1986, p. 24). De plus, la reprise des exportations n'avait pas suffit, en 1937, à relancer l'économie (Safarian, 1970, pp. 2-8). Quant à l'investissement, quoique vigoureux, il ne représente pas, au moins au début, le facteur principal. Ce sont plutôt les dépenses des consommateurs qui, de 1946 à1949, génèrent la croissance. Liées au début à l'épargne accumulée et à la consommation différée pendant la guerre, celles-ci engendrent plus qu'un boom temporaire parce qu'elles se fondent dorénavant sur des revenus élevés et stables (Royal Commission on Canada's Economic Prospects, 1957, pp. 88-89). Le contraste avec la période qui suit la guerre de 1914-1918 est remarquable. Dans les deux cas, il y a progression de la production et de la productivité. Mais, dans les années 1920, les salaires nominaux sont stables et les salaires réels progressent très peu, alors qu'après 1947, les salaires nominaux augmentent de 6,3% par année et les salaires réels de 2,5% (de 1947 à 1957 ; Woods et Ostry, 1962, pp. 396-401). C'est à ce niveau, d'abord et avant tout, que se situe l'originalité de la période. Bien sûr, le dynamisme américain, qui repose sur la même transformation sociale, contribue aussi à la croissance canadienne, tout comme le développement de l'État-providence. Mais c'est la formation des salaires qui en constitue le fondement et en assure la longévité. [112]

---

[112] C'est d'ailleurs ce mécanisme qui est le plus clairement rompu depuis les années 1970. Alors que « de 1955 à 1975, les Canadiens se sont enrichis de façon systématique... depuis dix ans, l'ensemble des salariés se sont appauvris (sic), même si l'économie s'est enrichie. On peut se demander où est allé tout

Les nouvelles formes de régulation des salaires ne sont évidemment pas sans liens avec le développement de l'État-providence, qui réduit la « contrainte au travail » pour les salariés (Lipietz, 1984, p. 328). Mais elles reposent surtout sur la force acquise par les syndicats pendant la guerre, force qui a été suffisante pour imposer de nouvelles règles du jeu à l'État et aux employeurs. Jusqu'au début des années 1940,

> « ... employers had had virtually a free hand to cut wages, discriminate against union members and refuse to recognize and bargain collectively with unions, while enjoying protection from the police in recruiting strike-breakers when faced with organized labour resistance. » (Jamieson, 1968, pp. 292-93)

Dans un tel contexte, la formation des salaires dépendait de la productivité et des fluctuations du marché. Pendant et après la guerre, la situation change. D'abord, le militantisme des syndicats et la montée du CCF amènent le gouvernement à imposer la négociation collective aux employeurs. Puis, les grèves de 1946 et 1947 forcent les entreprises à accepter les nouvelles règles du jeu et établissent une structure de salaires plus rigide, basée sur les gains obtenus dans quelques secteurs clés (Wolfe, 1984, pp. 55-56). C'est sur cette base que la croissance équilibrée de la période s'établit. [113]

IV. CONCLUSION

Cet article suggère donc que, contrairement à ce que l'interprétation habituelle propose, les experts n'ont pas réussi à imposer des idées et des politiques keynésiennes au gouvernement canadien. Ce sont essentiellement des politiques tradi-

---

cet argent ! » En retour, ceci a des conséquences sur les dépenses de consommation : « Ce qui affecte le plus les consommateurs, ce n'est pas une perte de 4 p. cent de leur pouvoir d'achat. C'est le fait de ne plus avoir droit à l'enrichissement régulier auquel ils s'étaient habitués. » Alain Dubuc, « Depuis dix ans, le pouvoir d'achat des salariés a baissé de $154 par semaine », La *Presse,* 27 décembre 1986, p. H1.

113 Craignant une poussée inflationniste, le gouvernement canadien résiste à cette tendance dès le début. Il semble cependant que les salaires n'engendraient pas ou peu d'inflation (Jamieson, 1954, pp. 154-56).

tionnelles qui ont été adoptées, puis présentées avec un langage keynésien pour convaincre les électeurs. D'un point de vue keynésien, ces politiques n'ont pas eu d'effets significatifs. Mais de nouvelles formes de régulation, centrées sur la formation des salaires, ont rendu possible la prospérité de l'après guerre.

Certains pourront juger que même si elle était limitée, la simple reconnaissance du principe selon lequel le gouvernement est responsable de la situation économique était importante, puisqu'elle permettrait éventuellement plus de changements. C'est peut-être vrai. Tout comme il est possible que la connaissance de la *Théorie générale* ait permis d'éviter des erreurs qui auraient ralenti la croissance, et ait donné confiance aux investisseurs (Bleaney, 1985, pp. 123-30). Il n'en reste pas moins qu'on est plus loin d'une « révolution » keynésienne. Et il ne faut pas non plus penser que l'intervention de l'État dans l'économie n'existait pas auparavant, dans un pays où le laissez-faire n'a jamais vraiment prédominé (Owram, 1986, p. 203).

Mais si la thèse défendue ici est correcte, comment expliquer sa nouveauté ? Après tout, les anomalies relevées étaient déjà connues. Et David Wolfe, qui a étudié la question à fond, obtient des conclusions rapprochées, sans toutefois revenir sur l'idée d'un après guerre keynésien. [114]

En bonne partie, cette situation reflète le succès politique et idéologique du Parti libéral du Canada. Au départ, en effet, la gauche n'accordait aucune crédibilité à la stratégie économique libérale et prévoyait qu'une dépression suivrait le boom de l'après guerre. [115] Graduellement cependant, le succès économique se fait convaincant, et Tommy Douglas, alors Premier ministre de la Saskatchewan, finit par conclure, en 1956, qu'il faut reconnaître que les capitalistes « have applied some of the Keynesian techniques and they have been admirably successfül

---

[114] Wolfe insiste sur le caractère superficiel du discours keynésien, reconnaît plusieurs anomalies mentionnées ici, et comprend l'importance des syndicats, mais il continue néanmoins à parler de la période comme d'une période de politiques keynésiennes. Il fait même de ces politiques la caractéristique définissant la période (1978 ; 1984 ; 1985, p. 111). Cy Gonick remet en question le caractère keynésien de l'après-guerre, mais son intervention ajoute peu à celle de Gordon, parce qu'elle ne réévalue pas le processus de décision lui-même (Gonick, 1983).

[115] "Editorial : Reconversion and Employment", *Canadian Forum,* October 1945, pp. 153-54.

up to a point. ... We... like socialist parties all over the Western world, are on the defensive... » (cité dans Horowitz, 1968, p. 172). Ainsi, même la gauche accepte désormais d’attribuer au gouvernement canadien le mérite de la prospérité d'après guerre.

Il s'agissait de fait d'une conclusion presque nécessaire pour les socialistes, puisqu'ils ne pouvaient supposer que le marché lui-même avait fonctionné de façon satisfaisante. Il fallait donc que l'État ait été responsable. C'est sans doute cette tendance à tout réduire à la dichotomie État/marché qui explique la persistance de l'interprétation critiquée ici. Refusant à juste titre de donner le crédit au marché et ignorant les formes autonomes de régulation sociale, on conclut un peu vite que c'est un État keynésien qui a présidé à l'après guerre au Canada.

Il reste encore beaucoup à faire pour comprendre la régulation sociale dans les économies capitalistes. Mais ce serait déjà un progrès que d'en reconnaître l'existence, à côté de l'État et du marché. Ceci ne viendra toutefois pas facilement car la dichotomie État/marché est bien ancrée. Comme le souligne un auteur bien connu :

> « The difficulty lies, not in the new ideas, but in escaping from the old ones, which ramify, for those brought up as most of us have been, into every comer of our minds. » (Keynes, 1936, viii)

BIBLIOGRAPHIE

Attali, Jacques (1981), *Les trois mondés : Pour une théorie de l'après-crise,* Paris : Fayard.

Auld, Douglas A.L. (1969), « Fiscal Policy Performances in Canada, 1957-1967 », *Public Finance,* 24(3) : 36.

Bellemare, Diane et Poulin Simon, Lise (1983), *Le plein emploi : pourquoi ?,* Montréal : Presses de l'Université du Québec.

Bellemare, Diane et Poulin Simon, Lise (1986), *Le défi du plein emploi,* Montréal : Éditions Saint-Martin.

Bleaney, Michael (1985), *The Rise and Fall of Keynesian Economics : An Investigation of its Contribution to Capitalist Development,* New York : St. Martin's Press.

Bothwell, Robert and Kilbourn, William (1979), *C.D. Howe : A Biography,* Toronto : McClelland and Stewart.

Bothwell, Robert, Drummond, Ian, and English, John (1981), *Canada since 1945 : Power, Politics, and Provincialism, Toronto :* University of Toronto Press.

Brady, Alexander (1958), *Democracy in the Dominions,* Third edition, Toronto : University of Toronto Press.

Brewis, T.N. (1968), « Economic Growth : Concepts and Objectives », in Brewis (ed.), *Growth and the Canadian Economy,* Toronto : McClelland and Stewart, pp. 1-18.

Briggs, Asa (1961), « The Welfare State in Historical perspective », *Archives*

européennes de sociologie, 2 : 221-58.

Coates, Daniel (1973), *Organized Labor and Politics in Canada : The Development of a National Labor Code,* Ph.D. dissertation, Economics, Cornell University.

Deutsch, John J. (1966), « Canadian Economic Policy 1945-65 : A Summing Up », in S.F. Kaliski (ed.), pp. 123-33.

Drummond, Ian M. (1972), *The Canadian Economy : Structure and Development,* Revised edition, Georgetown : Irwin-Dorsey.

Drummond, Ian M. (1986), « L'histoire économique et la performance économique du Canada depuis la Seconde Guerre mondiale », dans John Sargent (dir.), *L'évolution macroéconomique depuis la Guerre,* Volume 20, Études pour la Commission royale sur l'union économique et les perspectives de développement du Canada, Ottawa : Approvisionnements et Service Canada, pp. 1-86.

Esping-Andersen, Gösta (1995), « Power and Distributional Regimes », *Politics & Society,* 14 (2) : 223-56.

Fowke, V.C. (1967), « The National Policy - Old and New », in W.T. Easterbrook and M.H. Watkins (eds.) *Approaches to Canadian Economic History,* Toronto : McClelland and Stewart, pp. 237-38.

Galbraith, John Kenneth (1975), « How Keynes Came to America », in Milo Keynes (ed.), *Essays on John Maynard Keynes,* Cambridge : Cambridge University Press, pp. 132-41.

Gillepsie, W. Irwin (1979), « Postwar Canadian Fiscal Policy Revisited, 1945-1975 », *Canadian Tax Journal,* 27 (3), May-June : 265-76.

Gonick, Cy (1983), « Boom and Bust : State Policy and Economics of Restructuring », *Studies in Political Economy, 11,* Summer : 27-47.

Gordon, H. Scott (1966), « A Twenty Years Perspective : Some Reflections on the Keynesian Revolution in Canada », in S.F. Kaliski (ed.), pp. 23-46.

Granatstein, J.L. (1975), *Canada's War : The Politics of the Mackenzie King Government, 1939-1945,* Toronto : Oxford University Press.

Granatstein, J.L. (1982), *The Ottawa Men : The Civil Service Mandarins, 1935-1957,* Toronto : Oxford University Press.

Horowitz, Gad (1968), *Canadian Labour in Politics,* Toronto : University of Toronto Press.

Jamieson, Stuart (1954), « Labour Problems of an Expanding Economy », *Canadian Journal of Economics and Political Science,* 20 (2), May : 141-56.

Jamieson, Stuart (1968), *Times of Trouble : Labour Unrest and Industrial Conflict in Canada, 1900-66,* Study no. 22, Task Force on Labour Relations, Ottawa : Information Canada.

Kaliski, S.F. (ed.) (1966), *Canadian Economic Policy Since the War,* Ottawa : Canadian Trade Committe.

Keynes, John Maynard (1936), *The General Theory of Employment, Interest and Money,* London : Macmillan.

Lacroix, Robert et Rabeau, Yves (1981), *Politiques nationales, conjonctures régionales : La stabilisation économique,* Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal.

Lamontagne, Maurice (1984), *Business Cycles in Canada : The Postwar Experience and Policy Directions,* Ottawa : Canadian Institute for Economic Policy.

Lipietz, Alain (1984), *L'audace ou l'enlisement : Sur les politiques économiques de la gauche, Paris :* La Découverte.

Mackintosh, W.A. (1966), « The White Paper on Employment and Income in Its 1945 Setting », in S.F. Kaliski (ed.), pp. 9-21.

Manzer, Ronald (1985), *Public Policies and Political Development in Canada,* Toronto : University of Toronto Press.

Owram, Doug (1986), *The Government Generation : Canadian Intellectuals and the State, 1900-1945,* Toronto : University of Toronto Press.

Pal, Leslie A. (1986), « Relative Autonomy Revisited : The Origins of Canadian Unemployment Insurance », *Revue canadienne de science politique,* 19 (1), mars : 71-92.

Panitch, Leo (ed.) (1977), *The Canadian State : Political Economy and Political Power,* Toronto : University of Toronto Press.

Patinkin, Don (1982), *Anticipations of the General Theory ? And Other Essays on Keynes,* Chicago :The University of Chicago Press.

Royal Commission on Canada's Economic Prospect (1957), *Final Report,* Ottawa : Queen's Printer.

Royal Commission on the Economic Union and Development Prospect for Canada (1985), *Report,* Volume 2, Ottawa : Supply and Services Canada.

Safarian, A.E. (1970), *The Canadian Economy in the Great Depression,* Toronto : McClelland and Stewart.

Samuelson, Paul E. (1980), *Economics,* Eleventh edition, New York : McGraw-Hill.

Shonfield, Andrew (1967), *Le capitalisme d'aujourd'hui : l'État et l'entreprise,* Paris : Gallimard.

Simeon, Richard (1976), « Studying Public Policy », *Revue canadienne de science politique,* 9 (4), décembre : 548-80.

Struthers, James (1983), *No Fault of Their Own : Unemployment and the Canadian Welfare State 1914-1941,* Toronto : University of Toronto Press.

Swartz, Donald (1977), « The Politics of Reform : Conflict and Accommodation in Canadian Health Policy », in Panitch (ed.), pp. 311-43.

Tobin, James (1985), « Keynes's Policies in Theory and Practice », in Harold L. Wattel (ed.), *The Policy Consequences of John Maynard Keynes,* Armonk, New York : M.E. Sharpe, pp. 13-21.

Weir, Margaret and Skocpol, Theda (1985), « State Structures and the Possibilities for “Keynesian” Responses to the Great Depression in Sweden, Britain, and the United States », in P. Evans, D. Rueschemeyer, and T. Skocpol (eds.), *Bringing the State Back In,* Cambridge : Cambridge University Press, pp. 107-163.

Whitaker, Reg (1977a), « Images of the State in Canada », in Panitch (ed.), pp. 28-68.

Whitaker, Reg (1977b), *The Government Party : Organizing and Financing the Liberal Party of Canada, 1930-58,* Toronto : University of Toronto Press.

Wolfe, David A. (1978), « Economic Growth and Foreign Investment : A Perspective on Canadian Economic Policy, 1945-1957 », *Journal of Canadian Studies,* 13 (1), Spring : 3-20.

Wolfe, David A. (1984), « The Rise and Demise of the Keynesian Era in Canada : Economic Policy, 1930-1982 », in Michael S. Cross and Gregory S. Kealey (eds.), *Modern Canada 1930-1980's,* Toronto : McClelland and Stewart, pp. 46-78.

Wolfe, David A. (1985), « The Politics of the Deficit », in G. Bruce Doern (ed.), *The Politics of Economic* Policy, Volume 40, Studies for the Royal Commission on the Economic Union and Development Prospects for Canada, Toronto : University of Toronto Press, pp. 111-62.

Woods, H.D. and Ostry, Sylvia (1962), *Labour Policy and Labour Economics in Canada,* Toronto : Macmillan.

La “Théorie générale” et le keynésianisme

6

Keynésianisme et niveau provincial de l'État canadien

Gérard Boismenu *

I. INTRODUCTION

Retour à la table des matières

Face à la mise en oeuvre d'une politique keynésienne, dans la mesure où elle n'est pas le produit d'un sujet conscient et neutre qui prendrait acte à la fois des difficultés économiques et du niveau atteint dans la connaissance scientifique de ces problèmes, on doit considérer les rapports sociaux qui produisent cette politique et sa place au sein de la politique. Quelques remarques préliminaires s'imposent.

D'une manière très générale, il est possible d'affirmer que l'un des enjeux des débats sur la politique économique concerne l'alliance politique entre les couches et les fractions dominantes qu'incarne le gouvernement, le mode d'exercice du pouvoir qu'il entend préconiser et ses rapports aux classes dominées. Cela dit, les rapports sociaux qui produisent la politique économique dans un État fédératif connaissent des voies d'expression particulièrement complexes, du fait du dédoublement du fractionnement de la politique.

---

* Professeur de Science politique à l'Université de Montréal.

La politique économique connaît un fractionnement inévitable, qui fait qu'elle se décompose en politique monétaire, politique des revenus, politique industrielle, etc. ; mais elle connaît aussi un autre fractionnement, qui prend un caractère institutionnel, relevant cette fois de la décentralisation de l'exercice du pouvoir selon les niveaux de l'État. Ce deuxième type de fractionnement renvoie certainement à la question de la répartition des compétences constitutionnelles, mais ne s'y limite pas ; il pose, en effet, le problème de la décentralisation de la direction de la politique économique et de sa coordination. Or, précisément, sur chacune des scènes politiques - en raison de l'articulation différenciée des rapports sociaux dans les espaces auxquels elles renvoient et de leur histoire politique et idéologique particulière - se définissent des alliances politiques de classe qui amènent la dominance de lignes politiques qui ne sont pas nécessairement en étroite concordance, voire qui sont contradictoires.

Il est fréquent de repérer les conditions directement pertinentes à l'avènement de la politique keynésienne dans la montée du mouvement ouvrier, dans les revendications des organisations syndicales ou, à l'inverse, dans l'existence d'une bourgeoisie « avancée » qui constate qu'il s'agit là de la seule avenue permettant une stabilisation économique. Pour ma part, j'entends proposer un certain nombre de remarques touchant la place du niveau provincial de l'État dans la mise en place d'une politique d'inspiration keynésienne au Canada.

Pour l'étude qui suit, ce n'est pas tellement la fidélité de la politique canadienne à la pensée de Keynes qui est retenue, ni ses effets sur l'évolution économique. Ce qui importe, c'est davantage le fait que la politique d'inspiration keynésienne a été, après une période de tâtonnements, la voie par laquelle on a procédé à la redéfinition de la place et du rôle de l'État dans la régulation socio-économique, initiant ainsi le processus de constitution d'une nouvelle forme d'État qui sera appelée, sans autre discussion, État régulateur. Il s'agit donc d'un processus au cours duquel se redéfinit le champ de l'État, mais aussi se pose la question centrale de la place relative des niveaux de l'État fédératif dans l'exercice du pouvoir.

Une vue rapide des choses, surtout si on prend pour point d'appui le Québec, pourrait nous amener à considérer que les gouvernements provinciaux ont fait office de bastions du conservatisme face à un gouvernement fédéral moderniste. Il serait absurde de renverser la proposition pour retenir l'exact opposé, mais il importe certainement de sortir d'un schéma aussi réducteur. Les relations au sein de

l'État fédératif canadien sont complexes, tant pour ce qui est des rapports entre ses lieux d'exercice du pouvoir, que pour ce qui est des rapports entre ces lieux et les forces sociales et politiques.

Aussi, il me semble qu'il faille considérer les gouvernements provinciaux comme des acteurs majeurs qui participent à la configuration des rapports de force qui président à la mise en place, par le gouvernement fédéral au cours de l'après-guerre, d'une politique d'inspiration keynésienne. Il ne s'agit pas de prétendre que cela constitue le seul aspect significatif, mais plutôt de suggérer que le niveau provincial de l'État, avec ses diverses composantes, a joué un rôle, souvent ambigu et changeant au cours des ans, dans la mise en oeuvre d'une politique keynésienne au Canada.

Cette idée sera examinée en prenant en compte la situation québécoise, mais aussi en considérant les provinces de l'Alberta, de la Saskatchewan et de la Colombie-britannique, du milieu des années 1930 jusqu'à l'après-guerre.

II. LE RADICALISME POLITIQUE

La crise des années 1930, le chômage élevé qu'on connaît, la politique d'assistance nettement insuffisante, les camps de travail qui créent des foyers, au moins virtuels, de révolte sont autant d'éléments qui se combinent, pour alimenter un mécontentement populaire, à travers l'ensemble canadien. Cette situation provoque un développement de l'organisation politique de la classe ouvrière. Au total, les gains enregistrés au niveau pan-canadien restent pourtant modestes. Le mouvement ouvrier organisé, en dépit d'un effort de syndicalisation, de l'action du Parti communiste, de la fondation de la *Cooperative Commonwealth Federation* en 1932, n'arrive pas à s'imposer comme force majeure sur la scène politique. Cette situation demanderait une analyse attentive, mais déjà on peut évoquer quelques dimensions pertinentes à cette incapacité relative à s'inscrire dans l'arène politique comme force autonome : le syndicalisme d'affaires qui est largement pratiqué, les oppositions entre organisations syndicales, les refus des syndicats d'une action politique partisane.

Pourtant, les ouvriers et paysans comptent dans l'évolution des luttes politiques et dans l'expression de revendications qui sont canalisées sur les scènes politiques. Le mécontentement, la grogne et un certain désarroi qui couvent, ne sont pas sans bouleverser les allégeances politiques et sans redessiner les grands horizons auxquels les ouvriers et les paysans sont appelés à se rallier. Et précisément, les années 1930 se distinguent par l'expression, empruntant souvent la forme de tiers partis, de radicalismes politiques, tant de gauche que de droite (Jalbert, 1987).

Ces expressions radicales, qui puisent souvent dans le populisme, ont extrêmement de difficulté à se donner des structures, un discours politique et une implantation qui soient pan-canadiens. S'appuyant sur une base régionale, elles montrent beaucoup de mal à essaimer. Ainsi, la scène politique provinciale est plus perméable à leur influence, d'autant que leurs schèmes de référence, leurs formes d'expression, leur base sociale et l'objet principal de leurs revendications sont très marqués par l'histoire précise des scènes politiques provinciales et par l'état des rapports sociaux au sein de tel ou tel espace régional.

On assiste donc, au cours des années 1930, à l'émergence, sous un mode éclaté, de mouvements politiques radicaux pluriclassistes et à ancrage régional qui empruntent des voies diversifiées et même divergentes, voire antagonistes. Par ailleurs, au sein même des partis traditionnels et parmi leurs représentants reconnus, se dégagent des avenues réformistes de réponse à la crise.

1. Le « petit new deal » colombien

Cette dernière situation caractérise l'orientation et l'action gouvernementales en Colombie britannique. Dufferin Pattullo (Ormsby, 1962) est élu, en 1933, premier ministre à la tête du Parti libéral en faisant campagne pour un New Deal. Bien que les similitudes ne manquent pas avec la pensée de Roosevelt, le Parti libéral provincial en serait venu en toute indépendance à formuler son programme qui, depuis l'année précédente, stipule qu'aucune personne en Colombie-britannique ne devrait être privée de nourriture, de vêtement et de logement à cause de son incapacité à trouver un emploi, et propose une coopération entre les gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux ainsi qu'avec le système ban-

caire canadien pour dégager le crédit nécessaire à une redistribution des revenus et à la promotion de la santé, de l'éducation et du mieux-être collectif.

Au-delà de ces principes généraux, le parti s'engage à exercer des pressions sur le gouvernement central afin que soient établis l'assurance-chômage et un régime de pension de vieillesse. Mais sur le plan provincial comme tel, il propose la création d'un conseil économique provincial, la mise sur pied d'une assurance-santé étatisée, la formation d'un office de mise en marché agricole, l'établissement d'une commission de service public pour les autoroutes. Le tout se résumait par le slogan « Travail et Salaires ». Ce que nous proposons, disait Pattullo, c'est d'utiliser le crédit du pays pour mener une guerre à la pauvreté. Et, faisant référence à son slogan, il affirmait qu'il ne signifiait pas seulement trouver un certain nombre d'emplois ou construire un certain nombre de ponts, mais bien qu'il fallait réviser complètement le système économique du pays.

En quatre ans, plusieurs mesures gouvernementales sont venues donner corps à ces engagements. Pensons aux agences de contrôle telles que la commission des relations de travail et l'office de mise en marché agricole, à la réunion d'économistes afin d'analyser les problèmes économiques provinciaux, à l'amélioration des services de bien-être, au développement et à la réforme du système d'éducation jusqu'à l'université, à la réduction de la semaine de travail à 48 heures dans les principales industries, à la hausse du salaire minimum, à l'aide à l'industrie minière et des pêcheries. Il restait au gouvernement à instituer son régime d'assurance-santé et les commissions de services publics et des autoroutes. Mais, à la suite de sa difficile réélection, il devint plus prudent en matière de politique sociale et plus obstiné pour la défense des droits provinciaux, si bien qu'en dépit d'un plébiscite qui lui était favorable à 59%, il se refuse de procéder en matière d'assurance-santé.

Les pressions exercées par la Colombie britannique sur le gouvernement fédéral se situent à plusieurs niveaux : *d'abord,* Pattullo voulait amener Ottawa à agir dans la sphère de sa compétence, comme pour J'assurance-chômage ; *ensuite,* il prônait une conception renouvelée du rôle de l'État en tentant de contribuer à sa mise en place ; *enfin,* il comptait sur la participation financière d'Ottawa pour la réalisation de son propre programme.

Toutes ces années sont parsemées de négociations, le plus souvent décevantes pour Pattullo, afin d'obtenir pour son gouvernement des subventions plus généreuses. En 1934, la situation financière du gouvernement colombien est catastrophique : La Banque de Commerce coupe son crédit, la dette est de 165 millions $, les comptes courants montrent un découvert de 1 million $ et des prêts de 20 millions $ doivent être refinancés. Lorsqu'il s'adresse à Bennett pour une aide financière, ce dernier réagit mal aux prévisions budgétaires de son gouvernement qui montrent un nouveau déficit de 2 millions $, l'absence de disposition pour la caisse d'amortissement et l'intention de rembourser la dette en échangeant les obligations échues par de nouvelles dont le taux d'intérêt serait inférieur ; Bennett insiste pour contrôler le financement de la province et pour que le déficit prévu soit abaissé à un million $. Devant le refus colombien, une modeste aide est accordée. L'élection de Mackenzie King ne devait pas modifier substantiellement cette attitude ; au contraire, il considérait de son devoir de prévenir les incursions irresponsables des provinces dans les finances fédérales. La rhétorique de Pattullo recevra une fin de non recevoir dans les thèses de la Commission Rowell-Sirois qui se situent aux antipodes de sa pensée concernant les compétences provinciales et la capacité financière de ce niveau de l'État.

2. Un populisme de droite et de gauche

La période a aussi été favorable au développement de formations s'inscrivant dans la tradition populiste américaine. Ce populisme témoigne d'une grande foi dans les vertus des gens ordinaires, dans leur solidarité naturelle, au-delà des clivages régionaux, classistes et religieux, ainsi que d'une suspicion à l'égard des pouvoirs économique et politique concentrés.

La tradition populiste a donné naissance à une tendance de gauche, qu'illustre bien la CCF, de même qu'à une tendance de droite dont le Crédit social est l'un des exemples. Faisant référence à ces deux formations politiques, Richards schématise leurs oppositions idéologiques dans les termes suivants : « While for both the idea of the local community and of the region predominated over that of nation or class, left populists usually attempted to organize an explicit farm-labour alliance ; right populists minimized conflict among local groups and attempted a

regional alliance for all against external (eastern) interests. Second, left populism proposed a general critique of corporate capitalism --the railroads, mining companies, manufacturing trusts, as well as financial institutions ; right populists concentrated their attack on the power of banks to limit the money supply and raise the price of credit. » (Richards, 1983, 448) Les deux tendances accordent une importance à la concurrence sur les marchés, mais, alors que la gauche demande au gouvernement de contrebalancer le pouvoir des grands monopoles par des étatisations et de prendre des mesures sociales pour les gens ordinaires, pour la droite leurs demandes politiques sont plutôt modestes, mises à part leurs revendications concernant le contrôle bancaire.

Ces deux tendances qui ont pris un essor au cours des années 1930, ont connu un enracinement régional et un impact sur certaines scènes politiques provinciales.

Inspiré de la doctrine économique de réforme monétaire du Major Douglas, pour lequel « la solution aux contradictions engendrées par le système économique [...] résiderait dans un contrôle serré du crédit et du système financier » (Jalbert, 1987), le Crédit social se développe en Alberta comme mouvement à partir de 1932. L'idéologie du mouvement exploite largement des thèmes familiers de la culture politique de la province : critiques à l'égard du système politique canadien qui fait office de défenseur et de porte-parole de la haute finance de Toronto et Montréal ; réformes nécessaires du système monétaire et financier ; attaques contre la petite minorité de comploteurs qui pervertissent le marché et qui suscitent de fausses divisions au sein du peuple ; discours et pratiques politiques à saveur moraliste.

Dans un contexte d'effondrement du pouvoir d'achat qui résultait à la fois de la fermeture du marché étatsunien, de la baisse des prix agricoles, de l'augmentation des prix dans les autres secteurs et du chômage élevé, une proposition telle qu'un dividende social de 25 $ par mois à chaque adulte frappait l'imagination. Cette proposition découlait d'ailleurs du devoir moral qu'avait l'État d'assurer à ses citoyens les besoins nécessaires, tels que la nourriture, le vêtement et le refuge. Était assortie à cette promesse, cette autre de création d'une « maison de crédit d'État » (Whalen, 1952, 503 ; Jalbert, 1987).

C'est en 1935 que le Crédit social est élu et dirige le gouvernement albertain. Mais la réalisation de ses propositions se fit attendre. En réponse à la grogne au sein de ses propres troupes, le gouvernement établit, en 1937, des mesures dirigées contre les banques afin d'exercer un contrôle sur leurs activités ; elles devaient faire long feu. Après la sanction du lieutenant-gouverneur, le gouvernement Mackenzie King entreprend de désavouer les lois. Le gouvernement créditiste fait adopter une version légèrement modifiée de la Loi de réglementation du crédit en Alberta (qui avait été désavouée), légifère pour prescrire des obligations à la presse et pour imposer des taxes supplémentaires aux banques. Le lieutenant-gouverneur, cette fois, use de son doit de réserve. L'année suivante, une autre loi imposant une taxe pour les banques est cassée en Cours suprême (Whalen, 1952, 509 et s. ; Mallory, 1948, 348 et s.)

Encore là, le gouvernement fédéral, dirigé par Mackenzie King, endigue des initiatives provinciales qui visaient, dans ce cas, le système financier canadien et, dans le fond, la politique menée à cet égard par Ottawa.

Concurremment, la CCF est fondée en 1932 en Alberta. Regroupant principalement les partis ouvriers de l'Ouest canadien, les United Farmers et des organisations progressistes, la CCF tente d'incarner l'alliance « farm-labour ». Dans son « Manifeste de Regina » (en 1933), elle réclame un nouvel ordre social qui se substituerait aux rapports de pouvoir et d'exploitation existants. On y reprend des revendications traditionnelles du populisme de gauche comme la défense de la ferme familiale contre les créanciers, une assurance récolte, une politique monétaire favorable à l'augmentation des prix agricoles, etc. (Richards et Pratt, 1979, 94 ; Young, 1969, 287). A cela s'ajoute une grande importance accordée aux interventions de l'État dans l'économie. On met de l'avant « une économie planifiée et socialisée dans laquelle les ressources naturelles et les principaux moyens de production et de distribution seront possédés, contrôlés et dirigés par le peuple » (CSN-CEQ, 1979, 107). On recommande, par exemple, la formation d'une commission nationale de planification, la nationalisation des services publics, un code du travail, l'institution de régimes d'assurance-chômage, d'assurance contre les accidents de travail, la maladie et la vieillesse, etc.

La tradition populiste domine, au départ, au sein de la CCF mais, par la suite, elle s'estompe au profit d'une vision plus « ouvrière et syndicale » de l'action politique. Parallèlement, les instances décisionnelles de la CCF se déplacent de

l'Ouest vers l'Est du pays (Richards, 1983, 450). On continue de traiter des problèmes des agriculteurs, mais l'emphase est mise davantage sur les problèmes des travailleurs (Young, 1971, 289).

Concurremment à ses succès électoraux relatifs au niveau fédéral, le parti s'engage dans le débat politique au niveau provincial. Ainsi, la CCF devient l'opposition officielle en Colombie britannique contre le gouvernement Pattullo, en 1933, et en Saskatchewan, en 1934.

Au cours de cette dernière élection, la CCF de la Saskatchewan, qui reste relativement indépendante face aux instances canadiennes, fait campagne pour une propriété sociale des principales industries, y compris de l'agriculture (Richards et Pratt, 1979, 97-98). Aux élections de 1938, la population reconduit le gouvernement libéral, mais le vote d'opposition se porte sur la CCF plutôt que sur le Crédit social ; la CCF, qui joue le rôle d'opposition officielle, poursuit le débat sur la nécessité de l'intervention de l'État au sein de l'économie. Par exemple, au cours d'un débat parlementaire, la CCF propose un amendement à un projet de loi qui établirait le principe de la direction gouvernementale dans le développement des richesses naturelles. Sans être en mesure de mettre en vigueur ses propres politiques, elle possède une influence grandissante dans les débats publics et en Chambre. En fait, la CCF peaufine son discours et son organisation pour l'élection décisive de 1944.

Par ailleurs, la crise des années 1930 provoque au Québec l'expression de revendications qui ne sont pas canalisées par la CCF, le Parti communiste ou le Crédit social (Boismenu, 1981, 114 et s.). Le corporatisme frappe l'imagination et a une certaine vogue dans le milieu syndical. D'un autre côté, le Parti libéral à la tête du gouvernement, confiné à sa politique non-interventionniste, est suspecté de collusion avec le grand capital. Fraction dissidente du Parti libéral provincial, l'Action libérale nationale propose un programme qui constitue une offensive contre les abus du capitalisme, symbolisés par les « trusts », tout en se portant à sa défense, en luttant contre les influences communistes ou gauchisantes au sein de la population ouvrière. En ce sens, ce programme nationaliste n'est pas sans porter un dualisme par lequel se conjuguent réformisme et corporatisme, anti-monopolisme et pro-capitalisme.

Participant activement aux débats publics, l'ALN mise sur un certain nombre de thèmes, à savoir la libération sociale et économique, la lutte contre les trusts, le combat contre un gouvernement corrompu et favorable au grand capital. Le programme engage à l'intervention de l'État dans le champ économique. En 1935, on peut lire, dans le préambule du programme : « La crise actuelle est due en grande partie à la mauvaise distribution dans le domaine économique, à l'avidité de la haute finance et aux abus de toutes sortes qui se sont glissés dans l'application du régime démocratique. Il est inutile d'espérer que l'équilibre se rétablira de lui-même et sans l'aide d'une formule d'action bien définie. La nécessité d'une évolution politique accompagnée d'une évolution économique est évidente. Aux États-Unis, le parti démocrate, regénéré, tend actuellement vers cette double transformation. Au Canada et dans la province de Québec, nous en sommes encore aux théories. Nos gouvernements n'ont pas encore pris attitude sur les réformes d'ordre politique, économique et social préconisées par nos esprits les plus avertis. » (Roy, 1971, 257)

On retrouve dans ce programme des propositions pour combattre certains monopoles, dont dans le domaine de l'électricité, la perspective d'étatisation si nécessaire, une attention particulière pour l'agriculture, l'attribution d'un rôle à l'État dans la régulation de l'économie qui est envisagé sous l'angle des travaux publics ; de plus, fait à noter, d'un côté, une volonté de reconnaître des droits aux travailleurs (Code du travail, réglementation des heures de travail) et d'améliorer les conditions salariales (salaire minimum) et, d'un autre côté, la présence de mesures concernant la politique sociale et de santé (assurance maladie-invalidité, allocations aux mères nécessiteuses, pensions de vieillesse).

Au cours de la lutte électorale de 1935, la coalition Parti conservateur-Action libérale nationale, sous la bannière de l'Union nationale, fait bonne figure. Lors des élections provoquées l'année suivante, à la suite de manoeuvres politiciennes, l'ALN perd de son ascendant au sein de l'Union nationale mais inspire toujours le programme. Cependant, après l'élection des unionistes sous la houlette de Duplessis, la partie offensive du programme (anti-monopolisme, interventionnisme d'État, entreprises publiques) devient caduque alors que la partie défensive est appliquée de façon vigoureuse (anticommunisme, anti-syndicalisme). Par contre, les attitudes et le discours populistes de Duplessis l'amènent à entretenir l'appui populaire par une politique de travaux publics et de dépenses publiques. Cette

position est à l'origine d'une crise de représentativité entre le gouvernement et la grande bourgeoisie (Boismenu, 1981, 261 et s.).

Face au déficit cumulé et à l'augmentation de la dette publique, le syndicat financier qui assure le financement du gouvernement, exprime de plus en plus vivement son opposition à la politique suivie. De 1936 à 1939, la vente des obligations est laborieuse et le marché financier devient de plus en plus fermé à l'égard du gouvernement à qui on reproche, par ailleurs, ses propos démagogiques et l'usage de son nationalisme outrancier à la veille de la guerre. Limité dans sa capacité d'action d'autant qu'avec la déclaration de guerre, il ne peut plus recourir au marché financier étatsunien, Duplessis déclenche des élections au cours desquelles la grande bourgeoisie, les organes de presse et le Parti libéral fédéral feront front commun derrière le Parti libéral du Québec pour faire battre l'Union nationale.

3. L'intervention « nécessaire » de l'État

Ces exemples de mouvements politiques et d'actions gouvernementales réformistes ou d'inspiration populiste ont en commun de poser, dans la période de crise, le problème de la place de l'État dans la régulation des rapports socio-économiques. Allant dans des directions, qui sont de toute évidence opposées, on n'en attribue pas moins un rôle actif à l'État, afin de remédier à la situation existante, qui en insistant sur les dépenses publiques, qui en encadrant l'usage de la force de travail, qui en intervenant dans les règles du système financier, qui en prônant l'entreprise publique, qui en insistant sur des mesures de politique sociale et de santé.

L'intervention prônée, même pour la CCF quand il s'agit de la Saskatchewan, doit prendre place au niveau provincial de l'État et ce, non seulement parce que c'est le terrain politique de leur pratique, mais tantôt parce qu'à tout prendre, le radicalisme politique dont le gouvernement provincial est porteur a peu de chance d'essaimer et de s'implanter au niveau fédéral de l'État, tantôt parce qu'il faut lutter contre le pouvoir du niveau central de l'État et l'usage qu'il en fait, eu égard à des préoccupations régionales, tantôt parce qu'on ne peut rester passif devant l'attentisme du gouvernement central qui s'en tient à une politique traditionnelle, tantôt

parce qu'il coule de source, compte tenu notamment de la question nationale, que le seul gouvernement en mesure d'agir légitimement au Québec, c'est le gouvernement provincial.

On ne peut évidemment pas voir, dans ces initiatives, ces propositions et ces actions, l'expression d'acteurs conscients qui militent pour le développement du keynésianisme au Canada. Sauf pour le Parti libéral colombien, et dans une certaine mesure la CCF, la référence à un cadre keynésien de réflexion sur le rôle de l'État est pour ainsi dire absent, quoique l'expérience du New Deal étatsunien fasse partie du contexte d'ensemble, comme en témoigne le programme de l'ALN au Québec. Cependant ces initiatives, propositions, actions posent dans le contexte provincial un certain nombre de défis au gouvernement fédéral.

D'abord, la crise des finances publiques, réelle mais sans doute exagérée (Parenteau, 1959), témoigne &une vulnérabilité financière à laquelle le Canada doit faire face et est un facteur d'instabilité politique interne.

De plus, la perspective d'une intervention de l'État au niveau provincial accroît les pressions financières auprès du gouvernement fédéral et pointe du doigt, de fait, sa politique traditionnelle. En même temps, les projets interventionnistes au niveau provincial épousent des orientations politiques extrêmement diversifiées et prêtent d'entrée de jeu à un processus hautement inégal.

Ensuite, ces velléités interventionnistes s'accompagnent d'une interprétation extensive des compétences provinciales et de la revendication de la capacité d'exercice des responsabilités provinciales qui se posent nécessairement en termes sonnants et trébuchants. D'où la demande de subventions fédérales supplémentaires et l'insistance pour certains de réviser la répartition de l'assiette des revenus publics.

Enfin, ces mouvements donnent l'indication suivante : l'idée de l'interventionnisme d'État qui a de plus en plus de prise sur les populations, est véhiculée par des gouvernements provinciaux qui sont appelés à occuper un terrain qui reste en friche, et elle est impulsée par des visées politiques qui sont en décalage avec la ligne politique des deux partis fédéraux. Si progressivement le gouvernement fédéral en vient, au cours de cette même période, à adopter l'orientation d'une politique d'inspiration keynésienne, il n'en reste pas moins que le lieu de sa mise en oeuvre est nettement identifié, par ces partis, au niveau fédéral de l'État. Pour sa

part, l'interventionnisme provincial pose le problème de la place du gouvernement central dans la régulation économique. Aussi, ce n'est certainement pas un hasard si certains gouvernements provinciaux sont en butte au gouvernement central, voire à la grande bourgeoisie, dans la réalisation de leurs programmes. C'est le cas de la Colombie Britannique qui se voit refuser les crédits nécessaires par le gouvernement central et qui a maille à partir avec la Banque de Commerce qui fait office de syndicat financier, c'est le cas du gouvernement créditiste qui se fait désavouer ses lois, c'est aussi le cas du gouvernement unioniste qui subit constamment les pressions du syndicat financier afin qu'il diminue ses déficits et particulièrement son engagement dans les travaux publics.

III. UN KEYNÉSIANISME À LA CANADIENNE

L'insistance que l'on peut mettre sur les luttes de tendances qui animent les relations fédérales-provinciales, ne doit pas faire oublier qu'il s'agit là d'un des éléments de la conjoncture. Dans l'ensemble canadien, on doit souligner l'absence de consensus en faveur d'une politique d'intervention d'inspiration keynésienne.

1. Absence de consensus

Alvin Finkel montre *(*1977) qu'en 1934 et 1935, pour une partie de la grande bourgeoisie et de ses représentants politiques conservateurs, il apparaît assez clairement qu'un changement de cap de la politique économique pourrait apporter une solution à des problèmes tout autant socio-politiques qu'économiques. On insiste auprès du premier ministre Bennett pour qu'il substitue un régime d'assurance-chômage au secours direct car ce dernier provoque un endettement des provinces et des municipalités qui en vient àun niveau critique ; un régime d'assurance-chômage pourrait, par ailleurs, réduire le militantisme de la population sans emploi et endiguer le mécontentement des travailleurs.

Faisant écho aux recommandations de la Commission royale d'enquête sur les écarts de prix qu'il a instituée et rendant compte des pressions du milieu financier, Bennett met de l'avant en 1935 son New Deal qui s'attaque essentiellement aux conditions d'usage et de rémunération de la force de travail (Bellemare et Poulin Simon, 1986, 105). Si cette ouverture politique témoigne de la reconnaissance, par les conservateurs, qu'il est difficile de stabiliser la situation sociale par la seule répression, ils ne s'engagent pas pour autant dans la voie de compromis majeurs à l'égard des organisations ouvrières. La répression de la marche vers Ottawa des chômeurs des camps de travail l'illustre assez bien.

L'appui de la grande bourgeoisie à une politique keynésienne est cependant loin d'être total, si bien que lors de la campagne électorale de 1935, déclenchée après les propositions de *New Deal,* le Parti conservateur connaît une disette des contributions à la caisse électorale, l'empêchant ainsi de mener une campagne avec des moyens convenables (Granatstein, 1966, 277). Mackenzie King fait campagne en misant sur le contrôle public de la monnaie et du crédit (avec une banque centrale d'État), sur l'assurance-chômage ainsi que des mesures de sécurité sociale (Ormsby, 1962, 296) ; ce qui ne l'empêche pas, une fois élu, de référer la législation conservatrice composant le *New Deal* aux tribunaux pour tester sa constitutionnalité. À ce moment, 7 provinces contestent leur validité ; la Cour suprême du Canada et le Conseil privé de Londres leur donnera raison (Boismenu, 1981, 103 ; Scott, 1977). Ces délais et la complicité digressive de Mackenzie King ne semblent pas causer de crise de représentativité pour la grande bourgeoisie.

Par ailleurs, on peut dire que la classe ouvrière joue un rôle dans le changement de cap qui se fait à tâtons. D'abord, dans la réflexion qui est menée par les agents de la bourgeoisie qui favorisent une politique keynésienne, on prend acte des intérêts antagonistes de la classe ouvrière, mais en s'assurant que cette politique renforce le pouvoir politique établi. Ensuite, cette prise en compte se fait sous la pression sourde de l'agitation et du mécontentement populaires, de même que sous les revendications des ouvriers organisés ; l'implantation de la CCF dans certains espaces régionaux, dont la Colombie britannique et la Saskatchewan, de même qu'ultérieurement sur la scène fédérale, jusqu'à rendre plausible l'hypothèse qu'elle occupe à la fin de la guerre, à tout le moins, la place de l'opposition officielle aux Communes, contribue à amener le Parti libéral fédéral à reconnaître la

nécessité d'une action étatique plus soutenue dans le but d'assurer une modulation des cycles économiques, notamment par des régimes de transferts (Granatstein, 1967, 189).

Le Parti libéral qui s'engage dans une politique d'inspiration keynésienne, qui se confirmera au moment de l'après-guerre, n'incarne pas pour autant une alliance avec la classe ouvrière organisée, ce qui aurait pu être le cas de la CCF. La politique libérale d'inspiration keynésienne a trois mérites : 1˚ elle se compose de mesures réformistes qui répondent à certaines revendications ouvrières ; 2˚ elle ne passe pas par une alliance avec le seul parti qui se revendique de la classe ouvrière ; 3˚ elle souffle les appuis (notamment électoraux) qui étaient accordés à la CCF, en récupérant à la fois les aspirations qu'elle exprimait et en repoussant la CCF vers les « misères du tiers-partisme » dans le parlementarisme britannique.

La mise en place d'une politique keynésienne au niveau fédéral prend acte de pressions et des revendications issues de la situation de la classe ouvrière. En ce sens, elle constitue une intégration des conflits de classe dans la politique économique, mais elle ne vise pas tant la classe ouvrière organisée que l'ouvrier-citoyen, ce qui, sans la nécessité d'établir une alliance plus formelle avec le mouvement ouvrier, facilite la conciliation d'une conception traditionnelle du rôle de l'État à l'égard du mode d'industrialisation et d'une politique de stabilisation axée sur des programmes de redistribution de revenu et des programmes sociaux.

2. Reconversion et velléités provinciales

Il est tout à fait clair que la fin de guerre, le retour des combattants et la reconversion de l'économie laissent planer à nouveau le spectre du chômage massif et de la misère des années de la crise. Cette préoccupation est présente à Ottawa comme dans plusieurs provinces.

Ainsi, sans être nécessairement acquis aux idées keynésiennes, plusieurs gouvernements provinciaux s'attribuent un rôle dans la reconversion de l'économie et dans la mise en place d'un programme de réformes, qu'elles soient inspirées d'options politiques de droite ou de gauche. Trois exemples illustrent la chose.

Au Québec, le gouvernement Duplessis, qui vient d'être élu et qui semble avoir réglé la crise de représentativité qui l'avait hypothéqué, se reconnaît de « lourdes responsabilités » pour faire face aux problèmes présumés de l'après-guerre. Dans le *Discours sur le budget* de *1945 (35-36),* il annonce un programme de transition de l'« économie de guerre » à l'« économie de paix » qui se résume à quelques mesures traditionnelles comme les travaux publics, les travaux de voirie, le drainage des terres et, aussi, la colonisation de terres incultes. Les questions telles que la sécurité du revenu et les programmes sociaux sont complètement absentes. De toute manière, ce programme de transition n'aura pas de concrétisation formelle et cédera la place à une politique non-interventionniste pour les quinze années à venir.

En Alberta, le Crédit social qui vient d'être reconfirmé au gouvernement, reçoit un appui tacite des milieux d'affaires qui ont cessé leur opposition politique (Jalbert, *1987).* Pris en souricière entre sa doctrine et son appui au capitalisme contre le socialisme, tenaillé par ses contradictions internes, désavoué par les institutions fédérales au cours de la crise, le gouvernement tente, pour une dernière fois en *1945,* de poser les bases de son système de crédit social par une déclaration des droits qui insiste sur la liberté économique et individuelle et promet un régime universel de pensions de sécurité sociale ; les notions de « juste prix » et de « dividende » sont absentes, mais on assure chaque citoyen d'un revenu de 600$ par année. Avant de l'appliquer, on teste cette loi au tribunal et elle est déclarée *ultra vires* en 1947 (Whalen, 1952, 514).

En Saskatchewan, la CCF, maintenant à la tête du gouvernement, emprunte une démarche qui s'inscrit assez bien dans la perspective du keynésianisme (Richards et Pratt, 1979, 98-111*).* l'État doit jouer un rôle de première ligne et l'idée de la planification est fortement présente. Le domaine de la santé et de la sécurité sociale est particulièrement présent, si bien qu'en 1944 on trace un programme détaillé de politique de santé. L'établissement d'une assurance universelle pour l'hospitalisation et les soins médicaux constitue une première au Canada et servira d'exemple par la suite.

En somme, en 1944-1945, la cession par les provinces, en temps de guerre, de leur part de l'impôt direct n'a pas pour autant annihilé leurs velléités d'initiative. L'après-guerre représente une conjoncture permettant aux provinces de jouer un rôle non négligeable dans la régulation économique.

Cependant ces velléités ne se concrétiseront pas nécessairement par la suite. D'abord, on peut noter que mis à part la CCF en Saskatchewan, l'adhésion des gouvernements provinciaux à une politique soutenue de stabilisation, qui serait d'inspiration keynésienne, et à une redéfinition du champ de l'État eu égard à la régulation de l'économie et au mode d'industrialisation est loin de couler de source. Le radicalisme politique de la période de crise s’essouffle ou disparaît et les gouvernements sont pour une bonne part sous la direction d'un parti conservateur.

En fait, si l'idée de la mise en place d'une politique keynésienne au gouvernement central s'impose dans le milieu des affaires au cours des années, cela ne semble pas devoir éliminer le fond de conservatisme social qui l'a caractérisé. Les gouvernements provinciaux d'inspiration conservatrice semblent être bien soutenus par la bourgeoisie canadienne et les bourgeoisies régionales. C'est le cas, même pour le Crédit social en Alberta et pour le gouvernement Duplessis au Québec. Tout se passe comme si les provinces jouaient le rôle de contre-pouvoir à l'égard de la mise en marche de mesures d'inspiration keynésienne. En somme, les gouvernements provinciaux, d'une façon générale, n'apparaissent pas, au cours de l'après-guerre, comme des moteurs de l'interventionnisme d'État ; ils sont plutôt, bien des fois, réfractaires, voire opposés, à cette nouvelle logique étatique dont le gouvernement fédéral se veut le porteur.

C'est ainsi que le gouvernement fédéral prendra les devants et gardera l'initiative dans l'adoption de la problématique keynésienne d'intervention D'ailleurs plusieurs documents témoignent des travaux de réflexion réalisés à ce sujet. Déjà la crise des finances publiques et les conflits dans les relations fédérales-provinciales ont amené Mackenzie King à créer, en août 1937, la Commission royale sur les relations entre le Dominion et les provinces (Commission Rowell-Sirois) ; par la suite, on connaît le Rapport Marsh sur la sécurité sociale (1943) et les propositions du gouvernement fédéral à la conférence fédérale-provinciale sur la reconstruction (1945).

Le premier document n'utilise pas, au sens strict, une analyse keynésienne, mais rompt avec la vision traditionnelle du rôle de l'État, en prônant une attitude plus interventionniste du niveau central de l'État (Van Schendel, 1984, 127). Le deuxième, publié au cours de la guerre, établit « les principes de base d'une sécurité économique minimum pour tous les citoyens » (Bellemare, 1980, 407) alors que le dernier, qui s'inspire directement des enseignements de Keynes, accorde au

gouvernement fédéral « la responsabilité d'assurer des niveaux élevés d'emploi et de revenu. » (Bellemare et Poulin Simon, 1986, 100) ; à ce moment, la marque de la pensée de Keynes sur la rhétorique fédérale ne fait de doute (Brewis, a, 1965, 191).

3. Keynésianisme et lieux d'exercice du pouvoir

Pour le gouvernement fédéral, les exportations, les investissements privés, les dépenses de consommation et les investissements publics sont directement mis en relation avec l'emploi et les revenus ; il se propose donc d'exercer une influence sur chacune de ces dimensions, selon les nécessités de la conjoncture. Il n'est pas de mon propos d'évaluer l'usage qui est fait par ce gouvernement de ses leviers d'intervention. Mais ce qu'il est important de noter ici, c'est l'identification qui est faite, par le gouvernement fédéral, entre politique interventionniste d'inspiration keynésienne et centralisation de l'exercice du pouvoir. La manoeuvre passera nécessairement par le champ de la fiscalité.

À la Conférence fédérale-provinciale sur le reconstruction, en 1945, Ottawa affirme vouloir maintenir un haut niveau d'emploi en s'appuyant sur l'entreprise privée et se propose de procéder à une refonte des régimes de sécurité sociale ; à cela s'ajoute nécessairement des propositions se rapportant à la fiscalité.

On sait que la Commission Rowell-Sirois proposait (en 1940) que le secours aux chômeurs cycliques relève de la responsabilité fédérale, que le bien-être social (sauf l'assurance-vieillesse) reste sous juridiction provinciale et soit financé par des fonds provinciaux, que le domaine de l'impôt sur le revenu des particuliers et des corporations et les droits de succession soient occupés exclusivement par le gouvernement fédéral et, enfin, que soit établi un système de subventions compensatoires pour équilibrer les budgets provinciaux (Moore et al., 1966, 14-15). Malgré l'opposition de la plupart des provinces à cette vision centralisatrice, la situation de guerre permit son application par les ententes fiscales de 1941, appelées autrement « accords de location d'impôts ».

En 1945, le gouvernement fédéral propose donc de jeter résolument les bases d'une politique extensive de sécurité sociale et de santé ; il propose, en effet, « une

assistance financière aux provinces pour qu'elles établissent un programme national complet de santé incluant l'assurance-maladie ; [...] un programme dit « universel » de pension de vieillesse non-contributif ainsi qu'un programme d'assistance-chômage et d'assistance-vieillesse pour les personnes âgées entre 65 et 69 ans. » (Bellemare, 1980, 419) Ce scénario avait pour contre-partie des mesures touchant la fiscalité, dont l'objet consistait à maintenir le principe des ententes du temps de guerre, en faisant en sorte que les provinces se retirent du domaine de l'impôt sur les revenus et les successions en retour de subventions statutaires venant du gouvernement fédéral. Comme le mentionne Brewis (b, 1965, 265), il eut été étonnant que, face aux incertitudes de l'après-guerre, et compte tenu de l'importance renouvelé que l'on accorde à la politique fiscale, que le gouvernement fédéral ne tente pas de contrôler le champ de la taxation directe.

La stratégie fédérale consiste à occuper le plus largement le champ de la fiscalité afin d'avoir les coudées franches dans l'utilisation de ce levier macroéconomique de régulation et de disposer de ressources suffisantes pour initier des mesures de stabilisation des revenus et de l'emploi. Dans les discussions sur la place de l'État dans la régulation, il apparaît clairement que pour le gouvernement fédéral, une politique d'inspiration keynésienne, qui est posée comme désirable, pour ne pas dire nécessaire, ne peut qu'aller de pair avec la centralisation de la politique fiscale et de la politique de sécurité du revenu et de programmes sociaux.

L'après-guerre constitue donc une période animée par un débat qui pose les questions fondamentales de la capacité effective et des modalités d'exercice du pouvoir politique selon les niveaux de l'État. Lorsque, contrairement au gouvernement Duplessis qui affiche une opposition sans appel à l'ensemble de la démarche fédérale, le gouvernement de l'Ontario propose la formation par les dix gouvernements du Canada d'un Conseil économique qui établirait la politique fiscale et coordonnerait les projets d'investissements publics, Ottawa oppose une fin de non recevoir et préfère, devant le refus de Québec et Toronto, d'arrêter, à la suite de négociations séparées, trois modèles différents de compromis qui ne sont pas guidés par des principes communs (Moore et al., 1966, 25 et s.). Dans l'ensemble du processus, se pose en somme une question double : la centralisation de l'exercice du pouvoir et l'usage de ce pouvoir en matière économique.

Il y aurait certainement beaucoup à dire là-dessus, mais on peut remarquer qu'à la fois l'Ontario et le Québec tardent à utiliser tout le « champ fiscal » concé-

dé théoriquement par Ottawa, en 1947, à toute province qui refuse d'accepter un versement de location d'impôts du gouvernement fédéral (c'est le 5% - 5% - 50%). La capacité fiscale de chacune des provinces, les revenus et les dépenses per capita diffèrent, on doit donc éviter de confondre les deux situations (Gow, 1986, 24) ; mais il est tout à fait net que l'opposition du gouvernement Duplessis vise à la fois la « nouvelle donne » dans le partage des lieux d'exercice du pouvoir, qui consiste à marginaliser le niveau provincial de l'État, et l'inspiration keynésienne de la politique économique fédérale (Boismenu, 1981, 274 et s.). La critique sur ce deuxième plan désigne moins la politique keynésienne qu'une conception interventionniste de l'État et ses symptômes indésirables ; Duplessis dira, en 1955 : « Il existe trop souvent une tendance à accroître inopportunément les tâches de l'État et à provoquer, comme conséquence inévitable, la hausse des impôts. Nous considérons que ce n'est pas le rôle de l'État de vouloir se substituer à la providence et de détruire ainsi l'initiative personnelle et le sens des responsabilités individuelles facteurs de solides et durables progrès. » Ainsi, l'opposition à l'égard de la politique fédérale qui va, au contraire, s'appuyer sur la volonté de pratiquer au niveau provincial une politique interventionniste, voire de stabilisation, deviendra semble-t-il plus courante au tournant des années 1960.

L'opposition à l'égard du premier aspect, et qui consiste à vouloir préserver au niveau provincial une capacité réelle et étendue d'exercice du pouvoir, se manifeste depuis l'après-guerre --de façon inégale selon les périodes et les régions--, mais elle ne se limite pas à la seule scène québécoise. Les résistances provinciales à l'égard de l'intervention fédérale dans des champs de compétence traditionnellement reconnus aux provinces devaient faire avorter la Conférence sur la reconstruction de 1945, à laquelle avait été proposé un programme interventionniste touchant plusieurs domaines. Face à l'échec de cette réforme globale, le gouvernement fédéral procédera au coup par coup.

La formule des subventions conditionnelles, dite des programmes à frais partagés, s'est avérée l'outil principal pour mener, au moins en partie, la politique formulée vers la fin de la guerre. Sous l'angle de la sécurité du revenu, on connaît, en parallèle à la sécurité de la vieillesse (70 ans et plus) sous la seule responsabilité fédérale, un programme à frais partagé d'assistance vieillesse - 1952- (65 à 69 ans), un programme d'allocation aux infirmes - 1954 - et aux aveugles -1952-, un programme d'assistance-chômage -1956, Sous le volet politique de santé, l'assu-

rance-santé complète qui est évoquée en *1945,* fait place à une aide à la pièce qui, à partir de *1948,* couvre une partie des coûts se rapportant à la recherche en santé publique, à la prévention du cancer, à la réhabilitation médicale et aux enfants infirmes ; en 1958, on adopte l'assurance-hospitalisation. Le gouvernement fédéral établit aussi certains programmes en formation technique et professionnelle de la main-d'oeuvre (Moore et al., 1966, 129 ; Smiley, 1963, 8-15).

4. Le keynésianisme face aux questions régionale et nationale

La volonté fédérale de mener une politique d'inspiration keynésienne doit composer avec les contraintes et les tendances contradictoires du régime fédératif canadien. De cette volonté initiale découlaient trois conséquences : *d'abord,* le gouvernement fédéral occupait de façon exclusive les principaux champs de l'impôt ; *ensuite,* l'accent qui est mis sur la stabilisation des revenus implique l'intervention fédérale dans des domaines de compétence provinciale ; *enfin,* et en somme, il y a une nette identification entre la politique d'inspiration keynésienne et la centralisation du lieu d'exercice du pouvoir au niveau fédéral.

Là-dessus, un certain nombre de remarques s'imposent.

D'abord, les diverses mesures qui sont adoptées à la pièce ne semblent pas suivre une démarche systématique et elles sont étalées dans le temps ; il ne semble pas, par contre, que l'on puisse attribuer aux seules provinces la responsabilité de cette réduction des énoncés initiaux.

Ensuite, la place du niveau provincial de l'État dans l'exercice du pouvoir impose au gouvernement fédéral de procéder par des subventions conditionnelles ou programmes à frais partagés. Il ressort de cette procédure un certain nombre de constats : 1˚ elle n'empêche pas le gouvernement fédéral d'intervenir et d'avoir l'initiative dans l'établissement de programmes ; 2˚ pour se concrétiser, ces programmes demandent l'adhésion des provinces qui doivent y contribuer financièrement, la plupart du temps dans une proportion de 50% ; 3˚ lorsqu'un gouvernement provincial, comme celui de Duplessis, refuse de participer aux programmes, il bloque l'application uniforme de la mesure ; par la suite, le reconnaissance du principe du retrait avec compensation aurait pu accentuer cette non-uniformité,

mais dans le cours des négociations on s'est assuré de la concordance des programmes ; 4˚ l'addition de programmes à frais partagés et la hausse de leurs coûts ont un effet boomerang dans les négociations fiscales, du fait des obligations accrues des provinces.

De plus, le contrôle exclusif des principaux champs de taxation dont voulait se prévaloir Ottawa, ne dure qu'un temps. L'impôt sur le revenu des particuliers prélevé par le Québec, à partir de 1954, « montra clairement [...] que les futures ententes avec cette province devraient être basées sur le partage des champ d'imposition. » (Moore et al., 1966, 50). Effectivement, les négociations sur les nouvelles ententes qui doivent débuter en 1957, portent essentiellement sur la part relative des provinces pour l'impôt sur les revenus des particuliers et des corporations et pour l'impôt sur les successions. Si bien que les « provinces occuperont désormais une part grandissante du champ fiscal et selon les orientations de leur politique budgétaire, elles pourront contrecarrer ou renforcer les politiques fédérales de stabilisation macro-économique. » (Bellemare et Poulin Simon, 1986, 113)

Enfin, la croissance du chômage dans la deuxième moitié des années 1950, avec sa répartition fort inégale (Antlantique : 9,6%, Québec : 7,4%, Ontario : 4,2% ; Brewis, c, 1965, 318), est l'un des symptômes des limites, d'une part, d'une politique macro-économique de stabilisation, dont les effets sont fortement inégaux, et, d'autre part, du retrait observé à l'égard d'une politique de restructuration industrielle. Le problème du développement inégal des régions se posera avec plus d'acuité au niveau fédéral et, d'un autre côté, donnera une impulsion à la redéfinition du rôle du niveau provincial non seulement par rapport aux spécificités économiques régionales, mais, plus globalement, par rapport au rôle d'ensemble de l'État eu égard au mode d'industrialisation. D'une part, on note un examen plus attentif par des économistes (québécois particulièrement) de la possibilité d'une régionalisation de la politique de stabilisation afin de la rendre plus efficace (Angers et al., 1960 ; Parenteau, 1963 ; Parizeau, 1965) et, d'autre part, la mise sur pied en chaîne, comme expression de la nécessité reconnue d'une politique industrielle régionale mise en oeuvre au niveau provincial de l'État, d'organismes provinciaux d'élaboration d'une politique interventionniste : de 1962 à 1965, 7 gouvernements provinciaux mettent en place un tel organisme (English, 1965, 371).

Cette phase qui marque le tournant des années 1960, loin d'être une interruption dans l'élargissement du champ de l'État, apparaît comme la voie de passage

de la consolidation d'un État régulateur. L'affirmation du niveau provincial de l'État dans la politique économique n'a pas empêché la poursuite d'interventions majeures, souvent à l'initiative du gouvernement fédéral.

La contrainte du régime fédératif qui impose des voies complexes à l'exercice du pouvoir, compte tenu de l'approfondissement de la question régionale et de la question nationale, a donné lieu à des interprétations contradictoires du mouvement enregistré au cours de cette période. Pour certains (ex : Stevenson, 1979), nous observerions un processus de construction et d'autonomisation du niveau provincial de l'État dans l'État fédératif alors que, pour d'autres (ex : Morf, 1982), le gouvernement central reste essentiellement l'initiateur et le coordonnateur du mode de participation de l'État à la régulation socio-économique.

En fait, au terme de cette mise en contexte, il me semble qu'il faille se méfier de certains types d'interprétation de l'avènement d'un État interventionniste au Canada ; je pense, en particulier, à une interprétation unidirectionnelle du processus de définition de la place de l'État dans la régulation, ou à une interprétation uniforme du mouvement caractéristique des provinces, ou à une identification trop étroite de tel ou tel niveau de l'État à telle ou telle catégorie sociale dominante ou encore à une interprétation situant la source de la politique keynésienne dans le consensus social ou la volonté collective.

La constitution de l'État régulateur, dans la foulée d'une politique d'inspiration keynésienne, semble être le fruit de l'entrechoc des lignes politiques dessinées au niveau fédéral comme au niveau provincial de l'État ; pour autant, la position des gouvernements provinciaux ne suit pas un itinéraire synchronisé et concordant. Aucun consensus social ne semble devoir présider au processus de développement de l'État régulateur, d'ailleurs les tendances divergentes au sein de la bourgeoisie animent les conflits intergouvernementaux sans que l'on puisse spécialiser, sous le mode de l'exclusive, le lieu d'expression de l'une ou l'autre de ses composantes.

BIBLIOGRAPHIE

Angers François-Albert, Harvey Pierre et Parizeau Jacques (1960), *Essai sur la centralisation,* Montréal, Presses de l'École des hautes études commerciales et Éditions de la librairie Beauchemin, 331 p.

Bellemare Diane (1981)

La sécurité du revenu au Canada : une analyse économique de l'avènement de l'État-providence, Montréal, Thèse de doctorat en science économique, Université McGill.

Bellemare Diane et Poulin Simon Lise (1986), *Le défi du plein emploi,* Montréal, Éditions Saint-Martin, 530 p.

Boismenu Gérard (1981), *Le Duplessisme ; politique économique et rapports de force,* Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 432 p.

Brewis T.N. (a) (1965), « Employment Policy », dans *Canadian Economic Policy,* Toronto, Macmillan Co. of Canada, p. 184-213.

Brewis T.N. (b) (1965), « Fiscal Policy », dans *Canadian Economic Policy,* Toronto, Macmillan Co. of Canada, p. 262-287.

Brewis T.N. (c) (1965), « Regional Development », dans *Canadian Economic Policy,* Toronto, Macmillan Co. of Canada, p. 316-327.

CSN-CEQ (1979), *Histoire du mouvement ouvrier au Québec ; 150 ans de luttes,* Montréal, Coédition CSN-CEQ, 235 p.

English H. E. (1965), « Economic Planning in Canada », dans *Canadian Economic Policy,* Toronto, Macmillan Co. of Canada, p. 358-375.

Finkel Alvin (1977), « Origins of the Welfare State in Canada », dans *The Canadian State : Political Economy and Political Power,* L. Panitch (ed.), Toronto, University of Toronto Press, p. 344-372.

Gow James Iain (1986)

Histoire de l'administration publique québécoise, 1867-1970, Montréal, Presses de l'Université de Montréal - Institut d'administration publique du Canada, 442 p.

Granatstein J. L. (1966), « Finances du Parti conservateur, 1939-1945 », dans *Études du financement des partis politiques canadiens,* Comité des dépenses électorales, Ottawa, Imprimeur de la reine et contrôleur de la papeterie, p. 273-336.

Granatstein J. L. (1967), *The Politics of Survival,* Toronto, University of Toronto Press.

Jalbert Lizette (1987), *Les tiers partis au Canada,* Montréal, Boréal, à paraître.

Mallory J. R. (1948), « Disallowance and the National Interest : the Alberta Social Credit Legislation of 1937 », *The Canadian Journal of Economics and Political Science, vol* 14, n˚ 3, 1948, p. 342-357.

Moore A. Milton, Perry J. Harvey et Beach Donald I. (1966), *Le financement de la fédération canadienne,* Toronto, l'Association d'études fiscales, no 43, 164 p.

Morf Nicole (1982), *Fédéralisme et État keynésien au Canada,* Montréal, Mémoire M. Sc., Département de Science politique, Université du Québec à Montréal, 263 p.

Ormsby Margaret A. (1962), « T. Dufferin Pattullo and the Little New Deal », *The Canadian Historical Review,* vol. 43, p. 277-297.

Parenteau Roland (1959), « La Grande Dépression et ses répercussions régionales », *L'Actualité économique,* vol 34, n˚ 4, pp. 523-556.

Parenteau Roland (1963), « Les problèmes du développement régional dans un État fédératif ; l'expérience canadienne », *Revue d'économie politique, vol* 73, n˚ 2, p. 161-222.

Parizeau Jacques (1965), « Prospects for Economic Policy in a Federal Canada », dans *L'avenir du fédéralisme canadien,* P.-A. Crépeau et C.B. Macpherson (dir.), TorontoMontréal, University of Toronto Press/Presses de l'Université de Montréal, p. 45-57.

Richards John (1983), « Social Democracy and the Unions : What's Left ? », dans *Crise économique, transformations politiques et changements idéologiques,* G. Bernier et G. Boismenu (dir.), Montréal, Cahiers de l'ACFAS, p. 439-455.

Richards John et Pratt Larry (1979), *Prairie Capitalism : Power and Influence in the New West,* Toronto, McClelland and Stewart Limited, 340 p.

Roy Jean-Louis (1971), *Les programmes électoraux du Québec, Tome II : 1931-1966*, Montréal, Leméac, 463 p.

Scott Frank R. (1977), « The Privy Council and Mr Bennett's "New Deal" Legislation », dans *Essays on the Constitution,* Toronto, University of Toronto Press, pp. 90-101.

Smiley Donald V. (1963), *Conditional Grants and Canadian Federalism,* Toronto, Canadian Tax Fondation, 72 p.

Stevenson Garth (1979), *Unfulfilled Union,* Toronto, Macmillan Co. of Canada, 257 p.

Van Schendel Vincent (1984), « Les débats sur le plein-emploi au Canada », *Interventions économiques,* no 12-13.

Whaler Hugh (1952), « Social Credit Measures in Alberta », *The Canadian Journal of Economics and Political Science,* vol. 18, no 4, pp. 500-517.

Young Walter D., (1971), *The Anatomy of a Party : the National CCF,* Toronto, University of Toronto Press, 328p.

La “Théorie générale” et le keynésianisme

7

Keynésianisme et démocratie économique [116]

Diane Bellemare *

Retour à la table des matières

C'est presqu'un euphémisme d'affirmer qu'actuellement le keynésianisme est en crise en Amérique du Nord. En effet, depuis 1975, la conduite de la politique économique canadienne s'inspire largement des thèses monétaristes et depuis quelque temps de celles de son aile radicale formalisées dans les écrits des nouveaux classiques. [117]

---

116 Cet article s'inspire d'un livre écrit par l'auteure et Lise Poulin-Simon, Le *Défi du Plein Emploi,* Montréal, Éditions Saint-Martin, 1986.

* Professeur de science économique à l'Université du Québec à Montréal.

117 Les nouveaux classiques appartiennent à l'école des anticipations rationnelles qui soutient que les agents économiques sont désormais en mesure d’anticiper rationnellement les situations d'équilibre du marché et, par conséquent, de produire au niveau d'équilibre. Mais cet équilibre qui pour eux est nécessairement un équilibre de plein emploi peut se produire à des niveaux de chômage observés fort élevés. Cette école repose sur des hypothèses très éloignées de la réalité comme l'existence d'un équilibre permanent, la convergence ou l'uniformité des anticipations et leur réalisation. Pour une description simple du modèle des anticipations rationnelles voir Bennett T. McCallum (1980) ; pour une critique voir M.S. Wallace (1983-84), F. Hahn (1982), L.C. Thurow (1984), J. Tobin (1983).

S'il en est ainsi, c'est que les économistes d'inspiration keynésienne n'ont pas réussi à définir des politiques économiques aptes à combattre efficacement et simultanément l'inflation et le chômage. L'affirmation suivante extraite d'un article de Richard Lipsey caractérise assez bien la nature de la crise qui secoue le keynésianisme au Canada et en Amérique du Nord :

> « ... l'image du monde qui émane du programme de recherche keynésienne progressiste en est un où il est extrêmement difficile de réduire l'inflation intégrée dans les structures. Il existe alors une crise, non pas liée à l'incapacité des instruments de la politique traditionnelle à influencer le monde décrit par cette théorie. La crise est réelle, mais c'est une crise de la politique, non une crise de notre compréhension théorique du monde vécu. » [118]

Les économistes qui ont influencé la conduite de la politique économique canadienne tout au long des trente années suivant la fin de la deuxième guerre mondiale et que l'on pourrait qualifier de keynésiens libéraux adoptent face à cette crise de la politique économique les positions théoriques suivantes. [119] Il serait désormais impossible d'atteindre le plein emploi ; au mieux, à l'aide des politiques budgétaires et monétaires, on pourrait espérer réduire le taux de chômage entre 6 et 8%. Àces taux, le chômage serait structurel et causé principalement par le comportement rationnel des travailleurs, en particulier celui des travailleuses et des jeunes, face aux soi-disant généreux régimes de sécurité du revenu [120]. En somme, les keynésiens libéraux émettent l'hypothèse qu'actuellement de nombreux chômeurs le seraient par leur propre volonté. Ils intègrent ainsi à leurs concepts la théorie du marché du travail et du chômage volontaire développée par les monétaristes et les nouveaux classiques.

---

118 R. Lipsey (1981). pp. 568-69 (notre traduction).

119 Les économistes qui partagent les vues de ce que l'on appelle le keynésianisme libéral ont occupé dès 1945 des postes importants dans la fonction publique et dans les banques centrales ; plusieurs ont été les conseillers privilégiés des chefs d'État. Parmi les grands noms de cette école, R. Musgrave, A.M. Okun, J.K. Galbraith, G. Schultz. Au Canada, pour ne citer que quelques noms, on retrouve les W.A. Mackintosh, S.F. Kaliski, R. Lipsey, G.S. Gordon, D. Slater.

120 On retrouve une excellente discussion de l'évolution de la pensée des keynésiens libéraux dans C. Brown (1983).

La crise du keynésianisme nord-américain ou libéral pose les interrogations suivantes : le keynésianisme ne serait-il qu'un outil d'analyse inapte à guider le choix des politiques économiques ? Si l'affirmation de Lipsey est juste, les gouvernants sont-ils irrémédiablement voués à retourner aux préceptes du laisser-faire économique ? Est-il possible d'identifier de nouveaux instruments de politique économique permettant de dénouer l'impasse ?

Nous tentons dans cet exposé de répondre à ces questions en développant trois idées principales. Premièrement, nous avançons l'idée que le keynésianisme tel que pratiqué en Amérique du Nord et surtout au Canada entre 1945 et 1975 a essayé d'atteindre des niveaux d'emploi élevés principalement en remettant la valeur ajoutée ou les revenus créés dans le processus de production, dans le circuit des dépenses ou de la demande agrégée. Pour ce faire, les interventions gouvernementales ont agi sur la répartition secondaire des revenus, c'est-à-dire sur les programmes de transferts des revenus, de manière à augmenter la propension à dépenser. Ces interventions se sont avérées insuffisantes pour assurer simultanément le plein emploi et la stabilité des prix. La poursuite de ces deux objectifs exige une intervention supplémentaire. Il revient à la société non seulement de remettre dans le circuit la valeur ajoutée mais aussi d'orienter son utilisation c'est-à-dire d'orienter directement la dépense. Deuxièmement, les instruments de politique économique dont on a besoin pour orienter de façon démocratique l'utilisation de la valeur ajoutée résident dans l'établissement de la démocratie économique, soit le partage des pouvoirs économiques. Troisièmement, en raison des forces économiques et politiques en présence, cette démocratie économique peut naître suite à une volonté politique ferme de la part des gouvernements de poursuivre l'objectif de la maximisation de la croissance économique sous contrainte du plein emploi.

Ces trois idées sont développées à l'intérieur d'une discussion de la nature du keynésianisme d'abord au Canada, ensuite dans trois pays qui poursuivent le plein emploi à travers le maintien d'une démocratie économique et enfin à l'intérieur d'un bref exposé de la logique théorique d'un keynésianisme renouvelé ou pragmatique.

I. LE KEYNÉSIANISME AU CANADA

Au Canada, le gouvernement fédéral a rapidement endossé le message de Keynes que l'on peut résumer en ces termes : le chômage est un problème grave ; les gouvernements peuvent et surtout doivent chercher à réaliser le plein emploi pour des raisons humanitaires certes mais aussi pour des raisons d'efficacité ; ils peuvent atteindre le plein emploi à l'aide de programmes et de mesures visant une répartition plus égalitaire des revenus car une telle répartition augmente la propension à consommer ; la socialisation de l'investissement apparaît pour Keynes un autre moyen auquel les gouvernements devront sans doute avoir recours ultérieurement. Comme le souligne Keynes lui-même :

> « La théorie qui précède apparaît assez conservatrice sous l'angle de ses répercussions en d'autres domaines. Tout en indiquant l'importance vitale que présente la création d'un contrôle central sur certaines activités aujourd'hui confiées en grande partie à l'initiative privée, elle laisse inchangés de vastes secteurs de la vie économique. En ce qui concerne la propension à consommer, l'État sera conduit à exercer sur elle une influence directrice par sa politique fiscale, par la détermination du taux de l'intérêt, et peut-être aussi par d'autres moyens. Au surplus il est improbable que l'influence de la politique bancaire sur le taux de l'intérêt suffise à amener le flux d'investissement à sa valeur optimum. Aussi pensons-nous qu'une assez large socialisation de l'investissement s'avérera le seul moyen d'assurer approximativement le plein emploi, ce qui ne veut pas dire qu'il faille exclure tous les genres d'arrangements et de compromis permettant à l'État de coopérer avec l'initiative privée. Mais à part cela, aucune argumentation convaincante n'a été développée qui justifierait un socialisme d'État embrassant la majeure partie de la vie économique de la communauté. Ce n'est pas la propriété des moyens de production dont il importe que l'État se charge. » [121]

---

121 J.M. Keynes (1975), p. 371.

1. Le keynésianisme canadien de l'après-guerre

Au Canada, la question de la socialisation de l'investissement n'a pas été à l'ordre du jour et n'a pas suscité de véritables débats. Comme en témoigne cette citation extraite de la réponse faite en 1950 par le premier ministre Louis St-Laurent, lors de la présentation du mémoire annuel du Congrès Canadien du Travail, les gouvernements ont rapidement exclu la possibilité d'assurer le plein emploi par des inter-ventions directes dans le processus d'allocation des ressources :

> « Le gouvernement libéral n'est pas un gouvernement socialiste ; c'est donc à l'entreprise privée, et non à l'État que revient l'obligation de maintenir un niveau d'emploi élevé. Mais l'entreprise privée ne doit pas céder à des craintes non fondées car les perspectives économiques sont encore bonnes. » [122]

À cet effet, en 1958, le ministre des Finances déclare dans son budget :

> « Les dépenses gouvernementales ont contribué au maintien de l'activité économique. Elles ont augmenté de presque sept pour cent pour les trois niveaux de gouvernement et ce, malgré un déclin des dépenses de la défense. Ce sont surtout les paiements de transferts qui ont augmenté le plus rapidement, et, pour les derniers six mois, ils furent un élément important du maintien du revenu des individus et de l'augmentation de la demande de biens de consommation ; cette augmentation est particulièrement attribuable aux paiements très élevés de la caisse d'assurance-chômage, aux rentes plus élevées versées aux personnes âgées, aux aveugles et aux handicapés, aux victimes et aux retraités ainsi qu'à une augmentation des allocations familiales. » [123]

En somme, comme le dira plus tard en 1961 le ministre des Finances de l'époque :

---

122 *The Labour Gazette,* 1950, p. 469 *;* cet extrait ainsi que les deux suivants sont tirés de D. Bellemare et L. Poulin-Simon, (1983), pp. 170-73.

123 Canada, Debates, House of Commons, Dominion of Canada, Session 1950, vol. II, pp. 1232-33.

> « Ce n'est pas au moyen de subventions, de contrôles gouvernementaux ou de restrictions que nous les atteindrons (les résultats). Certains groupes m'ont fait valoir la nécessité d'une intervention gouvernementale directe pour résoudre nos problèmes économiques. Je rejette leur point de vue. La politique que je dépose devant la Chambre ce soir en est une d'incitation politique réelle, plus significative, plus puissante et plus profonde que tout ce qui pourrait être mis en oeuvre sous forme de subventions et de contrôles. De plus, elle n'est pas affectée par les décisions arbitraires et par les retards administratifs qui accompagnent toujours les interventions du gouvernement dans l'entreprise privée. » [124]

Il ressort de tout ceci que le gouvernement fédéral, qui s'empare de la responsabilité économique d'assurer le plein emploi, met en oeuvre, au lendemain de la deuxième guerre mondiale, une stratégie d'intervention plutôt indirecte qui vise à stimuler la création d'emplois par les entreprises privées principalement par des mesures de redistribution des revenus comme l'assurance-chômage, les allocations familiales, la sécurité à la vieillesse, la progressivité de l'impôt et d'autres encore. [125] Ces programmes sont souvent qualifiés de stabilisateurs automatiques car les montants qu'ils injectent dans l'économie augmentent automatiquement en période de chômage et diminuent en période de prospérité. Toutefois, ils sont principalement des stabilisateurs de revenus et non de l'emploi ; ils permettent aux sans emploi d'obtenir un revenu et de soutenir par leurs dépenses l'activité économique mais ils ne garantissent pas un emploi à ceux qui n'en ont pas. Ces stabilisateurs de revenus protègent les marchés intérieurs contre les fluctuations de l'activité mondiale ; ils permettent aux marchés intérieurs et en particulier à ceux de l'Ontario de poursuivre leur production même si les provinces périphériques sont infligées par le chômage. Mais ils ne créent pas d'emploi là où le chômage perdure.

---

[124] Canada, *Debates,* House of Commons, Dominion of Canada, Session 1960-61, vol. VI, pp. 6644.

[125] Dans *Le Défi du Plein Emploi,* nous avons distingué depuis 1945 trois périodes distinctes de la politique économique : l'après-guerre, une stratégie fédérale d'inspiration keynésienne ; les années 1957-1975, une période d'arbitrage entre l'inflation et le chômage ; les années 1975-1984, une stratégie de lutte contre l'inflation.

2. L'essoufflement du keynésianisme canadien

L'insuffisance de la politique macro-économique de stabilisation s'est faite sentir rapidement au Canada. Déjà pendant les années soixante, on s'aperçoit qu'il est difficile d'atteindre le plein emploi des ressources humaines en assurant exclusivement un haut niveau des dépenses nationales sans créer des pressions inflationnistes. Il en est ainsi parce que les dépenses générées par les mesures de soutien du revenu ne sont pas nécessairement dirigées vers les régions, les industries ou les groupes qui expérimentent un chômage élevé. C'est souvent le contraire qui se produit. Conséquemment, certaines régions, industries et occupations connaissent le plein emploi ainsi que des pressions inflationnistes lesquelles s'étendent aux autres régions, industries et occupations où persiste toujours le chômage. C'est à cause de ce phénomène que les keynésiens au Canada parlent d'un arbitrage entre le chômage et la stabilité des prix ; pour eux, désormais, ces deux objectifs ne peuvent plus être poursuivis simultanément. Au début des années soixante, un débat s'engage alors entre les keynésiens qui privilégient la lutte à l'inflation et ceux, plus progressistes, qui accordent la priorité à la poursuite du plein emploi. [126]

Ce débat a cours dans de nombreux pays. En Suède, en Autriche, en Norvège et en Allemagne, il donne lieu à la mise en oeuvre d'une approche nouvelle que l'on pourrait qualifier de keynésianisme renouvelé ou pragmatique et sur laquelle nous reviendrons plus loin. [127] Au Canada, c'est l'approche conservatrice défendue par les keynésiens libéraux qui l'emporte. Ils prônent une utilisation modérée de la politique de stabilisation macro-économique ; pour eux, il convient de stimuler les dépenses, par exemple au moyen de mesures de redistribution, mais modérément afin que le taux d'inflation ne dépasse pas une certaine limite. Ils suggèrent alors d'utiliser surtout des programmes de main-d'oeuvre visant principalement le placement et la formation pour réduire le chômage qui persiste. Du-

---

126 C. Brown *(1983)* fait état de ce débat qui a cours également *aux* États-Unis.

127 Pour un historique du débat en Suède voir G. Rehn (1985).

rant les années soixante-dix, avec la détérioration de l'arbitrage entre l'inflation et le chômage, les keynésiens libéraux abandonnent l'objectif de plein emploi.

II. LE KEYNÉSIANISME PRAGMATIQUE ET LA DÉMOCRATIE ÉCONOMIQUE

Certains pays n'ont pas accepté l'idée qu'il existait un arbitrage insurmontable entre l'inflation et le chômage. Ils ont perçu que des tensions inflationnistes pouvaient se manifester avant que ne soit réalisé le plein emploi mais au lieu d'abandonner progressivement la poursuite de cet objectif, ces pays ont développé des instruments de politique économique pour viser simultanément le plein emploi et la stabilité des prix. [128]

1. Les expériences étrangères

Dans le cadre de la recherche sur le *Défi du Plein emploi,* nous avons étudié les politiques économiques de l'Autriche, de la Norvège, de la Suède et de l'Allemagne. Ces pays, à l'exception de l'Allemagne depuis la fin des années soixante-dix, sont réputés pour leur politique axée sur l'emploi et pour leurs performances économiques générales.

Ils sont particulièrement remarqués pour leur succès sur le marché du travail. Ainsi, lors de la dernière crise économique, le taux de chômage de ces pays a certes augmenté mais il a atteint des sommets oscillant entre 3 et 4% et il diminue depuis 1982. Seule l'Allemagne a vu son taux de chômage augmenter considérablement depuis la fin des années soixante-dix ; cette montée du chômage correspond aussi à l'abandon d'une stratégie économique axée prioritairement sur le plein emploi au profit d'une autre visant à réduire le déficit public ainsi que l'inflation.'

Comment expliquer les succès de l'Autriche, de la Norvège et de la Suède ? À première vue, les politiques et programmes adoptés par chacun des pays s'avèrent

128 À cet effet, voir G. Rehn (1976).

fort disparates. Par exemple, lors de la dernière crise, la Suède dévalue la valeur de sa monnaie alors que l'Autriche maintient une politique de monnaie forte. La Suède fait un usage important de la politique active du marché du travail alors que l'Autriche prévoit dans ses dépenses budgétaires d'importants projets d'investissement. La Norvège est peu préoccupée par le déficit public alors que le contraire se produit en Autriche. Bref, il ne semble pas exister de recette unique comme les protagonistes de certaines mesures spécifiques tentent de le faire croire. En fait, chaque pays compose avec les contraintes de son passé, de ses institutions, de ses structures économiques et de sa culture. Toutefois, la nature des interventions respecte un même principe directeur.

En effet, un examen des politiques économiques adoptées dans ces pays permet de constater qu'au niveau de l'emploi, leur succès s'explique par l'adoption de politiques, de mesures et de programmes orientés directement en fonction de l'emploi ; c'est en ciblant les politiques sur l'emploi que celles-ci génèrent par la suite la croissance économique souhaitée. Dans ces pays, on oriente l'utilisation de la valeur ajoutée ou les dépenses nationales de manière à s'attaquer au problème du chômage là où il se manifeste. En ce sens, leurs politiques sont plus interventionnistes que celles du Canada où on se contente jusqu'aux années soixante-dix de répartir la valeur ajoutée ou de soutenir les revenus dans l'espoir de créer une demande pour la production domestique et conséquemment des emplois. Concrètement, les politiques privilégiées par ces pays ont emprunté des formes spécifiques respectant les contraintes institutionnelles de chacun.

Si ces politiques réussissent a ne pas générer des pressions inflationnistes démesurées c'est d'abord parce qu'elles sont orientées vers les régions ou les groupes qui expérimentent des difficultés au niveau de l'emploi mais aussi parce qu'elles sont accompagnées d'une politique négociée des revenus. Ainsi on tente dans ces pays de déterminer collectivement la répartition primaire des revenus ; cette attitude est contraire à celle observée au Canada où soit qu'on laisse la répartition des revenus aux jeux des forces du marché et de la négociation décentralisée où soit que le gouvernement cherche à l'imposer.

2. La démocratie économique : un instrument économique

Nous avons dans ce qui précède décrit très brièvement les principes qui guident la mise en oeuvre des politiques économiques. Vue sous cet angle, l'impasse du keynésianisme canadien semble facile à dénouer : il s'agit simplement de pousser plus avant la démarche de Keynes et de tenter, comme le font ces pays, d'orienter judicieusement l'utilisation de la valeur ajoutée. Toutefois, même si le principe est simple, son implantation est exigeante. En effet, si ces pays réussissent dans cette voie, c'est que le gouvernement ne décide pas seul ; au contraire, les partenaires sociaux, en particulier les institutions syndicales et patronales, participent à l'élaboration et à l'administration de la politique économique. En somme, dans ces pays, la politique économique n'est pas le fruit d'une consultation ni d'une concertation mais le résultat d'une négociation de la politique économique à l'échelle sociale. Les partenaires sociaux négocient les mesures, les programmes, les politiques aptes à maximiser la richesse collective sous la contrainte de réaliser le plein emploi. Dans cette perspective, la lutte à l'inflation et la politique des revenus découlent de la poursuite du plein emploi. Ainsi, dans ces pays, la responsabilité de la politique économique incombe à l'ensemble des partenaires sociaux qui négocient dans le cadre d'institutions élaborées à cet effet. En somme, le keynésianisme pragmatique dont font preuve ces pays s'apparente à l'implantation d'une démocratie économique. [129]

Examinons brièvement comment s'effectue cette participation dans les pays concernés. Parlons d'abord de l'Autriche où on retrouve les représentants des travailleurs et des milieux d'affaires à tous les niveaux des décisions relatives à la politique économique. C'est par rapport à la politique économique générale que ce système appelé système des partenaires sociaux est le plus institutionnalisé. Il existe deux comités principaux où *sont non seulement discutées mais décidées* les grandes orientations de la politique économique, c'est-à-dire les orientations des politiques budgétaire, fiscale, monétaire et des revenus : il s'agit premièrement du comité ou de la réunion des présidents et deuxièmement, de la commission paritaire des prix et des salaires.

---

[129] R. Mishra (1984) discute des cas de l'Autriche et de la Suède en des termes très proches des nôtres. Il parle toutefois de l'implantation d'un État de bien-être corporatiste. J.-M. Piotte (1986) qualifie la participation des partenaires sociaux dans les États sociaux-démocrates de co-gestion.

Ce système de participation s'est formalisé autour des années 1955 sous la pression syndicale- à ce moment les syndicats disaient qu'ils pourraient faire preuve de modération salariale s'ils avaient droit de regard sur la formation des prix et surtout une influence accrue sur la définition de la politique économique en général.

Les partenaires sociaux sont aussi présents au niveau de la politique du marché du travail qui est créée en 1959 mais est institutionnalisée en 1968 par la « Loi du financement et de l'aide au marché du travail ». Cette loi élargit la politique du marché du travail à d'autres domaines que l'information et le placement.

En Norvège, les représentants des milieux syndicaux et patronaux exercent depuis longtemps une influence décisive sur l'orientation de la politique économique. Il *ne s'agit pas là de consultation du gouvernement auprès de ces deux groupes.* Le gouvernement, conjointement avec les deux groupes, cherche plutôt à se mettre d'accord sur les grandes orientations de la politique économique, c'est-à-dire la politique budgétaire et fiscale et la politique des revenus. Cette recherche d'un consensus qui s'apparente à un processus de négociation à l'échelle sociale s'effectue dans le cadre des réunions de la commission de contact.

Au système tripartite de décision concernant la politique économique générale s'ajoute un autre système tripartite décisionnel : il s'agit de l'administration du marché du travail qui ressemble à ce que l'on retrouve en Suède.

En Suède, l'influence syndicale sur la politique économique et les négociations entre les partenaires sociaux sur les grandes orientations à suivre remontent à la fin des années 30. À cet effet, plusieurs observateurs identifient 1938 comme étant l'année décisive. En effet, c'est en 1938 après des conflits de travail importants, que les représentants de la plus importante fédération syndicale conclurent avec ceux du patronat les fameux accords de Saltsjöbaden. Les syndicats et les patrons ont alors convenu de négocier à l'échelle nationale des ententes sur des aspects importants des relations de travail afin d'empêcher le gouvernement d'intervenir dans ce domaine. Ces ententes faisaient partie d'un compromis social auquel étaient arrivés les représentants des travailleurs et des patrons afin de réaliser le plein emploi et la croissance économique.

Actuellement, le modèle suédois de la politique économique est très différent de ceux adoptés en Autriche et en Norvège qui font une large place à la politique

macro-économique. Il date des années 50, où l'approche antérieure d'inspiration keynésienne favorisant l'utilisation d'une politique macroéconomique expansionniste, est remplacée par un modèle d'intervention élaboré par deux économistes du milieu syndical. Le modèle Rehn-Meidner, du nom de leurs protagonistes, a été implanté au cours des années 1950 et est encore en vigueur aujourd'hui. Ce modèle propose d'utiliser largement les mesures sélectives de la politique du marché du travail, pour permettre la poursuite du plein emploi sans créer de pressions inflationnistes. C'est probablement en raison de la place moins importante qu'il attribue à la politique macro-économique qu'on remarque en Suède une participation moins formelle des partenaires sociaux à son élaboration. Par contre, le tripartisme est très développé au niveau de la politique du marché du travail.

Néanmoins, en ce qui concerne la politique macro-économique, on y retrouve un comité présidé par le premier ministre qui réunit une fois par mois les ministres des finances et du travail et des représentants patronaux et syndicaux pour discuter des questions générales de politique économique.

Considérons maintenant le cas de l'Allemagne où les taux de chômage ont été très bas jusqu'à la fin des années 70. Ils ont commencé à grimper lorsque le gouvernement a fait de la réduction du déficit et de l'inflation ses priorités.

Actuellement en Allemagne, il n'y a pas de lieu précis où sont décidées les grandes orientations de la politique économique. En somme, en ce qui concerne la politique macro-économique, les lieux de décisions se situent dans les bureaux des ministres ou des responsables politiques concernés. *La situation actuelle en Allemagne ressemble donc à celle du Canada et diffère grandement de celle des autres pays étudiés.*

Il en résulte que la politique adoptée sera influencée par les pressions des groupes qui reçoivent le plus l'attention du gouvernement. En conséquence, on ne doit pas se surprendre que le gouvernement actuellement au pouvoir, qui est d'allégeance plutôt conservatrice, comparativement au gouvernement social-démocrate précédent, soit davantage porté à endosser les vues du patronat. Or, pour le patronat allemand, l'emploi n'est pas la priorité des priorités et cela en dépit du fait que le plein emploi puisse leur être bénéfique.

Et pourtant, il n'en a pas toujours été ainsi. En effet, il fut un temps où la politique économique était le résultat de discussions entre les partenaires sociaux. A cette époque, le plein emploi était la priorité et une réalité.

III. LA LOGIQUE THÉORIQUE DU PRAGMATISME KEYNÉSIEN

Jusqu'à maintenant nous avons vu que ce que nous avons appelé le pragmatisme keynésien, soit l'implantation de politiques orientant directement l'utilisation de la valeur ajoutée en fonction de l'emploi, se confondait a l'implantation d'une démocratie économique où se négocie la politique économique. Dans cette section, nous en discutons la logique théorique, ce qui nous amène à dire que la démocratie économique peut prendre place si les gouvernements expriment leur volonté politique ferme de poursuivre le plein emploi soit leur volonté de maximiser la richesse collective sous contrainte de réaliser le plein emploi.

Cette logique théorique consiste à introduire trois hypothèses concernant le fonctionnement des économies capitalistes modernes au modèle keynésien de base. La prise en compte de ces hypothèses permet de déduire logiquement l'insuffisance des politiques keynésiennes traditionnelles, l'urgence d'implanter une démocratie économique si on veut atteindre les grands objectifs qui sont le plein emploi, la croissance économique et la stabilité des prix ainsi que la nécessité d'orienter le processus de négociation à l'échelle sociale vers la maximisation de la richesse collective sous contrainte de réaliser le plein emploi.

1. Les hypothèses de base

La première hypothèse qu'il convient d'ajouter concerne le comportement individuel ; c'est une version moderne de l'hypothèse de *l'homo economicus*. À cet effet, nous supposons que tout individu ayant un comportement économique rationnel va toujours préférer, toutes choses étant égales par ailleurs, avoir plus de

revenus que moins. Mais nous émettons l'hypothèse complémentaire que tout individu, dans notre société moderne, aspire à être autonome sur le plan économique et recherche la sécurité économique. Cette motivation pour l'autonomie et la sécurité économique conduira l'individu à rechercher à la fois un revenu élevé et stable. [130] [131]

La deuxième hypothèse a trait à l'éthique du travail pour les individus et pour la société. 17 Selon cette hypothèse, il est important pour les individus de pouvoir exercer un emploi rémunéré d'une part, et d'autre part, il est important pour la société que toutes les personnes aptes à travailler, assurent leur autonomie économique à travers l'exercice d'un emploi rémunéré. Cette hypothèse revient à reconnaître explicitement que le régime salarial est le mécanisme de répartition des revenus privilégié par la société. Dans cette perspective, les revenus reçus dans le cadre de l'exercice d'un emploi tels les salaires, les pensions de retraite et autres

---

130 Ces deux objectifs peuvent parfois être contradictoires : un revenu plus élevé peut s'avérer moins stable. Mais comme la grande majorité des gens désirent éviter le risque, ils acceptent la plupart du temps un revenu moins élevé pour un revenu stable. Cette hypothèse est corroborée dans la réalité par de nombreux exemples dont le plus évident est le comportement des gens face à l'assurance commerciale. En effet, les gens vont acheter des polices d'assurance même si la prime est de beaucoup plus élevée que l'espérance mathématique de la perte. Le besoin de sécurité économique constitue alors la force motrice fondamentale. Ce comportement individuel par rapport aux risques, à l'assurance et aux loteries a été étudié par de nombreux économistes dont F. Knight (1933), Friedman et Savage (1948).

C'est également pour cette raison que souvent les bénéficiaires d'aide sociale vont refuser certains emplois rémunérés au salaire minimum. Ils préfèrent la stabilité des prestations d'aide sociale à l'instabilité des emplois rémunérés au salaire minimum. Dans cette perspective, les mesures assurant la stabilité d'emploi deviennent également des mesures d'incitation au travail.

131 À cet effet, Lester C. Thurow écrit : « Economic security is to modern man what a castle and a moat were to medieval man. One would have expected that the desire for economic security would fall as the danger of real starvation and exposure faded into the past. But this hasn't happened. Instead, the desire for economic security is probably the major economic demand confronting the political market place. Everyone wants economic security and government is seen as the prime vehicle for guaranteeing it. The drive for economic security dominates our actions and may end up dominating our economy ». (1981, p. 19) 17 Pour une discussion étayée de l'éthique du travail au Québec voir D. Bellemare et L. Poulin-Simon (1983) chapitres 1 et 2.

assurances liées à l'exercice d'un emploi sont considérés comme « gagnés » et « mérités » alors que les revenus tirés de l'aide sociale ou de tout autre programme public ou privé non contributif sont considérés comme un « cadeau » ou « une charité ».

C'est en raison de l'importance que les individus et la société attribuent à l'exercice d'un emploi qu'ils se soucient tant des effets désincitatifs par rapport au travail que pourraient engendrer certains programmes de transferts publics. Et si certaines prestations publiques sont faibles relativement au seuil de pauvreté c'est parce qu'elles sont distribuées sans que le droit à celles-ci ne soit acquis à travers l'exercice d'un emploi. Ainsi, un revenu ne peut assurer l'autonomie et la sécurité économiques qu'en autant qu'il soit gagné : c'est-à-dire, pour la majorité des gens, en échange d'un travail effectué à l'intérieur d'un emploi. La société ne peut donc assurer l'autonomie économique de chacun qu'en offrant la possibilité à tous ceux qui le désirent d'exercer un emploi. [132]

La troisième hypothèse qu'il convient d'introduire concerne l'existence de groupes stratégiques ou de groupes d'intérêt. [133] Les marchés ne peuvent satisfaire tous les besoins. De leur côté, les administrations publiques ont parfois de la difficulté à identifier clairement les besoins auxquels elles doivent répondre. C'est dans ce contexte que naissent les groupes d'intérêt dont l'objectif premier est de répondre aux besoins auxquels ne peuvent répondre les marchés et les gouvernements.

---

[132] À cet égard, le cas des femmes est intéressant. Nombreuses sont les femmes qui tout au long du processus d'industrialisation et jusqu'à récemment ne participaient pas au marché du travail. Elles s'occupaient presqu'exclusivement du travail domestique ; ce travail est généralement non rémunéré mais il donne lieu à une certaine redistribution implicite des revenus monétaires du conjoint qui participe au marché du travail. Pendant longtemps, les femmes ne se sont pas senties insécurisées par ce genre de contrat familial informel : les liens du mariage étaient alors plus stables qu'aujourd'hui, et les surplus monétaires au-delà des sommes requises à la satisfaction des besoins de base étaient généralement faibles ou nuls. Mais depuis quelques années, les taux de divorce ont augmenté et les femmes ont rapidement réalisé que si elles ne voulaient pas tomber dans la pauvreté vers laquelle les vouent les régimes d'aide sociale, et si elles voulaient prendre part à la richesse collective, elles devaient pouvoir exercer un emploi rémunéré. Voir D. Bellemare, G. Dussault et L. Poulin-Simon (1985).

[133] M. Olson (1978 et 1983).

Un groupe d'intérêt est généralement défini comme « un certain nombre d'individus mus par un intérêt commun ». [134] Pris dans ce sens, tous les groupes d'intérêt ne sont pas nécessairement organisés, c'est-à-dire qu'ils ne forment pas tous des organisations structurées. Néanmoins, dans nos sociétés, on compte une multitude de groupes d'intérêt organisés. On a qu'à penser aux syndicats, aux associations patronales, aux associations professionnelles, aux sociétés fraternelles, aux producteurs agricoles, aux associations de consommateurs, aux amicales, aux regroupements féministes, aux associations de l'âge d'or, aux associations de quartiers et bien d'autres encore. Sur le plan économique, ces groupes n'ont évidemment pas tous le même poids. Par exemple, les associations patronales et syndicales exercent une influence économique plus forte que les amicales ou les associations de quartiers. Une analyse des différents groupes d'intérêt permet de les regrouper en deux catégories selon que l'une ou l'autre des fonctions suivantes s'avère prioritaire pour l'existence du groupe : soit la production de biens et services ayant un caractère de bien public parce que consommé collectivement ou résultant de l'action interdépendante de chacun ; soit la protection et l'amélioration des revenus du groupe. Cette dernière fonction revêt aussi un caractère de bien public car une amélioration de revenus pour un groupe spécifique bénéficie à tous ceux qui appartiennent à ce groupe et cela indépendamment que l'individu ait contribué d'une manière ou d'une autre à l'intervention collective. Nous appelons ces groupes à vocation redistributive des groupes stratégiques. Ils recherchent généralement deux choses : la sécurité économique et l'amélioration de leur niveau de vie. Les associations patronales et syndicales appartiennent à ce groupe et la poursuite de ces deux objectifs façonnent leurs interventions collectives. [135]

---

134 M. Olson (1978), p. 28.

135 Ces groupes stratégiques peuvent également produire des biens et services à l'occasion. D'ailleurs, comme le souligne Olson (1978), certains groupes, outre de s'occuper des revenus de leurs membres, produisent également des biens et services afin d'inciter tous les gens qui bénéficient automatiquement d'une amélioration de revenus à participer activement à l'action collective. Il est évident que les groupes stratégiques dont il est question ici peuvent aussi cumuler d'autres objectifs plus larges de par leur portée sociale. Ainsi, le mouvement syndical au Québec, par exemple, lutte pour des législations visant à améliorer le bien-être de l'ensemble des travailleurs. Toutefois, dans cette analyse, nous nous concentrons sur l'étude des conséquences sur les comportements économiques de la poursuite de ces deux objectifs. Enfin sou-

2. Un éclairage théorique nouveau sur la performance de certaines économies occidentales.

À partir des hypothèses développées plus haut, en peut déduire différentes conséquences concernant le fonctionnement de l'économie. Dans cet exposé, nous nous proposons d'en discuter une, à savoir : *dans une économie de marché en concurrence imparfaite, organisée en groupes stratégiques et fondée sur le laisser-faire, l'organisation économique qui en découle n'est pas efficace*. C'est-à-dire que dans une telle économie, il est possible d'augmenter la production d'un bien sans devoir diminuer la production d'un autre bien.

C'est principalement en raison de l'hypothèse de l'existence de groupes stratégiques qu'il en est ainsi. Précisons toutefois que ce ne sont pas les groupes stratégiques, en soi, qui sont source d'inefficacité ; ceux-ci sont des instruments qui naissent en réaction au fonctionnement de l'organisation économique. Ce sont plutôt les calculs économiques qu'ils adoptent dans un contexte institutionnel donné qui engendrent des situations inefficaces pour la société.

En fait, il y a deux façons pour un groupe stratégique d'atteindre ses objectifs de revenus élevés et stables. Il peut chercher l'amélioration et la sécurité du revenu de ses membres en travaillant pour l'augmentation et la stabilisation du revenu national, mais dans ce cas, il ne peut agir seul. L'amélioration et la stabilisation du revenu à l'échelle nationale nécessite la participation de tous les groupes économiques en raison des interdépendances qui existent entre chacun. Pour adopter cette stratégie, un groupe stratégique doit pouvoir négocier avec les groupes avec lesquels il est en interaction. Un groupe stratégique peut également atteindre ses objectifs en visant une augmentation stable de la fraction du revenu national qui

---

lignons que tel que définis, les groupes stratégiques dont il est question ici, différent des groupes à vocation redistributive d'Olson en ce sens que ceux-ci poursuivent, non seulement une amélioration des revenus, mais aussi la sécurité économique. Personne ne penserait contester l'idée que les groupes stratégiques cherchent à augmenter leur niveau de revenu, mais plusieurs ne reconnaissent pas cette deuxième fonction des organisations qui est la recherche de la sécurité économique. À cet effet même Olson qui a longuement étudié le comportement des groupes néglige de le souligner.

lui revient par des mesures restrictives ou protectionnistes. Dans ce cas, s'il réussit à neutraliser les concurrents éventuels par l'exercice de son pouvoir stratégique ou en faisant passer une réglementation, il n'a pas besoin de la participation des autres groupes. Ces deux stratégies sont donc bien différentes. Les deux génèrent des bénéfices pour le groupe stratégique mais la première sert aussi les intérêts de la société alors que la deuxième risque de diminuer la taille du gâteau.

Or, malheureusement, à l'heure actuelle au Canada et dans bon nombre de pays où l'on favorise la compétition entre les groupes et où on refuse d'encourager un élargissement de la négociation entre les groupes stratégiques, c'est la deuxième stratégie qui prévaut.

3. Des implications au niveau de la gestion économique

S'il est illusoire de chercher à détruire les groupes stratégiques comment une société peut-elle les amener à adopter des comportements qui soient également bénéfiques pour l'ensemble de la société, c'est-à-dire à effectuer des calculs économiques englobants ?

Selon la thèse que nous soutenons dans Le Défi du Plein Emploi, la réponse à cette question implique une redéfinition du rôle de l'État et une redéfinition de l'orientation et de la conduite de la politique économique. Par ailleurs, une solution réaliste à cette question se doit de reconnaître que la poursuite de la sécurité économique dans les sociétés semblables à celle du Canada ne peut se faire qu'à travers la poursuite du plein emploi. Ce n'est qu'à travers la poursuite d'une situation de plein emploi qui soit à la fois efficace et équitable que les groupes stratégiques seront amenés à effectuer des calculs économiques englobants. C'est afin d'étayer cette idée que nous développons dans ce qui suit deux conséquences des hypothèses énoncées plus haut dont les retombées sur le plan de la gestion économique sont éminentes. La première est que la poursuite d'une situation de plein emploi efficace est un bien public et la deuxième soutient que la réalisation de ce

bien public nécessite la participation des groupes stratégiques à travers un processus de négociation dont l'enjeu est la politique économique. [136]

Une situation de plein emploi efficace est un bien public car non seulement une telle situation profite-t-elle à tous les groupes mais, aussi parce qu'elle ne peut provenir de l'action spontanée et unilatérale d'un groupe. C'est en raison des interdépendances économiques importantes qui existent entre les groupes que la poursuite du plein emploi efficace ne peut incomber aux gouvernements ou à un groupe stratégique particulier. Le gouvernement pourrait se transformer en employeur de dernier recours mais dans ce cas, il est fort possible que la production publique qui en résulte ne soit pas nécessairement celle que la société souhaite. Quant aux entreprises privées, on ne peut leur demander de créer les emplois nécessaires à assurer le plein emploi car la logique de leur action n'est pas la création d'emplois mais la poursuite du profit. Les travailleurs, de leur côté, ne peuvent réaliser le plein emploi et ce même s'ils acceptaient des baisses salariales car il est plus que probable que les conséquences déflationnistes d'une telle baisse annulent les effets expansionnistes d'une réduction des coûts. La réalisation d'une situation de plein emploi ne peut être la responsabilité d'un seul groupe ; elle résulte plutôt des actions interdépendantes des groupes et des gouvernements concertées en fonction de cet objectif. *Elle résulte nécessairement de l'adoption par les gouvernements et les groupes stratégiques de calculs économiques englobants.*

La seule façon dont dispose le gouvernement pour amener les groupes stratégiques à modifier leur comportement est de les amener à négocier *des règles qui permettent de maximiser la richesse collective sous contrainte d'atteindre le plein emploi.* Il ne peut pas leur dicter une conduite ; il peut seulement les amener à négocier des ententes mutuellement avantageuses. Or, les seules ententes qui le soient sont celles qui maximisent la richesse collective tout en assurant le plein emploi. L'intérêt premier des travailleurs et autres groupes qui désirent occuper un emploi rémunéré est le plein emploi alors que l'intérêt premier des entreprises est de maximiser leurs revenus. La façon d'amener les entreprises à adopter *un comportement qui maximise l'ensemble des revenus,* c'est de le faire sous contrainte d'atteindre le plein emploi. Par ailleurs, pour convaincre les travailleurs et autres

136 E. Tarantelli (1986) développe des thèses semblables à celle que nous exposons ici.

groupes à abandonner certaines positions parfois défensives et protectionnistes, il faut leur garantir qu'ils bénéficieront d'une richesse collective accrue et cela, en leur assurant qu'ils pourront exercer un emploi rémunéré s'ils le désirent.

Concrètement, les recommandations sur le plan de la gestion économique qui découlent des hypothèses énoncées plus haut sont que, d'une part, le gouvernement prenne un engagement ferme par rapport à l'objectif de plein emploi ; et que, d'autre part, il amène les groupes stratégiques à négocier les mesures et réglementations relatives à l'emploi qui soient conformes à la maximisation de la richesse collective sous contrainte de la poursuite du plein emploi. Le gouvernement prend ainsi l'engagement de réaliser une démocratie économique adaptée au contexte des sociétés industrielles. *La poursuite du plein emploi et l'implantation de la démocratie économique deviennent ainsi des instruments pour la recherche d'une société* plus *efficace et* plus *équitable.*

BIBLIOGRAPHIE

Bellemare, D., Dussault, G. et Poulin-Simon, L. (1985), « Les femmes et l'économie », dans La Commission sur l'égalité en matière d'emploi, *Equality on Employment,* Ottawa.

Bellemare, D. et Poulin-Simon, L. (1983), *Le plein emploi : pourquoi ?,* Les Presses de l'Université du Québec, Labrev (UQAM) et l'Institut de recherche appliquée sur le travail, Montréal.

Bellemare, D. et Poulin-Simon, L. (1996), *Le Défi du Plein Emploi,* Éditions Saint-Martin, Montréal.

Brown, Clair (1983), « Unemployment Theory and Policy, 1946-1980 », *Industrial Relations,* Vol. 22, No. 2, printemps.

Friedman, M. et Savage, L.J. (1984), « The Utility-Analysis of Choices Involving Risks », *The Journal of Political Economy,* Août.

Gouvernement du Canada (1985), Commission royale sur l'union économique et les perspectives de développement du Canada, *Rapport,* volumes un, deux et trois, Ottawa (Rapport Macdonald).

Hahn, Frank (1982) « Reflections on the Invisible Hand », *Lloyds Bank Review,* Avril.

Keynes, J.M. (1975), *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie,* Petite bibliothèque Payot, Paris.

Knight, F.H. (1983), *Risk, Uncertainty and Profit,* Percy Lund Humphries and Co. Ltd, London, 2ième édition.

Lipsey, R. (1981), « The Understanding and Control of Inflation : Is There a Crisis in Macro-Economics ? » *Revue canadienne d'économique*, novembre.

McCallum, Bennett, T. (1980), « The Significance of Rational Expectations Theory », *Challenge,* Janvier-Février.

Mishra, Ramesh (1984), *The Welfare State in Crisis, Social Thought and Social Change,* St-Martin'Press, New York.

Olson, M. (1978), *Logique de l'action collective,* Presses Universitaires de France, Paris.

Olson, M. (1983), *Grandeur et décadence des nations,* Bonnel, Paris.

Piotte, Jean-Marc (1986), « La Polysémie de la participation », *Interventions économiques,* No. 16, hiver.

Rehn, Gösta (1976), « Recent Trends in Western Economics : Needs and Methods for Further Development of Manpower Policy », *Reexamining European Manpower Policies,* National Commission for Manpower Policy, Washington.

Rehn, Gösta. (1985), « La Politique du marché du travail en Suède : le lieu d'une coopération entre le gouvernement et les partenaires sociaux », *Les Stratégies de Reprise*, Bellemare, D. et Saint-Pierre, C., éds., Actes du 3ième colloque de l'Association d'Économie Politique, Éditions Saint-Martin, Montréal.

Tarantelli, Ezio (1986), « The Regulation of Inflation and Unemployment », *Industrial Relations, Vol.* 25, No. 1, Hiver.

Thurow, L.C. (1981), *The Zero-Sum Society,* Penguin Books, New York.

Thurow, L.C. (1984), *Dangerous Currents, the State of Economics,* Random House, New York.

Tobin, James (1983), *Réflexions sur la théorie macro-économique contemporaine,* Economica, Paris.

Wallace, Myles S. (1983-84) « Economic stabilization as a public good : what does it mean ? », *Journal of Post Keynesian Economics,* Vol. VI, No. 2, hiver.

La “Théorie générale” et le keynésianisme

8

Keynes et le problème de l'inflation: les racines du retour à une « saine gestion financière » *

Harold Chorney **

I. INTRODUCTION

Retour à la table des matières

La controverse actuelle au Sujet de l'état des finances publiques n'aurait causé aucune surprise à John Maynard Keynes, car il y a un parallèle troublant entre l'hostilité actuelle envers les déficits financiers et celle qui fut exprimée lors de la grande dépression des années trente. On n'a qu'à lire les rubriques financières des principaux journaux de cette époque pour être frappé par leur similitude avec les opinions exprimées dans des journaux semblables aujourd'hui. Le passage suivant en est un exemple :

> « There is a breaking point in public finance and Canada is not far from it. Before the Canadian budget can be balanced there must be a drastic and painful process of slashing off government departments and services... For years (we) have warned of trouble ahead for Canada if it continued to spend extravagantly through governmental channels... Once the budget is

---

* Traduction de Chantal Chevrier

** Professeur de science politique à l'Université Concordia.

> balanced... confidence will be restored in ourselves, our institutions and our country, capital will come out and seek employment, prices will rise and we shall be better able to meet the rest of our obligations. » [137]

Ce passage est extrait du *Financial Post* de février 1933, alors que le taux de chômage au Canada excédait 19%. Ce qui est remarquable c'est que, à l'exception de la référence à la note d'espoir sur la hausse des prix, ce passage aurait facilement pu être extrait des journaux financiers d'aujourd'hui, ou d'un discours du ministre des Finances. En témoigne le passage suivant, extrait du discours sur le budget du ministre fédéral des Finances, en février 1986 :

> « Ces mesures (de réductions des dépenses) étaient suffisantes pour atteindre notre premier objectif - mettre un terme à la croissance ininterrompue de notre déficit. Cependant, malgré les résultats sans précédent qu'elles avaient permis d'obtenir, ces mesures n'étaient pas suffisantes pour nous assurer que nos déficits annuels continueraient de baisser. Les risques qui planaient sur la poursuite de la croissance n'ont pas disparu, et ils sont trop importants pour qu'on puisse les ignorer... Pour atténuer ces risques et atteindre notre objectif de stabilité financière, j'annonce aujourd'hui de nouvelles mesures de restriction des dépenses publiques... Les réductions de dépenses ne permettent pas, à elles seules, de rétablir l'équilibre de nos finances d'ici la fin de la décennie.
>
> Pour atteindre cet objectif, nous devons commencer à payer en totalité la facture des programmes actuels, plus une partie du fardeau des intérêts accumulés au cours des années passées. » [138]

Cette affirmation a été faite alors que le taux de chômage national atteignait 9, 8%. Le ministre des Finances, M. Wilson, aurait pu utiliser le discours du ministre des Finances de 1932 comme guide. Dans son discours sur le budget d'avril, le

---

137 *The Financial Post,* 4 février 1933, cité dans James McPherson, « Debt Hysteria in the Business Community, 1925-1985 », appendice à H. Chorney, *The Deficit and Public Policy,* texte présenté à la conférence du C.U.P.E., N.U.P.G.E. et P.S.A.C., « Sharing the Future », Ottawa, février 1986, pp. 11-12.

138 Hon. Michael Wilson, ministre des Finances, *Discours du budget,* 26 février 1986, pp. 5-7.

ministre des Finances de l'époque exposa très clairement les arguments en faveur de restrictions, de sacrifices, et d'équilibre budgétaire :

> « This course (of restraint) might result in hardship. It may entail sacrifice. But in the long run it will call for less sacrifice than that which would flow from a policy less courageous. Furthermore, the preservation of our national credit is an indispensable prerequisite to the return of prosperity. » [139]

En effet, ce ne fut pas avant la publication du livre blanc du gouvernement sur le plein-emploi et la reconstruction économique, à la fin de la guerre, que le gouvernement fédéral s'écarta de son engagement dogmatique envers des budgets équilibrés. Aussi tard qu'en 1939, le ministre Fédéral des Finances, après dix années de chômage très élevé, continuait malgré tout à soutenir des arguments en faveur de la prudence budgétaire. Le ministre des Finances Charles Dunning présenta la situation, dans son discours sur le budget, de la manière suivante :

> « Needless to say, I am disappointed to have to contemplate another deficit of this size. I had fervently hoped that this year I would be able to offer the House a balanced budget and as a result be in position to begin the process of reducing debt and taxes... Let no one think that I have changed my mind as to the necessity of a balanced budget... Doubtless, I will remain the target equally of two extreme schools of thought. On the one hand, those who believe that budget balancing is an outworn fetish, that a nation can continue to do what would soon bring an individual to disaster, and on the other hand, those who believe that government expenditures should be ruthlessly slashed regardless of the social distress and the cumulative deflation which would thereby be caused. » [140]

Même après que le ministère des Finances eut adopté certains aspects de la doctrine de Keynes, au début des années quarante, il existait encore des divergences d'opinion substantielles au sujet de la limite du déficit financier possible. Par exemple, l'interprétation de Keynes faite par Abba Lerner dans son ouvrage sur la finance fonctionnelle fut qualifiée de « trop extrémiste » et trop keynésienne par

---

139 Hon. E.N. Rhodes, ministre des Finances, « Discours du budget », 1932, cité dans I. Brecher, *Monetary and Fiscal Thought and Policy in Canada, 1919-39,* University of Toronto Press, Toronto, 1957.

140 Hon. Charles Dunning, ministre des Finances, *Discours du budget,* 1939.

Alex Macleod, du ministère des Finances, lorsqu'il en fit un compte-rendu pour son supérieur Robert Bryce. [141] Ainsi, nous devons comprendre que déjà, au commencement même de « l'ère keynésienne » dans la politique gouvernementale canadienne, la compréhension du rôle du déficit financier était loin d'être parfaite.

En plus des résistances au niveau fédéral, les gouvernements provinciaux étaient encore plus obstinément attachés aux vertus de l'équilibre budgétaire. Les moments difficiles étaient ceux où les gouvernements provinciaux croyaient qu'ils devaient bien ménager leurs ressources, couper leurs dépenses et se serrer la ceinture. Peu de choses ont changé. Le plus récent discours sur le budget du ministre québécois des Finances aurait pu être rédigé dans les années trente :

> « Il faut bien comprendre que lorsqu'un gouvernement fait un déficit, il ne se passe rien de magique. Le problème ne disparaît pas ; il est simplement déplacé dans le temps. Et s'il n'est pas résolu, il s'amplifie d'une année à l'autre... Il est évident que la compression des dépenses n'est pas une mince tâche ni un exercice sans douleur. Pris un à un tous les programmes gouvernementaux sont utiles. Plusieurs sont même indispensables. Il n'en demeure pas moins que nos dépenses publiques... dépassent celles de l'Ontario de 4,700,000,000$ sur une base comparable... En conséquence la pénible tâche des compressions budgétaires devra se poursuivre encore pendant un certains temps. » [142]

Finalement, la doctrine populaire actuelle, qui fait porter le blâme du chômage par les chômeurs et suggère que l'abus de l'assurance-chômage et de l'assistance sociale permet aux individus paresseux d'éviter de travailler, n'a rien de nouveau. Alors que plusieurs économistes néo-classiques habillent cette doctrine des vêtements de la désutilité du travail, du coût d'opportunité du loisir, du coût de recherche d'emploi et du taux de chômage naturel, les mêmes arguments ont virtuellement tous été élaborés à la fin des années vingt et durant les années trente. En effet, les premières pages de la *Théorie générale* s'attaquent directement à l'argument selon lequel le chômage résulte de la mauvaise volonté des travailleurs à accepter des salaires réduits et, en conséquence, qu'ils sont volontairement sans

---

141 *Bryce papers,* ministère des Finances, Archives publiques du Canada, RG 14 D2.

142 Gérard D. Lévesque, ministre des Finances du Québec, *Discours du budget,* mai 1986, pp. 10-11.

emploi à cause de leur évaluation de la désutilité du travail. [143] Cette doctrine était largement répandue parmi les économistes classiques contemporains, dont Keynes cherchait à combattre l'orthodoxie.

Cette doctrine ne se limitait pas non plus aux milieux académiques. Dans les milieux populaires, la doctrine était communément exprimée en des termes suggérant que les chômeurs étaient des pique-assiette vivant du dur travail d'honnêtes citoyens ayant un emploi. Le passage suivant, tiré d'un journal publié à Winnipeg par une association de propriétaires immobiliers et domiciliaires, montre clairement que les citoyens conservateurs partageaient ce point de vue sur le chômage :

« STOP THIS RELIEF RACKEALL CITIZENS SHOULD ASSIST IN EXPOSING FRAUD

There is a growing feeling, amounting now to a certainty that unemployment relief has in many cases developed into a racket. It is the duty of every citizen to see that this situation is remedied. The authorities are doing their best but they are handicapped because people are perhaps loath to give information as it might embarrass them.

This is where your Association can do some worthwhile service. Wherever you come across an instance where fraud... is being practiced... send us details ; sign your name and address ; we will pass on the information to the Relief Department ; but NOTE that we will keep your name in the strictest confidence.

Amongst the many instances of fraud which one hears about are the following :

I. People with money on hand or in receipt of incomes.

2. Those with relatives who could help maintain them.

3. Those who earn sufficiently in temporary employement to maintain themselves.

4. Those who have been offered work but will not take it.

5. Those who misuse vouchers.

---

143 Voir John Maynard Keynes, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, Payot, Paris, 1968, pp. 30-43.

6. Those who do not have the necessary resident qualifications...

There is a mistaken idea that people are ENTITLED to relief. As a matter of fact, there is no LEGAL obligation to hand out the taxpayers' money to anyone ; relief has been and still is being given purely on compassionate grounds. Citizens should remember that when someone asks for and receives relief fraudulently, it is just the same as if that person stopped you on the street, held a gun at your (sic) head, and took your money. » [144]

II. LA THÉORIE QUANTITATIVE DE LA MONNAIE ET LA DOCTRINE DE LA SAINE GESTION FINANCIÈRE

À la lumière de ces remarquables parallèles entre les politiques gouvernementales aussi bien que les doctrines Populaires des années trente et quatre-vingt, il n'est pas surprenant que des parallèles similaires existent au niveau de la théorie économique. On n'a qu'à examiner le débat entre les théoriciens classiques orthodoxes tels que Lionel Robbins, Ludwing Von Mises et Friedrich Von Hayek, d'une part, et John Maynard Keynes, Ralph Hawtrey, Abba Lerner, Nicholas Kaldor et Joan Robinson, d'autre part, pour voir combien la roue de la théorie économique a complètement tourné. Ceux qui doutent du concept d'amnésie sociale et historique n'ont qu'à entreprendre cet exercice pour réviser leur position. Dans la plus grande partie de ce débat, la théorie quantitative de la monnaie a joué un rôle clé. En effet, Keynes a expliqué clairement, dans l'introduction à l'édition française de la *Théorie générale,* qu'une grande partie de la révolution dans sa propre pensée était un processus d'évasion des confins de la théorie quantitative. À cet égard, le travail de Keynes suit un chemin menant d'une relative orthodoxie en termes de théorie quantitative dans le *Traité sur la réforme monétaire* (1923), passant par une restructuration parfois confuse mais généralement créatrice dans le *Traité sur la Monnaie* (1930), jusqu'à la tentative finale d'évasion dans la *Théorie générale.* Déjà dans l'ouvrage de Keynes sur *La monnaie et les* finances *de*

144 Winnipeg Property and Home Owners, *Civic news,* 31 mai 1937, p. 6, Archives publiques du Canada, RG 19 Vol. 2669, filière no. 2.

l'Inde (1913), l'intérêt de Keynes pour le problème de la thésaurisation suggérait la possibilité qu'il développe une orientation alternative à celle de l'orthodoxie de la théorie quantitative. À cet égard, l'importance du travail de Fredrick Lavington sur la thésaurisation, les anticipations et l'absence de demande agrégée suffisante, devrait sans doute être remarquée. [145]

Même dans son traitement plutôt orthodoxe de la théorie quantitative, dans le *Traité* (1923), Keynes reconnut que dans le court ou le moyen terme, par opposition au long terme - c'est alors qu'il utilisa pour la première fois sa célèbre expression « à long terme nous sommes tous morts » (voir le *Traité.* p. 65) - la tendance de la population à détenir de la monnaie était sujette à des variations significatives pouvant altérer l'impact de la théorie quantitative. Ce débat entre les deux écoles rivales reçut une attention considérable durant les années trente. Les parallèles contemporains sont frappants et peuvent être remarqués par un examen détaillé de passages provenant de certains de ces auteurs. En témoigne, par exemple, le passage suivant extrait de l'oeuvre de Ludwig Von Mises :

> « Inflationism is that monetary policy that seeks to increase the quantity of money. Naive inflationism demands an increase in the quantity without suspecting that this would diminish the purchasing power of the money. It wants more money because in its eyes the mere abundance of money is wealth. Fiat-money ! Let the state “create money” and make the poor rich, and free them from the bonds of the capitalist. How foolish to forego the opportunity of making everybody rich, and consequently happy, that the State's right to create money gives it. How wrong to forego it simply because this would run counter to the interests of the rich ! How wicked of the economists to assert that it is not within the power of the state to create wealth by means of the printing press...

---

145 Voir John Maynard Keynes, *Collected Writings,* Macmillan, Londres, StMartin's Press, 1978.

Pour une discussion au sujet de Lavington, voir Don Patinkin, *Keynes's Monetary Thought. A Study of its Development,* Duke University Press, Durham, 1976, pp. 42-43 ; Eprime Eshag, From Marshall to Keynes : *An Essay on the Monetary Theory of the Cambridge School,* Basil Blackwell, Oxford, 1963, p. 108, et aussi Fredrick Lavington, *The English Capital Market,* Methuen, Londres, 1921.

> Depreciation of money (through inflationism) can benefit debtors only when it is unforeseen. If inflationary measures and a reduction of the value of money are expected, then those who lend money will demand higher interest in order to compensate their probable loss of capital, and those who seek loans will be prepared to pay the higher interest because they have a prospect of gaining on capital account. Since it is never possible to foresee the extent of monetary depreciation, creditors in individual cases may suffer losses and debtors make profits, in spite of the higher interest exacted. Nevertheless, in general it will not be possible for any inflationary policy, unless it takes place suddently and unexpectedly to alter the relations between creditor and debtor in favour of the latter by increasing the quantity of money... any appearance of a boom that it creates is an illusion. [146]

Von Mises était le professeur de Von Hayek et son oeuvre fut introduite dans l'économie britannique grâce initialement aux efforts de Lionel Robbins et, plus tard, de Hayek lui-même. Àplusieurs égards, Von Mises développe des notions identiques àcelles de l'école des anticipations rationnelles et, en particulier, du travail de Robert Lucas. En effet, une fois qu'on les a dépouillées de leur bagage mathématique sophistiqué, il est difficile de voir en quoi Lucas et compagnie ont ajouté beaucoup à l'oeuvre de Von Mises.

Le parallèle entre la dernière partie de l'analyse et l'école monétariste des anticipations rationnelles ne prête à aucune équivoque. Ce n'est pas sans raison que ce point de vue est présenté comme « la nouvelle économie classique ». En outre, il est plutôt intrigant de voir que ce retour à l'orthodoxie dans les années quatre-vingt a lieu après l'inflation élevée de la fin des années soixante-dix. Lionel Robbins, dans son introduction à la traduction anglaise de l'oeuvre de Von Mises, souligna « que les grandes inflations de la période de l'immédiate après-guerre (première guerre mondiale) » contribuèrent à engendrer la dépression des années trente. Des passages similaires à celui que j'ai cité de Von Mises peuvent être trouvés dans les oeuvres de Von Hayek et du monétariste américain Irving Fischer. Il n'est pas surprenant de voir que l'hyper-inflation allemande figure dans

---

146 Ludwig Von Mises, *The Theory of Money and Credit,* Jonathan Cape, Londres, 1934, traduit de l'allemand par H.E. Batson avec une introduction de Lionel Robbins, pp. 220-221.

l'oeuvre de ces quatre auteurs. [147] Ainsi, il ne serait pas étonnant qu'une grande partie du retour contemporain à l'orthodoxie classique se produise sur fond de la grande inflation des années soixante-dix. Chacun de ces auteurs convient du fait que les travaux publics ne peuvent être qu'un moyen temporaire pour rétablir la prospérité. Hayek et Robbins sont de puissants avocats de l'explication de la dépression par la rigidité des prix. Hayek argumente vigoureusement contre une intervention excessive pour combattre le cycle, en soutenant que « les fluctuations économiques sont un accompagnement nécessaire du développement accéléré qu'ont connu les pays occidentaux depuis les dernières cent cinquante années ». [148] Robbins, qui devint plus tard le principal adversaire des politiques de Keynes en Grande-Bretagne, soutient, dans son livre *La grande dépression* (1934), que le programme de travaux publics annoncé par Roosevelt, en 1934, pourrait ne pas fonctionner à cause de son potentiel inflationniste :

> « The unbalancing of the Budget and the vast expenditures on public works have an inflationary tendency which may well override the various impediments to enterprise created in other directions and engender an inflationary boom - a boom which... would be likely followed by a deflationary collapse. » [149]

Robbins poursuit en plaidant en faveur d'une décroissance de l'intervention gouvernementale dans l'économie, afin d'éliminer les rigidités qu'il suggère être largement responsables de la dépression. En des mots qui réjouiraient le coeur de plusieurs économistes contemporains, il demande « une limitation plus radicale de l'activité de l'État » :

> « If recovery is to be maintained and future progress assured, there must be a more or less complete reversal of contemporary tendencies of governmental regulation of enterprise. The aim of governmental policy in regard to industry must be to create a field in which the forces of enterpri-

---

147 Voir en plus de l'ouvrage de Von Mises cité plus haut : Irving Fischer, *The Money Illusion,* Adelphi, New-York, 1928 ; F. Von Hayek, *Money, Capital and Fluctuations : Early Essays,* University of Chicago Press, Chicago, 1984 ; Lionel Robbins, *The Great Depression,* Macmillan, Londres, 1934.

148 F. Von Hayek, *Money, Capital and Fluctuations, op.* cit., p. 21.

149 L. Robbins, *The Great Depression,* op. cit., p. 125.

> se and the disposal of resources are once more allowed to be governed by the forces of the market. » [150]

Cette analyse ne semble-t-elle pas extraordinairement moderne. Il suffit de sauter quelques cinquante années pour retrouver des arguments identiques, formulés par les principaux praticiens de la « science lugubre ».

Comment, se fait-il, dès lors, qu'en cinquante ans, à la fois en matière de politiques gouvernementales et de théorie économique, nous soyons revenus sur nos pas ? Peut-être existe-t-il un cycle intellectuel et culturel sous-jacent, similaire au cycle de Kondratieff ? Michael Kalecki a certes prédit un tel résultat dans son essai classique sur le cycle d'affaires politique, publié en 1943. [151]

À mon avis, la clé pour comprendre la recrudescence de ces idées autrefois en faillite réside dans la nature de la révolution de la pensée économique que Keynes tenta d'accomplir dans son oeuvre. Comme la grande inflation des années vingt alimenta l'économie orthodoxe, la grande stagflation des années soixante-dix brisa les reins de la révolution « keynésienne ». Mais cette contre-révolution monétariste [152] n'aurait jamais pu se produire sans la déformation de la théorie développée par Keynes au sujet du problème de l'inflation et de l'impossibilité d'atteindre le plein-emploi sans le développement de pressions inflationnistes dans l'économie.

Malheureusement, l'abâtardissement néo-classique de Keynes a réduit en grande partie le problème de l'inflation à celui de la demande excédentaire. Avec le graphique croisé keynésien que Samuelson popularisa, et l'analyse ISLM introduite par Hicks dans son célèbre article paru dans *Econometrica* en 1937, il devint impossible de comprendre comment l'inflation pouvait survenir pour des raisons structurelles bien avant la réalisation du plein emploi. [153] Il est vrai que les

---

150 Ibid., p. 193.

151 M. Kalecki, « Political Aspects of Full Employment », *dans Selected Essays on the Dynamics of the Capitalist Economy,* Cambridge University Press, Cambridge, 1971.

152 Voir H.G. Johnson, *Inflation : A Monetarist View,* Rowe, Rudd and Co., Londres, 1971 ; *Inflation and the Monetarist Controversy : The de Vries Lectures,* octobre 1971 (mimeo) ; *Macroeconomics and Monetary Theory,* Aldine, Chicago, 1972.

153 Voir Paul Davidson et Eugene Smolensky, *Aggregate Supply and Demand Analysis,* John Hotson, New-York, 1964 ; *Stagflation and the Bastard Keynesians,* University of Waterloo Press, Waterloo, 1980 ; David L. Roberts, « Pa-

contraintes d'offre et les facteurs de pression sur les coûts furent plus tard introduits comme explications possibles de l'inflation par des auteurs tels que Hicks, Samuelson et Ackley, mais l'appareil graphique ne permit pas une telle approche. Hansen a eu le mérite de discuter dans *A Guide to Keynes* de la notion plus complexe qu'avait Keynes du processus inflationniste [154], mais des générations d'étudiants ont appris du Keynésianisme une version qui ignore en grande partie l'incertitude et la spéculation, la nécessité d'une socialisation significative de l'investissement et de la planification et le problème d'une inflation précédant le plein-emploi. Quand la stagflation survint après le choc sur les prix des biens et du pétrole, en 1973, il fut facile de prétendre que le « keynésianisme » n'apportait aucune explication. Une fois le keynésianisme discrédité de cette manière, il était inévitable qu'un retour au monétarisme et aux principes classiques suive rapidement.

La théorie de Keynes sur le processus inflationniste est développée en détail dans le *Traité sur la monnaie.* Mais même dans la *Théorie générale,* dans le chapitre sur les prix, il explique clairement le problème des goulots d'étranglement et leur rôle dans l'alimentation des pressions inflationnistes avant que le plein-emploi ne soit atteint. Je reproduis plus loin un long passage en grande partie parce que je trouve étonnant que tant d'économistes puissent prétendre que Keynes ne pouvait pas expliquer la stagflation. Keynes examine l'impact d'une variation de la quantité de monnaie sur le niveau des prix, par là sur l'unité de salaire et finalement sur le chômage. En premier lieu, il considère le problème sous l'hypothèse stricte et très irréaliste de l'homogénéité et donc de l'interchangeabilité des facteurs en termes de leur efficacité dans la production, et sous des conditions dans lesquelles, à cause de l'existence du chômage, les facteurs acceptent un gel des salaires monétaires :

> « Les rendements sont alors constants et l'unité de salaire est rigide, aussi longtemps qu'il subsiste du chômage. Il s'ensuit que l'accroissement

tinkin, Keynes and Aggregate Supply and Demand Analysis », *History of Political Economy,* vol. 10, hiver 1978, pp. 551-576.

154 Alvin Hansen, *A Guide* Io *Keynes,* McGraw Hill, New-York, 1953, pp. 192-193 ; John Hicks, « Mr. Keynes and the Classics », *Econometrica,* avril 1937 ; John Hicks, *Money, Interest and Wages,* Harvard University Press, Cambridge, 1982 ; G. Ackley *Macroeconomics,* 1962 ; P. Samuelson, *Economics : An Introduction,* McGraw Hill, New-York, 1968.

> de la quantité de monnaie ne produit absolument aucun effet sur les prix tant qu'il reste du chômage et que toute augmentation qui en résulte dans la demande effective se traduit par une augmentation exactement proportionnelle de l'emploi. Aussitôt que le plein-emploi est atteint, ce sont, au contraire, l'unité de salaire et les prix qui s'élèvent dans une mesure exactement proportionnelle à l'augmentation de la demande effective. Par suite, si la production demeure parfaitement élastique tant qu'il subsiste du chômage, et devient parfaitement inélastique dès que le plein-emploi est atteint, si d'autre part la demande effective varie dans la même proportion que la quantité de monnaie, la Théorie Quantitative de la Monnaie peut être énoncée dans les termes suivants : « Tant qu'il existe du chômage, l'emploi varie proportionnellement à la quantité de monnaie ; lorsque le plein emploi est réalisé, les prix varient proportionnellement à la quantité de monnaie. » [155]

De ce passage, on pourrait conclure à tort que Keynes ne pouvait envisager l'apparition de l'inflation qu'après la réalisation du plein-emploi. Mais si on lit la phrase suivante, on réalise que Keynes abandonne ses hypothèses irréalistes sur l'homogénéité et l'interchangeabilité et présente un modèle beaucoup plus réaliste, capable d'expliquer l'existence de l'inflation bien avant la réalisation du plein-emploi.

> « Ayant ainsi sacrifié à l'usage en introduisant assez d'hypothèses simplificatrices pour être à même d'énoncer une Théorie Quantitative de la Monnaie, examinons les diverses complications qui, en fait, peuvent influer sur les événements :
>
> (1) Les variations de la demande effective ne sont pas exactement proportionnelles à celles de la quantité de monnaie.
>
> (2) Les ressources n'étant pas homogènes, les rendements diminuent et ne restent pas constants, lorsque l'emploi augmente.
>
> (3) Les ressources n'étant pas interchangeables, l'offre de certaines richesses devient inélastique alors qu'il reste des ressources inemployées capables de servir à la production d'autres richesses.
>
> (4) L'unité de salaire tend à croître avant que le plein-emploi soit atteint.

---

155 J.M. Keynes, *Théorie générale,* op. cit., pp. 296-97.

(5) Les rémunération des facteurs entrant dans le coût marginal ne varient pas toutes dans la même proportion.

Il faut donc examiner en premier lieu l'effet produit par les variations de la quantité de monnaie sur le montant de la demande effective. Or l'augmentation de la demande effective se traduit en règle générale, partie par l'augmentation de l'emploi et partie par la hausse des prix. Dans la réalité par conséquent les prix, au lieu d'être constants lorsqu'il existe du chômage et d'augmenter proportionnellement à la quantité de monnaie lorsque le plein-emploi est réalisé, montent progressivement à mesure que l'emploi augmente. » [156]

Il est donc clair que Keynes avait dans la *Théorie générale* une théorie du processus inflationniste très différente et beaucoup plus riche que ne l'avaient envisagé la plupart des observateurs. Il ne suffit pas de beaucoup d'imagination théorique pour synthétiser la notion keynésienne de goulots d'étranglement de Keynes liés à la non-homogénéité et à l'inélasticité de l'offre et les notions modernes de formation des prix oligopolistiques sur la base des coûts pour développer une explication de la stagflation contemporaine. Cette synthèse devient encore plus riche lorsqu'elle tient compte du rôle des statuts individuels en tant que moteurs des poussées inflationnistes, à travers la concurrence pour les revenus relatifs. De même, des hausses de taxes peuvent contribuer au processus, dans certains cas. Si c'était tout ce que Keynes avait écrit sur l'inflation, on aurait quand même le fondement d'une théorie virtuelle de la stagflation.

En fait, comme le savent bien certains spécialistes de Keynes, son précédent ouvrage, le *Traité sur la monnaie,* contenait une analyse plus élaborée du processus inflationniste en termes de relation entre coûts salariaux, profits et différences entre l'épargne prévue et l'investissement. Les équations fondamentales du *Traité* et leur élaboration dans le contexte de la théorie quantitative de la monnaie établirent nettement le lien entre le processus inflationniste et les caractéristiques structurelles du processus productif. Ces équations sont les suivantes :

---

156 Ibid., p. 297.

$$P = WI + \frac{I' - S}{R}$$

$$Pi = WI = \frac{I - S}{O}$$

et

$$P = WI = \frac{Q1}{R}$$

$$Pi = WI = \frac{Q}{O}$$

où P = niveau des prix des biens de consommation liquides*

Wi = taux de salaire par unité de production

I = valeur de la production de nouveaux investissements

I' = coût de la production de nouveaux investissements

R = volume physique des nouveaux biens d'investissement

Pi = niveau des prix de la production totale i.e. investissement de capital et biens de consommation liquides *

O = production totale de biens en terme de ces unités dans une unité de temps salarié

S = montant de l'épargne définie comme la somme des différences entre les revenus monétaires des individus et leurs dépenses monétaires en consommation courante (où les revenues incluent le profit normal de l'entrepreneur mais pas le profit exceptionnel)

---

* Keynes appelle production liquide ou disponible le flux de biens et services disponibles pour une consommation immédiate.

Q = *montant* du profit sur la vente de biens de consommation et d'investissement, où les profits sont définis comme la différence entre la rémunération effective des entrepreneurs pour la vente de la production et leur rémunération normale.

QI = profits exceptionnels, au sens décrit ci-haut, sur la vente de biens de consommation. [157]

Il ressort clairement de ces équations, quels que soient leur caractère tautologique et leur inaptitude à affronter directement le dilemme du chômage, qu'elles constituent un outil puissant pour analyser le processus de l'inflation. Car, d'après celles-ci, l'inflation peut survenir comme conséquence de trois facteurs, dont aucun n'est relié à une situation de demande excédentaire. Ces facteurs sont la pression des salaires, la pression des profits et les déséquilibres entre l'épargne et l'investissement. En d'autres mots, à moins qu'il n'y ait un degré significatif de planification et de coordination du processus d'investissement, il est probable que des goulots d'étranglement structurels se manifestent, lesquels peuvent créer des conditions inflationnistes. [158] La grande stagflation du début des années soixante-dix peut ainsi être expliquée par les chocs sur les prix causés par le cartel pétrolier, combinés à l'application erronée de politiques monétaristes qui exacerbèrent les goulots d'étranglement. En tous cas, la période effective de stagflation ne dura que cinq ou six ans, pour ensuite dégénérer en problème plus classique de stagnation. Le processus global par lequel le plein-emploi dégénère en stagflation puis ensuite en stagnation peut aussi être compris à la lumière du brillant exposé de Kalecki sur la difficulté politique de maintenir le plein-emploi une fois que l'inflation commence à redistribuer les parts du revenu à l'encontre des intérêts des rentiers. [159]

L'analyse originale que propose Keynes du processus inflationniste nous aide à comprendre pourquoi des auteurs tels que John Hicks n'apportent rien de vrai-

---

157 J.M. Keynes, *The Treatise on Money, vol. 1, The Pure Theory of Money,* pp. 123-139.

158 lbid., p. 135. Voir aussi M. Seccareccia, « The Fundamental Macroeconomic Link Between Investment Activity, the Structure of Employment and Price Changes : A Theoretical and Empirical Analysis », *Économie et sociétés, Sénex : Monnaie et production,* 1984.

159 M. Kalecki, « Political Aspects of Full Employment », op. cit.

ment nouveau dans leur critique de la rigidité et de la flexibilité des prix. Keynes lui-même comprit que cela faisait partie intégrante de la structure de prix d'une économie capitaliste. Il expliqua que la formulation de son argumentation, telle que présentée dans la *Théorie générale,* était une façon d'échapper aux limites de la théorie quantitative de la monnaie. Il dit précisément ceci dans l'introduction à l'édition française de ce volume :

> « L'analyse suivante montre comment nous avons fini par échapper aux confusions de la Théorie Quantitative, qui nous avait autrefois induit en erreur. Nous considérons que le niveau général des prix et les prix individuels sont déterminés d'une façon strictement identique, c'est-à-dire qu'ils dépendent de l'offre et de la demande. L'état de la technique, le niveau des salaires, l'importance de l'outillage et de la main-d'oeuvre inemployés ainsi que la situation des marchés et de la concurrence déterminent les conditions de l'offre pour les produits individuels comme pour l'ensemble des produits. Les décisions des entrepreneurs, qui procurent des revenus aux producteurs individuels, et les décisions de ces individus en ce qui concerne l'emploi de ces revenus déterminent les conditions de la demande. Et les prix - tant les prix individuels que le niveau général apparaissent comme la résultante de ces deux facteurs. » [160]

Alors que Keynes n'a peut-être pas résolu d'une manière totalement satisfaisante les mystères du processus de création des prix, sa rupture avec la théorie quantitative est décisive pour la signification de son oeuvre. Car, une fois admise la légitimité de la théorie quantitative comme explication du processus d'inflation, la doctrine de la gestion financière saine suit logiquement aussitôt. Nous pouvons voir comment cette pente est glissante en examinant simplement l'opinion professionnelle actuelle face aux déficits du secteur public. Durant les années quarante, Abba Lerner, un des plus brillants étudiants de Keynes, tenta de détruire les vestiges de la gestion financière saine à l'aide de son ouvrage sur la finance fonctionnelle. En dépit du fait qu'il bénéficiait du support de Keynes, il fut finalement incapable de convaincre la majorité de l'opinion professionnelle du caractère insensé de l'approche de la gestion financière saine. [161] Ce fut cette incapacité à

---

160 J.M. Keynes, *Théorie générale, op.* cit., pp. 7-8.

161 Voir Abba Lerner, *Economics of Employment,* McGraw Hill, New-York, 1951 ; *Everybody's Business,* Michigan University Press, 1961 ; *The Economics of Control,* Macmillan, New-York, 1944 ; « Functional Finance and the

détacher les décideurs politiques des notions de saine finance qui, en fin de compte, pava la voie de la destruction du consensus keynésien.

Encore une fois, dans l'histoire des doctrines économiques, nous somme confrontés à la nécessité de mener un autre combat dans la guerre, vieille de plus de deux cents ans, contre les banquiers et leurs alliés. [162] Pour avoir une chance de réussir, nous devrons faire une nouvelle synthèse des divers ingrédients de l'analyse post-keynésienne de l'économie capitaliste actuelle. Ceux-ci comprennent un nouvel examen approfondi des mouvements internationaux spéculatifs de capitaux impliqués dans l'arbitrage, du rôle de l'incertitude dans l'investissement, une meilleure compréhension de l'impact des déséquilibres budgétaires - ici, le développement d'un langage conceptuel moins sujet à la déformation par les média est essentiel - un modèle réaliste de l'impact des oligopoles sur les prix, l'emploi et les décisions de production, et une reformulation de la réfutation de la théorie quantitative de la monnaie. Tout cela devra être situé dans le contexte d'une analyse politique et culturelle du capitalisme contemporain, en faisant ressortir les problèmes de bureaucratie et « intérêt des classes sociales.

Cela peut sembler une tâche décourageante, sinon impossible. Mais, à moins qu'elle ne soit entreprise, nous serons condamnés à répéter plusieurs des erreurs de la Grande dépression - y compris la menace d'un gouvernement autoritaire. Ce fut la grande réalisation de Keynes que d'avoir répondu à la crise de son temps. Nous ne pouvons être guidés par un meilleur instinct.

Federal Debt », *Social Research,* vol. 10, février 1943, pp. 38-51 ; voir aussi David Colander, « Was Keynes a Keynesian or a Lernerian », *Journal of Economic Literature,* vol. XXII, décembre 1984, pp. 1572-1575.

[162] Charles Kindleberger, *Keynesianism vs Monetarism,* George Allen and Unwin, London, 1985.

La “Théorie générale” et le keynésianisme

9

Pourquoi faut-il recommander la lecture de Keynes de préférence à celle de Marx et Friedman aux chefs syndicaux

Marc Lavoie *

Retour à la table des matières

La lecture de la *Théorie générale* de Keynes est pour moi une joie sans cesse renouvelée car j'y trouve toujours quelque réconfort. Je peux toujours y découvrir une phrase qui contredise les affirmations de l'un ou l'autre de mes collègues, ou je peux en extirper un passage qui favorise mes convictions théoriques. La *Théorie générale* constitue un foisonnement d'idées, qui sont imbriquées plus ou moins solidement les unes aux autres. Bien que n'ayant pas la prétention de pouvoir pointer du doigt l'idée qui est la plus fondamentale dans la *Théorie générale*, je voudrais souligner le principe de la demande effective, qui me semble être l'un des concepts fondamentaux de cet ouvrage. [163]

J'associe le principe de la demande effective à l'existence du chômage involontaire. Il s'agit pour moi d'un chômage qui ne peut pas être éliminé par la baisse du taux de salaire nominal ou réel. Si la théorie représentée par Keynes en 1936 a

---

* Professeur de sciences économiques à l'Université d’Ottawa.

163 J'ai tenté ailleurs de distinguer les aspects fondamentaux, les outils, et les déficiences de la *Théorie Générale* [Lavoie, 1985].

quelque mérite scientifique, il faut qu'elle puisse se démarquer de la théorie néoclassique traditionnelle. Edmond Malinvaud [1977] a tenté, il y a dix ans maintenant, de réconcilier les partisans de Keynes et ceux de la théorie néoclassique. Je veux, dans les quelques pages qui suivent, rapporter et analyser les vues de trois groupes d'économistes sur la question du salaire réel et du chômage involontaire. Ces trois groupes sont les néoclassiques, les post-keynésiens, et les néo-radicaux. Selon le public, les idées des uns ou des autres paraîtront trop familières. Je m'en excuse d'avance.

Aux théories défendues par ces différents groupes correspondront des implications de politique économique bien différentes. Celles-ci seront évoquées dans leurs grandes lignes. D'autres questions pratiques, de productivité et d'inflation, seront également traitées en deuxième partie, en comparant l'approche de ces trois groupes de théoriciens.

I. LA THÉORIE DU CHÔMAGE

1. Les néoclassiques

Quelle que soit la branche choisie par les partisans de la synthèse néoclassique, Malinvaud et ses collègues des équilibres à prix fixes mis à part momentanément, les économistes néoclassiques ont tous une particularité en commun : ils sont persuadés que si chômage il y a c'est parce que le taux de salaire réel est trop élevé. Si l'on tient compte des autres aspects de la théorie dominante, on peut dire que la théorie néoclassique actuelle représente un triomphe total pour Milton Friedman. Les économistes néoclassiques devraient s'appeler néo-Friedmaniens puisqu'ils ont repris à leur compte les concepts que Friedman avait eu tant de mal à imposer àl'establishment keynésien de l'après-guerre : fondements microéconomiques, fonctions augmentées des anticipations, considération des prix d'équilibre, explication monétaire de l'inflation. Qu'il s'agisse des keynésiens éclectiques, des monétaristes, des nouveaux classiques ou des nouveaux keynésiens, tous se reconnaissent davantage d'affinités avec Friedman qu'avec Keynes [Ascah, 1984].

Le meilleur représentant de Friedman au Canada est sans doute Michael Parkin. Comme il le reconnaît lui-même, la *Théorie générale* lui est apparue obscure jusqu'à la lecture de l'article de Hicks de 1937 [Parkin, 1982, p. 274]. Selon Parkin (et les néoclassiques en général), la contribution de Keynes a été de supposer que le taux de salaire réel ne s'ajuste pas rapidement à son niveau d'équilibre dans le cas où il se forme une offre excédentaire de travail [ibid, p. 201]. Le taux de salaire est rigide à la baisse. Le salaire réel est trop élevé. La baisse du taux de salaire réel permettrait la résorption du chômage. En ce sens, le chômage n'est pas vraiment volontaire. [164]

La version modernisée de cet argument est grandement identique. Il y a chômage lorsque le taux de salaire d'équilibre anticipé par les travailleurs est supérieur au taux de salaire d'équilibre. La seule différence entre nouveaux classiques et nouveaux keynésiens c'est que les premiers pensent que les ménages restent tout de même sur leur courbe d'offre de travail, tandis que les seconds croient que les ménages s'en sont momentanément écartés (à cause de contrats qui rigidifient le salaire nominal). La solution au chômage reste la baisse du salaire attendu par les travailleurs. Le chômage est encore volontaire. À cause d'anticipations erronées, les travailleurs se retirent du marché du travail, ce qui provoque la baisse de la production et l'apparition d'un chômage statistique. S'il y a chômage, c'est encore à cause des exigences trop grandes des travailleurs ou de leurs représentants syndicaux.

Plus récemment, Malinvaud [1982] a présenté une version dynamisée du chômage néoclassique. Dans son modèle, si une hausse du salaire réel a un impact favorable sur le taux d'utilisation de la capacité et donc sur l'investissement de capacité et sur l'emploi, cet effet n'est que de court terme. La hausse du salaire implique un effet de substitution qui incite un investissement de remplacement, qui réduit les besoins en main-d'oeuvre par unité d'output. Sous certaines conditions, la capacité productive deviendra insuffisante pour assurer le plein emploi de

---

164 On peut attribuer à Keynes lui-même la responsabilité de l'absorption de ses idées hétérodoxes par la synthèse néoclassique. Comme le relève J.J. Gislain dans sa contribution pour ce volume, Keynes avait conservé de nombreux éléments de la théorie traditionnelle dans sa « généralisation » de la théorie de l'emploi.

la main d'oeuvre à long terme. Encore une fois, le chômage résulte d'un salaire réel trop élevé.

2. Les post-keynésiens

Les économistes post-keynésiens sont ceux que l'on peut rapprocher de l'École de Cambridge (Robinson, Kaldor), et qui se sont donnés pour mandat de développer les idées hétérodoxes de Keynes, principalement celles fondées sur le concept d'économie monétaire de production. Tandis que la fonction de demande de travail néoclassique, relation inverse entre travail demandé et taux de salaire réel, résultait de l'application de l'hypothèse de la maximisation du profit à une fonction de production agrégée traditionnelle, les post-keynésiens récusent généralement l'existence de cette fonction traditionnelle.

Selon les post-keynésiens, la plupart des entreprises disposent de capacité excédentaire et produisent à coûts marginaux constants et à coûts moyens décroissants [Asimakopulos, 1975 ; Eichner, 1976, p. 48]. C'est aussi ce que Keynes reconnaissait en 1939 [1973, p. 407]. Sous ces conditions techniques, les entreprises maximiseraient leurs profits si elles produisaient à pleine capacité. Or nous savons qu'il n'en est rien. Ce sont donc d'autres préoccupations, stratégiques, financières, de long terme, qui règlent la fixation des prix. Il suit que dans le modèle de l'entreprise post-keynésienne, c'est la demande qui fixe l'output ou le taux d'utilisation de la capacité, indépendamment des conditions de coûts, contrairement à ce qui se passe dans la firme néoclassique.

La contrepartie macroéconomique de cette analyse c'est que la demande effective est souveraine. Tandis que dans l'analyse néoclassique le niveau de l'emploi est principalement déterminé du côté de l'offre via la fonction de production et la comparaison du salaire à la valeur du produit marginal du travail, dans l'analyse post-keynésienne l'emploi dépend uniquement de la demande globale. Ceci est vrai, à la fois pour le secteur des biens de consommation et celui des biens d'investissement. C'est la demande qui régit les quantités qui seront offertes par l'un et l'autre des deux secteurs. S'il y a chômage c'est parce que la demande globale est insuffisante, et non parce que le taux de salaire réel est trop élevé. En fait, avec des propensions à épargner différenciées selon la provenance du revenu, c'est-à-

dire en postulant que la propension à épargner les salaires est nulle ou plus faible que celle à épargner les profits, on démontre qu'une augmentation du taux de salaire réel conduit à une augmentation de la production et de l'emploi. S'il y a chômage, ce ne peut être parce que le taux de salaire réel est trop élevé [Lavoie, 1986].

Ce chômage par insuffisance de la demande n'est évidemment pas le monopole des post-keynésiens. Les théoriciens dits du déséquilibre, comme Malinvaud ou Benassy [1984], discutent de la contrainte de la demande effective. Selon eux, les entreprises ne se trouvent parfois pas sur leur courbe de demande de travail, à cause de la rigidité des prix et des salaires. Chez Marx, la contrainte de la demande effective est illustrée par le problème de la réalisation du profit, lequel problème est fréquemment mentionné ou étudié par plusieurs auteurs marxistes prestigieux, tels Sweezy et Steindl, ou plus récemment Sherman [1986].

3. Les néo-radicaux

Contrairement à leurs collègues marxistes préoccupés par la contrainte de réalisation du profit, les économistes néo-radicaux s'intéressent surtout au côté de l'offre. C'est ce que Marx appelait la crise dans la production de la plus-value. Par néo-radicaux, j'entends les économistes marxistes (surtout américains) qui expliquent les fluctuations économiques par l'évolution du pouvoir économique relatif des travailleurs et des capitalistes. Ces économistes sont rassemblés autour de David M. Gordon, Samuel Bowles et Thomas E. Weisskopf. On peut aussi noter les travaux de Boddy et Crotty [1975], et M. Naples [1986]. L'impact des trois premiers nommés est assez important puisqu'ils utilisent les mêmes méthodes économétriques que leurs collègues néoclassiques, qu'ils proviennent des mêmes universités prestigieuses, et qu'ils publient parfois dans les revues scientifiques traditionnelles. De par leur statut, leur influence est grande à l'intérieur et à l'extérieur des cercles des radicaux de gauche.

Comme Marx, les néo-radicaux s'intéressent à la lutte des classes, en particulier la lutte qui entoure la détermination du taux de salaire réel et la part des salaires dans le revenu national. Suite à leur étude des cycles économiques aux États-Unis, où ils découvrent que le taux de profit et la part des profits diminuent avant

le sommet, les néo-radicaux concluent que c'est la baisse de la profitabilité du capital, due à une lutte plus intense et plus efficace de la part des travailleurs, qui engendre la fin de l'expansion économique [Boddy et Crotty, 1975, p. 51. [165] On retrouve là l'une des contradictions du capitalisme : ce sont les succès du capitalisme et l'expansion de plein emploi qui engendrent les récessions et le chômage. Dans ce diagnostic, les rapports de force économiques et politiques, les comportements sociaux et psychologiques, les relations conflictuelles sont jugés essentiels.

Selon les économistes néo-radicaux une expansion continue avec plein emploi engendre une situation qui est de plus en plus favorable aux travailleurs et de moins en moins favorable aux entreprises. Plusieurs effets sont à noter. Selon les néo-radicaux, c'est la crainte du chômage et le coût économique qui est lui associé qui sont le garant de la discipline au travail. Lorsque la valeur espérée du coût de la perte d'emploi diminue, le nombre de grèves et l'absentéisme augmentent tandis que la qualité ou la cadence du travail diminue. L'effet est cependant inversé lorsque le taux de croissance du pouvoir d'achat des travailleurs est rapide ou si les conditions de travail satisfont davantage le travailleur. L'approche néo-radicale de l'emploi, bien qu'elle se rapproche de l'approche néoclassique, en est cependant différente. Comme c'est le cas de *l'homo économicus* néoclassique, l'offre de travail du travailleur néo-radical est sensible aux variations de la protection sociale et du taux de rémunération du travail. Mais tandis que dans le modèle néoclassique ces variations induisent un retrait temporaire du marché du travail et un changement du taux de chômage naturel ou du taux de chômage statistique, dans le modèle néo-radical le travailleur ne prend pas une décision du type « tout ou

---

165 C'est une conclusion que l'on peut évidemment critiquer. Ce qui semble le plus pertinent dans le cycle d'affaires, ce n'est pas le point de retournement de l'activité économique (le sommet), mais plutôt le point d'inflexion (le moment où le taux de croissance diminue). Que la part des profits diminue avant le sommet ne nous empêche pas de soutenir que cette baisse a été provoquée par la baisse antérieure du taux de croissance. C'est cette dernière baisse qu'il serait intéressant d'expliquer. Malheureusement, dans la réalité, il est assez difficile d'identifier sans équivoque les points d'inflexion ou de retournement d'un cycle.

rien » ; il réduit simplement son effort ou ses heures de travail effectives sur le lieu de travail. [166] L'approche néo-radicale paraît la plus réaliste.

D'autre part, en l'absence de contrôles de revenus, les périodes de plein emploi conduisent à des hausses des salaires nominaux et réels. En l'absence d'une armée de réserve, le pouvoir de négociation accru des travailleurs leur permet de s'accaparer d'une part plus grande du revenu. De plus, au niveau politique, les citoyens réussissent à imposer de coûteuses contraintes aux entreprises, par l'intermédiaire de la législation gouvernementale, pour les programmes sociaux ou d'environnement par exemple.

On peut résumer en disant que dans la théorie néo-radicale, il y a chômage parce que les salaires réels sont trop élevés et que ceci nuit à la profitabilité des entreprises. Le profit est comprimé par la réduction de l'effort de travail et par la capacité des ménages travailleurs à extorquer des entreprises des concessions salariales ou autres (conditions de travail, etc.), directement ou par les gouvernements. Selon les néo-radicaux, il n'y a que deux issues à la crise. La première est d'accepter l'accroissement (planifié ou spontané) du taux de chômage qui rétablira la discipline chez ceux qui détiennent encore un emploi, tout en réduisant leur salaire réel afin de rétablir la profitabilité des entreprises. C'est la sortie par la droite. La seconde sortie de la crise, c'est la suppression du capitalisme, c'est-à-dire des relations de travail non-hiérarchisées, liées à une activité économique qui ne soit pas tributaire de la notion de profitabilité.

C'est une sortie peu réaliste dans les temps présents. [167]

---

[166] Là-dessus Michael Parkin se révèle être un vrai néo-radical. Lorsqu'il traite des travailleurs en général, Parkin souligne la rationalité d'un choix « tout ou rien » (travailleur ou chômeur) [1982, p. 118]. Mais lorsqu'il est question d'une baisse de son propre salaire, Parkin note qu'il « cherchera à maximiser son utilité en changeant la qualité ou la quantité de travail qu'il offre afin d'égaliser la désutilité marginale du travail au salaire payé » [1982, p. 501].

[167] Une troisième sortie, préambule à la seconde, est proposée dans un document de politique [Bowles et al., 1984], comme on le verra en conclusion.

II. ÉCONOMIE POLITIQUE COMPARÉE

1. Les fluctuations économiques

De laquelle des trois théories présentées ci-dessus les chefs syndicaux devraient-ils s'inspirer dans leurs revendications, plus spécifiquement lorsqu'il leur arrive de négocier à une échelle quasi-nationale ? Je vais tout d'abord considérer la question sous l'angle de la théorie du chômage. Il est clair que la théorie néoclassique est intenable. Dans cette théorie, l'impact macroéconomique des syndicats est inexistant si ceux-ci n'influencent pas à la hausse l'ensemble de la structure salariale, et dans le cas contraire les syndicats sont alors la cause du chômage. Les pressions syndicales en faveur de salaires réels ou de salaires minimums plus élevés entraînent l'apparition d'un chômage de rigidité, tandis que les pressions en faveur de programmes sociaux (l'assurance chômage) offrant une couverture plus universelle et plus substantielle conduisent à un accroissement du chômage naturel. Dans le cas où les syndicats n'ont pas d'impact macroéconomique, les économistes néoclassiques les rendent responsables des salaires anormalement bas existant dans les secteurs non syndiqués et conduisant à la segmentation du marché du travail.

La théorie néo-radicale contient des implications similaires. Selon les « marxistes de l'offre », la lutte syndicale a un impact important sur le pouvoir d'achat des travailleurs et la part des salaires dans le revenu national. Cependant, lorsque l'économie est au plein emploi ou qu'elle a connu une période substantielle sans accroissement du taux de chômage, les syndicats et leurs travailleurs deviennent trop puissants. Cette force de négociation de la part des travailleurs s'exprime de deux côtés à la fois. D'une part les travailleurs peuvent réussir à extorquer une rémunération salariale et des avantages sociaux grandissants, dont l'ensemble constitue la hausse du salaire réel. Mais de plus l'intensité de l'effort au travail, *ceteris paribus,* est à la baisse, ce qui suscite une baisse de la productivité. Ces deux effets combinés entraînent un étranglement du taux de profit et de la part des profits des entreprises capitalistes. Cette baisse de la profitabilité provoque une

chute spontanée de l'investissement et mène éventuellement au chômage et à la récession.

Cette vision du fonctionnement du système capitaliste inspirée par Marx n'est certes pas très inspirante pour les chefs syndicaux. Comme le dit l'une des partisanes de l'approche néo-radicale, « pour Bowles *et al.,* ... la force des travailleurs et la faiblesse des capitalistes sont la cause sociale fondamentale de la crise » [Naples, 1986, p. 128]. S'il *y a* récession, c'est parce que les travailleurs sont trop bien organisés et trop exigeants dans leurs revendications, et c'est parce que les travailleurs ne fournissent pas l'effort pour lequel ils avaient été initialement engagés. Dans les deux cas, ce type d'analyse semble justifier les analyses des idéologues de droite qui attribuent aux syndicats tous les maux de nos sociétés et qui réclament leur démantèlement ou leur interdiction. Sans syndicats pour réclamer des hausses de salaires inconsidérées et sans syndicats pour protéger le sabotage ou l'absentéisme, les entreprises retrouveraient leur profitabilité et elles seraient incitées à investir.

Il est d'ailleurs quelque peu ironique de constater que lorsque Bowles et al. caractérisent la théorie économique orthodoxe, il devient difficile de la différencier de la théorie néo-radicale. Selon Bowles et al. [1984, p. 3-4], la logique de l'économique dominante serait la suivante : il existe un manque de capital ; il faut donc redistribuer le revenu des salaires vers les profits afin d'accroître l'épargne et permettre l'investissement ; pour ce faire, il faut créer du chômage et conserver la menace du sous-emploi afin d'aider les entreprises à bien contrôler la main-d'oeuvre et hausser leur profitabilité. On notera la ressemblance avec le modèle à long terme de Malinvaud [1982].

Dans la version néo-radicale spécifique à Boddy et Crotty [1975, p. 10], la récession due au manque de profitabilité n'est pas spontanée. Elle est planifiée par les entreprises, et par le gouvernement dont l'objectif est la maximisation du profit de celles-ci. À ceux qui objecteraient que la récession diminue encore davantage la rentabilité des entreprises, Boddy et Crotty répondent que la profitabilité des entreprises est plus élevée au cours d'un cycle d'affaires complet que si l'économie restait toujours au plein emploi, car dans ce dernier cas, le pouvoir de négociation des capitalistes et l'intensité au travail des travailleurs seraient trop faibles. On en revient toujours au même point : c'est le manque de modération des travailleurs et de leurs chefs syndicaux qui empêchent un plein emploi soutenu en économie

capitaliste. Il est à remarquer que l'argumentation de Boddy et Crotty, bien qu'elle ressemble àcelle proposé par Kalecki en 1943 pour prédire les « cycles d'économie politique », est cependant bien différente. Pour Kalecki [1971, p. 138-141], une économie de plein emploi engendre les plus hauts profits possibles pour la classe des gens d'affaires, mais celle-ci préfère la « discipline » aux profits. Quant à Bowles et al., il semble que pour eux les entreprises n'investissent que lorsque la *part* des profits est élevée, quelque soit le niveau absolu des profits. Une politique d'austérité planifiée n'est valable que si elle permet de restaurer des taux d'utilisation normaux de la capacité [1986, p. 1561.

L'explication d'inspiration post-keynésienne du chômage me semble beaucoup plus compatible avec les thèses que voudraient défendre des chefs syndicaux. Keynes lui-même écrit que la détermination du salaire réel macroéconomique se faisait à l'extérieur du marché du travail [1973, p. 14]. Selon les cambridgiens, le taux de salaire réel moyen est déterminé par les coefficients techniques de production, le taux de croissance de l'économie et la propension à épargner sur les profits, cette dernière n'étant pas indépendante de la façon dont les profits sont répartis entre rétentions et dividendes ou intérêts. La plupart des marxistes récusent cette approche plus technocratique de la répartition, qu'ils assimilent à un fétichisme [Roosevelt, 1980]. Dans la théorie post-keynésienne, il est vrai que les syndicats n'ont pas d'impact direct sur le taux de salaire réel à *taux d'utilisation donné de la capacité.* Mais une hausse du salaire réel y est compatible avec une hausse de l'emploi, du taux d'utilisation, et des profits, même si elle entraîne une baisse de la part des profits. Tant que le salaire réel reste inférieur au produit physique marginal, et contrairement à ce qui se passe dans le modèle classico-keynésien de Malinvaud, le salaire réel ne peut jamais être trop élevé. D'un point de vue macroéconomique les coûts des programmes sociaux sont nécessairement assumés par les travailleurs. S'il y a réduction de la profitabilité des entreprises, ce ne peut être *généralement* à cause du manque de modération ou de motivation des travailleurs. [168] Les causes doivent plutôt se trouver du côté de la demande (baisse de l'investissement, changement de variables de répartition, déficit de la balan-

[168] Il est vrai que les taux élevés d'absentéisme dans certaines industries (l'automobile, le service postal) pourraient ébranler cette croyance mais quelques spécialistes concluent que la motivation au travail n'a pas diminué [Hedges, 1983].

ce commerciale induit par la hausse des revenus) ou vers les aspects techniques (hausse du prix du pétrole, introduction difficile des innovations technologiques).

2. Le rôle de l'inflation

Le chômage n'est cependant pas le seul sujet de préoccupation de la politique économique. L'inflation a été au coeur des discussions au cours des dernières années. Sur ce sujet, la position initiale des économistes orthodoxes est extrêmement séduisante puisqu'elle exonère de tout blâme les chefs syndicaux. Friedman et maintenant la synthèse néoclassique attribuent l'inflation au taux de croissance excédentaire de l'offre de monnaie fournie par les hauts-fonctionnaires de la banque centrale. Il faut dire que cette position a aussi longtemps été celle des économistes de gauche, et on peut comprendre que les chefs syndicaux aient longtemps flirté avec les économistes de droite sur le sujet de l'inflation. Encore maintenant certains marxistes ont une vision du processus monétaire inflationniste qui me semble trop proche de celle des monétaristes [Loranger, 1984].

L'inflation chez Friedman [1977] mène cependant à une hausse du taux de chômage naturel, et à ce titre est un phénomène qui engendre l'inefficacité. Il faut donc généralement lutter contre l'inflation, quitte à en subir quelques coûts temporaires sous forme de chômage cyclique. Ce chômage est en fait attribué par les monétaristes à la lenteur des travailleurs et de leurs syndicats à percevoir et comprendre les politiques monétaires restrictives du gouvernement. On en revient à ce qui a été discuté dans la première partie : la théorie orthodoxe n'est guère favorable aux chefs syndicaux.

Les économistes néo-radicaux ne proposent pas explicitement une explication de l'inflation. Le phénomène inflationniste est cependant parfois discuté. De façon générale on peut dire que les néo-radicaux associent l'inflation à une forme de rareté généralisée. Les périodes prolongées de demande globale élevée engendrent des hausses du prix des matières premières et des salaires. Le pouvoir de négociation accru des fournisseurs de matières premières et de travail est le pendant, chez les néo-radicaux, de la demande excédentaire des néoclassiques [Weisskopf, Bowles et Gordon, 1985, p. 277].

Les implications de l'analyse néo-radicale, pour ce qui est du problème de l'inflation, sont à la fois favorables et embarrassantes pour un chef syndical. Il ressort de cette analyse que les travailleurs et leurs syndicats sont capables de négocier des augmentations de salaire *que les entreprises ne peuvent pas complètement répercuter sur les prix.* Mais on en déduit aussi que ce sont les hausses salariales réclamées par les syndicats qui sont principalement responsables des hausses du prix. Dans l'analyse néo-radicale, les entreprises ne contrôlent pas les prix, du moins en période d'expansion. Ce sont les syndicats qui dominent la fixation des salaires nominaux et des salaires réels. On est loin du capitalisme monopoliste de Baran et Sweezy [1966]. La principale raison avancée est la concurrence étrangère. Les entreprises n'oseraient récupérer leurs coûts par crainte de perdre leurs marchés.

On en conclut qu'un mouvement syndical puissant ne bénéficie qu'à court terme aux classes laborieuses, lors de la courte période durant laquelle le salaire réel et la part des salaires se sont élevés, sans que l'investissement privé ne se soit encore effondré. À plus long terme, les véritables bénéficiaires d'un mouvement syndical puissant et revendicatif sont les capitalistes étrangers qui peuvent s'emparer des marchés abandonnés pour cause de sabotage, grève ou prix. Ce type d'analyse n'est donc guère réconfortant pour les chefs syndicaux. L'exemple souvent mentionné est celui de la Grande-Bretagne de l'après-guerre.

La lutte contre l'inflation est généralement considérée par les néo-radicaux comme l'imposition déguisée de mesures disciplinaires à l'encontre de la classe des travailleurs. Les programmes de contrôle des prix et des salaires rentrent dans ce cadre d'analyse, puisque les néo-radicaux présument que s'ils n'existaient pas, les forces économiques et sociales modifieraient la répartition en faveur des travailleurs [Boddy et Crotty, 1975, p. 11]. Néo-radicaux et néoclassiques s'entendent donc pour rejeter les contrôles qui contrecarrent les forces naturelles de l'économie. Cette position n'est pas que théorique, du moins au Canada, puisqu'en 1977 les économistes du grand capital et des centrales syndicales réussissaient à convaincre le gouvernement de supprimer la Commission de lutte contre l'infla-

tion, malgré l'opinion contraire des ménages syndiqués et de la population canadienne en général. [169]

Les économistes post-keynésiens, comme Keynes après la rédaction de la *Théorie générale,* pensent généralement qu'une politique gouvernementale de plein emploi et la négociation collective libre sont incompatibles si l'on désire contrôler l'inflation [Cornwall, 1984, p. 1651. Les post-keynésiens croient en effet que seule la crainte d'une diminution de l'opulence des consommateurs (ou une récession) peut convaincre syndicats et entreprises de limiter les hausses de salaires et de prix. L'inflation dépend tout autant des revendications des travailleurs que des désirs d'expansion et d'investissement des entreprises, les deux ayant un effet de rétroaction l'un sur l'autre [Seccareccia, 1984]. Pour les post-keynésiens, comme pour certains marxistes [Sherman et Evans, 1984, ch. 17], la monnaie est endogène, et l'inflation n'est pas un phénomène monétaire. L'inflation dépend du taux de croissance des salaires nominaux par rapport à la productivité, mais aussi du taux d'accumulation des entreprises. Dans la théorie post-keynésienne, si les travailleurs peuvent fixer le niveau des salaires nominaux, les entreprises sont encore en mesure de fixer les prix, les salaires réels, et les profits qu'elles voudraient normalement réaliser pour financer leurs investissements.

On comprend dès lors que les économistes post-keynésiens soient favorables à une politique de contrôle des prix et des salaires, le tout de concert avec une politique industrielle qui permette de fixer le taux d'accumulation macroéconomique compatible avec le plein emploi et qui permette de faire face à la contrainte du commerce extérieur [Cornwall, 1983 ; Eichner, 1976, chap. 8]. Pour les post-keynésiens, comme pour Keynes, l'inflation est un problème politique plutôt qu'économique. Autrement, dit, avec les institutions appropriées, qui favorisent la coopération plutôt que les relations conflictuelles, il est possible d'obtenir une économie (quasi) capitaliste fonctionnant au plein emploi, sans hausses de prix. Mais pour cela, il faut qu'entrepreneurs et chefs syndicaux reconnaissent les implications macroéconomiques de leurs décisions micro-économiques.

---

169 L'historique très instructif de la Commission de lutte contre l'inflation, et le rôle joué par les syndicats, le NPD et les grandes entreprises quant à son démantèlement, est rapporté dans Commission [1984].

Bien qu'elle exonère partiellement les syndicats des méfaits de l'inflation, la théorie post-keynésienne exige cependant beaucoup des chefs syndicaux. Ceux-ci doivent collaborer avec des instances patronales et gouvernementales renouvelées, à défaut de quoi la récession restera le seul moyen de discipliner les agents économiques disposant d'un pouvoir oligopolistique ou monopsonique. C'est ce qui a été observé au début des années quatre-vingt.

3. Conclusion : entrepreneurs et travailleurs, solidaires ou antagonistes

J'ai voulu illustrer, en quelques touches trop rapides, que la représentation des chefs syndicaux par les diverses théories économiques n'était guère plus reluisante que la confiance accordée par la population à ceux-ci. Dans les théories néoclassiques et néo-radicales, les revendications syndicales mènent au chômage. Dans la théorie néo-radicale, bien qu'il puisse parfois y avoir des intérêts communs, capitalistes et travailleurs ont des relations conflictuelles [Reich et Devine, 1981, p. 28]. [170] C'est par l'inflation que les syndicats réussissent à extorquer des gains (temporaires) aux entreprises.

Dans la vision post-keynésienne, contrairement à la vision radicale, les intérêts communs entre travailleurs et entrepreneurs surpassent de loin les intérêts divergents. Il est vrai que l'inflation résulte d'une divergence quant à la répartition et l'affectation du produit. Mais le conflit n'est pas nécessairement entre salaires et profits. Le conflit peut être dû à une remise en cause de la structure des salaires (en période de boom, la hiérarchie des salaires est moins marquée [Boddy et Crotty, 1975, p. 91, en partie sans doute à cause de la récession relative du marché segmenté secondaire de l'emploi), ou à une contestation de la répartition des profits. Dans ce dernier cas, les détenteurs d'actifs financiers à revenus fixes peuvent se lasser de l'inflation qui mange leurs revenus et faire pression pour que le gouvernement lutte contre l'inflation, par la création de chômage si c'est nécessaire, comme le pensait Kalecki [1971, p. 144].

---

170 Les titres des différents articles néo-radicaux illustrent bien cette attention portée aux aspects conflictuels : « Challenges to Capitalist Control », « Capital-Labor Conflict and the Productivity Slowdown », « Industrial Conflict and its Implications for Productivity Growth ».

Keynes prônait l'euthanasie du rentier parce qu'il lui semblait que seuls les rentiers pouvaient bénéficier d'une économie de sous-emploi. De fait, on constate que chaque récession est accompagnée de taux d'intérêt réels qui surpassent le taux de croissance de la productivité, seule rémunération des prêts qui pourrait être jugée normale dans une économie équitable [Lavoie et Seccareccia, 1986]. Il faut d'ailleurs souligner que les économistes néo-radicaux ne font aucune distinction entre entrepreneurs et rentiers, tous étant rassemblés sous le vocable général de capitalistes. De plus, la question des taux d'intérêt élevés, réels ou monétaires, n'est jamais abordée. C'est Malinvaud [1982], plutôt que les néo-radicaux, qui propose un modèle où le taux d'intérêt réel élevé, favorable aux rentiers, réduit la profitabilité des entreprises ainsi que l'emploi et le salaire réel des travailleurs. Dans la théorie post-keynésiennes, les entrepreneurs et les travailleurs requièrent un jeu coopératif. Il n'y a pas nécessairement arbitrage entre salaires et profits. Ceci est bien évident en période de sous-emploi et de sous-utilisation des capacités de production. Il est alors possible d'accroître le salaire réel et les profits globaux de l'économie. Mais même au plein emploi, l'introduction de nouvelles techniques permet l'accroissement de la profitabilité et de la productivité (et donc du salaire réel) pourvu que les travailleurs acceptent de collaborer. Ceci n'est cependant réaliste que si une politique d'expansion des marchés permet par ailleurs de garantir le plein emploi.

Il est tout de même significatif de constater que lorsque Bowles *et* al. [1984] sont contraints de proposer une alternative immédiate aux programmes d'austérité prônés actuellement et depuis plusieurs années par les gouvernements et la majorité des économistes orthodoxes, ils choisissent une relance par les salaires. Selon eux, la hausse des salaires réels devrait exercer un double effet bénéfique. Du côté de la demande, la hausse des salaires engendre une hausse de la consommation et donc du taux d'utilisation de la capacité. C'est l'effet habituellement mentionné par les post-keynésiens. À ceci les néo-radicaux ajoutent l'impact sur la productivité, du côté de l'offre. Comme déjà mentionné, les néo-radicaux considèrent qu'une hausse du pouvoir d'achat des travailleurs incite ceux-ci à déployer plus d'efforts au travail. De plus Bowles *et* al. pensent que la hausse du taux d'utilisation de la capacité accroît la productivité par l'élimination des entreprises peu efficaces, un effet inspiré de la théorie néoclassique. Bowles *et al.* [1984, p. 9] reconnaissent

que la situation actuelle de capacités excédentaires implique l'absence de conflit entre les détenteurs de capital et la force de travail. [171]

Si je dois tenter de conclure, je dirais que les chefs des grandes centrales syndicales n'ont plus le choix. En continuant à s'appuyer sur une analyse conflictuelle de l'économie, ils ne font que se déconsidérer davantage aux yeux de l'opinion publique. Us syndicats, qui prétendent avoir réussi à persuader les politiciens de procéder à des réformes sociales et maintenant que la récession semble quelque peu chose du passé, devraient adopter une attitude conciliatrice, omettre l'inévitable et sempiternelle rhétorique du rattrapage, et convaincre les gouvernements qu'il est temps d'adopter une politique tripartite de plein emploi et de contrôle des

---

171 Ce paragraphe résulte d'une remarque faite lors du colloque par mon collègue Mario Seccareccia. Ayant préfacé le texte de Bowles *et al.* [1984] dans lequel ceux-ci prônaient la relance par les salaires, mon collègue s'était un peu étonné de mes conclusions à propos de l'analyse néo-radicale de la crise. Ce texte constitue une anomalie par rapport au reste de la production des néo-radicaux. Bien qu'il soit clair que ceux-ci reconnaissent le rôle joué par la demande, en particulier lors de la Grande Dépression de 1933, les néo-radicaux attribuent la stagnation présente à des problèmes se situant du côté de l'offre. Ceci est particulièrement évident dans la longue défense de leur livre *Beyond the Waste Land* (1983). En particulier ils écrivent :

« Ceci ne signifie pas, bien sûr, qu'il n'existe aucune option pour la gauche face à une crise de l'offre. Mais cela signifie que les options à considérer doivent être considérablement plus radicales que celles capables de résoudre une crise de la demande. Si plusieurs pendant la Grande Dépression prônaient une résolution démocratique et égalitaire de la crise par la redistribution du pouvoir *d'achat* pour obtenir un niveau de la demande plus élevé, une sortie de la crise présente qui soit favorable aux forces progressistes requiert la redistribution du pouvoir lui-même » [Weisskopf *et al.,* 1985, p. 261].

Par la suite, les trois auteurs néo-radicaux ne proposent aucunement une hausse de salaire réel pour sortir de la stagnation. Au contraire, ils soulignent que les politiques sociales -démocrates de relance par la demande (par les salaires) poursuivies initialement par François Mitterrand en France n'ont pas amélioré les conditions économiques [lbid., p. 273]. Je dois ajouter que lors de la conférence d'été de l'Union for Radical Political Economics en 1986, Weisskopf s'est explicitement objecté à une politique de relance par les salaires.

revenus, tout en S'appuyant sur une théorie économique qui permette ce genre de politique. [172]

BIBLIOGRAPHIE

Ascah, L. (1984), « Sommes-nous tous des, néo-keynésiens à la Friedman-Phelps-Lucas maintenant ? », *L'Actualité Économique,* vol. 60, no. 1, 132-135.

Asimakopulos, A. (1975), « A Kaleckian Theory of Income Distribution », *Revue canadienne d'Économique,* vol. 8, août, 313-333.

Baran, P.A. et P.M. Sweezy (1966), *Monopoly Capital,* Monthly Review Press.

Bellemare, D. et L. Poulin Simon (1986), « Le plein emploi : objectif et stratégie économique », *Économies et Societés,* vol. 20, 346-386.

Benassy, J.P. (1984), *Macroéconomie et théorie du déséquilibre,* Dunod, Paris.

Boddy, R. et J. Crotty (1975), « Class Conflict and Macro-Policy : The Political Business Cycle », *Review of Radical Political Economics,* vol. 7, no. 1, 1-18.

Bowles, S., D.M. Gordon et T.E. Weisskopf (1986), *A Progressive Alternative for Economic and Social Renewal,* Canadian Centre for Policy Alternatives, Working Paper No. 2, 13 pp.

Bowles, S., D.M. Gordon et T.E. Weisskopf (1984), « Power and Profits : the Social Structure of Accumulation and the Profitability of the Postwar U.S. Economy », *Review of Radical and Political Economics,* vol. 18, no. 1-2, 1321-167.

Commission de lutte contre l'inflation (1984), *Historique de la Commission de lutte contre l'inflation,* Gouvernement du Canada, Hull.

Cornwall, J. (1983), *The Conditions for Economic Recovery,* Martin Robertson, Oxford.

---

172 C'est, si je les comprend bien, ce vers quoi tendent D. Bellemare et L. Poulin Simon [1986, p. 380 et sv.]. L'équivalent, au niveau micro-économique, serait l'adoption de négociations intégratives plutôt qu'adversariales.

Cornwall, J. (1984), « The Implications of an Inflationary Bias », in J. Cornwall (édit.), *After Stagflation : Alternatives to Economic Decline,* Basil Blackwell, Oxford.

Eichner, A.S. (1976), *The Megacorp and Oligopoly,* Cambridge University Press, Cambridge.

Friedman, M. (1977), « Inflation and Unernployment », *Journal of Political Economy,* vol. 85, no. 3, 451-472.

Hedges, J.N. (1983), « Job Commitment in America : Is it Waxing or Waning ? », *Monthly Labor Review,* vol. 106, July, 17-24.

Kalecki, M. (1971), « Political Aspects of Full Employment », in *Selected Essays on the Dynamics of the Capitalist Economy,* Cambridge University Press, Cambridge.

Keynes, J.M. (1973), *The General Theory of Employment, Interest and Money,* Macmillan, Londres.

Lavoie, M. (1985), « La Théorie générale et l'inflation de sous-emploi », in F. Poulon (éd.), *Les écrits de Keynes,* Dunod, Paris.

Lavoie, M. (1986), « Chômage classique et chômage keynésien : un prétexte aux politiques d'austérité », *Économie appliquée,* vol. 39, no. 2, 203-238.

Lavoie, M. et M. Seccareccia (1986), « Money, Interest and Rentiers : The Twilight of Rentier Capitalism in Keynes's 'General Theory' », À paraître dans O. Hamouda et J. Smithin (éd.), *Keynes and Public Policy After 50 Years,* Edward Elgar, Upleadon.

Loranger, J.G. (1984), « La théorie qualitative de la monnaie : quelques résultats économétriques pour l'ensemble de l'économie canadienne », *Économies et sociétés,* vol. 18, no. 4, 283-302.

Malinvaud, E. (1977), *The Theory of Unemployment Reconsidered,* Basil Blackwell, Oxford.

Malinvaud, E. (1982), « Wages and Unemployment », *Economic Journal,* vol. 92, no. 1, 1-12.

Naples, M.I. (1986), « The Unraveling of the Union-Capital Truce and the U.S. Industrial Productivity Crisis », *Review of Radical and Political Economics,* vol. 18, no. 1-2, 110-131.

Parkin, M. (1982), *Modern Macroeconomics,* Prentice-Hall, Scarborough.

Reich, M. et J. Devine (1981), « The Microeconomics of Conflict and Hierarchy in Capitalist Production », *Review of Radical Political Economics,* vol. 12, no. 4, 27-45.

Roosevelt, F. (1980), « Cambridge Economics as Commodity Fetishism », in E.J. Nell (édit.), *Growth, Profits and Property,* Cambridge University Press, Cambridge.

Rosenberg, S. et T.E. Weisskopf (1981), « A Conflict Theory Approach to Inflation in the Postwar U.S. Economy », *American Economic Review,* vol. 71, mai, 42-47.

Seccareccia, M. (1984), « The Fundamental Macroeconomic Link Between Investment Activity and the Structure of Employment and Price Changes », *Economies et Sociétés,* vol. 18, no. 4, 165-220.

Sherman, H.J. (1986), « Changes in the Character of the U.S. Business Cycle », *Review of Radical Political Economics,* vol. 18, no. 1-2, 190-204.

Sherman, H.J. et G.R. Evans (1984), *Macroeconomics,* Harper and Row, New York.

Weisskopf, T.E., S. Bowles et D.M. Gordon (1983), « Hearts and Minds : A Social Model of U.S. Productivity Growth », *Brookings Papers on Economic Activity,* no. 2, 383-441.

Weisskopf, T.E., S. Bowles and D.M. Gordon (1985), « Two Views of Capitalist Stagnation : Underconsomption and Challenges to Capitalist Control », *Science and Society,* vol. 49, no. 3, 259-286.

La “Théorie générale” et le keynésianisme

ANNEXE

Les dépenses publiques, moteur ou frein de la croissance ?

Une évaluation de Keynes, 50 ans après la Théorie Générale *

Louis Gill **

I. INTRODUCTION

Retour à la table des matières

Les activités économiques de l'État peuvent être regroupées en deux grandes catégories, les activités productives où les sommes engagées sont avancées en tant que capital, c'est-à-dire en vue de fructifier, et dont le produit est destiné à la consommation privée, rentable, et les activités improductives où les sommes engagées ne sont pas avancées en tant que capital, mais tout simplement dépensées, payées à même les revenus de l'État, et dont le produit est destiné à la consommation publique, non rentable.

---

* Ce texte est un extrait de *Privatisation, déréglementation, démantèlement du secteur public, pourquoi ?* Cahier No 8617D, Département des sciences économiques, UQÀM, juillet 1986.

** Professeur de science économique à l'Université du Québec à Montréal.

À la première catégorie se rattachent exclusivement les activités industrielles, commerciales et financières d'entreprises publiques qui, tout comme les entreprises privées oeuvrant dans les mêmes domaines, sont guidées par l'objectif de la rentabilité, y compris lorsqu'elles sont amenées pour des raisons diverses à soutenir temporairement des opérations déficitaires. Un capital « public » se constitue ainsi en cohabitation et en concurrence avec le capital privé, soumis aux mêmes impératifs et en proie aux mêmes difficultés d'accumulation. Voyant cette présence publique comme une intrusion déloyale dans un champ relevant de sa compétence, le capital privé en appelle à la privatisation des entreprises publiques et par voie de conséquence à la fermeture de celles d'entre elles qui ne sont pas rentables.

À la seconde catégorie se rattachent toutes les autres activités de l'État. D'abord, les services publics (éducation, santé, logement, transport en commun, etc.) l'administration publique (gestion de l'appareil administratif, législatif et judiciaire) et les fonctions redistributives (assurance-chômage, assistance sociale). Puis les travaux publics et les dépenses militaires. Si diversifiées soient-elles, toutes ces activités ont un point en commun. Les dépenses effectuées par l'État pour leur financement sont des dépenses improductives. Leur produit est destiné à la consommation publique. Comme telles, ces activités ne sont pas rentables. Non seulement elles ne fructifient pas, mais elles doivent être financées à même un prélèvement sur la consommation et l'accumulation privée. En ce sens, pour le capital, elles sont un poids. Les travaux publics et surtout les dépenses militaires exercent certes un effet stimulant sur la production, l'emploi et le profit et on pourrait ajouter que les autres dépenses publiques, en créant des revenus qui seront dépensés à leur tour, auront également une influence sur le système productif en augmentant ce que les keynésiens appellent la « demande effective ».

Quels que soient ces effets directs ou indirects des diverses dépenses publiques improductives, celles-ci demeurent improductives. Leur renouvellement exige continuellement un nouvel apport de fonds venant de l'extérieur du secteur public, de nouveaux prélèvements sur le secteur privé. Elles ne s'alimentent pas d'elles-mêmes. Elles ne s'autofinancent pas. Le poids qu'elles font peser sur lui, le capital privé tentera de le réduire en appelant d'abord à une diminution des impôts

sur les profits et à une hausse des impôts sur les salaires. [173] Un tel report du fardeau ayant forcément des limites, le financement par déficit budgétaire est le moyen qui reste si on veut dans l'immédiat éviter de grever davantage l'accumulation privée. Mais l'endettement public qui en découle constitue lui-même un obstacle pour le capital privé. D'abord parce qu'il doit assumer une part du financement de cet endettement par ses impôts actuels et futurs. Mais, même si tout ce financement provenait des seuls impôts sur les salaires, l'endettement public constituerait toujours un obstacle pour le capital privé ; le secteur public venant concurrencer le secteur privé pour l'obtention de fonds disponibles en quantité limitée sur le marché des capitaux, la hausse des taux d'intérêts qui s'ensuivrait imposerait un coût supplémentaire à l'entreprise privée et aurait en conséquence un effet de découragement de l'investissement privé. [174]

Le caractère improductif des dépenses publiques et l'effet cumulatif du report de leur financement à plus tard se traduit dans une dette publique croissante, dans ce qui est pour le capital privé un fardeau croissant. L'allègement de ce fardeau passe par la réduction du déficit budgétaire, par la compression des dépenses pu-

---

173 Les revenus de l'État ne se limitent évidemment pas aux seuls impôts sur les salaires et les profits quoique ces impôts comptent pour la plus large part de ces revenus. Il y a d'abord les impôts prélevés sur les autres catégories de revenus tels les honoraires professionnels, les revenus d'intérêts, les dividendes et les gains de capital. Quoique regroupés dans les statistiques officielles avec les impôts sur les salaires dans la catégorie « Impôt sur le revenu des particuliers », ces impôts se rattachent clairement à l'impôt sur les profits, les catégories de revenus dont il proviennent étant des revenus de capital au sens large et non des revenus de travail salarié. Les revenus de l'État comprennent aussi les revenus des taxes indirectes, des droits à l'importation, des autres droits, permis et taxes, des cotisations à l'assurance-chômage et/ou aux régimes d'assurance -santé, des transferts des sociétés d'État et des autres paliers gouvernementaux. Mais les sources de ces revenus divers finissent toujours par se réduire à l'équivalent de nouvelles taxes sur les salaires et les profits. Il en est de même de l'autre source de revenus gouvernementaux que constituent les emprunts nécessaires au financement des déficits. Ces emprunts sont remboursés, intérêt et principal, à même les impôts des années à venir sur les salaires et les profits.

174 Mécanisme connu sous le nom « d'effet d'éviction » (*crowding out*). Il va sans dire qu'en période de stagnation, l'importance réelle d'un tel phénomène sera sensiblement réduite en raison de l'existence d'une surabondance d'épargne ne trouvant pas à s'investir de manière rentable.

bliques. Mais la seule réduction des dépenses n'apporterait pas la solution recherchée par le capital privé. Au-delà des dépenses elles-mêmes, c'est avant tout leur caractère improductif qui est pour lui la cible. Dans cette perspective, un ménage complet s'impose auquel ne survivront que les activités méritant d'exister du point de vue du capital, c'est-à-dire les activités rentables. Les termes de cette remise en ordre : suppression des activités étatiques jugées superflues voire inutiles, rentabilisation (via une tarification générale) des services maintenus publics ou privatisation pure et simple de ces services.

Si telle est l'orientation qui se dégage aujourd'hui de plus en plus et de manière généralisée dans tous les pays capitalistes industrialisés, on est en droit de se demander pourquoi on est arrive là maintenant. Pourquoi la place occupée par le secteur public s'est-elle développée à une aussi grande échelle ? Pourquoi le capital privé a-t-il toléré aussi longtemps un tel développement d'activités improductives se nourrissant de l'accumulation privée ?

Pour tenter d'apporter une réponse à ces questions, il faut partir d'un fait. Si l'intervention systématique de l'État a été instituée comme politique économique générale, c'est qu'elle était vue comme le moyen de résoudre l'impasse dans laquelle se trouvait l'accumulation privée. Le point de départ se trouve donc dans les difficultés chroniques de l'accumulation du capital, ses blocages périodiques dans les crises et plus particulièrement dans la plus violente que le monde ait connue de toute l'histoire, la crise de 1929 suivie par la longue dépression des années '30.

II. PRÉMISSES ET OBJECTIFS DE LA POLITIQUE KEYNÉSIENNE

Élaborée dans les années 1930 au plus profond de cette dépression, la théorie de Keynes [175], qui énonce les fondements de la politique économique de l'intervention étatique, se fonde sur la prémisse suivante. L'économie capitaliste arrivée

[175] J.M. Keynes, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie,* Petite bibliothèque Payot, Paris, 1971 (traduction française de J. de Largentaye).

à maturité ne peut réaliser d'elle-même, par la seule activité privée, le plein emploi des ressources. Sans intervention de l'État, le plein emploi ne peut être atteint, l'économie est vouée à la stagnation. L'action de l'État, envisagée de manière permanente, est donc vue par Keynes comme le levier économique nécessaire pour stimuler la marche au plein emploi par le biais de l'investissement privé qui, grâce à l'intervention étatique, peut trouver le taux de rendement nécessaire à sa mise en oeuvre. L'intervention de l'État, explique-t-il, « est le seul moyen possible d'éviter une complète destruction des institutions économiques actuelles et la condition nécessaire d'un fructueux exercice de l'initiative privée. » [176]

Conscient de la menace que fait peser sur le système même de la propriété privée des moyens de production la misère sociale créée par les conditions économiques de la crise, Keynes voit dans l'intervention de l'État le moyen d'éviter le pire, la destruction des institutions capitalistes, et de rétablir les conditions nécessaires à l'activité économique rentable. « Je ne puis demeurer insensible à ce que je crois être la justice et le bon sens », précisait-il dans un ouvrage intitulé *Essays in Persuasion,* « mais la lutte des classes me trouvera du côté de la bourgeoisie instruite ».

Concrètement Keynes propose de combattre la dépression par une combinaison de mesures monétaires inflationnistes dont l'effet est de réduire les salaires réels, et de travaux publics financés par un déficit budgétaire à compenser par des excédents lorsque la relance aura pris effet. Il propose également d'agir sur le taux d'intérêt comme moyen de stimuler la relance de l'investissement privé. Mais l'insuffisance de la demande globale ne pourra être résorbée que si l'État prend « une responsabilité sans cesse croissante dans l'organisation directe de l'investissement » [177], relaie la dépense privée par la dépense publique. Pour réaliser l'objectif de relance de la demande globale, dans l'esprit de Keynes, tout investissement, quel qu'il soit, est bon. Même s'il accordait une importance particulière aux grands travaux publics, Keynes soutenait néanmoins que « la construction des pyramides, des tremblements de terre et jusqu'à la guerre peuvent accroître la richesse ». [178] Par le truchement du « multiplicateur », toute dépense est ainsi vue comme une source de revenu réelle, comme ayant un effet bénéfique sur la production et

176 Op. cit., p. 373.
177 Ibidem, p. 176.
178 Ibidem, p. 145.

l'emploi. Toute dépense publique est vue comme « productive », susceptible de suppléer à une dépense privée déficiente et d'impulser une croissance harmonieuse débarrassée des crises.

Les moyens keynésiens sont-ils aptes à réaliser les buts qu'on leur assigne ? Pour qu'ils le soient, il faudrait qu'ils puissent résoudre le problème même qui est à l'origine de leur utilisation, à savoir le blocage de l'accumulation privée. Pour qu'elle soit productive, au sens capitaliste du terme, il faudrait que la dépense publique, moyen privilégié envisagé par la politique keynésienne pour relancer la croissance, soit non pas productive en général, mais productive pour le capital, productive de profit. L'objectif de la politique keynésienne est précisément d'en arriver, par ce suppléant qu'est l'intervention étatique, à relancer l'activité privée rentable. Mais quelle est du point de vue du capital et de son accumulation, l'incidence effective de dépenses publiques qui, comme cela a déjà été établi, sont non pas productives mais improductives ?

III. UN STIMULANT DE LA « DEMANDE EFFECTIVE », MAIS UN POIDS POUR LE PROFIT

Us dépenses publiques stimulent indéniablement l'activité économique, et sous ce rapport, à première vue, on pourrait être incité à en conclure qu'elles ont atteint leur but. La production induite par elles, notamment par le biais des travaux publics, de la construction d'écoles, d'hôpitaux, sans parler de la production d'armes, augmente la « demande effective » au moyen d'achats à l'entreprise privée. Elle est de plus, et surtout, une production qui rapporte des profits aux entreprises qui la réalisent. Tout laisse donc croire que cette production induite par l'État a eu pour effet d'augmenter la quantité globale de profit qui échoit au capital privé, lui fournissant ainsi les ingrédients nécessaires pour surmonter ses difficultés d'accumulation. Il en est en fait tout autrement. La production induite par l'État, nous l'avons vu, une fois acquise par lui, est destinée à la consommation publique non rentable. Elle ne s'autofinance pas. Elle doit être financée par les revenus provenant des impôts ou des emprunts (impôts différés).

Supposons d'abord qu'elle n'est financée que par les impôts sur les profits. En prélevant ces impôts, l'État empoche des sommes qui ne sont plus disponibles pour l'accumulation privée. Pour l'État, ces sommes sont des revenus qu'il transforme aussitôt en dépenses. Il achète du secteur privé des biens qu'il paie en remettant à ce dernier les sommes qu'il a préalablement perçues sur lui en impôts. L'État obtient ainsi, en quelque sorte « gratuitement », des biens qu'il offre par la suite à la consommation publique, des biens qui par voie de conséquence ne seront pas accumulés. Les fournisseurs de l'État, eux, reçoivent contre livraison de leurs produits un revenu qui couvre leurs frais de production et leur assure un profit. Ils touchent un profit garanti par l'État. Mais cela n'a été possible que parce que l'État a préalablement puisé davantage dans les profits privés qu'il n'en remet par la suite en profits (si garantis soient-ils) au secteur privé ? [179] La différence entre les sommes perçues par l'État sur le secteur privé, et celles qu'il lui remet par après en profits est du profit « consommé », du profit non accumulé, affecté à la consommation publique, donc perdu pour l'accumulation privée.

Supposons maintenant que la production induite par l'État n'est financée que par l'impôt sur les salaires. Les sommes ainsi prélevées par l'État sont l'équivalent d'un profit supplémentaire réalisé au dépens des revenus des salariés, et appropriées par l'État. Elles sont affectées par lui à l'achat de biens produits à sa demande par des fournisseurs privés. Pour eux, ici encore, une partie du montant perçu sera du profit. Cependant, à la différence de la situation précédente qui supposait que les impôts étaient prélevés sur les seuls profits, le profit touché ici par les fournisseurs de l'État est pour le capital privé dans son ensemble un profit net, un apport réel de nouveaux fonds accumulables, dont la provenance est l'impôt sur les salaires. Du « profit » supplémentaire approprié par l'État via l'impôt sur les salaires, une partie est donc remise au capital privé par l'intermédiaire de la production induite par l'État et constitue un gain net pour lui, améliorant par le fait même sa situation ; l'autre partie est tout simplement dépensée, transformée en consommation publique.

---

179 De la somme totale versée par l'État à l'entreprise privée pour le paiement des biens qui lui sont livrés une partie seulement est du profit, l'autre couvrant les coûts de production.

Une première conclusion se dégage de l'analyse de ces deux situations « pures » et par le fait même essentiellement illustratives, mais qui se combineront nécessairement dans des proportions quelconques au coeur de la réalité.

La production induite par l'État n'améliore la situation du point de vue du profit global que si son financement provient d'une ponction sur les salaires. Si celui-ci devait provenir d'une ponction sur les profits, loin de s'améliorer, la situation se détériorerait. En fait, la condition qui permet l'amélioration est essentiellement celle dont dépendent en général la production capitaliste et l'accumulation, à savoir le rapport entre travail salarié et capital, entre salaire et profit, en d'autres termes la possibilité pour le capital d'extirper de la force de travail davantage de profits. La dépense publique et la production qu'elle induit ne jouent finalement ici qu'un rôle d'intermédiaire ; leur effet, s'il doit être positif, repose sur des fondements situés en-dehors d'elles. [180] La production induite par l'État est, par elle-même inapte à remédier aux difficultés de l'accumulation. Les conditions de valorisation du capital doivent être rétablies par ailleurs.

IV. LA PORTÉE RÉELLE DE L'EFFET « MULTIPLICATEUR »

Doit-on en conclure que les dépenses publiques n'ont aucune aptitude à dominer ou à tout le moins atténuer le cycle économique, à amorcer la relance d'une activité frappée par la stagnation ? Par le seul fait d'être dépensées, n'impulsent-elles pas une activité productive, ne mettent-elles pas des gens au travail, ne suscitent-elles pas des investissements qui à leur tour créent d'autres revenus dans un enchaînement d'effets directs et indirects, comme le suggère la théorie keynésienne du « multiplicateur » ?

Les dépenses publiques exercent indiscutablement un effet d'entraînement, comme cela a d'ailleurs été souligné plus tôt. Mais reconnaître ce fait qui saute aux yeux de tous ne dispense personne de s'interroger sur les effets réels et à plus

[180] Si elle devait être strictement financée de cette manière, à savoir par l'impôt sur les salaires, la dépense publique, du point de vue de ses effets sur la production de profit rejoindrait quant au fond l'autre composante de la politique keynésienne qu'est la réduction des salaires réels par le biais de l'inflation.

long terme déterminants, d'une intervention à première vue essentiellement salutaire. Les dépenses publiques stimulent l'activité économique. Elles ont un effet positif sur la production, l'emploi et le revenu. Elles suscitent la mise en place de nouvelles capacités de production. Elles auront éventuellement un effet d'entraînement sur l'investissement privé rentable, tant par l'amélioration de la situation économique d'ensemble à laquelle elles contribuent que par l'amélioration de la productivité industrielle à laquelle donnent lieu les opérations de recherche et de développement qu'elles subventionnent, en particulier par le biais des dépenses militaires.

Il y a donc eu accroissement de la production, de l'emploi et du revenu, création de nouvelles capacités de production. En soi, le résultat, pourrait-on dire, est des plus positifs. Mais, rappelons-le, en régime capitaliste tout cela n'a qu'une importance secondaire. Les résultats ne seront positifs du point de vue du capital que s'ils ont été simultanément générateurs de profits. Est-ce le cas ici ? Les dépenses publiques, en relançant l'activité économique, ont-elles été génératrices de profit ? Tout improductives qu'elles soient, n'ont-elles pas impulsé la création de nouvelles capacités de production, forme matérielle d'un capital nouvellement accumulé ?

Si les nouvelles capacités productives ainsi mises en place le sont exclusivement à des fins de production de biens destinés à une consommation publique élargie, il ne saurait être question alors, ni d'activité génératrice de profit, ni de formation de capital au sens strict, c'est-à-dire d'un capital dont la vocation est de fructifier. Élargie ou pas, la consommation publique demeure consommation publique, c'est-à-dire consommation non rentable. Élargie ou pas, la production induite par l'État, si profitable soit-elle pour les entreprises qui en sont les fournisseurs, n'est pas génératrice d'un profit global accru pour le capital privé dans son ensemble. Le strict effet « multiplicateur » n'a aucun pouvoir magique, encore moins celui de rendre productives des dépenses improductives. Dans le cas présent d'ailleurs, si effet multiplicateur il y a, celui-ci est plutôt dans le sens d'un accroissement du fardeau que reporte sur l'accumulation privée le financement de dépenses improductives accrues, en d'autres termes dans le sens d'un profit global amputé.

V. OU SE TROUVE LE MOTEUR DE LA PRODUCTION RENTABLE ?

La seule activité génératrice d'un profit global accru est celle qui proviendrait de la relance de l'investissement privé [181], de la création de nouvelles capacités productives dont les produits seront destinés non pas à la consommation publique non rentable, mais à la consommation privée rentable. Là se trouve l'épine dorsale de l'activité en régime capitaliste et le but ultime de la politique keynésienne est précisément d'en arriver par l'intervention étatique à rétablir les conditions nécessaires à la rentabilité privée. Il faut reconnaître cependant que le rétablissement de ces conditions n'a que peu à voir avec l'impulsion donnée par les dépenses publiques. Il est à rechercher avant tout dans les conditions d'exploitation de la force de travail, dans les mesures de « rationalisation », de « flexibilisation », d'extension du travail occasionnel et à temps partiel, dans l'imposition de concessions, de gel ou de réduction des salaires, dans la destruction des spécialités et l'introduction de la polyvalence, en un mot dans la détérioration des conditions de travail en général.

Les moyens keynésiens ont longtemps créé l'illusion d'avoir réussi à dominer les fluctuations conjoncturelles indésirables, à assurer une croissance soutenue débarrassée des crises. On a attribué notamment à leur efficacité la réalisation du « boom » économique des années de l'après-guerre. Les lendemains de fête n'en ont été que plus durs lorsque dès la fin des années 1960 on dût se rendre à l'évidence que la machine économique s'était de nouveau enrayée et que les mécanismes d'intervention keynésiens étaient impuissants à la faire redémarrer. Nombreux furent alors ceux qui durent déchanter. Parmi ceux-ci, le Conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI), qui déclarait en 1980 :

« Les dirigeants politiques comme les économistes se sont vus obligés de remettre en cause certains postulats dont la légitimité ne faisait pas de doute dans les années 50 et 60. L'un des postulats fondamentaux concernait le recours à la

---

181 Ou de l'investissement public rentable. Mais ce dernier ne se distingue pas quant au fond de l'investissement privé pour lequel il est d'ailleurs un concurrent direct.

politique de « réglage de précision » de l'économie, dont l'échec a été démontré durant les années 70. Pendant les deux décennies précédentes, les taux de croissance relativement stables enregistrés dans la plupart des pays industrialisés, ainsi que le comportement satisfaisant des prix, avaient laissé croire que les économies nationales pouvaient être gérées effectivement au moyen d'ajustements à court terme des politiques monétaires et budgétaire... Rétrospectivement, il apparaît clairement que ce n'est pas avant tout la gestion de l'économie, mais l'existence de conditions de croissance exceptionnellement favorables qui a été à l'origine des résultats économiques généralement bons des années 50 et 60. » [182]

Les conditions de croissance exceptionnellement favorables de l'immédiat après-guerre, et non le « réglage de précision » de l'économie par les techniques d'intervention keynésiennes, ont été à l'origine de la croissance des années 1950 et 1960. Ces conditions, d'ordre économique et politique, sont issues de la dévastation matérielle occasionnée par la guerre et des modalités de la reconstruction des économies nationales fondées sur l'exploitation de la main-d'oeuvre. Des rapports particulièrement favorables au capital, et non l'extension des dépenses publiques, ont permis la relance soutenue de l'accumulation. Les dépenses publiques n'ont pas été davantage à l'origine de la croissance qu'elles n'ont réussi à empêcher le retour à la stagnation.

La dépense publique ne peut donc pas être vue comme venant « relayer » la dépense privée lorsque cette dernière fait défaut par manque d'une rentabilité suffisante. Les deux ne se « relayent » d'aucune manière, la seconde étant productive de profit, alors que la première est consommatrice de profit. Tout au plus la dépense publique peut-elle contribuer à impulser sa reprise. Mais cela n'est réalisé qu'au prix d'une ponction sur l'accumulation privée et le fardeau qui en découle devient d'autant plus lourd dès lors que l'investissement privé est de nouveau mis en échec par une nouvelle baisse de la rentabilité. La dépense publique a permis d'accroître la production, l'emploi, le revenu, mais n'a pas résolu le problème de la rentabilité du capital. En continuant à s'accroître, elle fait peser sur lui un poids toujours plus lourd.

---

182 FMI, Rapport annuel, 1980.

VI. LE SECTEUR PUBLIC : UN ACQUIS POUR LA SOCIÉTÉ, UN POIDS POUR LE CAPITAL

Le poids dont il est question ici est évidemment un poids pour le capital et pour lui seul. Mais dans la mesure où l'économie capitaliste est fondée sur le capital, que son activité est déterminée par les seuls besoins du capital, ce poids croissant que fait peser sur lui l'extension des dépenses publiques apparaîtra comme un poids réel pour la société comme telle. « En tant que société », nous dira-t-on, « nous ne pouvons plus nous offrir un tel niveau de dépenses publiques. Nous n'en avons plus les moyens. Nous devons couper dans les services ou faire payer pour leur usage. Nous avons trop développé le secteur public. La société a vécu au-dessus de ses moyens, etc... ». C'est là pure démagogie qui vise à présenter les intérêts du capital comme étant ceux de la société tout entière. D'un point de vue purement matériel, la capacité productive de l'économie est tout aussi capable aujourd'hui qu'il y a dix ans de fournir la quantité de biens matériels qu'elle fournissait alors et d'en affecter une part au moins aussi grande à la consommation publique, à l'éducation, à la santé, etc... On pourrait même plutôt penser qu'elle est encore plus qu'avant en mesure de le faire au rythme où se poursuivent les innovations technologiques susceptibles d'améliorer la productivité. Un retour en arrière pourrait bien sûr être imposé à la société si elle avait été victime d'intenses destructions pour cause de guerres ou de cataclysmes naturels. Mais une telle chose n'a pas eu lieu. Et si jamais les capacités productives étaient aujourd'hui entamées par rapport à ce qu'elles étaient il y a dix ans, cela ne serait attribuable qu'a une chose : le fait que le capital les ait laissé dépérir, qu'il n'ait pas renouvelé les capacités existantes et a fortiori qu'il n'en ait pas créé d'autres. Mais cela ne s'explique alors que par une chose : l'absence pour le capital des conditions de rentabilité nécessaires pour que de nouveaux investissements soient faits. Nous voilà ramenés à la question de fond. Guidée par les besoins de la population et avec les capacités productives matérielles dont elle dispose, la société est parfaitement en mesure de maintenir, d'améliorer et d'extensionner les services publics dont elle

s'est dotée jusqu'ici. Ceux-ci sont pour elle un acquis à partir duquel progresser davantage, et non pas un fardeau dont il faudrait qu'elle se soulage.

Guidé par ses propres besoins (exigence du profit) et non par ceux de la société, le capital, à qui la société est soumise, exige la réduction de ces services qui constituent pour lui un poids. Comme condition de son propre accroissement, le capital impose à la société un recul. Pour garantir leur profit privé, les détenteurs de capitaux, soit la minorité de la population, visent les droits acquis de la population tout entière.

VII. L'EMPRUNT PUBLIC, IMPLE REPORT DES ÉCHÉANCES

Un fardeau croissant pour le capital peut être supporté tant que l'économie trouve encore les moyens de croître, mais ce fardeau devient insoutenable lorsque le ralentissement, voire la crise, survient. Les dépenses publiques ont donc permis de retarder la crise, mais sans en éliminer les causes et en aggravant les conséquences futures, un peu comme une bombe à retardement qui grossirait avec le temps. Elles ont joué un rôle analogue à celui que joue le crédit dans la production capitaliste en général, permettant à celle-ci de dépasser se propres limites au prix d'une aggravation ultérieure des problèmes qu'il donne l'illusion de pouvoir surmonter entre temps. Elles ont d'ailleurs largement joué ce rôle grâce au crédit lui-même.

1. Une dette non garantie par des actifs

Le recours à l'emprunt a permis leur extension sans que ne soit alourdi pour le capital privé le fardeau immédiat de leur financement. Un tel report à plus tard du paiement de la note se fonde toujours sur la présomption d'une capacité future meilleure de rencontrer les échéances. En principe donc, il ne devrait pas y avoir de problème à condition que la production et le revenu augmentent au moins aussi vite que la dette. Cela constitue la base de la théorie du budget équilibré non plus

année par année, mais sur une longue période, le financement par déficit budgétaire dans les années creuses devant fournir les moyens d'une relance qui permettrait de dégager les excédents budgétaires compensatoires au cours des années suivantes. Il y a là une symétrie agréable à postuler. Mais malheureusement pour la théorie, la réalité parfois brutale viendra de nouveau rappeler que les « investissements » publics auxquels donnent lieu les dépenses de l'État ne paient pas pour eux-mêmes, qu'ils sont financés par des emprunts « non garantis par des actifs ». Cela saute aux yeux notamment pour les dépenses militaires. Dans leur cas, la nature du capital fictif est évidente du fait qu'il s'agit d'un « investissement » dans les armements, c'est-à-dire dans des produits destinés à être détruits. Inexistants pour le système de production, on ne peut évidemment s'attendre à ce qu'ils fructifient et paient pour eux-mêmes. Les revenus d'intérêt payés par l'État sur les titres qu'il émet pour financer ses « investissements » militaires n'ont rien d'un revenu du capital. Ils sont les revenus provenant de nouveaux impôts ou de nouveaux emprunts. Ce qui est évident dans le cas des dépenses militaires est tout aussi vrai, en dépit de l'apparence du contraire, dans le cas des autres dépenses publiques improductives, y compris celles qui sont affectées à la construction d'hôpitaux, de routes, d'écoles, etc... Du point de vue de la société et du point de vue de la production en général, hôpitaux, routes, écoles, etc... sont, il va sans dire, des actifs matériels précieux, indispensables et on ne saurait les voir autrement que comme des actifs productifs. Du point de vue du capital, ce sont des actifs fictifs, improductifs. Ils ne rapportent pas. L'argent qui sert à les financer, à les reproduire et à les extensionner ne vient pas de leur fructification comme ce serait le cas s'il s'agissait d'un capital au sens strict du terme. Il vient du revenu perçu sur les salaires et les profits actuels et futurs. En d'autres termes les revenus d'intérêts versés par l'État sur les emprunts qu'il contracte auprès de la population pour financer ses dépenses improductives, quelles qu'elles soient, ne lui proviennent pas d'un capital qui aurait fructifié ; ils lui proviennent de nouveaux impôts prélevés sur cette population ou de nouveaux emprunts réalisés auprès d'elle.

2. Emprunter pour payer l'épicerie ?

Il est devenu coutumier pour le gouvernement de faire, en termes folkloriques, une distinction à l'intérieur de ses dépenses, entre ce qu'il appelle les dépenses d'investissement et les dépenses « d'épicerie », ces dernières étant les dépenses courantes (les salaires des employés, notamment), alors que les premières désignent les dépenses d'infrastructure. Dans le cadre de l'offensive menée contre le secteur public et au premier titre contre ses salariés, dans le but devenu prioritaire de réduire le déficit et les emprunts, les porte-parole gouvernementaux expliquent que si en « saine théorie économique » des emprunts sont justifiés pour financer la mise en place de « biens d'investissement », on ne saurait, sans courir à la faillite, emprunter indéfiniment pour « payer l'épicerie ». Or, un tel argument relève de la pure démagogie. L'ensemble des dépenses gouvernementales étant effectuées en vue de desservir la consommation publique non rentable, aucune d'elle n'est productive pour le capital, pas plus les dépenses « d'investissement » que les dépenses « d'épicerie », ce qui n'enlève pas ailleurs rien à la pertinence sociale ni des premières, ni des secondes.

3. Le poids croissant de la dette publique

Si donc les déficits budgétaires des années de base conjoncture doivent être compensés par des surplus budgétaires des années ultérieures, celles-ci devront être de véritables années de reprise générant des revenus (salaires et profits) suffisants pour la compensation voulue. Étant improductives, les dépenses publiques sont impuissantes à générer d'elles-mêmes ces sommes compensatoires. Si l'économie, par contre, n'arrive pas à redémarrer et qu'on tente de résoudre ces difficultés de redémarrage par des dépenses publiques accrues, le poids n'en sera que plus lourd sur le capital privé.

En admettant même que l'équilibre budgétaire en arrive à être atteint, sur une période déterminée, les surplus réalisés en fin de période permettant de rembourser les emprunts rendus nécessaires par les déficits de début de période, rien ne

serait réglé pour autant. Le remboursement de la dette ne transforme pas en capital les actifs gouvernementaux. Si tant est qu'on arrive à rembourser leur coût de production initial, encore faut-il continuer à financer les frais courants des services qu'ils fournissent (salaires des employés, coûts d'opération, d'entretien, etc...) et ces frais grossissent d'année en année, non seulement avec la seule extension du secteur public, mais aussi avec le vieillissement d'installations qui entraînent des coûts croissants de maintien en état de fonctionner, à moins qu'on veuille les laisser dépérir.

4. Dette privée, dette publique : deux « poids », deux mesures

Voilà autant d'éléments qui concourent à accroître une dette publique dont il faut souligner par ailleurs qu'elle n'est qu'une des composantes de l'endettement global, privé et public de l'économie. Au Canada, cet endettement atteignait les 860$ milliards en 1985, soit deux fois le Produit intérieur brut courant. Le gouvernement du Canada détenait 20% de cette dette (172 milliards) alors que les sociétés privées en détenaient 26% (31% en 1981), soit un montant de 224$ milliards. Le reste de la dette était détenu par les gouvernements provinciaux, locaux et le secteur hospitalier (13%), les sociétés non financières publiques (9%) et les ménages, hypothèques incluses (29%). [183]

Le niveau énorme et sans cesse croissant de cet endettement global est l'indice du caractère largement artificiel de la croissance de l'après-guerre propulsée par le crédit, mais d'autant plus vulnérable qu'elle repose sur lui. Dans la situation de léthargie économique générale qui caractérise la phase actuelle de l'économie mondiale, une formidable quantité de fonds privés, obtenus par voie d'emprunts, sont dirigés non vers la création de nouvelles capacités productives, mais vers de

---

183 Chiffres tirés de : ministère des Finances du Canada. Le plan financier, op. cit., Annexe 5. La dette de 172 milliards $ du gouvernement du Canada est la « dette non échue détenue par des tiers », c'est-à-dire, la somme des obligations négociables (émises sur les marchés intérieur et extérieur), des Bons du trésor, des obligations d'épargne du Canada, somme dont on soustrait la valeur des portefeuilles d'État.

gigantesques opérations de fusion, de rachat, de prise en main, en un mot vers des guerres essentiellement spéculatives du type « get-rich-quick ».

Seule la composante publique de cette dette globale est pourtant montrée du doigt comme un mal endémique qui ronge l'économie, impose un frein à la croissance. Pourquoi l'endettement privé, pourtant tout aussi significatif, échappe-t-il à une telle caractérisation ? Parce que, encore une fois, il est de la nature de l'endettement privé, fondé sur des actifs rémunérateurs, de « payer pour lui-même », de s'autofinancer à même les profits de l'activité à laquelle il donne lieu. Contrairement à l'endettement privé, l'endettement public finançant des activités qui échappent aux normes capitalistes de la rentabilité, ne s'autofinance pas. Il fait plutôt porter à l'accumulation privée un poids qui ne cesse de croître. Il se pose par ailleurs en concurrent à l'emprunt privé sur le marché des capitaux ; aux yeux du capital privé, cette concurrence pour l'obtention de fonds rend plus difficile et plus cher le crédit accessible à l'entreprise privée dont l'incitation à investir se trouve freinée (effet d'éviction).

VIII. LES IMPÉRATIFS DE LA RENTABILISATION LE RETOUR AU « LAISSER-FAIRE »

La réduction de la dette publique est donc une nécessité pour le capital. L'un des moyens de cette réduction est la hausse permanente des prix qui a pour effet de diminuer systématiquement d'année en année la valeur réelle de la dette à rembourser. La composante inflationniste de la politique keynésienne, en même temps qu'elle favorise le taux de profit en diminuant les salaires réels, contribue à réduire le poids des dépenses publiques sur l'accumulation privée.

Avec le changement de cap intervenu au niveau de la politique économique au début des années 80, le bilan d'échec de la politique keynésienne ouvrant la voie au monétarisme et à la « théorie de l'offre », les mêmes objectifs de rentabilisation seront poursuivis désormais dans le cadre d'une politique qui désigne la lutte contre l'inflation comme une priorité. En situation d'inflation réduite, la compression des salaires réels exige dorénavant une attaque directe contre les salaires, laquelle passe nécessairement par une attaque contre les conditions d'emploi et de

travail en général (salaire minimum, santé et sécurité, fonds de pension, ancienneté, accès à la syndicalisation...), attaque s'appuyant sur une réclamation de « déréglementation » à tous les niveaux, alors que la réduction de la dette passe par la compression directe des dépenses publiques et le démantèlement ou la rentabilisation des services de l'État, moyens draconiens d'enrayer à la source sa progression.

Il y a plus dans ces mesures qu'un simple réajustement d'aiguillage. Au laminage à demi perceptible des salaires réels et de la dette publique par l'inflation, se substitue maintenant une attaque ouverte, d'une agressivité débridée, dont le double objectif est la suppression de toute entrave à l'exploitation du travail et la liquidation du secteur public, c'est-à-dire la récupération par le secteur privé de ce dont il a été en quelque sorte « exproprié » au fil des années avec la place croissante prise par l'État ; il s'agit de « recapitaliser » une économie dont une part toujours plus grande en est arrivée à fonctionner en échappant aux règles du capital ; il s'agit de redonner un caractère capitaliste à tout un ensemble d'activités dont le maintien et l'existence devront dépendre de leur rentabilité et dont le fonctionnement sera partie intégrante de l'accumulation du capital.

L'orientation de la politique économique qui véhicule ces objectifs marque un renversement de la tendance générale de tout le vingtième siècle. Il faut souligner en effet que les premiers actes de développement d'un secteur public et les premières mesures sociales conquises par le mouvement ouvrier remontent non pas aux années 30, c'est-à-dire au moment où la théorie keynésienne a donné un statut officiel de politique économique à l'intervention étatique, mais à un demi siècle plus tôt, à partir des années 1880, comme résultat de la puissance grandissante du mouvement ouvrier européen, les partis ouvriers social-démocrates en construction, qui proclameront en 1889 le IIe Internationale. Le centre de gravité de ce mouvement se trouvant alors en Allemagne, c'est dans ce pays que les premières politiques sociales ont été conquises, loi de l'assurance-maladie en 1883, loi sur les accidents de travail en 1884, loi sur l'assurance-vieillesse et l'assurance invalidité en 1889, pour s'étendre ensuite, au tournant du siècle, aux autres pays d'Europe et à l'Amérique du Nord et au Québec (loi sur les accidents du travail en 1909, sur le salaire minimum des femmes en 1919, etc...).

IX. UNE LUTTE À FINIR CONTRE LES ACQUIS DU TRAVAIL

Tout au cours du 20e siècle, les difficultés chroniques de l'accumulation du capital privé se sont manifestées au sein de cette économie « arrivée à maturité » comme la désignait Keynes. Si le recours à l'intervention économique de l'État pendant toute cette période n'a pas permis de résoudre les problèmes de fond de l'accumulation, il serait tout aussi illusoire de croire que le retour au « laisser-faire », c'est-à-dire aux conditions mêmes qui avaient rendu nécessaire le soutien étatique à l'activité privée, soit le gage d'une reprise harmonieuse de l'activité économique. L'orientation en cours aujourd'hui ne peut donc que conduire à des conflits sociaux plus aigus.

Déréglementation, privatisation, « révision des fonctions gouvernementales », réduction du déficit budgétaire et de la dette publique, sont les mots d'ordre au nom desquels le capital a engagé sa lutte à finir contre les acquis historiques du travail, contre les conquêtes sociales et démocratiques des organisations syndicales et populaires (droits démocratiques à la santé, à la sécurité sociale, à l'éducation, ...) dont bénéficie l'ensemble de la population travailleuse, c'est-à-dire l'écrasante majorité de la population. Si essentiel soient ces acquis qui répondent à des besoins sociaux profonds, ils sont un obstacle pour le capital, pour la production de profit, pour l'accumulation privée. Pris de panique au moment où s'intensifie la crise chronique mondiale de l'économie, le capital est engagé dans une offensive en règle pour les liquider.

La nécessité de la plus solide riposte pour la défense de ces acquis a déjà suscité dans le camp des organisations ouvrières un retour à l'action unitaire sans laquelle aucune victoire n'est possible. Cette action fera nécessairement face tôt ou tard à l'obligation de se prolonger sur le plan politique.

Fin du texte